MADEMOISELLE CLÉMENCE

DERNIÈRE PARTIE (1)

IX

En travaillant avec Louise à frotter le lambris du corridor d'entrée, — luxe ancien de la maison nécessité par l'humidité des murs qui pourrissait les papiers de tenture, — Mademoiselle eut la douleur, un matin, de sentir le bois d'un panneau plier, craquer sous son doigt. Et ce panneau n'était pas le seul qui fût gâté; un bon morceau de la boiserie était malade. La percussion çà et là indiquait des vides, des faiblesses. Grave sujet d'inquiétude, de remords même, pour Mademoiselle. Elle se reprochait sa négligence. L'accident du lambris était un avertissement du ciel. Et l'avertissement n'était pas seulement pour Mademoiselle. Plus coupable que sa maîtresse, Louise s'accusait, se repentait avec elle. Chambre par chambre, elle l'aidait à vérifier, en des constatations minutieuses, l'état de santé de chaque meuble.

Cependant, l'inspection terminée, et, fort heureusement, sans de trop fâcheuses découvertes, il fallait au plus tôt remédier au désastre. Rien à faire, affirmait Guillem, le menuisier de Mademoiselle, si l'on ne commençait pas par assainir le mur. Il serait temps ensuite de rapiécer la boiserie et de la remettre en place Mademoiselle hésitait. Outre l'inconvénient de la dépense un peu lourde, elle souffrait à l'idée de la dislocation, de l'arrachement des panneaux, du désordre pour longtemps de son corridor transformé en chantier.

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1894.

Elle se décida pourtant. Et les profanations eurent lieu. La poussière se répandit, les coups de marteau se prolongèrent dans le silence des chambres; les chansons à voix blanche des menuisiers roulèrent au long des corridors.

La vie en même temps se trouva changée. Plus moyen de sortir; on ne pouvait pas laisser la maison seule; plus moyen de bavarder avec ces oreilles aux écoutes...

Il fallait forcément vivre avec les ouvriers. Maîtresse et servante ne quittaient plus l'établi. La douceur de l'automne permettait de se tenir devant la porte, au plein jour de la rue, qui s'ouvrait comme un autre corridor pas beaucoup plus ample et presque aussi tranquille que le corridor de la maison...

Les langues marchaient à l'unisson des rabots. Et c'étaient, débités par le menuisier, de vieilles histoires du quartier, de menus souvenirs de famille, des riens d'autrefois qui faisaient revivre pour Mademoiselle les paroles, le son de voix de ses chers défunts. Louise s'intéressait au travail, au maniement des varlopes et des guillaumes. Curieuse, elle voulait savoir le nom, l'usage de chaque outil; au risque de s'abîmer les doigts, elle s'exerçait à raboter un bout de planche, à cheviller un assemblage.

C'était l'ouvrier de Guillem, un nommé Antonin, qui lui donnait des leçons. Il lui apprenait à pousser le rabot, à assujettir le fer dans la lumière et, pour s'amuser quelquefois, il lui jetait des rubans de copeaux autour du cou. C'était un jeune artisan de campagne, venu pour se perfectionner au chef-lieu, un brave garçon d'allures paisibles, avec une figure de santé, rude, massive, et des yeux frais pleins de candeur. Sa tranquillité impatientait Louise. Elle le secouait, le taquinait, s'amusait à lui cacher ses outils, à délayer sa colle forte pour le plaisir de le voir se mettre en colère. Elle l'aurait pincé ou chatouillé plutôt que de le laisser en repos.

Tant et si bien que le camarade, piqué au jeu, finissait par s'émanciper, et il la poursuivait, il la serrait dans les coins, l'embrassait à la volée. L'évaporée se ravisait alors, sérieuse tout à coup, à son tour timide. Elle se faisait économe de gestes, sobre de propos. Leurs conversations étaient sur le pays d'Antonin, sur la vie au village. Sûrement, le jeune homme devait avoir quelque bonne amie là-bas, qui l'attendait. Antonin secouait la tête. Et Louise s'offrait à lui en chercher une. Brune, blonde, comment la souhaitait-il? On la choisirait à son goût. Antonin la voulait blonde, avec les joues rondes et une fossette au bord des lèvres... Pour faire le portrait plus ressemblant, Louise riait à pleine gorge.

— Plus riche que moi, objectait-elle; et son rire se fêlait tout à coup.

Sa gaieté s'en allait depuis quelques jours, sa cervelle d'oiseau s'ennuageait de songes. Et ces songes étaient tristes. Pour la première fois, il lui arrivait de penser à l'avenir, à ce qui l'attendait, si l'envie la prenait jamais de s'établir. Sans le sou, et enfant trouvée, qui pis est, bâtarde, quel serait le malheureux qui consentirait à la prendre? Ce ne serait pas Antonin, en tout cas. Sous ce front carré de paysan, pas de danger qu'il se logeât pareille folie. Ni celui-là, ni un autre... Elle pouvait en faire son deuil. « Quel bonheur que je ne l'aime pas, cet Antonin! » pensait-elle. Et elle souhaitait que s'achevât au plus tôt le travail des réparations, qu'il ne fût plus question de menuiserie ni de menuisiers. Elle le souhaitait; et, à mesure que s'avançaient l'assemblage et la mise en place des panneaux réparés, une langueur la gagnait, de jour en jour plus visible.

Ce fut cette langueur qui donna l'éveil à Mlle Clémence. Le rire de Louise manquait à la maison. Pourquoi son silence? Mademoiselle se mit à épier l'enfant. Et l'étonnement s'ajouta à son inquiétude. Toujours navrée, Louise devenait coquette. Sa tristesse se compliquait d'un ruban rose au cou et de frisures sur le front. Pour qui?

Une après-midi, Mademoiselle faisait la sieste dans sa chambre, Guillem était en courses, Antonin travaillait seul à l'établi. Il finissait de réparer un angle de corniche et, de temps en temps, sous prétexte de surveiller le pot à colle qui mijotait dans les cendres à la cuisine, il allait taquiner Louise. Elle plus silencieuse, lui plus bavard que d'habitude. Il lui demandait si, le travail fini, quand il quitterait Guillem, elle n'aurait pas fantaisie de le suivre au pays. Et il racontait la maison sur la place, au coin de l'église, la belle chambre, le lit et l'armoire menuisés de sa main et l'atelier derrière sur le jardin, au soleil; des allées de fruitiers, quelques carrés de légumes pour le pot-au-feu, des volailles pour les œufs frais, la haie en plein midi pour faire sécher la lessive...

Louise se moquait. C'était un pays de sauvages, là-bas, un désert; pas de musique à l'église, personne avec qui causer. Autant s'enterrer vif que de vivre dans un pareil trou.

Ils disputaient là-dessus, et brusquement, d'un geste pas calculé, à peine voulu, Antonin enveloppait Louise...

— Veux-tu?...

Il n'acheva pas de parler et Louise n'eut pas la peine de répondre... Les lèvres de son ami lui fermaient la bouche. Le pacte

était conclu. La gaieté revenait aussitôt; plus que de la gaieté, de la joie, une joie folle! Et des rubans, des rubans, des frisures, d'autres frisures; toute la fête de l'amour : du bonheur aux lèvres, une fleur au corsage. Le garçon, lui-même, lâchait sa réserve un peu sournoise, se trahissait à tout propos.

Mademoiselle, déjà sur l'éveil, n'eut pas de peine à les prendre sur le fait. Rien qu'une serrée des doigts en passant, mais si tendre! Pas moyen de s'y tromper.

La vieille fille manqua d'éclater sur le coup. C'était le remerciement qu'on lui réservait! Un an ensemble, sans se quitter d'une minute, sa vie changée, ses goûts, ses habitudes, tout bouleversé, tout sacrifié, et une belle révérence pour conclure. Bonsoir la compagnie! Un menuisier passait, le premier venu, un paysan, on s'en allait avec lui... Et ce serait elle encore qui, selon l'usage, offrirait à l'ingrate sa couronne de mariée, ce serait elle qui la conduirait à l'autel!...

Mademoiselle essayait de se raisonner. Cette Louise, après tout, n'avait pas fait pacte pour la vie avec elle. Un peu plus tôt, un peu plus tard, l'envie lui serait venue de s'établir. Pourquoi pas tout de suite? Si cet Antonin lui allait, autant celui-là qu'un autre. Rien à dire s'ils s'aimaient pour le bon motif. Rien à dire! Et pourtant! Mademoiselle ne pouvait pas s'accoutumer à cette idée. Son horreur de vieille fille pour l'homme, sa haine contre l'amour s'aggravait d'une âpre, d'une inapaisable jalousie. Et sa jalousie se donnait l'excuse d'un devoir à remplir. Louise, après tout, n'était qu'une enfant. Si l'aventure tournait mal, ce n'est pas elle seulement, mais sa maîtresse qui serait responsable. Il fallait au plus tôt séparer les amoureux. Louise pleurerait; tant pis! Elle oublierait ensuite; et le bonheur, de nouveau, habiterait rue Verte.

Par acquit de conscience, Mademoiselle consulta le soir même ses deux amis. Et, d'un commun accord, l'exécution fut décidée. Sylvain Méric se chargea d'avertir Guillem. Sous un prétexte quelconque, le patron remercierait le jeune homme et tout serait dit.

Antonin, en effet, ne reparut pas le lendemain. Et Louise tout le temps sur la porte, le cou tordu à l'attendre, jusqu'à ce que Guillem, fatigué de la voir souffrir, l'eût avertie que le garçon avait pris du travail chez un autre patron à Moissac. Il était parti le matin même.

— Pour combien de temps? interrogeait Louise.

— Pour toujours.

Louise se crut abandonnée. Et ce fut le désespoir alors, un désespoir sans cris, sans révolte. Plus personne. Une morte.

Et les journées passèrent.

Les réparations étaient finies depuis longtemps, le lambris en place, la maison retombée au calme.

Louise ne se résignait pas.

Elle pensait toujours à son Antonin. Elle le rencontra un matin qui la guettait au tournant de la rue Verte. Et, au premier mot de reproche, il l'emmenait au logement d'un ami chez qui il était descendu la veille. L'ami était sorti, ils étaient seuls; ils s'expliquèrent. C'était bien vrai qu'Antonin était occupé à Moissac. Guillem n'avait pas menti; seulement il n'avait pas tout dit; il n'avait pas avoué que c'était à la prière de Mademoiselle qu'il avait remercié son ouvrier, l'avait obligé de se caser ailleurs... Mademoiselle savait tout.

— Nous ne nous reverrons plus, alors? disait Louise.

Mais Antonin promettait de revenir, dès que ses parens lui auraient donné la permission de l'épouser; c'était l'affaire d'un mois ou deux. Et, une fois rentré, vite la noce. Ils ne se quitteraient plus. En attendant, ils se serraient l'un contre l'autre : Antonin plus hardi, Louise plus faible. Elle se défendait pourtant, se garait des caresses de son amoureux. Et Antonin se plaignait. Elle n'avait donc pas confiance en lui, qu'elle ne se laissait pas embrasser! Tout de suite ou dans un mois, qu'est-ce que ça faisait, puisqu'ils devaient être mari et femme. Il avait l'air si malheureux, cet Antonin; sa bouche près d'elle, tout près, était si persuasive! Louise oublia tout, se laissa prendre.

X

Et la vie continua : les journées lentes, les soirées paisibles, la messe première à pointe d'aube, la partie de piquet le soir, et les mêmes plaisanteries excitant les mêmes rires.

Louise riait aussi, distraite un peu cependant, un peu lasse. D'elle-même elle avait renoncé aux sermons, aux concerts, à l'agitation des sorties.

Elle n'avait de bonheur qu'à rêver.

Elle tricotait et tout à coup ses aiguilles s'arrêtaient de marcher, son regard se fixait, immobile.

— A quoi penses-tu, Louise?

— A rien, Mademoiselle.

Et Mademoiselle aurait pu se passer d'interroger et Louise de mentir.

Mademoiselle savait bien à quoi pensait Louise.

Louise était avec Antonin, à Moissac.

Elle le voyait, elle l'entendait ; elle ne voyait pas, elle n'entendait pas Mademoiselle. Elle avait avec sa maîtresse des conversations de sourde ; elle riait en retard, elle répondait de travers.

Mademoiselle ne s'y trompait pas. Elle le sentait bien, c'était la fin de son règne. L'amour triomphait. Elle avait signifié le départ à l'amoureux et voilà que l'amoureux, chassé par la porte, revenait par la fenêtre du rêve. D'autant plus dangereux qu'il était irréel, sans prise possible à son ennemie.

Mademoiselle recommençait à souffrir.

Louise ne lui appartenait plus ; sa soumission, son amitié même, elle les avait encore, mais une soumission matérielle, une amitié d'habitude. L'âme de l'enfant n'était plus à sa maîtresse ; hélas ! elle n'était même plus à Louise. Et la vieille fille n'avait pas le courage de lui en vouloir. Elle était assez punie d'aimer, la pauvre petite ! Elle s'exténuait à regretter, elle se consumait à attendre.

Un mois, deux mois...

Mademoiselle finissait par douter de la sagesse de ses résolutions ; elle se demandait s'il n'y aurait pas plus d'avantage pour elle à laisser se marier les amoureux. Mariée, Louise au moins lui serait reconnaissante, et qui sait si, plus tard, lâchée par son homme, battue peut-être, elle ne lui reviendrait pas tout entière ? Un attendrissement la gagnait à cette idée ; elle coulait au pardon. Mais déjà il était trop tard ! Antonin venait de se marier avec une autre. Instruits par Guillem de ce qui s'était passé entre leur fils et la bâtarde, les parens du jeune homme, peu désireux d'une bru sans le sou, avaient au plus vite arrêté et bâclé son mariage avec une voisine, une riche campagnarde. Antonin avait résisté un peu, en brave garçon qu'il était, puis comme il était paysan dans le fond de l'âme, c'est-à-dire tendre avant tout à la tentation des écus, il s'était laissé faire, avait consommé la trahison.

Ce fut Guillem qui en porta la nouvelle à Mademoiselle ; et il le fit en riant comme qui raconte un bon tour, assuré de faire plaisir à sa cliente. Mademoiselle eut en effet une joie à l'entendre. C'était le débarras final, la guérison par force de Louise. Droit et bref, sans ménagement aucun, elle lui servit la poignante nouvelle, elle l'enfonça dans le cœur de la malheureuse.

Et Louise s'effarait, incapable de répondre, à peine de comprendre, les yeux ronds, la face convulsée. Il fallut répéter la nouvelle mot à mot, l'assassiner une seconde fois. Instruite, elle insistait, exigeait des détails, le nom de la mariée, le jour du mariage... Qui l'avait dit à Mademoiselle ? Il semblait qu'elle ne pût pas se rassasier de l'affreuse certitude. Antonin ! Antonin ! invo-

quait-elle. Et ce mot de douceur jusque-là, ce mot de détresse maintenant, elle le criait, elle le hurlait à la fin. Ses mains se crispaient en même temps, sa douleur se faisait mécanique ; la bouche tordue, les yeux morts, elle se raidissait en une convulsion d'agonie...

Mademoiselle prenait peur, appelait au secours et, les voisins accourus, envoyait chercher le médecin.

La crise s'atténuait quand le docteur Tuste fit son entrée. Honteuse, anéantie, Louise se défripait, aplatissait ses cheveux, tamponnait ses paupières. Mais des marbrures persistaient à son front, un vertige l'obligeait à s'appuyer à la table, et une nausée la secouait en même temps, lui faisait monter le cœur aux lèvres.

Les voisins étaient partis. Et le médecin, sans se prononcer, dévisageait la malade, la détaillait de pied en cap, soucieux, un mauvais pli à la lèvre. Et il priait Mademoiselle de le laisser seul un moment avec la servante. Une minute... Mademoiselle attendait dans la salle à manger, angoissée vaguement, impatiente. Un cri la rappela, une nouvelle syncope sans doute... Non. Quand elle entra, Louise sanglotait, immobile, tombée en paquet sur une chaise, la tête dans ses mains.

— Qu'as-tu à crier? Tu m'as fait peur? interrogeait Mademoiselle.

Mais elle, se jetait, se traînait aux genoux de sa maîtresse :

— Pardon ! pardon ! sanglotait-elle, pardon ! Elle avait pris la main de la vieille fille et elle la pétrissait dans ses doigts, elle la mouillait de ses larmes.

— Pardon de quoi ? demandait encore Mademoiselle.

Ce fut le docteur Tuste qui répondit :

— Elle n'ose pas vous le dire. Elle est enceinte... Et sur le « oh ! » de la vieille fille, rouge de colère et de pudeur, le médecin saluait, sortait discrètement.

Tout de suite Mademoiselle s'était reculée de Louise. Un pas seulement, et ce pas avait mis comme un abîme entre elles. Sa figure en même temps, sa voix avaient changé ; la voix sèche, la figure comme murée, sans regard, impassible.

— Antonin? n'est-ce pas? s'informait-elle.

Un sanglot, un oui de la tête.

Et Mademoiselle :

— Tu vas monter dans ta chambre, faire ton paquet...

Louise ne bougeait pas.

— Ton paquet, entends-tu ? ordonnait la vieille fille.

L'enfant tordait ses mains vers elle en une audace d'imploration dernière ; Mademoiselle se reculait encore.

Et comme si la petite ne comprenait pas :

— Je te chasse, je te chasse !

Louise se relevait alors. Trébuchante, aveuglée de larmes, elle montait à sa chambre, jetait ses hardes dans le carton léger où, une année avant, elle avait porté son petit trousseau de pensionnaire. Elle hésitait, ses idées se brouillaient, ses mains refusaient de la servir ; un tourbillon de folie l'emportait à la dérive. Enceinte ! Elle était enceinte ! Ce n'était pas de la honte, ce n'était pas du remords : c'était quelque chose d'indistinct et de terrible ; un coup de poing sur sa nuque et elle chancelait, hébétée... Elle avait fini. Le carton à la main, elle descendait d'un pas ivre, d'un pas de suppliciée. Elle partait. Mais en bas, devant la porte de la maison, grande ouverte, d'un mouvement d'horreur elle se détournait comme au bord d'un puits, se rejetait vers Mademoiselle ; écartée aussitôt, envoyée à la rue d'une poussée brutale.

— Où voulez-vous que j'aille? sanglotait-elle.

— Où je t'ai prise... au couvent... si on veut de toi... Mais cette fois tu entreras par la porte des repenties !

— Adieu ! cria encore Louise.

La porte claqua comme un soufflet à son oreille. Et pendant qu'elle s'en allait comme folle, ne sentant même pas la curiosité de la rue braquée sur elle, de l'autre côté de la porte, dans le corridor, Mademoiselle tombait roide, évanouie.

XI

L'abbé Justrobe la trouva une heure après, frémissante encore, le sang aux joues, furieuse et effrayée des suites de sa colère, de l'apoplexie qui avait failli l'abattre.

— Pour une drôlesse ! se plaignait-elle. Et tout de même, elle s'inquiétait un peu de ce que cette drôlesse avait pu devenir. Pourvu qu'elle soit rentrée au couvent ! pensait-elle.

L'abbé Justrobe la rassura.

D'elle-même, l'enfant était venue le trouver en quittant la rue Verte. Heureusement ! Elle était comme folle, elle voulait se tuer. L'abbé avait eu du mal à la calmer, à l'accompagner à la Préservation, à la remettre aux mains de la supérieure. Et là, encore, quelle scène !

— J'en tremble encore, soupirait le vieillard. De toute ma vie de prêtre, je n'ai rien vu de pareil. Des cris, des sanglots ! Ça vous fendait le cœur. Elle m'a ôté l'envie de souper, la malheureuse ! Peut-être même prendrai-je un bain de pieds sinapisé en rentrant...

Et comme Mademoiselle, tranquillisée maintenant, sa responsabilité à couvert, s'emportait en injures contre son ancienne servante, l'abbé la reprenait doucement, l'invitait à modérer son verbe, la rappelait à la charité chrétienne... Vicieuse, Louise... Mademoiselle en était-elle bien sûre? Il la croyait, lui, victime au moins autant que coupable.

— Faible, à la bonne heure, oui, trop faible! C'est par faiblesse qu'elle a dû pécher, affirmait le prêtre. Mais ne me dites pas qu'elle s'est moquée de vous. Si vous saviez comme elle vous aime! Chez moi, au couvent, elle ne parlait que de vous, elle ne pensait qu'à la peine qu'elle vous avait faite. D'elle, de son malheur, de sa vie perdue, pas un mot. Elle ne s'occupait que de sa maîtresse.

L'abbé s'attendrissait à excuser Louise; la voix lui manquait à la fin, étranglée par l'émotion, nasillonnée par le flux des larmes prochaines. Et son émotion se cachait, timide, dans les plis de son mouchoir à carreaux...

— C'est ça, défendez-la maintenant, prenez parti pour elle, la pauvre innocente!

Mademoiselle haussait les épaules.

— Nous verrons ce soir ce qu'en pensera mon neveu Sylvain!

Mais Sylvain ne fut pas plus sévère que l'abbé Justrobe, Étonné seulement, oh! bien étonné, le brave garçon :

— Louise enceinte! Mais alors, à qui se fier, bon Dieu!

Puis ce fut une pensée d'égoïsme qui lui vint :

— Pourvu qu'on ne nous accuse pas! s'exclama-t-il en s'adressant à l'abbé.

Il devint blême sur le coup et l'abbé très rouge. Tous deux s'imaginaient la calomnie colportée, courant la ville; et l'un pressentait la grimace de son chef de bureau, les gouailleries de ses confrères, l'autre l'air pincé du premier vicaire, la mine goguenarde de son voisin l'épicier, un dignitaire franc-maçon propagateur retentissant des scandales ecclésiastiques.

A la réflexion cependant, l'un et l'autre se rassurèrent. Le vrai coupable était connu; Louise l'avait nommé et on avait un témoin, Guillem, qui savait toute l'histoire. La malignité publique serait aisée à confondre.

Plus calmes, l'abbé et le neveu ne pensèrent plus qu'à contenter leur curiosité, à s'enquérir des circonstances qui avaient accompagné le péché de Louise. Comment avait-elle fait pour tromper la surveillance de sa maîtresse?

— Comment? Le diable est bien fin, allez! soupirait Mademoiselle.

Elle s'accusait cependant de les avoir laissés seuls une ou deux fois, l'apprenti menuisier et elle. Mais le moyen de se méfier? Jamais elle n'avait rien vu de suspect entre eux.

Sylvain ne s'était douté de rien, lui non plus. Pourtant cet Antonin ne lui revenait pas. Il avait l'air sournois, ce garçon! Sans doute il avait dû la saisir dans un coin, la prendre de force. Pauvre petite! concluait-il, que va-t-elle devenir?

— Ce qu'était devenue sa coquine de mère... riposta la vieille fille. Ces bâtardes, ça tourne mal neuf fois sur dix.

Sylvain n'osait pas insister. Il s'informait seulement de ce qu'allait faire sa tante, de la remplaçante qu'elle donnerait à Louise.

Mais Mademoiselle ne se souciait pas de reprendre une nouvelle bonne. Une femme de ménage pour le gros travail, deux heures le matin, une heure le soir, c'était tout ce qu'il lui fallait.

— Seule la nuit! Ce n'est pas prudent! objectait l'abbé Justrobe.

— Toto gardera la maison, indiquait Sylvain Méric.

Et Toto, qui somnolait à son habitude douillettement couché sur un fauteuil, acquiesçait, sans bouger, d'un hochement de la queue.

Mais mal lui en prit d'être signalé à Mademoiselle. Elle fondit sur lui, le cueillit par la peau du cou et le renvoya d'un coup de pied à la cuisine:

— On t'en donnera du velours! s'exclamait-elle, indignée.

Et c'était sa vie depuis six mois, c'était sa faiblesse, son idolâtrie pour Louise qu'elle rejetait du même geste.

Le couvre-feu municipal surprit les trois amis en train de causer encore, de commenter la malheureuse aventure.

Pour la première fois depuis quinze ans ils n'avaient pas touché les cartes.

XII

Ils les reprirent le lendemain à l'heure réglementaire. Mais Louise n'était plus là pour se passionner aux rafles de l'abbé, pour égrener son rire aux mots d'esprit de M. Sylvain.

La partie languissait. On parlait de Louise.

Et Mademoiselle s'indignait:

— Je vous en prie, qu'il ne soit jamais question de cette misérable entre nous! recommandait-elle... Ce qui ne l'empêchait pas, si par hasard les autres l'oubliaient, d'en parler la première... Il est vrai qu'elle avait la précaution de ne pas la nommer.

— On ne l'a donc pas encore renvoyée du couvent? s'informait-elle un soir auprès de l'abbé Justrobe.

L'abbé, qui avait ses entrées à la Préservation, allait presque chaque jour prendre des nouvelles de la repentie.

— La renvoyer! bien sûr non, ripostait le brave homme. Savez-vous ce que me disait, pas plus tard qu'hier, Madame la supérieure? Cette enfant est si contrite, si affectueuse, que nous l'aimons s'il se peut plus tendrement encore qu'avant sa faute...

— Qu'elles l'aiment, qu'elles la gardent, à leur aise! ricanait Mademoiselle. Mais alors, je leur conseille de faire ajouter des barreaux à leurs fenêtres. Sinon la première odeur d'homme qu'elle reniflera, gare, elle sautera dans la rue!

C'était son bonheur, à la veille fille, de s'acharner sur son ancienne amie, de la traîner dans la boue.

Et l'abbé la reprenait chaque fois.

— Savez-vous que ce n'est pas chrétien ce que vous dites là? reprochait-il à Mademoiselle. Croyez-vous que vous n'êtes pas assez vengée? Allons, allons! si j'étais votre confesseur, je vous condamnerais à apprendre par cœur la parabole de l'Enfant prodigue...

La fête de Noël approchait. Un soir, avant l'arrivée de Sylvain Méric, l'abbé Justrobe prit Mademoiselle à part. Il était chargé d'une commission pour elle, de la part de Louise.

Et Mademoiselle d'abord refusait de l'entendre.

— Louise? quel toupet! je ne veux avoir aucun rapport avec Louise!

— Si fautive qu'elle soit, Louise est pourtant une créature de Dieu, comme vous, ma chère amie. La pauvre enfant veut communier le jour de la Noël. Elle s'est confessée; elle a fait sa paix avec Dieu. Elle serait plus tranquille si elle savait que vous lui avez pardonné.

— Pardonner? jamais! prononça la vieille fille. Et le geste en même temps, son geste habituel de colère, le coup de pouce en arrière aux brides du bonnet.

L'abbé ne se décourageait pas:

— C'est donc, reprit-il, que vous ne voulez pas communier vous-même dimanche prochain. Prenez garde! avec cette rancune au cœur, comment espérez-vous vous mettre d'accord avec Dieu?

— C'est une affaire à régler entre mon confesseur et moi. Ça ne regarde que nous deux... ripostait Mademoiselle.

Et l'abbé battait en retraite.

Mais au moment où il se levait pour prendre congé :

— Soit, lui disait la vieille fille; je pardonne; mais c'est à cause de vous, de vous seul; que cette malheureuse le sache bien.

— A cause de moi et du bon Dieu... concluait gravement l'abbé Justrobe.

XIII

A partir de ce moment il y eut une détente dans la colère de Mademoiselle.

Sa sévérité s'exprimait en sentences amères mais générales où le mépris s'atténuait en s'élargissant : « Pauvre humanité! » s'exclamait-elle; et les brides du bonnet ne volaient plus en arrière ; elles pendaient tristement, encadraient sa longue, toujours plus longue figure.

Mademoiselle s'ennuyait...

Le soir, ça allait encore. Le jeu, le bavardage consumaient tant bien que mal les minutes et les heures. Le couvre-feu arrivait toujours trop tôt. Et les matinées aussi passaient assez vite entre la piété et les nettoyages, la messe et le pot-au-feu. Thrézil, la femme de ménage, était là d'ailleurs, et quoique Mademoiselle la tînt à distance, lui parlant par signes et lui répondant par monosyllabes, c'était toujours un peu de vie autour d'elle, le souffle d'un être humain dans la maison. Mais Thrézil partie, ce semblant de société disparu, le reste de la journée s'allongeait, traînait indéfiniment.

Mademoiselle avait essayé de tout pour se distraire.

Frotter? Elle en avait assez au bout d'une demi-heure; et encore! Les bras lui faisaient mal, l'ouvrage n'avançait pas, trop pénible pour une personne seule.

Broder? Les yeux lui manquaient; il fallait recommencer le travail, gâcher les aiguilles et le fil.

Le chapelet aurait été une meilleure ressource; malheureusement la vieille fille s'endormait à la seconde dizaine.

Lire, alors?

Mademoiselle avait pris un abonnement à l'œuvre des Bons Livres. Les échanges se faisaient le dimanche matin chez les Sœurs Grises. Rien que des romans comme il faut, des recueils de nouvelles édifiantes. Le héros était presque toujours Breton, à moins qu'il ne fût Irlandais; et c'était, avec tous les épisodes prévus, l'éternelle légende des blancs contre les bleus, les blancs couverts de gloire et les bleus d'ignominie. Quelquefois cependant, le bleu se convertissait à la fin, épousait la châtelaine fleurdelisée et tout le monde était satisfait. Pas Mademoiselle. Les romans avaient fini de l'intéresser; les anciens aussi bien que les nouveaux. Exhumée pieusement, la *Mathilde* de Mme Cottin,

délices de sa jeunesse, l'avait fait bâiller dès le premier chapitre.

Que devenir?

Mademoiselle essaya un moment de l'horticulture en chambre. Le traditionnel basilic fut écarté, relégué à la cuisine, et ce furent à sa place le vaniteux camélia, la primevère frivole, toute la série des plantes de serre et d'appartement. Mais le camélia, trop copieusement arrosé, mourut de pourriture; la primevère de Chine, oubliée une nuit, gela sur la fenêtre; les cyclamens se refusèrent à fleurir.

C'était trop de déceptions à la fois. Désabusée des fleurs, la vieille fille se donna aux oiseaux.

Sylvain Méric lui avait fait cadeau d'un canari, un mâle haut sur pattes avec des épaulettes frisées comme des manches à gigot. Puis, comme le canari languissait, dépaysé, perdait la voix, elle lui procura la compagnie d'un tarin. Et le tarin s'apprivoisa presque tout de suite; il répondait quand on lui parlait, il venait manger le grain dans la main de Mademoiselle. Un jour qu'elle avait laissé la cage ouverte, après avoir flâné un moment dans la chambre, il avait de lui-même réintégré sa prison. Ce tarin était un ange. Mortel malheureusement. Mademoiselle la trouva un matin les pattes en l'air, raide sur le plancher de la cage. Et cette aventure la dégoûta des oiseaux.

Elle était seule de nouveau, bien seule.

La société de Toto finit alors par s'imposer. Disgracié, déchu depuis le départ de Louise, sevré de caresses et de sucre, le pauvre Toto s'était résigné au malheur. Timide, il s'exilait, se laissait oublier, vivait silencieux à l'écart de sa maîtresse. Il fut bien étonné de s'entendre rappeler un beau jour : « Toto! mon petit Toto! » et peu à peu réintégré dans ses anciens privilèges : la chaise à table à côté de Mademoiselle, le fauteuil pour la sieste, et, plus affectueux encore, les genoux de la vieille fille.

Mademoiselle tricotait; Toto dormait plié en rond, un œil entr'ouvert, en pleine béatitude. La vieille avait pris l'habitude de parler haut devant lui, et quand elle avait fini : « N'est-ce pas, Toto? » interrogeait-elle.

Il était souvent question entre eux d'une certaine personne qu'on ne nommait pas, une ingrate, une sans-cœur qui s'était moquée d'eux, les avait trahis pour les beaux yeux d'un apprenti menuisier. — « N'est-ce pas que tu ne l'aurais jamais cru, mon petit Toto? »

Elle continuait : « Il lui en cuit sans doute à présent, à cette malheureuse. Elle doit trouver les journées longues! Tant mieux,

qu'elle languisse; tant mieux, qu'elle pleure! Elle nous a fait assez souffrir; pas vrai, Toto? »

Quelquefois, Mademoiselle conduisait le roquet à la chambre de l'absente. Tout, depuis son départ, était resté à la même place, les draps au lit, la serviette sur le pot à eau, comme si elle allait rentrer. Il y avait une petite image du Sacré-Cœur épinglée au mur, près du bénitier, au-dessus de son lit, et une marque au crayon avec une date sur la porte. C'était la taille de l'enfant, mesurée par Mlle Clémence le jour où elle était entrée dans la maison.

Toto cherchait Louise; il furetait, reniflait dans les coins, se dressait debout contre le lit, et finalement, découragé, s'asseyait, le nez en l'air et aboyait au perdu.

— Tu peux aboyer, mon pauvre Toto, soupirait Mademoiselle; elle est trop loin; elle ne t'entend pas!

XIV

Mademoiselle s'ennuyait de Louise. Elle la réprouvait et la regrettait. Elle regrettait ses journées avec elle, son bavardage, la joie de ses yeux, le cristal de son rire. Elle regrettait surtout son bon cœur, cette chaleur d'amitié qu'elle répandait autour d'elle.

Sa colère des premiers jours était tombée; elle y voyait plus clair, maintenant. Non, ce n'était pas vrai; Louise ne s'était pas moquée d'elle, Louise n'avait pas cessé de l'aimer; jamais personne ne l'aimerait autant que Louise.

— Eh bien, tant pis! je me passerai d'être aimée! décidait Mademoiselle. Je m'en étais bien passée jusqu'ici!

Et elle se défendait de penser encore à sa petite servante, elle se rejetait vers l'amitié raisonnable de l'abbé Justrobe et de Sylvain Méric. Mais ce n'était pas la même chose. La société de ces vieux garçons était sans attraits pour elle. Louise continuait à lui manquer. Elle ne pensait pas encore, elle n'aurait pas osé penser à la reprendre, à faire sa paix avec elle. Elle s'y acheminait pourtant. Et d'abord elle en arrivait à juger moins sévèrement sa faute. L'abbé Justrobe avait peut-être raison. L'enfant avait été surprise. Les hommes sont si canailles! Elle s'était laissée aller par faiblesse, et, une fois sur la pente, la tendresse, comme un vertige, l'avait emportée.

Ainsi s'atténuaient les griefs, s'aplanissaient les obstacles.

Mademoiselle faiblissait.

Une lettre de Louise acheva sa déroute. Oh! cette lettre! Un torrent de repentir et d'amour! Elle savait qu'elle n'était pas digne de paraître devant sa maîtresse, pas même pour lui demander pardon. Si elle lui écrivait, c'est qu'elle allait partir; Mademoiselle

n'entendrait plus parler d'elle. Les dames de la Préservation l'envoyaient se délivrer chez une sage-femme de Toulouse. Et elle ne reviendrait jamais. On lui trouverait une place là-bas, peut-être quelque bonne âme consentirait à se charger d'elle. Elle ne reparaîtrait plus à Montauriol.

Mademoiselle avait peine à finir sa lecture. Pour la première fois depuis le départ de sa petite amie, elle parvenait à pleurer; ses larmes tièdes allaient retrouver sur le papier les larmes à peine sèches de sa servante.

Toute sa tendresse revenue jaillissait impérieuse. Il ne s'agissait plus d'indulgence ni de pardon. Elle aimait Louise; elle ne pouvait plus se passer de Louise.

Elle hésitait pourtant. Le plus sage eût été de la laisser partir pour Toulouse, de la reprendre une fois délivrée...

Elle hésitait. Qu'allait-on dire, qu'allait-on penser? Louise chez elle, Louise faisant ses couches rue Verte!

Mais à peine sorti, son désir de revoir Louise croissait, s'affirmait, devenait irrésistible. Ce n'était déjà plus un désir, c'était une volonté.

Attendre? et pour qui? pour des étrangers, pour des indifférens, pour Mlle Cormaçon peut-être ou quelque caquet bon-bec de son espèce. Elle pouvait être heureuse demain, et elle languirait encore quelques mois pour la satisfaction des commères de la paroisse. Et si, en attendant, là où elle irait, Louise était mal soignée; si on lui trouvait une meilleure place!

Non, décidément, elle n'attendrait pas.

Sylvain Méric et l'abbé Justrobe furent cependant consultés; mais pour la forme.

— Je savais d'avance tout ce que vous alliez me dire, répondit Mademoiselle aux objections de ses amis. Je ne suis pas raisonnable; mais c'est plus fort que moi; je ne peux pas vivre sans Louise. Vous-mêmes, j'en suis sûre, quand elle sera là, vous me remercierez de ne vous avoir point écoutés.

XV

C'était dans le parloir où, un an avant, étonnée un peu, si vite émue, avait comparu l'orpheline aux joues rondes.

Les arrangemens étaient pris cette fois encore avec la mère supérieure, tout était décidé, réglé.

Mademoiselle attendait Louise. Et Louise arrivait. Mais quelle Louise! Oh! ces joues, ces joues flétries, ces yeux, ces pauvres yeux, creusés par l'habitude des larmes, et ce pli à la

bouche, ce pli amer en expiation du pli léger des caresses!

Elle arrivait, ne sachant rien encore des projets de Mademoiselle.

Elle avait dépouillé la livrée des repenties, repris ses habits de servante; elle croyait partir pour le triste voyage des couches. Et troublée, avec la douleur d'un adieu encore au cher couvent, avec la honte de sa taille déformée à montrer en public, elle faisait son entrée au parloir.

Mademoiselle se raidissait, se forçait à prendre une figure de sévérité, une figure pour les mots d'accueil, un peu graves, qu'elle voulait adresser à l'enfant prodigue.

Mais devant cette créature de malheur, qui venait au-devant d'elle, les mots manquèrent à Mademoiselle. Plus de paroles, un geste : les bras ouverts, et Louise s'y jetait en sanglotant.

Impossible de parler, elle aussi ; des larmes, rien que des larmes. Au parloir, en fiacre, rue Verte; et des prosternations, des baisers aux mains, des baisers à la robe de Mademoiselle...

— Assez! assez! Figure-toi que tu es sortie tantôt, il y a une heure, et que tu rentres, lui disait la vieille fille.

Et comme Louise ne s'arrêtait pas de pleurer :

— Allons, reprenait sa maîtresse, dépêche-toi d'embrasser Toto pour qu'il se taise; il japperait jusqu'à demain. Et vite, à la besogne. Ce n'est pas le moment de s'attendrir; il faut songer au dîner; voyons si tu n'as pas oublié de préparer le tourin.

Mademoiselle y mettait les mains la première, cassait les œufs, accrochait la marmite. Elle agissait et elle parlait en même temps, animée, épanouie, rayonnante. Mais Louise assistait à sa joie de loin, étrangère un peu, déshabituée du rire. Les encouragemens, les bousculades amicales de sa maîtresse, au lieu de la mettre en train, achevaient de la paralyser.

— Quand je te dis que j'ai tout oublié! lui répétait Mademoiselle.

Mais Louise n'oubliait pas. Elle aurait tant voulu, elle ne savait pas recommencer à vivre. Le pardon, le retour, tout ce qu'elle osait souhaiter à peine, elle le tenait; le bonheur était là de nouveau devant elle, et elle ne pouvait pas le saisir. Machinalement, malgré elle, elle se reculait, elle se repliait dans la honte.

Le souper fini, l'arrivée des joueurs de piquet la mit en fuite. Il fallut la relancer à la cuisine, la ramener par force à la salle à manger. Et là, passive, distraite, répondant court, riant du bout des lèvres, elle suivait vaguement la partie, regardait passer les cartes. Elle se souvenait d'une autre Louise, assise quelques mois avant à la même place, une Louise rieuse, innocente, paisible.

Oh! cette Louise ancienne, cette sœur ingénue, quand reviendrait-elle?

Le couvre-feu avait sonné. La prière du soir était dite. C'était la minute du tête-à-tête intime avant le sommeil. Et la vieille fille s'étonnait de la tristesse persistante de la petite; elle s'en plaignait tendrement. Puisqu'elle était d'accord avec le bon Dieu, réconciliée avec sa maîtresse, que lui importait le reste? Elle n'avait qu'à se laisser vivre, à se laisser aimer...

— Oh Mademoiselle! Mademoiselle! articulait Louise.

Et ses larmes achevaient de répondre pour elle.

XVI

Louise rentrait du marché toute bouleversée, les pleurs à la pointe des cils, les sanglots au bord des lèvres, et, la porte refermée, aussitôt chez elle, elle éclatait, pleurait à pleins yeux, sanglotait du plus profond de sa poitrine.

— Qu'as-tu? que t'a-t-on fait encore? lui demandait Mademoiselle.

Et Louise d'abord ne voulait pas répondre... Maintenant qu'elle avait pleuré, c'était fini, elle n'y pensait plus...

Mademoiselle insistait et la petite servante se plaignait vaguement, sans nommer personne : des histoires, comme tous les matins, des rires dans son dos, un bruit de mauvaises paroles, voilà tout. Mais qui avait ri? qui avait parlé? Elle ne savait pas, elle n'avait pas vu...

— C'est bien, j'irai demain avec toi, concluait Mademoiselle; et gare au premier qui bouge!...

Le lendemain, en effet, maîtresse et servante faisaient leur entrée ensemble sur la place : Louise devant, humble et dolente, Mademoiselle après, raide, sanglée, en bataille. Elle avait rejeté le voile de son chapeau en arrière, et le regard dur, le sourcil froncé, elle allait, prête à foudroyer l'ennemi. L'ennemi ne vint pas. Ni au marché, dans la foule, ni chez les fournisseurs, chez l'épicier, chez le boucher où la vieille fille avait tenu à chaperonner sa servante, personne ne s'avisa de lever la langue.

— Tu vois bien! disait Mademoiselle en rentrant rue Verte.

On se rattrapa le lendemain.

De nouveau les risées, les basses insultes accueillirent la malheureuse fille. Et elle, muette sous l'averse. Elle était décidée maintenant à ne rien voir, à ne rien entendre, surtout à ne rien laisser voir ni rien entendre à Mademoiselle. Meurtrie, navrée,

elle eut le courage de sourire, de faire mentir sa figure devant sa maîtresse...

— C'est fini! je n'ai eu qu'à me montrer. Des bavardages, rien de plus. Ces gens-là ne sont pas si méchans qu'ils en ont l'air... affirmait la vieille fille.

Si elle avait pu deviner ce qu'on disait, ce que la calomnie était en train de broder sur le malheur de Louise! Ce n'était pas la petite bonne seulement qui était en cause; le scandale s'étendait, atteignait les amis de la maison. C'était trop facile, vraiment, de mettre l'enfant sur le compte du menuisier. Le menuisier, allons donc! Sylvain Méric, à la bonne heure : un bourgeois, un brave homme; le scandale prenait un peu de montant. Il avait joliment caché son jeu, celui-là! Et qui sait depuis quand? Car cette aventure n'était sans doute pas la seule. Le vice chez lui était héréditaire. Son grand-père maternel avait mis à mal une fleuriste; et lui-même, en cherchant bien... Un détail suspect, c'était que ses femmes de ménage n'avaient jamais l'âge canonique; il les remerciait avant, le scélérat!

De ces accusations une légende se formait, une figure de libertin honteux qui s'imposait bientôt à l'opinion.

En quelques jours Sylvain Méric était devenu la fable de la ville et la distraction du bureau de l'architecte municipal. A mots couverts d'abord, pour faire durer le plaisir, brutalement ensuite, ses collègues l'avaient entrepris à propos de sa bonne fortune. C'étaient des complimens à rebours, des condoléances pour rire. Le thème était fixé chaque jour, les rôles distribués à l'avance. On ne s'ennuyait pas dans le bureau; des collègues venaient, de l'état civil ou des travaux publics, pour s'offrir la tête du malheureux Sylvain, piquer quelques plaisanteries de plus dans la cible.

Ahuri, indigné, Sylvain ne savait à qui répondre. A peine s'il osait retourner rue Verte; il prenait des chemins détournés, se glissait le long des murs; deux soirs de suite il manqua le rendez-vous de huit heures, se montra au café, au théâtre. Infortuné Sylvain!

Cependant, au bout de quelques semaines, les plaisanteries des collègues commencèrent à s'user. Les malintentionnés désarmaient devant l'écrasement du pauvre homme. Déjà la malignité publique se détournait de lui, cherchait une autre victime.

Après Sylvain Méric, c'était à l'abbé Justrobe qu'elle s'attaquait maintenant. N'était-ce pas chez lui que Louise avait trouvé asile en quittant sa maîtresse, n'était-ce pas sur sa recommandation qu'on l'avait reprise chez les sœurs? Charité ou discrétion? qui

sait? Les murs des couvens en diraient long s'ils se mettaient à parler...

Ainsi présentée, la calomnie courut bon train, repoussée par les bonnes âmes, accueillie par les autres. La ville bientôt se trouva divisée en deux camps; les cafés, les cercles prirent parti pour ou contre. Les *Mille-Colonnes* tenaient en faveur de l'abbé, tandis qu'à l'*Europe*, il n'était pas bon à ramasser avec des pincettes. Il y eut des entrefilets perfides dans le *Progrès*, organe bi-hebdomadaire de la démocratie, et des ripostes énergiques dans la *Gazette*, journal des intérêts conservateurs. Le clergé ne pouvait pas se désintéresser de la querelle. Pour inoffensif qu'il fût, l'abbé Justrobe avait quelques ennemis. Ils le dénoncèrent au curé de Saint-Eutrope, mirent en mouvement l'autorité diocésaine.

Quelle secousse dans la vie de ce serviteur de Dieu! A son âge, comparaître en accusé devant son évêque, se disculper, plaider, lui si médiocre orateur! Heureusement le passé de l'abbé parlait pour lui; toute une vie de devoir et de sacrifice. Monseigneur le renvoya absous; mais en l'engageant à espacer ses visites rue Verte, au moins jusqu'après les couches de Louise.

Au fait, pourquoi la vieille fille n'enverrait-elle pas sa bonne se délivrer à l'hôpital? L'opinion se calmerait en attendant, et, les couches faites, l'enfant mis en nourrice, les mauvaises langues seraient bien obligées de s'arrêter.

Après quelques hésitations, l'abbé et le neveu s'entendirent pour conseiller cet arrangement à leur amie. En payant, Louise serait aussi bien à l'hospice que chez sa maîtresse; mieux soignée même en cas de maladie, les remèdes, le médecin au bout de sa sonnette. L'établissement était à deux pas, dans la paroisse; Mademoiselle était au mieux avec la supérieure; elle pourrait aller et venir librement, tenir compagnie à la petite tant qu'elle voudrait. Et personne n'aurait rien à dire...

— Qu'on dise ce qu'on voudra, répondait Mademoiselle; croyez-vous que je n'aie pas remarqué les mines qu'on me fait depuis quelque temps? Monsieur le curé m'a saluée à peine hier matin, en sortant de Saint-Eutrope et Mlle Cormaçon a fait semblant de ne pas me voir. Tant pis pour elle, et tant pis pour lui. J'irai droit mon chemin...

L'autorité épiscopale elle-même, invoquée par l'abbé Justrobe, ne faisait pas sourciller la vieille fille.

— J'aime mieux être d'accord avec ma conscience qu'avec Monseigneur! affirma-t-elle.

L'abbé insistait et Louise elle-même, qui avait tout entendu de

la cuisine, intervenait à son tour, demandait à partir, à les débarrasser de sa présence. On en avait déjà trop fait pour elle. Elle ne resterait pas un jour de plus...

Mademoiselle fut inflexible :

— Je t'ai reprise, je te garde!

Et comme l'abbé se lamentait, perplexe, hésitant entre son amitié pour la vieille fille et les recommandations de Monseigneur :

— Séparons-nous, conclut-elle; je sais les misères qu'on vous fait, mon pauvre abbé, et à toi aussi, mon cher Sylvain. Vous avez assez souffert; abandonnez-moi, reniez-moi pendant quelques jours. On se fatiguera sans doute de parler de nous. Vous reviendrez alors; nous passerons encore de bonnes soirées ensemble.

XVII

On se quitta là-dessus. Mademoiselle demeura seule avec Louise. Mais cette solitude à deux ne l'effrayait pas. Louise lui appartenait davantage. Le malheur la mettait plus près d'elle encore. Mademoiselle était son refuge, sa providence; elle pensait, agissait pour elle. Dans l'état de prostration où elle était tombée, la pauvre petite n'aurait été capable de rien, sans l'activité autour d'elle, le courage, la bonne humeur de sa maîtresse. C'était grâce à elle uniquement qu'elle parvenait à vouloir, à espérer. Espérer pour elle? non, mais pour celui qui allait venir, pour l'innocent qui remuait déjà dans ses entrailles. Ne fallait-il pas penser à lui?

Mademoiselle y pensait, s'en occupait. Elle avait fait provision de toile, de flanelle, de piqué blanc; elle avait acheté du fil à faufiler, du fil à coudre, tout ce qu'il fallait, et en belle qualité, pour confectionner la layette.

Et, tout de suite, la maîtresse et la bonne s'étaient mises à l'ouvrage. Mademoiselle coupait, taillait les brassières, les béguins; Louise cousait, ajustait les pièces.

C'était l'occupation des après-midi. Les giboulées de mars obscurcissaient la rue, obligeaient les couturières à travailler dans l'embrasure de la fenêtre. La table à côté s'encombrait de modèles, de coupons de toile; et cet étalage de blanc, ces chiffons délicats dans ses mains rappelaient à Louise les journées pareilles de l'ouvroir, les journées de couture insouciante, de songerie légère, sous le regard des cornettes blanches et des crucifix noirs.

Il y avait à peine deux ans de cela. Et maintenant!...

D'autres fois, les pièces assemblées d'un béguin, la petitesse mignonne d'une brassière lui suggéraient des visions de chair tiède, de formes rondes trouées de fossettes. Elle n'avait jamais vu de près, entrevu seulement des nudités d'enfant; elle les devinait à travers son rêve de maternité future. Et ce rêve était triste, incurablement triste. La sécurité comme une caresse autour d'elle que lui donnait l'affection de Mademoiselle, la certitude du pain et du gîte assurés pour toujours à elle et à son enfant, rien ne parvenait à la désangoisser. C'était hors de tout calcul, de tout raisonnement; quelque chose comme l'ombre portée d'un malheur à venir; une ombre vague et inévitable.

Louise songeait et sous ses doigts toujours un peu mous et distraits, sous les doigts attentifs et alertes de Mademoiselle, la layette se complétait peu à peu. Déjà les béguins étaient finis : un ou deux pour chaque âge, le premier si mignon qu'il coiffait à peine le poing de Louise. Et, de différentes tailles aussi, les fraîches, les moelleuses brassières en piqué, les courtes chemisettes de poupée en toile fine. Restait à combiner, à bâtir la robe de baptême. Mademoiselle la voulait de toute magnificence. Sur la plus délicate mousseline s'étaleraient deux larges volans de dentelle — des dentelles de famille; du point d'Alençon dans le haut, en bas du point d'Angleterre... Pour le tour de cou, on se contenterait de batiste, mais précieusement brodée et ajourée...

— Qu'en penses-tu? interrogeait Mademoiselle.

— Je pense que la robe sera trop belle! répondait doucement Louise.

— Tu sauras qu'il n'y a rien de trop beau pour mon filleul, ripostait la vieille fille.

La layette terminée, il fallut laver le linge à grande eau, l'empeser, le repasser. Mais quel triomphe alors, quand chaque pièce, raide d'empois, plus blanche que neige, se trouva étalée sur le lit de la chambre d'honneur!

Mademoiselle aurait voulu montrer son œuvre, la faire admirer à des personnes compétentes. Il fallut se contenter de l'approbation pas bien flatteuse de Sylvain Méric et de l'abbé Justrobe, venus furtivement prendre des nouvelles de leur amie.

Les semaines passaient cependant. Le temps approchait où Louise devait se délivrer. Déjà les précautions étaient prises, les personnes de la profession averties, la chambre préparée, et Mademoiselle avait voulu que ce fût la plus vaste, la plus commode de la maison — la chambre d'honneur.

Il n'y avait plus qu'à voir venir.

XVIII

Ce fut la mort qui vint.

Plusieurs fois déjà Louise s'était plainte de suffocations; quelque chose se dilatait, une douleur pointait au sommet de sa poitrine. Une minute, et ça passait.

— C'est le sang qui te tourmente... expliquait Mademoiselle.

Et on n'y pensait plus. Les intervalles étaient longs d'ailleurs, si longs d'une crise à l'autre que la malade avait le temps d'oublier. Les crises se rapprochèrent cependant, les douleurs se firent plus aiguës. Mais Mademoiselle l'ignorait. Louise se cachait de souffrir. C'était assez et trop d'infliger sa honte à sa vieille amie. Les souffrances, elle les gardait pour elle. Et si par hasard sa maîtresse s'apercevait de quelque chose :

— Aie pas peur, petite, répondait-elle à la patiente; on se doute de ce que ça peut être; pas besoin de médecin, toutes tes maladies s'en iront à la fois.

En attendant, elle obligeait la petite bonne à se réconforter avec trois gouttes de mélisse. C'était le remède souverain. La mélisse administrée, les deux amies reprenaient leur aiguille et l'on parlait d'autre chose.

Cependant le point douloureux se fixait. Louise, en se déshabillant, le palpait avec le doigt. Et ça l'inquiétait bien un peu. Mais qu'était cette inquiétude de plus dans le désastre de sa vie, dans l'abandon qu'elle avait fait d'elle-même au malheur!

La Fête-Dieu approchait. Il y avait des odeurs de roses en l'air et, de la rue moite, aux volets clos, montait jour et nuit comme une chanson heureuse, la crécelle ardente, monotone, des grillons en cage...

Mademoiselle et Louise travaillaient maintenant à tresser des guirlandes de buis pour la procession. C'était l'habitude de la vieille fille de tendre chaque année la façade de sa maison; elle sortait en l'honneur du bon Dieu ses beaux draps blancs brodés à son chiffre, et sur les draps on disposait de lourds festons de buis égayés de roses blanches, de roses rouges. Cette année, comme si elles avaient davantage à demander à Dieu, la servante et sa maîtresse s'appliquaient de plus grand cœur à leur besogne. Le buis coupé à menues branches s'étalait en litière dans le vestibule, débordait sur les marches de l'escalier, et avec le buis une odeur âcre, sauvage, qui s'imprégnait aux doigts des tresseuses.

La corde garnie de verdure s'allongeait en serpent sur les dalles :

— Soulève-la un peu, que je voie l'effet! commanda Mademoiselle.

Louise, accroupie à terre, se mit sur pied, prit la tresse des deux mains et fit le geste de la porter comme un ange adorateur, en offrande au-dessus de sa tête. Mais les bras à demi tendus retombèrent, la tête alourdie s'inclina, les paupières se dilatèrent pour un regard d'épouvante, et tout d'un coup, sans un cri, sans un soupir, comme une masse, la tresseuse s'abattit sur les carreaux.

— Évanouie ! pensait Mademoiselle ; et, non sans peine, elle la soulevait, la traînait jusqu'aux marches de l'escalier. Mais, la robe ouverte, le corset dégrafé, le corps demeurait inerte, l'œil fixe, la poitrine immobile.

— Morte ! elle est morte !

Un cri étouffé, une galopade à la cuisine pour prendre le vinaigre, à la porte pour appeler au secours.

Et ce fut toute l'horreur des minutes qui suivent le premier choc : des choses rapides, incohérentes, des mots qu'on profère et qu'on ne comprend pas, qui résonnent, semble-t-il, dans du vide, des mouvemens sans but, des mains qui se croisent pour de brèves supplications, pour de vagues prières, pour des appels sans réponse : Louise! Louise!

Et Louise n'était plus là. Ce n'était plus Louise, ce corps à moitié dévêtu que des mains étrangères palpaient, frictionnaient, ce visage blême qui ballottait, charrié dans l'escalier, étendu sur le lit.

Louise! Louise!

Des gens marchaient, ordonnaient dans la chambre; il y avait un tapage de portes fermées, de bouteilles débouchées. Les voisins étaient entrés les premiers, puis toute la rue et tout le quartier bientôt. La porte de la maison restait ouverte, comme il arrive en cas de meurtre ou d'incendie.

Un silence se fit tout à coup. Le médecin, M. Tuste, arrivait, escorté par Sylvain Méric. On s'écartait devant eux; la chambre se vidait. Et du fauteuil, Mademoiselle jaillissait, désespérée, mains jointes.

— Sauvez-la, monsieur Tuste, sauvez-la! s'exclamait-elle.

Très calme, le docteur Tuste ordonnait d'aérer, d'ouvrir les fenêtres toutes grandes et Mademoiselle racontait le malheur: « Nous travaillions à tresser le buis... en soulevant la tresse elle est tombée!... »

M. Tuste l'entendait à peine. Penché sur la poitrine largement découverte de Louise, l'oreille à cru sur la peau, il écoutait :

— C'est fini, prononça-t-il à voix basse en relevant la tête. Probablement une rupture d'anévrisme. La mort a été foudroyante...

Sa fonction de médecin terminée, M. Tuste s'attendrit :

— Pauvre enfant! dit-il en serrant les mains de Mlle Clémence.

— Fini! répétait machinalement la vieille fille. Rien à faire, mon Dieu! rien!

— Prier! répondit l'abbé Justrobe qui entrait en compagnie du curé de Saint-Eutrope.

— Ne vous désespérez pas, Mademoiselle, suggérait l'abbé Lanis, de sa belle voix grave, un peu fêlée par l'âge. Elle est morte sans confession, c'est vrai; mais elle avait communié à la Pentecôte. Elle était prête à paraître devant Dieu...

L'abbé Lanis s'était agenouillé, avait récité le *De profundis*; il sortait.

Mademoiselle congédia Sylvain Méric et l'abbé Justrobe.

— Attendez-moi dans la salle à manger, et empêchez les gens de monter. Je vais faire la toilette de Louise.

— Seule? vous ne pourrez pas...

— Voulez-vous donc que je la montre à des étrangères, dépouillée, dans la laideur de sa faute? Je vous dis que je m'en tirerai très bien; le linge est là et la robe; je n'ai besoin de personne.

XIX

Elle ne fut pas commode à faire, cette toilette. Oh! ce bras trop raide, cette jambe trop lourde pour l'effort de Mademoiselle! Et les cheveux si longs, si fins, qui cassaient aux dents du démêloir. La peur de les abîmer, de faire du mal à la morte, rendait les mains de la vieille fille plus lentes, plus maladroites.

Et quand elle fut là, parée comme une Louise du dimanche, en bottines vernies, son ruban bleu au cou, d'autres rites succédèrent.

La veillée, le tête-à-tête; la douce figure devant elle, la figure de sommeil, allégée, souriante. Et à mesure que la nuit avançait, le sommeil se faisait plus lourd, la figure plus sévère, moins ressemblante, une figure qui s'exilait en un lointain hostile, inaccessible.

Puis, la mise en bière, l'oreiller bien ajusté sous la tête, les doigts entre-croisés pour la prière éternelle, et des roses piquées à la robe, au corsage, comme une guirlande de mariée; et le navrement du dernier adieu, le baiser avant le départ.

Et déjà les apprêts de la cérémonie. Le sacristain de Saint-Eutrope venait s'informer de la classe du service à faire : « La deuxième, comme pour mes parens... » décidait Mademoiselle. Et la couleur des draps de deuil... M. le curé avait parlé de mettre des draps noirs...

— Pourquoi pas des draps blancs? s'écriait Mademoiselle. Parce qu'on a raconté, parce qu'on a dit... Et si ça n'était pas vrai! Dites à M. le curé de venir; nous réglerons ça ensemble...

L'abbé Lanis convoqué soutenait le choc bravement.

— Mais ce n'est pas moi, ce me semble; c'est bien vous qui l'avez renvoyée, qui l'avez proclamée indigne...

— Je m'étais trompée sans doute, puisque je l'ai reprise.

— Mais elle-même avait avoué sa faute; ce n'est pas sans motif qu'elle a passé deux mois aux Repenties.

— Une fois sortie, on ne pouvait pas la reprendre aux Orphelines.

— A quoi bon nier l'évidence? ripostait le prêtre impatienté. La coupable elle-même s'accuse. Regardez!

— Chut! taisez-vous! ordonnait la vieille fille. N'avez-vous pas honte d'insulter une morte? Et quand même Louise aurait fauté, croyez-vous qu'elle soit la seule? Ah! si vous voulez répondre devant Dieu de la vertu de toutes vos congréganistes!...

La discussion s'envenimant, l'abbé Justrobe fut pris pour arbitre; et il s'en serait bien passé; mais, homme d'église avant tout, il ne put qu'inviter son amie à se soumettre à l'autorité ecclésiastique.

— Qu'est-ce que cette humiliation passagère à côté des châtimens éternels? Puisse cette expiation infligée à son corps satisfaire pour le rachat de son âme!

Et Mademoiselle se résignait. Mais une autre difficulté surgissait presque aussitôt. Qui les porterait, ces draps noirs, enfin acceptés? Mademoiselle aurait voulu attribuer les cordons du drap d'honneur à des personnes notables du quartier, à des dames à chapeaux. Les amies de Saint-Eutrope se dérobèrent l'une après l'autre. Force fut de se rabattre sur des dames du petit commerce et des bonnes sans prestige.

Ces négociations avaient pris du temps; vinrent ensuite les visites. La supérieure des dames de la Préservation arriva des premières. Pas étonnée, pas bouleversée du tout de la mort de Louise. Elle en avait tant vu, la sainte fille, de mourantes et de mortes, depuis son entrée en religion! Le désespoir de Mademoiselle la scandalisait même quelque peu : « Souffrez, mais souffrez chrétiennement, lui disait-elle; offrez votre douleur au bon Dieu. Priez

surtout, agissez; venez chez nous, au couvent, venez visiter nos orphelines. »

Mademoiselle promettait.

La religieuse partie, c'était le défilé des commères du quartier et d'autres plus lointaines, d'anciennes amies, de vagues connaissances d'autrefois attirées par le demi-scandale de cette liaison romanesque de la vieille fille et de sa suivante, que la mort de Louise avait promulguée tout à coup à travers la ville.

Elles parlaient peu, s'évertuaient à faire parler Mlle Clémence, chatouillaient son émotion, soutiraient ses confidences et, leur récolte faite, s'en allaient lestement, pressées de la servir à la malignité publique.

Mademoiselle suspectait bien un peu la sincérité de leurs condoléances, mais elle les accueillait quand même par respect pour la morte, comme une politesse à sa mémoire. La pauvre âme y gagnait encore l'utile aumône d'un *Ave*, d'un *De profundis* que chacune des visiteuses se tenait pour obligée de réciter agenouillée au pied du lit de la défunte.

L'enterrement enfin.

Peu de monde dans le cortège, deux ou trois camarades de Sylvain Méric, quelques ouvriers à la solde de Mademoiselle; mais la curiosité de tout le quartier ameutée aux fenêtres, au seuil de portes, au coin des rues.

Mademoiselle ne s'aperçut même pas qu'on la regardait.

Appuyée au bras de la Mère supérieure, elle suivit son amie, les yeux fixés tout le temps sur le corbillard, sur la chose noire et lente qui s'en allait au rythme des porteuses avec la couronne blanche offerte par elle, une immense couronne en perles fausses balancée au sommet de la civière.

A l'église, à travers les consolations et les effrois des prières libératrices, au cimetière, le long des rues de cyprès, devant le noir soupirail, elle n'avait qu'une idée, qu'une envie : être seule, toute seule chez elle enfermée avec Louise — hélas! avec le souvenir de Louise!

XX

Ce triste souhait se réalisait enfin. Mademoiselle était chez elle; Mademoiselle était seule.

Les porteuses du drap d'honneur s'étaient retirées laissant la couronne de perles sur la table. Sylvain Méric et l'abbé Justrobe avaient pris congé à leur tour.

Personne. Le jour cependant contrariait la vieille fille, trop vif, comme une présence muette. Elle ferma les volets, fit la nuit dans la chambre, la nuit pareille à celle du caveau, de l'autre chambre, là-bas, où reposait Louise.

Et ce furent, dans la tranquillité de l'après-midi d'été, les tristes vêpres du souvenir, la commémoration lente, minutieuse, de la morte.

Les heures dernières, trop douloureuses, la vieille fille les reculait, les écartait d'elle; elle invitait, au contraire, elle rapprochait les plus lointaines, les toutes premières : l'arrivée, les débuts de la petite servante dans la maison. Des lacunes quelquefois se faisaient : des journées, des semaines se refusaient à revenir. Elle insistait alors; d'un effort de sa mémoire, elle disputait au néant les plus fragiles, les plus humbles parcelles de ces deux années vécues en commun. Recensement cruel. La vieille fille s'étonnait du long désaccord en commençant. Oh! ce temps perdu pour aimer, perdu par sa faute. Et plus tard quel remords d'avoir chassé Louise. Deux mois sans elle! Comment avait-elle eu ce courage! Et Louise revenue, elle avait à peine profité d'elle; elle n'avait pas compris que c'était fini, que la mort était dans ces yeux de soumission, dans ce sourire résigné. Imprudente! Elle n'avait même pas su préserver la pauvre fille des offenses, des insultes meurtrières de la rue. On la lui avait tuée un peu chaque jour et elle ne l'avait pas défendue. Cette involontaire trahison enfonçait le poignard au cœur de Mademoiselle.

Elle repassait les chances de salut perdues, les combinaisons manquées : si, après la faute de Louise, elle avait marié les amoureux, si elle les avait installés chez elle. Elle essayait d'imaginer cette vie qui aurait pu être, cette figure d'une Louise heureuse, épanouie à ses besognes de jeune mère.

Mais ces images, cette figure de bonheur se fanaient aussitôt nées; appelée par la réalité de la couronne mortuaire posée sur la table à côté de Mademoiselle, une autre image s'évoquait, une autre figure se fixait devant elle. Pour ne pas la voir, celle-là, la vieille fille se mettait à prier. Mais pas plus maintenant que dans les déchiremens de la séparation, la prière ne lui était efficace. La douceur de cœur n'y était pas encore. Elle priait obstinément, sèchement : des récitations mornes, des oraisons pour obliger Dieu — donnant donnant — à pardonner à Louise, à lui ouvrir son Paradis.

XXI

Elle eut plus de soulagement le lendemain à agir, à s'occuper de sa petite amie. Une horreur physique, insurmontable, l'empêchait d'aller la visiter au cimetière. Mais de bon matin, à l'heure habituelle, elle avait entendu une messe à son intention; et, la messe dite, elle s'était mise à ranger les affaires de l'orpheline, ce qui restait de son trousseau du couvent, son linge, son vestiaire. Lentement, l'un après l'autre, elle sortait les robes, les cotillons; longtemps portés, les corsets gardaient la forme, l'odeur de son corps, les bonnets le parfum habituel de ses cheveux. Elle les embrassait, y plongeait sa figure; au fond d'une poche elle trouvait un bonbon oublié, un gant de fil, un morceau de pain bénit. Et c'étaient comme des reliques.

Puis ce fut le recensement des livres. Ils étaient rangés soigneusement dans le placard : livres de prix à couverture dorée avec l'attestation collée sur la première page; livres de piété avec leurs signets brodés, leurs images, leurs emblèmes. Mademoiselle les feuilletait dévotement, lisait les noms imprimés sur les souvenirs de première communion, sur les memento encadrés de noir, et quelquefois, en tournant une page, une fleur s'envolait, une pensée aplatie, déteinte, avec une grimace de morte.

Dans une boîte en fausse laque gagnée à quelque loterie, la petite servante avait enfermé ses archives : un diplôme d'enfant de Marie et des lettres, quelques lettres, une correspondance à longs intervalles avec une ancienne intime du couvent, une orpheline en condition elle aussi, partie en voyage avec ses maîtres. Au fond, serrés à part, soigneusement, pliés et ficelés, Mademoiselle découvrait deux chiffons de papier, fatigués, usés de baisers et de larmes; c'étaient des billets d'Antonin écrits tout de suite après son congé de la rue Verte; une protestation de fidélité, une demande de rendez-vous.

L'idée de Mademoiselle avait été d'abord de faire un triage dans ces reliques, de donner le linge et les vêtemens aux pauvres, de garder seulement les souvenirs les plus précieux. Mais l'inventaire fini, quand ce fut le moment de distribuer le vestiaire, il lui sembla que c'était comme une autre séparation. Elle n'eut pas le courage d'y consentir.

Pourquoi, au lieu de les disperser, ne réunirait-elle pas ces choses? La place ne manquait pas dans la maison. La chambre d'honneur s'indiquait à cet emploi. Mademoiselle y installa ses souvenirs. Les robes bien brossées, munies de sachets de vétiver

contre les mites, furent suspendues dans le placard, le linge repassé de frais fut pieusement couché dans les tiroirs de la commode, les livres rangés sur une étagère, et, appuyée à un coussin, la couronne mortuaire en perles fausses s'étala sur le lit.

Mademoiselle passait là ses heures les moins amères.

Elle embrassait la photographie de Louise en entrant comme on prend de l'eau bénite au seuil d'une chapelle ; puis elle s'installait. Elle faisait ses lectures de piété dans les livres de la morte, empruntait son chapelet pour réciter le rosaire. La piété lui semblait ainsi plus facile, les prières plus efficaces.

Elle tricotait aussi de longs momens, assise dans l'embrasure de la fenêtre et même, au bout de quelque temps, quand furent calmés ses pauvres nerfs et tombée la fièvre de la première heure, dans la moiteur des après-midi elle s'y assoupissait quelquefois.

Endormie ou éveillée, elle sentait Louise près d'elle. C'était un lieu d'illusion favorable plus que tout autre à l'exaltation du souvenir.

Comme font les dévotes pour leur chapelle préférée, Mademoiselle ne cessait pas d'orner, d'embellir la chambre mortuaire. C'était tantôt un tapis de milieu, tantôt un abat-jour nouveau pour les lampes, tantôt un cadre en maroquin noir pour la photographie de la morte. Des fleurs surtout, des fleurs coupées, des fleurs vivantes, des bouquets de roses sur la cheminée, des aralias en pyramide dans les angles. Il fallait sortir les plantes, les charrier à l'air, les rentrer deux fois par jour. La vie de Mademoiselle se passait en ces sollicitudes.

XXII

L'abbé Justrobe et Sylvain Méric avaient repris l'habitude de leur visite du soir. Mais que pénible était l'emploi de ces deux heures jadis pour eux trois si légères! Le plaisir se changeait en corvée. Des cartes, même après la neuvaine, il n'en avait plus été question. Et la conversation se traînait; l'accord n'y était plus; les âmes ne rendaient pas le même son. Émus du malheur commun, navrés de l'absence de Louise, ils l'étaient certes, l'abbé et le neveu, mais à leur manière; et cette manière n'était pas celle de Mademoiselle. Leurs regrets décens et paisibles ne pouvaient pas s'entendre avec l'affliction de la vieille fille. Et leur sympathie pour leur amie s'exprimait en des consolations si agaçantes!

— Le bon Dieu sait ce qu'il fait, articulait l'abbé Justrobe ; c'est pour son bien qu'il a voulu reprendre Louise.

— Louise est plus heureuse que nous maintenant, affirmait Sylvain Méric. Ceux qui restent sont les plus à plaindre.

Et il plaignait Mademoiselle ; oh ! de tout son cœur. Il la plaignait de ce qu'elle ne pouvait pas se consoler. Son désespoir était une espèce de maladie ; et il s'informait de son état comme il aurait fait d'une migraine ou d'une rage de dents. Il conseillait des traitemens, préconisait des remèdes : la promenade surtout, l'exercice ; il n'y avait rien de tel pour calmer les nerfs, remettre les choses d'aplomb.

Mademoiselle le laissait dire. Tous les trois attendaient impatiemment le couvre-feu, trouble-fête autrefois de leur plaisir, signal maintenant désiré de leur mutuelle délivrance.

La femme de ménage était encore plus gênante pour Mademoiselle que ces timides. Une bavarde... et c'était si loin de la vieille fille maintenant, tous ces cancans du quartier, ces histoires dont la servante lui portait l'écho minutieux !

Elle fuyait alors ; elle courait s'enfermer dans la chambre aux reliques. Mais ces reliques, source presque unique, aliment quotidien de sa vie, il vint un moment où leur vertu parut faiblir. Comme il arrive, dit-on, aux reliques des saints, qui perdent après un certain temps une partie de leur efficacité miraculeuse, les souvenirs de Louise n'eurent plus, au bout de quelques mois, le même pouvoir d'attendrissement sur le cœur de Mlle Clémence. La dévotion matérielle des lèvres appuyées sur les chiffons de la petite servante ne suffit plus à faire jaillir le flot jusque-là obéissant de l'émotion.

La vieille fille sentait s'appauvrir le culte, se faner l'image de sa petite amie.

Sylvain Méric et l'abbé Justrobe lui offrirent une occasion de renouveler sa ferveur. Honteux de leur défection au moment du péril, de la solitude où ils avaient laissé pendant quelques jours leur amie, ils cherchaient le moyen de se faire pardonner, de rentrer en grâce. Et quel plus sûr moyen que de lui donner un nouveau portrait, une photographie agrandie de la morte ! Un photographe ami de Sylvain Méric s'était chargé du travail et il s'était surpassé. La magie de la couleur s'ajoutait à la fidélité de la ressemblance. C'était sur les joues une pâleur rosée, d'un ton si fin qu'elle portait la révélation d'une Louise encore plus belle ; une Louise distinguée, presque une demoiselle. Un cadre en or complétait cette merveille.

Introduit en secret dans la maison, et placé dans la chambre d'honneur, au centre d'un décor de fleurs, éloquemment agencé par Sylvain Méric, le portrait, brusquement dévoilé, manqua faire

tomber Mademoiselle en syncope. Elle embrassa l'image, elle embrassa les donateurs. Dans ce commencement d'aridité où s'épuisait son amitié posthume pour la petite servante, elle crut sentir comme le coup de la grâce. Sa piété jaillit pour un moment aussi vive qu'au premier jour; pas tout à fait la même, cependant; elle se dénaturait quelque peu, se spiritualisait en accord avec le nouveau modèle offert à son culte. Ce culte s'adressait maintenant à une Louise presque imaginaire, à un être irréel où le rêve de la vieille fille se combinait avec l'invention du photographe-artiste.

Ce fut le danger d'abord, et puis l'écueil de cette résurrection. Anoblie, épurée, Louise se recula, se sépara une seconde fois de son amie.

Bientôt reparurent les mauvais symptômes de l'oubli, l'œil sec, l'effusion lente, l'adoration labiale.

Évidemment il travaillait à se guérir, le cœur, le pauvre cœur blessé de la vieille fille! Et elle ne voulait pas; il lui répugnait d'oublier, d'être soumise aux fatalités de l'instinct comme une bête, comme cet ingrat, cet insouciant Toto qui ne se donnait même plus la peine d'ouvrir l'œil ou de hocher la queue, quand on nommait devant lui, pour l'éprouver, son ancienne maîtresse. Surtout elle avait peur de ce qui allait suivre, de son aridité ancienne, de la vie mécanique qu'elle pratiquait avant d'avoir connu Louise. Son âme d'autrefois lui revenait, mais elle lui revenait en tristesse, en déchéance. Il lui fallait maintenant autre chose, pour l'occuper que des soins d'époussetage; son cœur voulait vivre; des facultés d'affection s'étaient exercées en elle, qui cherchaient obscurément leur emploi.

XXIII

Sa santé cependant se ressentait à la longue de cette crise intérieure, de ces journées sans mouvement, écroulées dans son fauteuil.

Des migraines dont elle avait souffert dans sa jeunesse reparurent aggravées; son estomac se dérangea tout à fait; l'hypocondrie bientôt s'ajouta aux souffrances matérielles des crampes. Mademoiselle ne mangeait pas; Mademoiselle ne pouvait plus dormir.

Les vertus traditionnelles de la camomille, le pouvoir infaillible de la sauge ne réussirent pas à la soulager, encore moins les serviettes chaudes ou la tiédeur de la main appliquées au creux de l'estomac. Les remèdes de bonne femme se trouvant épuisés, force fut à Mademoiselle de consulter M. Tuste. Et

M. Tuste ordonna des poudres digestives; mais il recommanda surtout l'exercice. Une heure de promenade par jour pour commencer.

Mademoiselle n'osait pas sortir seule, si fatiguée qu'elle craignait de tomber en syncope. Pour plus de sûreté, elle accepta d'aller en compagnie de l'abbé Justrobe rendre sa visite de deuil, depuis longtemps promise et de jour en jour différée, au couvent de la Préservation. Outre le profit matériel de la promenade, qui sait si son indifférence ne recevrait pas là une secousse salutaire ?

Ce fut, en effet, un gros coup au cœur de la vieille fille, distraite jusque-là par le spectacle de la rue, quand elle se retrouva dans le parloir, l'identique parloir où deux fois déjà, avant et après la faute, elle avait vu Louise.

Avenante et grave, notre chère Mère supérieure était là, avec son sourire bienveillant et fin sur la pâleur de son embonpoint de nonne. Elle parlait de Louise à Mademoiselle; mais pas de Louise morte; elle racontait la Louise vivante du couvent, ses années d'écolière, de congréganiste.

— Elle a été l'amie de presque toutes nos orphelines; les plus petites mêmes l'adoraient; elle était l'enfant gâtée de la maison. Je suis sûre que ça vous ferait du bien, si vous les entendiez parler d'elle. Et, au fait, pourquoi pas, si vous avez le temps? si une promenade dans le couvent ne vous effraie pas?

— Une promenade? C'est justement ce que le médecin a ordonné à Mademoiselle, approuvait l'abbé Justrobe.

Et la visite commençait.

C'était le réfectoire avec son odeur loyale de pot-au-feu, les dortoirs blancs pour des rêves d'innocence, les ateliers si gais, si éclatans de lumière, qu'ils donnaient envie de coudre. Et dans chaque salle une halte, un geste de la Supérieure indiquant le lit de Louise, son banc à l'atelier, au réfectoire; un mouvement de Mademoiselle qui s'arrêtait, songeuse.

Au jardin, devant un petit parterre de zinias et de balsamines:

— Nous lui avions donné ce carré de terre à soigner; c'est elle qui a planté cette verveine; en voulez-vous une bouture? demandait la religieuse.

Mademoiselle acceptait.

Les orphelines arrivaient au même moment, sortaient de la salle d'études, deux par deux, lentes, au pas réglementaire; et aussitôt qu'elles touchaient le sable de la cour, comme des oiseaux lâchés, elles prenaient leur élan, s'espaçaient avec des cris, des poursuites folles à travers les allées et les charmilles.

Mademoiselle les regardait, remuée par la couleur, la coupe de

la robe autrefois portée par Louise — oh ! cette robe ! — par l'air de gaieté aussi, de gaieté insouciante, fixé comme un autre uniforme sur ces figures d'ingénues.

Elles étaient pour elle comme autant de Louises.

Une surtout l'attendrissait, une blonde toute rose, toute ronde, avec des yeux bleus, étonnés.

— Celle-là, qui est-elle? interrogea la vieille fille.

— Elle se nomme Thérèse, Thérèse Didal. N'est-ce pas qu'elle a quelque chose de notre Louise? On dirait sa sœur cadette. Voulez-vous lui parler?

Thérèse s'avançait.

— Vous avez connu Louise? demandait Mademoiselle à l'enfant.

—J'étais à côté d'elle à l'atelier. C'est elle la première qui m'a appris à coudre.

— Et vous l'aimiez?

— Oh oui !

— Et maintenant, vous priez pour elle?

— Soir et matin nous récitons toutes le *De profundis* pour les maîtresses et les élèves défuntes.

— Et les bienfaitrices de la communauté, compléta la Supérieure.

L'enfant s'agitait sur place, impatiente, les yeux tournés vers le jardin.

— La récréation est courte, pas vrai, Thérèse? disait en souriant Mademoiselle. Allez, mon enfant.

La petite était déjà loin et Mademoiselle demeurait là à songer.

— Vous ne devez pas avoir le temps de vous ennuyer avec tout ce petit monde, n'est-ce pas, ma chère Mère? dit-elle après un silence.

— M'ennuyer? Comment ferais-je? sourit la religieuse. Une centaine d'orphelines, presque autant de repenties à gouverner.

— Quel cassement de tête ! Et vous les aimez toutes?

— Toutes, certainement.

— Il doit pourtant y avoir de mauvaises natures sur le nombre...

— S'il n'y en avait pas, où serait le mérite? C'est pour elles que nous sommes là, pour les redresser, pour les sauver. Quand elles se convertissent, les pires quelquefois deviennent les meilleures...

Mademoiselle réfléchissait :

— Oui, mais à tant aimer, que de chagrins on se prépare ! Car,

enfin, elles vous quittent, vos enfans; il y en a qui sortent tous les ans, il y en a qui meurent...

— Et d'autres qui arrivent. Notre cœur ne reste jamais vide. Notre petite famille se renouvelle; de jeunes affections s'ajoutent aux affections disparues...

— Vous êtes heureuse! soupira la vieille fille.

— Le bonheur est en Dieu! conclut l'abbé Justrobe.

La chapelle était devant les visiteurs : une toute mignonne chapelle avec des couleurs délicates aux murs et des parfums légers en l'air; un endroit saturé d'innocence et d'amour, chaud des ferveurs eucharistiques, attendri des effusions de la pénitence.

Sur le banc où Louise s'était agenouillée si longtemps, à la même place, Mademoiselle plia les genoux, se prosterna. Et un mouvement se fit en elle; des clartés apparurent, des pays nouveaux se révélèrent, combien désirables! C'était donc vrai qu'on pouvait se donner, qu'on pouvait aimer toujours! Le bonheur qu'elle avait eu pendant quelques jours avec Louise, il ne tenait qu'à elle de l'avoir encore... de le garder jusqu'à la fin,... jusqu'après la fin!

Oh! comment ne l'avait-elle pas compris plus tôt? Comment n'avait-elle pas senti la misère de sa vie, la déception de ses désirs, la stérilité de ses actes!

Elle avait cru aimer; elle n'aimait pas. Même avec Dieu, même avec Louise, elle comptait, elle marchandait, elle stipulait d'immédiats bénéfices. Elle en avait voulu à Dieu de lui avoir pris Louise, elle n'avait pas pardonné à Louise de lui avoir préféré Antonin.

Mademoiselle priait maintenant. Elle récitait un *Ave*, un *Pater*. Et à mesure qu'elle priait, une exaltation la soulevait. La charité l'appelait, lui faisait signe de la suivre.

Elle se leva.

Et au moment de prendre congé de la Mère supérieure :

— Vous avez bien, n'est-ce pas, des dames patronnesses qui s'intéressent à votre œuvre?

— Et qui y participent. Que ferions-nous sans elles? Elles recommandent nos orphelines, les encouragent, les surveillent. De temps en temps elles viennent travailler avec nous à l'ouvroir, pour habiller nos pauvres.

— Je serais heureuse, ma chère Mère, si vous me permettiez de m'associer à leur bonne œuvre... sollicita Mademoiselle.

La supérieure avait pris la main de la vieille fille, la serrait longuement entre les siennes en manière de pacte.

— C'est notre généreux patron saint Joseph qui vous a soufflé

cette bonne pensée! s'exclamait-elle. Soyez la bienvenue chez nous, Mademoiselle. La communauté n'oubliera jamais ce que vous avez fait pour notre petite Louise. Vous avez été une vraie mère pour elle. Vous adopterez encore une de nos filles : Thérèse Didal, peut-être.

— Pas celle-là plutôt qu'une autre; je les adopte toutes... promit solennellement Mademoiselle.

XXIV

Le soir même, un peu après huit heures, — car depuis que le piquet avait été abandonné, les amis de Mademoiselle s'étaient relâchés de leur exactitude, — l'abbé Justrobe et Sylvain Méric faisaient leur entrée dans la salle à manger de la vieille fille.

Et aussitôt échangées les quotidiennes bienséances, les deux visiteurs s'échouaient chacun sur son fauteuil, pas plus pressés l'un que l'autre de commencer une conversation qui au bout d'un moment s'espaçait, menaçait de s'éteindre. Un mot, un silence; une question, un hochement de tête; ainsi depuis trois mois se passaient les choses. Et rien ne laissait espérer un retour possible à la gaieté des anciens passe-temps. Ce soir-là cependant, l'événement de la journée, la visite au couvent, racontée par l'abbé, animait ce petit monde.

Mademoiselle expliquait, commentait... Et quand le sujet épuisé allait laisser les causeurs dans l'embarras, tranquillement, de son ancien geste, elle étalait le schall-tapis sur la table, disposait les cartes, les jetons. Un air de bonté éclairait sa figure, assouplissait les mouvemens de ses bras anguleux, de ses mains maigres.

— Allons, l'abbé; allons, mon neveu, au travail! Déjà huit heures et demie, nous n'avons pas un moment à perdre.

Ils avaient repris leur place d'autrefois autour de la table. Sylvain fouillait dans son gousset, l'abbé Justrobe dans sa bourse; chacun sortait son enjeu.

— Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, suggéra Mademoiselle, nous ferons une cagnotte. Ce sera pour les dames de la Préservation...

— Et nous appliquerons le mérite de l'aumône à l'âme de notre chère Louise. Pauvre enfant! Elle a assez souffert. Espérons que Dieu voudra bien la recevoir en son saint Paradis.

— Ainsi soit-il, soupira Mademoiselle en battant les cartes.

ÉMILE POUVILLON.

LE GOUVERNEMENT DE L'ÉGLISE

ET LE

SACRÉ-COLLÈGE EN 1894

I

Il n'y a guère d'organisation plus intéressante, plus originale, que celle de l'Église catholique; il n'y en a pas de plus universelle; — et pourtant il n'y en a pas de plus mal connue. Quand on parle de l'Allemagne, ou de l'Angleterre, ou de l'Italie, tout le monde a quelque idée de l'empire allemand, de la constitution anglaise, ou du statut italien; tout le monde même se représente, et presque physiquement, les hommes d'État dont les noms reviennent chaque matin et chaque soir dans les journaux : M. de Caprivi, lord Salisbury, lord Rosebery, M. de Rudini, à plus forte raison un Bismarck, un Gladstone, un Crispi. L'idée que nous nous formons des institutions n'est peut-être qu'à moitié juste, l'image que nous nous faisons des hommes ne leur ressemble peut-être que superficiellement, mais touchons-nous jamais le fond des choses ou le fond des âmes? Pour ce qui est de l'Église catholique, on en ignore généralement et la structure et les ressorts; et l'on ne se figure que vaguement, comme dans une lumière de vitrail ou dans une fumée d'encens, les hommes qui les font mouvoir.

On se sent bien, devant elle, en présence d'une grande force organisée, mais de l'organisation, on s'en occupe à peine. On ne voit que le côté extérieur, — s'il est permis de dire de l'Église qu'elle ait quelque chose d'extérieur et que ce soit précisément ce côté-là; — en tout cas on ne voit que la hiérarchie religieuse, mêlée au siècle, archevêques, et évêques, et toute l'armée des

prêtres et des clercs. Pareillement, on sait du pape qu'il est le vicaire de Jésus-Christ et le successeur de saint Pierre (1). On sait encore que depuis vingt-quatre ans il a perdu sa ville, — la Ville, — et que, depuis lors, il est reclus en un palais immense où l'on compte onze mille chambres et d'où quelquefois, rarement, par un couloir secret, il descend prier et bénir dans la basilique du Prince des apôtres. On le voit, aux cérémonies, passer sur la chaise à porteurs, éventé par les *flabelli*, précédé de la croix et de l'épée, entouré de sa garde noble, de sa garde bourgeoise et de sa garde suisse, à la fin d'une lente procession de vieillards qui marchent deux par deux, vêtus de pourpre et d'hermine, avec des diacres pour soutenir leurs traînes, entre des chevaliers de Malte en armure, des camériers à collerette et chaîne d'or, des valets habillés de damas rose, des moines en froc noir, blanc ou brun, et des prélats à manteau violet. Cela, c'est ce qui éclate et c'est ce que l'on voit. Mais c'est ne voir de l'Église que sa pompe et ses fêtes et ce n'est pas assez; ce n'est voir ni tout ce qu'elle est, ni tout ce qu'elle contient.

L'Église catholique — Léon XIII le déclare dans une de ses encycliques (2) — est « une société parfaite ». « Elle constitue, et ce fait est de la plus grande importance, dit-il, une société juridiquement parfaite dans son genre, parce que, de l'expresse volonté et par la grâce de son fondateur, elle possède en soi et par elle-même toutes les ressources qui sont nécessaires à son existence et à son action. »

On ne peut assurément pas dire d'elle, au sens ordinaire des mots, que ce soit un État, ou qu'elle ait un gouvernement, ou qu'on y trouve les caractères distinctifs de ce que la vieille école nommait « la souveraineté ». Comment serait-elle un État, si elle n'a pas, à elle appartenant en propre, un territoire défini? Et pourtant, comment n'en serait-elle pas un, si elle possède au degré le plus éminent, depuis des siècles et vraisemblablement pour des siècles encore, la permanence sous la même forme; si, parmi les États, ces personnes morales perpétuelles, elle est, par excellence, la personne morale perpétuelle?

(1) La liste est longue des qualificatifs que le Pape pourrait prendre. Joseph de Maistre (*Du Pape*, liv. I, chap. VI) en a relevé quarante-cinq dans les Conciles et les Pères. Ils l'appellent le très saint évêque de l'Église catholique, le très saint et très heureux patriarche, le très heureux seigneur, l'évêque élevé au faîte apostolique, le préfet et le porte-clefs de la maison de Dieu, le gardien de la vigne du Seigneur, la bouche et le chef de l'apostolat, la fontaine apostolique, le lieu de l'unité, le port très sûr de toute communion catholique, etc.

(2) Encyclique *Immortale Dei*, sur la Constitution chrétienne des États, du 1er novembre 1885.

Comment aurait-elle, dans la force du terme, un gouvernement, si elle n'est pas, dans la force du terme, un État; si ses sujets sont partout et nulle part; si elle ne leur commande pas habituellement; si ses attributions légitimes sont bornées à la sphère des intérêts spirituels? Et pourtant, comment n'en aurait-elle pas un, si les intérêts spirituels sont nécessairement en contact, en harmonie ou en conflit avec les temporels; si, à défaut de commandemens habituels, elle donne au moins des directions fréquentes; si, n'ayant nulle part de sujets, elle a en tous lieux des fidèles, plus soumis au suprême docteur de la foi et de la morale que n'importe quels sujets à n'importe quel prince?

Comment parler de souveraineté, si l'on ne saurait parler de sujets; si le pape ne peut contraindre ni par la loi ni par l'impôt; s'il n'a point de bras pour frapper et si le bras séculier se dérobe à l'office de frapper en son nom; s'il ne peut recourir à d'autres sanctions que des peines et censures éternelles? Et pourtant, comment repousser toute pensée de souveraineté ou de souverain pouvoir, de pouvoir qui n'a pas de supérieur humain, si l'on dit, et il n'est personne qui ne le dise, « le Souverain Pontife »? — De telle sorte qu'en somme et avec toutes les restrictions possibles, il faut reconnaître que l'Église catholique, sans être un État, sans avoir ni territoire, ni sujets, ni moyens de contrainte matérielle, est une puissance d'un genre tout particulier, qui a ses lois particulières, sa constitution particulière, ses organes à elle, et, comme l'a écrit Léon XIII, « les ressources qui sont nécessaires à son existence et à son action. »

Catégorie à part dans le droit international, elle n'est pas un État, on le répète, et pourtant elle est une puissance, les gouvernemens entrent et demeurent en relations d'État avec elle. Le pape envoie et reçoit des ambassadeurs, il exerce des arbitrages et signe des concordats qui, s'ils ne sont pas, à la lettre, des traités, s'en rapprochent singulièrement. Pour entretenir ces relations au dehors et pour maintenir au dedans la discipline; parce qu'aussi l'Eglise a longtemps été un État semblable à tous les États, une puissance semblable à toutes les autres, lorsqu'elle avait Rome, les Marches et les Légations; parce qu'enfin le pouvoir pontifical est électif et que la mort l'interrompt ou le suspend; à cause de ce qui a été, de ce qui est et de ce qui pourrait advenir, il y a vraiment, à côté de la hiérarchie sacerdotale, une organisation gouvernementale, un gouvernement de l'Eglise. Seulement il est plus caché, plus discret; il disparaît, il s'abrite derrière la personne du pape, car il n'existe qu'en union étroite

avec le Saint-Siège et, ainsi encore, le Saint-Siège est bien le « lieu de l'unité » (1).

De ce gouvernement de l'Église, le Sacré-Collège des cardinaux est le rouage principal. Les cardinaux ne sont pas créés uniquement pour orner la *curia*, la cour romaine, dans les jours de solennité. Ce sont des cardinaux qui président les différentes congrégations ; à des cardinaux sont confiées les grandes charges pontificales, d'ordre spirituel ou d'ordre temporel, ecclésiastiques ou séculières, religieuses, ou politiques, ou mixtes, puisque l'Église ne touche plus à ce monde que par ce qui intéresse l'autre. Un cardinal est secrétaire d'État du Souverain Pontife, un cardinal est préfet de la Propagande, pour ne citer que des fonctions qui soient incontestablement des fonctions politiques et de gouvernement. Au temps de la papauté-royauté, quand les trois couronnes de la tiare n'étaient pas purement symboliques, des cardinaux étaient légats ou gouverneurs dans les provinces des États de l'Église. Mais ce n'est pas tout et le Sacré-Collège, en tant que corps constitué, a des fonctions de gouvernement. Il est auprès du pape comme un conseil toujours présent et les consistoires ne sont, à remonter aux sources, que des séances de ce conseil. Mais l'avis du Sacré-Collège n'oblige pas le pape, qui seul est le Souverain Pontife, en qui seul réside cette souveraineté, la moins caractérisée humainement et toutefois la plus authentique que l'on sache, puisque le pape seul occupe le Saint-Siège, et l'Église catholique est une monarchie aussi réellement que gouvernement puisse en être une. Ce n'est que lorsque le Saint-Siège est vacant et pour la courte durée des interrègnes, cette monarchie étant élective, que le Sacré-Collège est pleinement tout ce que les Canons font de lui. Alors il fournit un exemple (il n'en est pas de plus certain ni de meilleur) de ce que les théoriciens désignent par le mot de « souveraineté *collective* ou *collégiale* ». Il est un groupe fermé et parfaitement cohérent, dont aucune personnalité ne se détache et ne l'emporte (2), jusqu'à la proclamation du nouveau Pontife. Dans le cérémonial ecclésiastique, le dais est l'emblème de la souveraineté. Or, chaque stalle, au Conclave, est surmontée du dais : soixante-dix stalles, soixante-dix dais, soixante-dix parts, ou plutôt soixante-dix élémens de la souveraineté, en attendant qu'un pape soit élu, que tous les dais s'abattent, sauf un seul, et que la souveraineté, au lieu d'être une en soixante-dix personnes, redevienne une en une

(1) Saint Cyprien, *Epist. ad Cornel.*, IV, 2.

(2) Nous dirons plus loin quelques mots du rôle du cardinal *camerlingue*, du cardinal *doyen* et des cardinaux *chefs d'ordre*.

seule personne, comme le Saint-Siège est un, comme l'Église est une.

II

Longtemps avant qu'il y eût un Sacré-Collège, il y avait des cardinaux. Dès le ve siècle, il est question de *cardinaux* dans l'Église romaine. Ce nom de *cardinal* marquait, dit Fleury, que le prêtre était attaché à son église comme une porte est engagée dans ses gonds (le mot cardinal vient du latin *cardo*, gond) (1). Ainsi, les cardinaux étaient d'abord les prêtres immatriculés, *presbyteri cardinati*, les titulaires et les curés inamovibles des principales églises de Rome. Plus tard, ils furent considérés, suivant l'expression du pape Eugène IV, « comme les pivots sur lesquels repose le gouvernement de l'Église universelle » (2). Mais tout d'abord, le mot *Église* ne se prenait point au sens abstrait : il ne s'agissait point de l'Église universelle : c'était, au sens concret, de telle ou telle église de Rome qu'un prêtre ou un diacre était cardinal, et, de là, l'usage qui s'est conservé, même après que l'institution eut acquis tout son développement, de rattacher, par les *titres cardinalices*, les cardinaux de l'Église universelle à telle ou telle église romaine. Maintenant encore, après qu'un cardinal a reçu le chapeau, un de ses premiers devoirs et de ses premiers soins est de prendre officiellement possession de son titre, c'est-à-dire de l'église dont il est titulaire ; dont il devient, même de loin, le curé, par une fiction qui a son fondement dans les réalités de l'histoire ; où sa charge l'attache, le scelle comme un gond, et sur la porte de laquelle il appose ses armes, auprès des armes pontificales. A partir de ce moment, il fait corps avec son église, et jadis il n'avait plus guère d'autre nom que le nom du saint sous l'invocation de qui cette église est placée. Ouvrez les écrivains italiens du xve et du xvie siècle ; lisez, par exemple, les lettres écrites par Machiavel en mission à la cour de Rome : vous trouverez, à chaque page, le cardinal de Saint-Georges, le cardinal de Saint-Théodore, le cardinal des Saints-Vite-et-Modeste, le cardinal de Saint-Pierre-aux-Liens, le cardinal de Sainte-Praxède, de leurs vrais noms, les cardinaux Sansoni-Riario, Sanseverino, Ascanio-Maria Sforza, Giuliano della Rovere, et Antoniotto Pallavicino. C'est tout à fait de la même manière qu'on disait chez nous M. de Paris, M. de

(1) Voy. Chéruel, *Dictionnaire historique des Institutions, mœurs et coutumes de la France*, au mot *Cardinal*.

(2) Lucius Lector. *Le Conclave : origines, histoire, organisation, législation ancienne et moderne*. Paris, Lethielleux, 1894, un fort vol. in-16.

Lyon, M. de Rouen, M. de Meaux ou M. de Cambrai; mais, pour les cardinaux, en cour de Rome, tout se rapporte à une circonstance romaine, et la raison s'en devine aisément, si, de bonne heure, la dignité de cardinal est exclusivement romaine.

Dans le sein de l'Église romaine, il s'était constitué des groupes ecclésiastiques analogues à nos paroisses. Chacun de ces groupes avait été pourvu de sa basilique, desservie par des prêtres qui en habitaient les dépendances. C'est là proprement le titre : la résidence dans l'église, et l'on pourrait en quelque sorte montrer sur un plan de la ville que le Sacré-Collège, ou du moins le cardinalat, fut, à ses origines, une institution toute romaine, toute locale, et qui, dans Rome même, se localisait étroitement en de certaines églises, ou plus exactement encore en de certains presbytères, qui s'attachait aux maisons des prêtres desservant régulièrement et quotidiennement ces églises (1). La dignité, le titre de cardinal n'était, pour ainsi dire, pas *personnel* : il était *réel* et, encore une fois, attaché à l'église ; il s'acquérait par la possession d'office : c'était, encore une fois, l'église qui le conférait au prêtre ; le prêtre le prenait comme représentant de l'église, de *son* église et de *telle* église. Mais, de même qu'on disait, des prêtres titulaires des principales églises de Rome, les prêtres cardinaux, on ne tarda pas à appeler les six évêques suburbicaires, les six évêques de la province de Rome ; à savoir, d'Ostie et Velletri, de Porto et Sainte-Rufine, d'Albano, de Frascati, de Palestrina et de Sabina, les évêques-cardinaux ; et, plus tard, on dit aussi des principaux diacres des diverses églises mineures, dans l'enceinte même de la ville, les diacres-cardinaux. S'il fallait faire plus que de noter le fait et si c'était le lieu d'en donner l'explication, peut-être la chercherait-on dans le système suivant lequel, au temps de la primitive Église et antérieurement au XIe siècle, il était procédé à l'élection des papes.

Les papes furent d'abord élus, comme évêques de Rome, dans la forme ordinaire où l'on élisait les évêques. Saint Cyprien, voulant défendre l'élection contestée de saint Corneille, assure qu'elle a été faite « par la disposition de Dieu et du Christ, le

(1) « La première apparition que fassent les *titres* dans les documens historiques est seulement de 341, et la première inscription qui les mentionne est de 377. A la fin du Ve siècle ou au commencement du VIe, et sans doute déjà bien auparavant, on ne comptait pas moins de vingt-cinq églises titulaires, comme on le voit aux signatures des prêtres de Rome qui prirent part au fameux Concile tenu sous le Pape Symmaque en l'an 499. Les vingt-cinq titres *Gregoriani* (595) sont presque identiques encore aux titres *Simmachiani*. Au XIIe siècle, vers le temps de Calixte II, le nombre des titres presbytéraux fut porté de 25 à 28 ». (Monsignor Isidoro Carini, *De'Titoli della Chiesa romana*.)

témoignage de presque tous les clercs, le *suffrage* du peuple qui se trouvait présent, le *vote* du collège des prêtres les plus anciens, et le *concours* des hommes les plus considérables. » Deux siècles après, saint Léon le Grand s'exprime presque dans les mêmes termes, mais il fixe mieux le rôle de chacun, des évêques de la province, des clercs et des citoyens; il dit « de tous les clercs et de tous les citoyens ». Laissons de côté le peuple et les notables ; peu nous importe l'intervention ou les prétentions à intervenir des barons ou des magistrats, des Alberics et des Crescenzi, de l'empereur ou de ses délégués. S'ils interviennent, c'est abus et corruption d'un vieil usage ; s'ils prennent part active à l'élection, ils n'y figurent que l'élément laïque, l'élément de trouble et de violence, qui peu à peu sera éliminé. Peu à peu, l'excès même de leurs prétentions amène une réaction ; une forme de droit tend à se substituer, pour l'élection des papes, à une forme tumultuaire (à supposer que le tumulte ne soit pas justement l'absence et la négation de toute forme). Le droit d'élire va peu à peu être circonscrit et défini contre l'empereur, contre les barons, et le peuple de Rome. Le corps électoral se formera et se fermera, rejettera l'élément laïque ; tout au plus en restera-t-il, dans la suite des temps, le *veto*, l'exclusive de quelques princes et la notification officielle de l'élection du pape aux souverains, avec l'usage, pour le peuple romain, de s'assembler sur la place devant le palais où le Sacré-Collège est réuni. Mais empereur, barons et peuple vont être aux portes ou à la porte ; le mot de l'apôtre va devenir une vérité : *Qui foris sunt*. Les trois élémens ecclésiastiques, au contraire, vont être conservés, et on va les voir plus distinctement : 1° *episcopi provinciales*, les évêques provinciaux, les six évêques suburbicaires ; 2° *presbyteri incardinati* ou *cardinales*, les prêtres cardinaux des églises de Rome ; 3° *primates cleri*, non plus tous les clercs, les diacres, et non pas tous les diacres, les principaux seulement.

D'ailleurs, ce n'est pas, au début, le pape qu'ils élisent, le pape, pontife universel : c'est leur évêque à eux, l'évêque de Rome ; ils ne le font point pape, mais évêque ; ce qui, ensuite, le fait pape, c'est d'être évêque de Rome et de succéder à saint Pierre. C'est, au début, une élection toute romaine, et ce noyau, cet embryon de Sacré-Collège est tout romain, comme est toute romaine l'institution des prêtres cardinaux. Plus tard, par extension et par analogie, on dira les évêques cardinaux, les diacres cardinaux. Mais ce n'est que comme évêques de la province de Rome, comme prêtres titulaires ou diacres principaux des églises de Rome, qu'ils élisent l'évêque de Rome, non point comme car-

dinaux, au sens moderne du mot. A mesure que s'affirmera le caractère universel de la papauté, que le pape surgira de l'évêque de Rome, les termes et les choses se renverseront. On élira moins l'évêque de Rome que le pape, pontife universel, et l'on ne dira plus : les évêques cardinaux, les prêtres cardinaux, les diacres cardinaux, mais, à l'opposé : les cardinaux évêques, prêtres ou diacres. Les membres du Sacré-Collège n'en seront plus membres, ne seront plus cardinaux à raison de leur qualité d'évêques suburbicaires, de prêtres titulaires, de diacres principaux des églises de Rome ; c'est à raison de leur qualité de cardinaux que, la fiction chassant la réalité, ils seront rattachés comme évêques, prêtres ou diacres, aux sièges suburbicaires et aux églises de Rome. Le *titre* ne conférera plus la dignité ; c'est la dignité qui conférera le *titre*. Le titulaire pourra ne plus avoir avec le *titre* aucun lien réel et permanent. La papauté s'internationalisera, se supranationalisera, et, comme elle, le Sacré-Collège devra s'internationaliser. — On aperçoit la transition et comment le Sacré-Collège cesse d'être une institution purement romaine, devient universel en même temps que la papauté, et comment, cessant d'être une hiérarchie exclusivement religieuse, il devient, sous un de ses aspects, un corps politique, un facteur, — et un facteur très important, — de la politique internationale.

C'est le pape Nicolas II qui, vers le milieu du XIe siècle, en 1059, et sous l'inspiration du célèbre Hildebrand, le futur Grégoire VII, donna le premier à l'élection des papes cette forme de droit qui ne lui avait que trop fait défaut jusqu'alors, et détermina un peu mieux qu'elles ne l'avaient encore été les conditions requises pour être électeur et pour être élu : « A la mort du pontife de cette église romaine universelle, prescrit-il, que tout d'abord les cardinaux évêques traitent ensemble avec le plus grand soin de l'élection de son successeur, puis qu'ils s'adjoignent bientôt les clercs cardinaux du Christ, et alors que le reste du clergé et le peuple accèdent par consentement à la nouvelle élection (1). »

Il semble que les cardinaux évêques aient, dans l'espèce, le rôle vraiment actif ou qu'ils aient, en tout cas, sur les autres cardinaux, les cardinaux clercs (prêtres et diacres), une prépondérance effective.

Cette prépondérance, vestige d'un privilège déjà ancien et de l'ancien mode d'élection des évêques par cooptation, les cardinaux évêques la conservèrent pendant un siècle encore, jusqu'à la con-

(1) Une ou deux lignes plus bas, Nicolas II le dit formellement : « Qu'ils soient les guides, les chefs, les éclaireurs (*præduces*) pour *promouvoir l'élection du Pape, et que les autres les suivent.* »

stitution d'Alexandre III (1). Le Sacré-Collège y recevait, sinon son organisation définitive, du moins le principe définitif de son organisation, qui est l'égalité de tous les cardinaux dans l'élection du Souverain Pontife.

Il n'en demeura et n'en demeure pas moins divisé en trois ordres : cardinaux évêques, prêtres et diacres; mais cette division en trois ordres est purement cérémonielle et le sens profond s'en est perdu. Les cardinaux évêques ne sont investis d'aucun pouvoir que ne possèdent également les cardinaux prêtres et les cardinaux diacres. A peine se rappelle-t-on ce que représentent les trois ordres : que les cardinaux évêques sont les six évêques provinciaux; les cardinaux prêtres, les prêtres *incardinati*, les curés titulaires des principales églises; et les cardinaux diacres, les prêtres principaux des églises mineures de Rome. Voilà l'une des divisions du Sacré-Collège, et à quoi elle correspond : sa division, interne, pourrait-on dire, et ecclésiastique en trois ordres. Il y en a une autre, externe et politique, en cardinaux de *curie* et cardinaux de couronne ou de nation. On appelle cardinaux de curie ceux qui résident habituellement à Rome; tels sont les titulaires des charges pontificales, les préfets des congrégations, etc. Les cardinaux de couronne sont les archevêques et évêques du monde catholique, revêtus de la dignité de cardinal. Dans le Sacré-Collège actuel, les cardinaux de curie représentent l'élément romain; les cardinaux de couronne, l'élément catholique ou universel, ce qui n'implique pas que tous les cardinaux de curie soient romains ou même italiens, ni que les cardinaux de couronne, — ceux qui le sont et ceux qui devraient l'être, — occupent des sièges archiépiscopaux ou épiscopaux très éloignés de Rome. Ainsi, le cardinal Ledochowski, préfet de la Propagande, est, quoique Allemand, cardinal de curie et, comme lui, quoique Allemands aussi, le cardinal de Hohenlohe, qui fut évêque suburbicaire d'Albano et le cardinal Melchers, archevêque disgracié de Cologne. Mais l'archevêque de Naples, celui de Capoue, celui de Ravenne, celui de Florence ne sont pas plus des cardinaux de curie que l'archevêque de Paris, l'archevêque de Vienne, l'archevêque de Westminster, l'archevêque de Tolède, le patriarche de Lisbonne, l'archevêque de Baltimore, l'archevêque de Québec, l'archevêque de Sidney. Si ce ne sont pas davantage des cardinaux de couronne et s'il faut inventer pour eux une troisième catégorie, celle des cardinaux italiens, c'est uniquement à cause de la

(1) *Licet de vitanda discordia*, promulguée au troisième Concile de Latran, onzième concile œcuménique, en 1180. Il n'y eut plus désormais ni guides ni suivans, plus de distinction entre le choix et le consentement. (V. Lucius Lector, ouvr. cité.)

rupture officielle des relations entre le Vatican et le Quirinal et parce que l'occupation de Rome par le roi d'Italie crée une situation violente qui lui ôte tout droit vis-à-vis du Saint-Siège.

Le nombre des cardinaux a varié, mais toujours en augmentant, depuis la fondation du Sacré-Collège. Du XIIIe au XVe siècle, il y eut de dix à vingt cardinaux. Sixte-Quint, au XVIe siècle, en fixa le nombre à soixante-dix — en mémoire, dit-on, des soixante-dix vieillards qui assistaient Moïse, — et soixante-dix est demeuré le chiffre du *plenum*. Cette constante augmentation du nombre des cardinaux n'est pas, on le pense bien, un effet de la fantaisie ou de la faveur des papes; elle a, elle aussi, sa raison dans les faits, et le fait qui l'explique est tout simplement que, du XIIIe siècle à la fin du XVIe, la papauté s'est, comme on l'a dit, internationalisée. Son caractère universel s'est affirmé, marqué de plus en plus. Il n'est pas jusqu'au schisme d'Occident au XIVe siècle, jusqu'à la Réforme, au XVIe, qui n'aient en quelque façon souligné et comme dégagé ce caractère de catholicité, d'universalité. Et de même que c'est surtout par la guerre que les États ordinaires arrivent à constituer leur unité, de même le schisme et la Réforme, ces deux guerres théologiques, ont contribué à fortifier, à développer, en la rendant plus nécessaire, l'unité de l'Église romaine, dans le dogme, la morale et la discipline. Les affaires de Rome sont de plus en plus devenues des affaires du monde et les affaires du monde, de plus en plus des affaires romaines. Et, comme l'assemblée diocésaine qui autrefois élisait l'évêque de Rome ne suffisait plus pour élire le pape, tout de même, les bureaux diocésains qui pourvoyaient jadis à l'expédition des affaires de l'Église de Rome, n'ont plus suffi à l'expédition des affaires de cette Église, étendue progressivement aux différentes parties de l'univers peu à peu connu; car, plusieurs siècles durant, toute conquête de l'Europe hors d'Europe a été en même temps une conquête de l'Église.

Alors, il a fallu que l'Église se forgeât un outil, qu'elle s'ajustât une machine de gouvernement, mieux en rapport avec la tâche qui lui incombait à l'avenir. Ce fut l'œuvre de Sixte-Quint et c'est pourquoi furent créées ces charges pontificales remplies par des cardinaux, ces congrégations et ces chancelleries dont un cardinal est la tête et l'âme, qui décidaient, administraient, jugeaient au temporel et au spirituel; c'est pourquoi fut institué ce consistoire mensuel des cardinaux qui a été comme le Conseil d'État des papes. Le Sacré-Collège qui ne cessait de s'accroître en nombre n'a pas cessé non plus de grandir en honneurs et en prérogatives. Dès le concile de Lyon en 1243, Innocent IV avait donné aux cardinaux le chapeau rouge; Boniface VIII leur avait donné la robe

de pourpre; Paul II (1), la barrette et le cheval blanc : Urbain VIII ordonna, le 10 janvier 1630, qu'ils fussent qualifiés d'*Éminence* ou d'*Éminentissime et révérendissime seigneur*. Ils eurent, par tout pays, le pas sur les évêques et archevêques, même sur les métropolitains, et même, en France, aux audiences royales de Parlement, sur les pairs ecclésiastiques. Ils eurent donc un pouvoir réel et entier, dans sa force et dans sa splendeur; ils eurent l'action et l'état. On ajoutera, si l'on veut, que le pape, à mesure qu'il travaillait à se mettre au-dessus des conciles et à faire de l'Église une monarchie, éprouvait le besoin de s'appuyer ou de paraître s'appuyer sur un grand corps à tout instant présent ou représenté auprès de lui, constitué si haut en dignité qu'il n'y en eût point de comparable, sur un Sénat chrétien qui fût (nul ne s'abstrait facilement à Rome des souvenirs de l'antiquité classique) tout ce que l'autre avait été de glorieux et de majestueux; qui fût cela, quant aux choses terrestres et, quant aux choses éternelles, la plus sainte et la plus auguste assemblée que puissent tenir des hommes en qui toute humanité n'est pas morte. Ce grand corps toujours présent ou représenté près du pape, ce Sénat chrétien, ce Conseil romain de l'Église universelle, c'est le Sacré-Collège des cardinaux, séminaire de souverains-pontifes, on n'ose dire école, mais réunion magistrale de politiques et de diplomates, où n'ont jamais manqué les hommes d'Etat pour le gouvernement de l'Église.

III

Tout gouvernement a besoin de ministres et le ministre implique le ministère. L'Église n'échappe pas à cette nécessité commune. Elle s'y plie, en modifiant les formes, en se les adaptant, en se les accommodant. Depuis qu'elle n'a plus le pouvoir temporel, elle n'a plus, à dire le vrai et dans le sens ordinaire des mots (il en faut toujours revenir là), ni législation, ni finances, ni travaux publics, ni armée, ni police, ni rien de ce qui fait la matière ou l'objet habituels du gouvernement. Depuis 1870, le ministre de l'intérieur ne figure plus que sur la liste de la Chapelle pontificale, parmi les assistans au trône, et les douze chevaux du prince Massimo, grand maître des postes du Saint-Père, se reposent en leurs écuries. Mais le pape accrédite encore des ambassadeurs auprès des puissances, et les puissances accréditent encore des ambassadeurs près du pape. Ces ambassadeurs du pape au dehors,

(1) 1464.

nonces et internonces, doivent recevoir leurs instructions de quelqu'un, rendre compte de leurs actes à quelqu'un; les ambassadeurs étrangers doivent trouver à Rome quelqu'un avec qui s'entretenir, sans remonter, à tout propos, jusqu'au Souverain-Pontife lui-même. L'intermédiaire quotidien entre le pape et les ambassadeurs, le confident et le traducteur de sa pensée, le ministre des affaires étrangères du Saint-Siège est le cardinal secrétaire d'État.

Ses fonctions sont délicates et difficiles par-dessus toutes : elles le sont infiniment plus, depuis que la papauté a été réduite à n'être plus qu'une puissance spirituelle. Elles sont délicates par-dessus toutes, parce que les questions dont l'étude et la solution appartiennent au cardinal secrétaire d'État sont à moitié du domaine politique et à moitié du domaine religieux; parce que, ne pouvant opposer à la force qu'une force exclusivement morale, il a quand même à sauvegarder la liberté, la fierté de la conscience; par-dessus toutes, elles sont difficiles, précisément parce que le Saint-Siège est une puissance d'une nature particulière et que l'Église catholique forme dans chaque État comme une espèce d'État; difficiles enfin, parce que les États modernes sont très jaloux de leur autorité, ne la veulent point partagée et, par le partage, affaiblie; parce qu'ils sont théoriquement neutres et pratiquement indifférens, si ce n'est pas hostiles; parce que l'Église avec son chef suprême, ses liens étroits, l'obéissance qui est sa règle, ses prises sur les hommes, leur donne de l'ombrage et, pour tout dire, parce qu'ils se méfient d'elle. Traiter avec le Saint-Siège, il leur semble que ce soit un peu traiter avec le mystère, qui a toujours on ne sait quoi de déconcertant et d'irritant. Mais, sous ce rapport et pour ce qui est de son influence morale, la papauté n'a fait que gagner à être séparée de la terre.

Le mystère et la majesté ont grandi, depuis qu'on ne peut plus voir le pape en carrosse dans les rues de Rome, et ceux-là l'ont mis hors de l'atteinte des puissances, qui l'ont mis hors du congrès des puissances. Ils l'ont fait invisible, insaisissable, on dirait volontiers incorporel, impersonnel. La personne extérieure du pape, c'est le cardinal secrétaire d'État en ce qui touche la politique, et la politique du Saint-Siège est déterminée, commandée par la nature du pouvoir de l'Église, de ses fins et de ses moyens, par les conditions toutes spéciales où elle se meut. Elle l'était, même avant que les événemens de septembre 1870 eussent apporté dans le droit international le trouble qu'ils y ont introduit, et que, par eux, la position du Saint-Siège envers tous les gouvernemens et la position de tous les gouvernemens envers le Saint-Siège eussent

été radicalement changées. Mais combien plus ne l'est-elle pas depuis lors? Il est clair que le cardinal secrétaire d'État n'a jamais pu et peut moins que jamais le prendre sur le même ton que le chancelier de l'empereur allemand ou que les ministres du tsar. Il n'a pas derrière lui des milliers de canons et des millions de baïonnettes! Mais il se trouve justement que sa faiblesse fait sa force et, si cette formule n'avait une apparence de jeu d'esprit, qu'armé il serait désarmé, et que désarmé, il est armé ou, ce qui revient au même, il désarme ses adversaires.

Quoi qu'il en soit, la tradition de la secrétairerie d'État n'a jamais été de parler trop, de parler sec ni de parler haut. Dans les cimetières de village, on lit sur les tombeaux de prêtres, cette épitaphe : « Ici gît vénérable et *discrète* personne. » *Discrète* est l'adjectif qui convient à l'Église et l'on ne saurait dire rien de mieux, ni rien de plus, de sa politique que de dire qu'elle est *discrète*. C'est une politique murmurée, comme elle doit l'être, la chancellerie n'étant qu'à quelques pas du sanctuaire. « Il n'y a pas d'art plus malaisé que l'art de traiter les affaires, avouait le cardinal Consalvi au pape Léon XII. Je ne m'y suis fait qu'après avoir commis des erreurs et des erreurs nombreuses. Mais ces erreurs mêmes instruisent. La plus grande faute est de trop répondre. Par bonheur, j'ai trouvé dans notre secrétairerie d'État l'excellente maxime d'écrire peu et bien, et j'atteste qu'à cette vieille maxime du Saint-Siège j'ai dû le plus grand nombre de mes succès. »

Écrire peu et bien, telle est, d'après un secrétaire d'État, la « vieille maxime », la tradition de la secrétairerie d'État, depuis 1560, depuis saint Charles Borromée, nommé le premier à ce poste par son oncle Pie IV. L'importance de l'office de secrétaire d'État ressortit tout de suite de ce fait que les papes le confièrent toujours à leur neveu, quand ils en avaient un dans le Sacré-Collège, et que le cardinal secrétaire fut appelé aussi le *Cardinal-Maître* (*Cardinale Padrone*) (1). Le choix du cardinal neveu pour la secrétairerie d'État met en pleine lumière une chose, et c'est l'union intime du Souverain Pontife et de son secrétaire d'État, union qui a toujours été jugée indispensable. Nous venons de dire du cardinal secrétaire qu'il est comme la personne extérieure du Pape; et de la politique du Saint-Siège qu'elle est, par une tradition inviolée de la secrétairerie d'État, discrète et comme murmurée. Allons plus loin. Le secrétaire d'État est comme la bouche et la chair du Saint-Père, et c'est lui, plus que tous les autres

(1) Il en fut de la sorte jusqu'à la fin du XVIIe siècle, jusqu'à Innocent XII, et c'est là, c'est dans cet usage qu'est l'origine du *népotisme*.

cardinaux, qui pourrait répéter, en se les appliquant, les paroles de l'Écriture : *Ecce nos : os tuum et caro tua erimus.* C'est à lui plus qu'à tous les autres que, dans les cérémonies symboliques du consistoire, le Pape clôt d'abord et puis ouvre les lèvres. Mais il les ferme surtout, il les scelle de son anneau : elles ne se rouvrent jamais complètement; elles ne font plus que s'entr'ouvrir.

L'héritage lointain qu'a recueilli le secrétaire d'État, dans cette organisation de l'Église où tout a des attaches et des sources lointaines, est celui de ce dignitaire de l'époque byzantine qui portait ce titre étrange et si expressif : *Silentiarius*, le *Silencier*. Le cardinal secrétaire d'État est le Grand Silencier de l'Église. Montez, entre les hautes parois de marbre blanc, les deux cents marches de marbre blanc qui, de la cour de Saint-Damase, mènent au seuil de ses appartemens privés : vous aurez l'impression de faire une ascension dans la paix. Sur le palier de chaque étage un suisse, en costume rayé de jaune, de rouge et de noir, se tient immobile et muet, une pertuisane à l'épaule. Dans l'antichambre, un gendarme sommeille; c'est à peine si le bruit de vos pas l'avertit et s'il se soulève sur sa chaise. Mais le bruit de vos pas, vous-même ne sauriez l'entendre; le tapis épais et bourré à l'italienne l'amortit et l'absorbe. Un vieux valet à figure grave, très compassé et presque mécanique, s'avance vers vous sans mot dire, prend votre carte et la passe au maître d'hôtel, qui, sans mot dire, ou en ne disant qu'un mot : *Favorisca!* « S'il vous plaît », vous fait, de la tête et de la main, signe de le suivre. Il traverse un premier salon, un second salon, un troisième, où, dans les fauteuils, rangés le long des murs, et dont personne n'a rompu l'ordonnance, attendent des évêques, des prélats romains, des religieux, des diplomates qui ne causent, ni ne lisent, ni ne bougent. Une seule pièce, le petit salon réservé au patriciat et aux ambassadeurs, vous sépare du cabinet de Son Éminence. Le temps passe, votre tour arrive; une seconde fois, l'unique mot permis : *Favorisca!* vous êtes chez le secrétaire d'État; il vous accueille avec une politesse exquise et une charmante bienveillance, vous fait prendre place à ses côtés, amorce la conversation par une question bien posée; — et si d'aventure vous aviez le dessein de l'interroger sur la politique du Saint-Siège, vous vous apercevez à vos dépens que vous avez devant vous le Grand Silencier de l'Église.

Ce n'est certes pas le cardinal Rampolla qui fait mentir la tradition : jamais ministre n'a vécu en plus parfaite union, en union plus continue avec le souverain qu'il sert, et la pensée du secré-

taire d'État n'est que le prolongement de la pensée du Pape; qu'on ne dise pas le dédoublement, car cette pensée est une en deux esprits, autant que deux esprits peuvent n'élaborer qu'une même pensée et l'élaborer de la même manière. Tous les matins, le cardinal descend prendre les instructions du Saint-Père; mais il n'y aurait pas entre eux cette communication journalière, ce contact spirituel de tout moment, que le secrétaire d'État penserait encore comme le Pape, puisque, à partir du jour où il est entré dans sa charge, il a comme réglé son esprit, sa volonté, toute sa vie, sur l'esprit, sur la volonté et sur la vie de Léon XIII. Ce jour-là, il a prié le Pape de lui tracer une ligne de conduite, et pas une minute il n'en a dévié. Par une fortune rare, mais, à la vérité, moins rare dans l'Église qu'ailleurs, ce souverain et ce ministre sont absolument sûrs l'un de l'autre, et s'il importe beaucoup que le souverain sache qu'il sera secondé, il est également important que le ministre sache qu'il sera soutenu. De ce que l'Église n'a point de parlement devant qui le secrétaire d'État soit responsable, il serait imprudent de conclure qu'il n'a pas d'opposition à redouter et à déjouer. Le Vatican, comme tous les palais, toutes les cours et tous les États, a ses mécontens et ses intrigans. Heureusement, le monde tourne au-dessus d'eux, l'Église se gouverne au-dessus d'eux, et ils n'y font pas plus que le caillou du chemin ne fait au mouvement des sphères célestes, tant que n'est pas troublé l'accord de la pensée et de la parole, de la volonté et de l'action, du souverain et du ministre, du Pape, âme de l'Église, immortelle selon les promesses, et du secrétaire d'État, sa personne extérieure. L'avenir dira, qui donc en douterait? que l'œuvre politique de Léon XIII n'a point été une œuvre médiocre, sans nouveauté et sans hardiesse, sans portée et sans envolée. Si cette œuvre doit durer, si ce pontificat a marqué « un tournant de l'histoire », si Léon XIII a fondé pour des siècles, ou si l'Église doit après lui être ramenée à des voies plus étroites, c'est aussi l'avenir qui le dira. Mais, quoi qu'en puissent décider ceux à qui en incombera la lourde et périlleuse mission, l'on ne saurait dès maintenant méconnaître quelle part a prise dans cette œuvre le cardinal secrétaire d'Etat, qu'il s'agisse ou de l'attitude de Léon XIII envers la monarchie de Savoie, ou de sa politique en Espagne, ou de son influence sur les affaires françaises, ou de toute autre grande pensée d'un règne si rempli d'actes et si original.

A bien compter, ils n'auront guère été que deux, le pape et le secrétaire d'État, qui aient vu comment le plan se tenait dans son ensemble et qui aient voulu le réaliser; les autres n'auront pas vu ou n'auront pas voulu et ne sauront à quoi tendait l'effort, que

lorsque le but aura été atteint, ou que l'occasion sera perdue de l'atteindre. C'est une accusation à laquelle il ne vaut même pas la peine de répondre que de prétendre, — on ne s'en fait pas faute pourtant, — que Léon XIII oublie l'Église dans la direction qu'il imprime à l'Église. Oui, trop souvent l'heure présente aura paru lui donner tort ; ceux qui se brisent aux premiers obstacles et se découragent aux premières résistances peuvent, une heure, croire qu'il s'est trompé ; mais c'est une pauvre politique qu'une politique à si brève échéance. La vérité, c'est que jamais pape, jamais secrétaire d'État n'ont plus sûrement gouverné pour l'Église et par des moyens mieux appropriés à la fois aux conditions nouvelles et aux conditions éternelles de l'Église. Quand Mgr Mariano Rampolla del Tindaro, alors archevêque d'Héraclée et secrétaire des affaires ecclésiastiques extraordinaires, fut sur le point d'être nommé à l'une des deux nonciatures de Paris ou de Madrid : « Que pensez-vous, demanda-t-il à un prélat français, que doive être un nonce apostolique en France? — Prêtre ! » répondit le prélat en le regardant. A la secrétairerie d'État, le cardinal Rampolla est resté prêtre, et c'est les yeux levés au ciel qu'il traverse les défilés de la politique. — Aussi bien, allez à la fenêtre ; sous vos regards s'étendent les jardins pleins de roses, les jardins éclatans de lumière, que l'on dirait bornés seulement au loin par la ligne bleue des collines : la seule ombre qui s'y projette est la grande ombre de Saint-Pierre ; vous avez sous les pieds les loges de Raphaël, où habite un peuple divin, saints et saintes et toutes les milices des anges. Ici, les cris s'éteignent et n'arrivent qu'en des bourdonnemens confus ; le faible bruit qui monte de la terre est fait comme d'un son de cloches très pures, et comme d'un chant d'orgues très douces, et comme d'un cliquetis d'encensoirs mollement balancés. Tout est, autour de vous, ou espace ou durée ; et vous sentez que la politique ne saurait être, ici, une misérable politique d'une lieue et d'un jour. Vous sentez que ce secrétaire d'État, qui est si pleinement et si profondément un prêtre, est le ministre que devait avoir ce pape pour essayer de refaire à l'Église, dont le royaume n'est plus de ce monde, un empire qui soit de ce monde et de l'autre.

Les pouvoirs du secrétaire d'État cessent avec la vie du pape qui les lui avait conférés, et rien ne montre mieux que c'est une délégation de personne à personne. Tant que le pape est vivant, le secrétaire d'État est comme un second lui-même et non seulement il dirige la diplomatie du Saint-Siège, mais il en administre les biens ; il dresse chaque année le budget des recettes et des dépenses ; il est le préfet des Saints Palais Apostoliques et le pre-

mier des Éminentissimes cardinaux palatins. Mais à peine le pape n'est-il plus, que le secrétaire d'État n'est plus et que ses attributions passent de droit soit au cardinal camerlingue, soit au secrétaire du Sacré-Collège. Jadis la charge de camerlingue était, même du vivant des papes, la plus considérable de l'Église. Le camerlingue était le chef de la Chambre apostolique et le surintendant du Trésor pontifical. « Gérer le patrimoine de l'Église, surveiller tous les actes des magistrats de la ville, pourvoir à la sécurité de l'État, se préoccuper surtout de l'argent qui est le nerf des affaires publiques », telles étaient déjà sous Pie II (1) ses fonctions essentielles. Puis peu à peu, impôts, douanes, agriculture, ponts, chaussées et canaux; monnaies, commerce, postes, marine; travaux publics, beaux-arts, enseignement, armée, police, tout devint successivement l'objet de la juridiction du camerlingue.

La création de la secrétairerie d'État marque le commencement de sa décadence. Au temps du pouvoir temporel indiscuté, non entamé, il y avait dans l'Église catholique comme deux formes de gouvernement juxtaposées : une monarchie, d'une part; et, de l'autre, une aristocratie, le clergé, et sa plus haute expression, le Sacré-Collège des cardinaux. La souveraineté totale appartenait au pape, mais, en l'exerçant par délégation, il devait tenir compte de cette dualité. Le secrétaire d'État représentait sa personne, le principe monarchique; le camerlingue représentait le Sacré Collège, le clergé, le corps de l'Église. A mesure que les élémens monarchiques l'emportèrent sur les élémens aristocratiques, l'autorité du secrétaire d'Etat, représentant personnel du pape, alla se développant, et ses fonctions s'étendirent, au détriment de celles du camerlingue. Lorsque l'Église eut perdu ses États, ce fut fini; l'administration de ce qui restait de biens au Saint-Siège passa elle-même à la secrétairerie et, le pape vivant, il n'y eut plus dans l'Église qu'un seul principe, qu'un seul pouvoir, tout personnel, et qu'un seul homme, le cardinal secrétaire d'État, à qui ce pouvoir tout personnel fût délégué, en matière politique. Mais cette autorité se tarit avec la source d'où elle naissait et où elle s'alimentait. Il ne demeure alors que le Sacré-Collège, provisoirement investi de la souveraineté, que les cardinaux « gardant la place du Saint-Siège »; *servantes locum S. Sedis*. Alors le camerlingue, représentant non la souveraineté personnelle du pape, mais la souveraineté collective du Sacré-Collège, non la souveraineté prescrite du pape défunt, mais la souveraineté imprescriptible du Saint-Siège, reprend le premier rang. Assisté des trois cardinaux

(1) Æneas Silvius (Piccolomini), 1458-1464.

chefs des ordres, il est comme le pape de l'interrègne ; il constate le décès du souverain pontife, il a les clefs du commandement et le bâton aux pommes d'or ; il est commis à la garde du conclave et, au nom du Sacré Collège, il exerce le gouvernement effectif de l'Église. — Le camerlingue actuel de la sainte Église romaine est le cardinal Oreglia di Santo Stefano.

Si le secrétaire d'État représente au temporel et parmi les nations la personne du souverain pontife, le cardinal-vicaire la représente au spirituel, dans le diocèse de Rome. Seulement, son pouvoir ne tombe pas à la mort du pape ; il le conserve jusqu'à l'élection du successeur, se contentant de changer un peu son titre et, au lieu de *Vicaire général de Notre Seigneur le pape*, de se dire *Vicaire général et Juge ordinaire de Rome*. L'union entre le pape et son Vicaire général, malgré ce qu'on en peut supposer, n'est pas nécessairement aussi intime qu'entre le pape et le secrétaire d'État : ils ne sont pas, comme le pape et le secrétaire d'État, en contact incessant, en communication constante. Depuis que l'Église romaine, s'épanouissant et rayonnant, se multipliant et s'unifiant tout ensemble, est devenue l'Église universelle, le pape n'est plus guère, en fait, il n'est plus guère que de nom l'évêque de Rome et, même en ce point, l'ordre ancien est comme retourné. C'est depuis lors, vraiment, que Rome n'est plus dans Rome et que le pape doit être partout où est l'Église. Il en résulte que le cardinal-vicaire est, à côté du pape, évêque nominal et, en quelque sorte, évêque historique de Rome, le véritable évêque, un évêque presque autonome, ainsi que les évêques le sont dans leur diocèse.

Le vicaire général du pape Léon XIII pour le diocèse de Rome est le cardinal Lucido-Maria Parocchi, évêque titulaire d'Albano. Lorsqu'on l'a vu et qu'on a vu le pape, on se les imagine malaisément tous deux en collaboration quotidienne. Dans le langage, dans les manières et comme dans l'aspect physique du cardinal Rampolla, on retrouve quelque chose de Léon XIII ; il semble qu'il porte sur lui comme le pli d'une longue habitude ; Léon XIII se devine et se touche en son secrétaire d'État. Avec le cardinal-vicaire, quel étrange contraste ! Rond, gros, court, rouge, l'œil d'un noir intense et brillant, l'œil de jais, sous le buisson noir des sourcils, toujours abordable à tout venant, toujours en quête d'un confident qui ne se croie point trop lié par le secret professionnel, toujours à la chasse d'un bon mot et même de ce qu'en français nous appelons un *calembour*, vif, expansif et démonstratif, gai, familier, bonhomme, d'une bonhomie un peu *popolana*, un peu facile, qui se prodigue un peu, sans que sa familiarité choisisse plus que sa gaieté, le cardinal-vicaire donne ou prête volontiers

sa main gantée d'une mitaine de soie, s'épanche ou feint de s'épancher volontiers, a d'autant plus d'amis ou du moins de cliens que, comme le dit un de ses collègues, « son caractère le pousse à témoigner successivement des préférences à tout le monde ».

Chose étonnante chez un prince de l'Église ! s'il a des préférences moins fugitives que les autres, c'est pour les journalistes de tout parti et de tout pays. Peut-être se complaît-il en eux, par souvenir du temps où il organisait et inspirait dans la Haute-Italie des campagnes ardentes contre la société moderne en général et, en particulier, contre le gouvernement italien. Il écrivait alors ou il faisait écrire d'une plume emportée, qui éclaboussait d'encre et crevait le papier : il parlait plus encore, d'une parole bouillonnante et colère. La maison de Savoie n'avait pas de plus éloquent, de plus abondant, de plus violent détracteur. Il ne se lassait pas de paraître en public et ce n'était jamais pour prier seulement. Du siège de Pavie, il fut transféré à Bologne et ne put obtenir son *exequatur*, tant il avait médit du dernier roi, du roi régnant et de la royauté. Appelé à Rome, puis promu au vicariat général, on s'attendait à ce qu'il déclarât la guerre à ceux qui n'étaient plus pour lui que les Piémontais, des barbares, et dont il dit qu'ils ne seraient, en cas de malheur, regrettés que « de quelques concierges de Turin. » Que 1868 était loin, quand, professeur à Mantoue, sa ville natale, il se proclamait fièrement patriote avant tout et célébrait, en phrases exaltées, l'Italie « levée comme un seul homme pour expulser de ses nids redoutables l'aigle à deux têtes de l'Autriche » !

Depuis 1868, que de préférences successives avait montrées le cardinal-vicaire et que d'excessives animosités ! Et néanmoins, patriote avant tout, même dans Rome, après le 20 septembre, il crut devoir autoriser la bénédiction solennelle des drapeaux de l'armée royale. Ce fut assez pour qu'aussitôt de belles espérances vinssent se reposer sur lui. On rechercha dans ses premiers discours, dans ses œuvres de jeunesse, et l'on découvrit avec joie qu'avant l'épiscopat il avait commencé par unir en un même culte le roi et le pape, l'Italie et l'Église et par concilier toutes choses dans l'amour de Dieu et de la Patrie.

Ces espérances italiennes sont-elles à jamais évanouies? Où en est maintenant le cardinal-vicaire? Qui hait-il et qui aime-t-il? Est-il patriote avant tout, ou avant tout est-il vicaire général de Rome? En politique aussi, ses préférences sont variables et vont successivement à tout le monde; il y aurait pis, et ce serait que tout le monde pût simultanément se flatter de les avoir... On voit que le cardinal Parocchi ne ressemble en rien ni au pape ni au secrétaire d'État; sa route n'est pas droite et lisse comme la

leur. Il avance et recule, se livre et se reprend. Est-ce défaut de sincérité? C'est plutôt excès d'abandon, et c'est plutôt faiblesse que calcul; c'est impuissance à se fixer plutôt que goût et besoin de tromper; c'est désir de plaire, d'être applaudi, d'être entouré, et il y a comme de la coquetterie en ce vicaire du Vicaire de Jésus-Christ. Au fond et par d'autres côtés, il se rapprocherait plus de Pie IX que de Léon XIII. Tout récemment il publiait pour le centenaire du feu pape un *Invito sacro*, dont voici le principal passage : « Quand Pie IX s'est éteint, quand l'annonce de sa mort s'est répandue d'un bout à l'autre de l'univers, nos ennemis, les ennemis de la Papauté, eurent un moment d'allégresse et leurs lèvres laissèrent échapper cette phrase qui exprimait les désirs de leurs cœurs : *La Papauté est morte!* Mais le Dieu qui sait consoler les justes a lancé dans l'espace immense du ciel cette merveilleuse étoile : Léon XIII, *lumen in cœlo*. Le monde, à sa vue, est tombé dans l'admiration et les ennemis de l'Église eurent de nouveau une preuve irrécusable de la divinité de cette institution, créée par Dieu pour opérer toujours plus de miracles. Malgré tout, la grande figure de Pie IX demeure toujours là; qui plus est, elle paraît avoir encore grandi, illuminée par les rayons vivifians de l'étoile de Léon XIII. » Pour qui sait lire entre les lignes et en dépit de l'effet de style sur l'étoile merveilleuse, le pape du cardinal Parocchi, c'est Pie IX; Pie IX qui fut grand et ne fait que grandir, à la lumière du pontificat de Léon XIII, « Pie IX le glorieux, Pie IX l'immortel! »

Comme le cardinal-vicaire et à la différence du secrétaire d'État, le Grand Pénitencier conserve ses fonctions après la mort du pape qui les lui avait confiées. Il préside, en effet, le tribunal de la Pénitencerie qui a sur les consciences une magistrature suprême. C'est à ce tribunal sacré « qu'on a recours pour demander l'absolution de ses fautes, quand elles sont d'une telle nature qu'elles échappent à la compétence du confesseur ordinaire. » Le droit d'absoudre ne peut être, dans l'Église, suspendu ni interrompu, pas plus que la souveraineté du Saint-Siège elle-même. Ce que la mort suspend ou interrompt, c'est le pouvoir personnel du pape. Mais le Sacré-Collège le garde et le nouveau pape le retrouve dans toute son intégrité. Si donc des chrétiens frappés de censures réservées au Souverain Pontife sont, pendant l'interrègne, en danger de mort imminente, c'est le grand pénitencier qui peut les relever des peines encourues. Le grand pénitencier remplit publiquement, du reste, les devoirs de sa charge, quatre fois chaque année, le dimanche des Rameaux à Saint-Jean de Latran; le mercredi de la semaine sainte, à Sainte-Marie-Majeure; le jeudi et le vendredi de la même semaine, à Saint-Pierre.

Il est armé de la baguette, en signe de correction et, avant de prononcer la sentence de pardon, il en touche le front du pécheur. Austère, sévère et froid, le cardinal Monaco La Valetta était né pour juger les âmes. Il n'a pas le moindre trait commun avec le cardinal-vicaire et, par exemple, il ne se laisse pas aborder facilement, même par les diplomates accrédités à Rome, même par les évêques qui viennent y chercher l'investiture canonique. C'est tout au plus si sa porte s'entre-bâille pour quelques bons bourgeois romains, et cependant le cardinal ne s'est pas retiré au désert, mais il fait des religieux sa compagnie de prédilection. Hors de ce petit cercle, il est avare de paroles, et l'on assure que, même dans ce petit cercle, il les compte. La vieillesse et la maladie ne l'ont rendu que plus casanier et plus taciturne. Il ne connaît du monde que Naples, où son père était procureur de la cour royale sous les Bourbons, et Rome, où il a fait toutes ses études de lettres et de théologie. Naples et Rome exceptées, il n'a jamais vu que Paris, où il se souvient d'être allé, avec le cardinal Patrizzi, pour le baptême du prince impérial. Il dédaigne les salons et ne se plaît que dans les cloîtres et dans les sacristies. Ce serait peut-être forcer les termes que de dire de lui qu'il méprise la politique, mais il ne s'y intéresse point. Il répugne par tempérament aux compromissions et aux combinaisons ; il est l'homme de l'absolu ; le relatif ne le séduit pas ; il est à l'aise dans la foi, mal à l'aise dans la politique. Autant qu'il est permis de lui attribuer une opinion, il est intransigeant sur les droits de l'Église, mais d'une intransigeance calme et maîtresse d'elle-même, sans effusions et sans élans, qui ne récrimine pas et qui ne provoque pas, d'une intransigeance qui s'enferme et ignorera toujours ce qu'elle ne veut pas accepter. Mais tout ainsi que ce penchant à l'isolement n'empêche pas le cardinal Monaco La Valetta de prendre plaisir à de certaines fréquentations, sa sévérité naturelle n'exclut nullement la charité, non plus que sa réserve n'exclut la décision, ni son indifférence habituelle aux choses de la politique, une intelligence, avisée au besoin, des choses de la politique. Il est l'ami des pauvres et des moines, qui doivent être un jour trop puissans au ciel pour ne pas l'être un peu à la cour de Rome. Grand pénitencier de l'Église et doyen du Sacré-Collège, évêque d'Ostie et Velletri, chef d'ordre des cardinaux-évêques, il est, en outre, protecteur d'une quarantaine d'instituts de réguliers. Cardinal depuis vingt-six ans, il a eu beau se défendre contre les importuns : les événemens sont entrés de force et, même à cet ermite, ils ont appris que la papauté ne pouvait pas vivre dans les convulsions du siècle comme dans le recueillement d'une chartreuse.

Au surplus, tous les cardinaux ne sont pas de l'avis de leur doyen et, loin de se désintéresser comme lui de la politique, plusieurs d'entre eux s'y intéressent et s'y amusent. Il faut bien qu'il en soit ainsi, puisque l'Église a une diplomatie, et que le Sacré-Collège se recrute non seulement parmi les archevêques et évêques, parmi les titulaires de diverses charges pontificales, major-dome, secrétaires des congrégations, substitut de la secrétairerie d'État, parmi les prêtres qui honorent l'Église par leur science, leurs talens, leurs vertus, mais parmi les ambassadeurs du Souverain Pontife, parmi les nonces. Aujourd'hui même, dans le Sacré-Collège, les anciens nonces, les diplomates, ne manquent pas. Il y en eut rarement davantage et rarement de plus qualifiés. Citons, entre les plus anciens, les cardinaux Angelo Bianchi, Aloïsi Masella, Di Pietro, et, parmi les plus jeunes, le cardinal Siciliano di Rende, le cardinal Rampolla lui-même et le plus fameux ou le plus célèbre, le plus remuant, le plus entreprenant de tous, le cardinal Galimberti, sans oublier les deux frères Serafino et Vincenzo Vannutelli. Ceux-là sont cardinaux de haute taille et de haute mine, la gloire de Genazzano, au diocèse de Palestrina : le cardinal Serafino, plus âgé de deux ans et touchant à la soixantaine, un peu plus fin, un peu plus grêle, un peu moins ample ; le cardinal Vincenzo, superbe de port et d'allures : Serafino, cardinal évêque de Frascati, et Vincenzo, cardinal prêtre du titre de Saint-Sylvestre *in capite :* Serafino ayant plus de prudence, de mesure et d'habileté peut-être, Vincenzo plus d'initiative et d'entrain. Tous deux élèves du collège Capranica et de l'Académie des nobles ecclésiastiques, très entendus tous deux à « faire la carrière », *far la carriera*, Serafino a été nonce à Bruxelles et à Vienne, Vincenzo, délégué apostolique à Constantinople, nonce à Lisbonne, envoyé par le pape en mission décorative au couronnement d'Alexandre III, à Moscou : tous deux ont noué à travers l'Europe et dans les camps opposés de l'Europe des relations qu'ils n'ont pas cessé de cultiver ; Serafino n'a pas les mêmes que Vincenzo, mais chacun d'eux a celles de l'autre ; à Rome, les deux frères ne font qu'un : le cardinal Serafino et le cardinal Vincenzo s'additionnent et donnent au total un Vannutelli ; ce sont deux têtes en un seul chapeau. L'une regarderait plutôt vers l'occident, l'autre, plutôt vers l'orient, mais à elles deux, elles embrassent tout l'horizon, et il y a de l'énigme en elles, comme en une sorte de Janus chrétien.

Le secrétaire d'État, le camerlingue, le cardinal-vicaire, le grand pénitencier sont, par leur position même, les membres les plus en vue de tout le Sacré-Collège. A côté d'eux et à côté des cardinaux sortis de la diplomatie pontificale, que de figures

curieuses et attirantes encore! Le bon et saint cardinal Bonaparte, l'ex-substitut de la secrétairerie d'État ou secrétaire du chiffre, le cardinal Moncenni, Romain de Rome, grand fumeur, grand chasseur, grand conteur d'histoires; plusieurs archevêques et évêques des diocèses d'Italie, comme le cardinal San Felice, archevêque de Naples ou le cardinal Capecelatro, de Capoue, bibliothécaire de l'Église, un prince napolitain comme le cardinal Ruffo-Scilla; rappelant, celui-ci par son amour du faste, ceux-là par leur amour des lettres, les cardinaux de la Renaissance. A côté d'eux enfin, les cardinaux appartenant aux ordres religieux et qui, jusque dans le Sacré-Collège, demeurent de leur ordre et servent leur ordre, les pères jésuites Mazzella et Steinhüber, le capucin Persico, le barnabite Graniello. Et ce ne serait pas tout : il faudrait comme grouper au fond du tableau les cardinaux français, allemands, autrichiens, hongrois, espagnols, portugais, anglais, et ceux qui, par delà les océans, sont allés aux États-Unis, au Canada, en Australie, porter le nom, les œuvres et la hiérarchie catholiques. Mais on ne veut voir dans le Sacré-Collège, on ne veut considérer en lui qu'un des organes, que l'organe principal du gouvernement de l'Église et l'on ne s'est occupé des hommes que si, à cause de leurs fonctions, ou de leurs travaux, ou de leurs titres, ou de leurs aptitudes, ils participent plus ou moins à ce gouvernement si peu connu et si digne d'être étudié.

IV

Les soixante-dix membres du Sacré-Collège sont répartis entre les seize ou dix-sept congrégations ecclésiastiques. Chacune d'elles a un cardinal pour préfet, sauf les trois congrégations dont les papes se réservent personnellement la préfecture et qui sont: le Saint-Office, la Consistoriale et la Sainte-Visite ou *Sagra Visita*. Celle de ces congrégations qu'on doit, au point de vue politique, mentionner en première ligne, est la congrégation de la Propagande, où le Saint-Siège a comme une seconde secrétairerie d'État. La Propagande est divisée en deux sections : rite romain (pour les pays qui n'ont pas de concordat) et rite oriental; c'est à la Propagande que sont rattachées les missions et par elles, par les vicariats apostoliques, elle s'étend au globe tout entier. Le préfet de la Propagande est le cardinal Ledochowski, que M. de Bismarck exila de Posen aux jours troublés du Kulturkampf, qui porta à Rome une longue rancune et que les attentions de Guillaume II ont ramené à de plus doux sentimens pour l'Allemagne. Après la Propagande et en ce qui concerne le gouvernement intérieur de l'Église, citons tout de suite le Saint-Office, ou

sainte Inquisition romaine et universelle, dont le pape lui-même est préfet et dont le secrétaire est le grand pénitencier, le cardinal Monaco La Valetta. Elle traite des crimes contre Dieu, contre les personnes et des dispenses de lois ecclésiastiques; c'est bien vrai qu'elle existe encore, mais une invocation à Torquemada et aux bûchers d'Espagne serait, à son propos, on ne peut plus ridicule : il n'y a pas de chambre de torture dans le palais du Saint-Office : l'Inquisition ne verse plus de sang et ne jette plus de flammes. L'Index, qui est comme son appendice, condamne les livres, mais ne les brûle plus par la main du bourreau : toutefois l'Inquisition et l'Index peuvent encore être rangés au nombre des instrumens du gouvernement de l'Église. Les autres congrégations (1) sont religieuses et ne touchent ni de près ni de loin à la politique, ou elles n'y touchent que de très loin et d'une manière très indirecte. Il n'en est pas de même des chancelleries, de la Chancellerie apostolique proprement dite, de la Daterie, des Brefs, des Mémoriaux, des Brefs aux princes et des Lettres latines (2).

L'Église, qui a son droit à elle, ses lois à elle, a comme une cour d'appel, le tribunal de la Rote, composé de neuf auditeurs, dont un Autrichien, deux Espagnols et un Français. Bien que les décisions de la Rote n'entraînent aucune sanction positive, elles sont tenues en honneur par toute la chrétienté. La Révérende Chambre apostolique n'a pas survécu à la chute du pouvoir temporel; elle s'occupait surtout de finances et de fiscalité. La Signature papale de justice n'est plus guère qu'une ombre. Les titres restent, à peu près vides de sens, mais perpétuant la mémoire d'institutions très anciennes. La Cour de Rome, la *Curia*, est comme un assemblage de fonctions et de dignités où, dans les mots, du moins, chaque siècle a laissé son empreinte, et dix-neuf

(1) Du Concile, des Évêques et réguliers, de la Résidence des évêques, de l'État des réguliers, de l'Immunité ecclésiastique, des Rites, du Cérémonial, des Études, des Indulgences et saintes reliques.

(2) Le chef de la Daterie est le sommiste des lettres apostoliques : la Daterie rédige, calligraphie, scelle, plombe et délivre les Bulles. A la Daterie reviennent ou revenaient les grâces expectatives, les annates, les bénéfices et les réserves; c'est à elle qu'il faut s'adresser pour les dispenses de mariage. La charge de Pro-Dataire est une des plus enviées. Pour les Brefs, il existe une secrétairerie spéciale, avec laquelle se confond la chancellerie des ordres pontificaux de l'Éperon-d'Or et de Saint-Sylvestre, du Saint-Sépulcre, de Malte, du Christ, de Saint-Grégoire-le-Grand, de Pie IX. Les comtes romains relèvent, à leur création, de la secrétairerie des Brefs; c'est à elle qu'ils acquittent les taxes de noblesse. Les Mémoriaux sont séparés des Brefs; cette secrétairerie reçoit les placets, les suppliques et elle y répond. On ne peut encore omettre les secrétaireries palatines, le secrétaire des Brefs aux princes et celui des Lettres latines, chargés : l'un, de correspondre avec les rois et les personnages illustres ou constitués en dignité ecclésiastique, souvent aussi de préparer les constitutions, allocutions et encycliques des papes; l'autre, d'examiner les œuvres pour lesquelles est sollicitée l'approbation du Saint-Père, de les lui présenter et de remercier en son nom, dans les formes consacrées. Voy, F. Grimaldi, *Le Congregazioni della S. Chiesa romana.*

siècles ont déjà passé sur l'Église, si bien qu'à regarder de loin cet assemblage, il est étrange. Camériers de cape et d'épée, camériers secrets participans, sacriste pontifical, sous-sacriste des saints palais, chapelains et clercs secrets, chapelains communs, princes romains assistans au trône, protonotaires, commandeur du Saint Esprit, maître du Saint Hospice, avocats du Sacré Consistoire, pénitenciers de la basilique vaticane, acolytes céroféraires, maîtres ostiaires ou huissiers à verge rouge, custode des saints trirègnes, massiers et curseurs apostoliques, n'est-ce pas autrefois, immobilisé, fixé, momifié dans aujourd'hui? Mais l'Église n'est pas seulement ce cadavre embaumé et paré : elle est vivante sous la châsse. Sans provinces, elle est une puissance; sans États, elle est un État; sans armée, sans impôts, sans les moyens ordinaires de contraindre, sans les organes ordinaires du gouvernement, elle possède le gouvernement le plus souple, le plus précis, le plus maître de son action, le plus sûr de son autorité. Même comme puissance, comme État, comme gouvernement, elle a ses morts, mais elle vit : avoir été ne l'empêche pas d'être, hier ne lui interdit pas demain, son histoire n'est pas finie et n'est pas toute derrière elle.

Dès à présent, un fait domine cette histoire : c'est que la Papauté, le Sacré-Collège, le gouvernement de l'Église se sont, de romains et locaux qu'ils étaient tout d'abord, catholicisés, universalisés. Ce n'est pas à dire qu'on ne puisse plus distinguer dans le gouvernement de l'Église, dans le Sacré-Collège, dans la papauté elle-même, un élément romain, local, et, d'autre part, un élément catholique ou universel. Mais tandis que, plus près des origines, l'élément romain et local était prépondérant, formait comme le noyau, comme la cellule et de la papauté et du Sacré-Collège, de nos jours c'est l'élément universel qui marche, et ce sera de plus en plus lui qui marchera le premier. Le pape est toujours l'évêque de Rome, mais il est, beaucoup plus qu'il ne l'était jadis, le Souverain Pontife, le Père commun des nations catholiques; le Sacré-Collège comprend toujours des cardinaux de curie et des cardinaux de couronne, mais, quoique les cardinaux de curie y représentent l'élément romain, il faut surtout entendre, par élément romain, l'élément résidant à Rome. Pendant longtemps, il n'y eut aucune proportion entre cet élément prépondérant et l'élément universel : le caractère universel est si bien reconnu désormais qu'il y a entre les deux élémens une proportion établie par l'usage et une certaine proportion, également établie par l'usage, dans la répartition des chapeaux de cardinal entre les différentes nations catholiques. C'est, en effet, une erreur, d'opposer dans le Sacré-Collège des cardinaux *italiens* à des car-

dinaux *étrangers;* un tel classement n'a ni fondement logique, ni fondement historique, ni fondement politique. Il n'y a pas de cardinaux italiens : il y a des cardinaux romains, des cardinaux de curie; il n'y a pas de cardinaux étrangers : il y a des cardinaux de couronne ou de nation. Quand l'Italie s'est unifiée, la papauté a achevé de s'universaliser; on l'a dénationalisée, elle a achevé de s'internationaliser. Par l'unification de l'Italie, on a détruit le dernier motif qu'il y eût à ce que l'Italie comptât dans le Sacré-Collège plus de membres que les autres pays catholiques. Tant qu'il y eut en Italie six ou sept petits royaumes ou petites républiques, il se concevait bien que Naples eût ses cardinaux, que Florence eût les siens, et Venise les siens, et Milan les siens. Mais, depuis 1860 et depuis 1870, il n'y a plus de raison pour que la proportion entre les différentes nations soit rompue en faveur de l'Italie unifiée, laquelle continuerait à jouir d'un privilège, à l'appui duquel on ne saurait donner un bon argument. Voilà pourquoi ce n'est pas une futile querelle de mots, de vouloir dire l'élément romain, au lieu de l'élément italien et l'élément universel, au lieu de l'élément étranger. Il demeure parfaitement juste et absolument nécessaire que l'élément romain ou de curie (étant admis, d'ailleurs, que les cardinaux de curie peuvent appartenir à n'importe quelle nationalité) soit, dans le Sacré-Collège, très fortement représenté : c'est la tradition et il le faut, afin qu'il soit pourvu aux multiples besoins, aux services complexes du gouvernement de l'Église. Mais, hors de là, il ne peut y avoir qu'une règle : toutes les nations catholiques doivent entrer pour une part proportionnelle dans la formation du second élément; les titulaires des diocèses italiens n'y ont pas plus de droits que les archevêques et évêques de France, d'Espagne ou d'Autriche, et cela de par la loi même du développement de l'Église, de par les conditions nouvelles de l'Italie et de par les conditions nouvelles de la papauté.

Le Sacré-Collège des cardinaux, Sénat de l'Église catholique et Conseil d'État des Souverains Pontifes, doit être international comme l'Église, universel comme la papauté. Comme l'Église, comme la papauté, il doit reposer sur des bases de plus en plus larges, il doit attirer à lui tout ce qui, d'un bout à l'autre de l'Église, est lumière et vie, est intelligence et vertu. Tel qu'il est, et bien que sa valeur varie naturellement avec les hommes qui s'y succèdent, nulle part ailleurs on ne trouverait une assemblée qui lui soit comparable. Il se recrute dans l'élite d'une élite, en dehors de toute considération autre que l'intérêt de l'Église, de son intérêt supérieur, universel et éternel. Il est, en somme, aussi peu accessible aux passions humaines qu'une réunion d'hommes puisse

l'être. Il ne fait pas de bruit sur terre et, tout attentif qu'il soit en secret aux affaires importantes du monde, il n'occupe le monde qu'à de rares intervalles. Sa fonction d'un jour fait oublier ses fonctions de tous les jours : on ne se rappelle qu'il existe que lorsqu'un pape vient à mourir et qu'il s'agit d'élire un pape. On ne parle du Sacré-Collège que comme du plus vénérable des comices électoraux, du vote duquel doit sortir, suivant la métaphore du poète, une des deux et la première des deux moitiés de Dieu. Ce n'est pas, ce ne pouvait pas être le point de vue où nous nous sommes placé. Pour nous, le Sacré-Collège existe autrement que dans le conclave, et ce qui, à l'heure qu'il est, n'existe pas, Dieu merci, c'est le conclave. Les Romains ont toujours aimé à parier sur le futur pontife, mais depuis que l'élection des papes a pris dans la politique l'importance que lui ont donnée, et l'internationalisation de la papauté et l'occupation de Rome par l'Italie et la division de l'Europe en deux camps, et l'intervention du Saint-Siège sous forme de conseils aux catholiques, c'est devenu pour les uns un sport et pour les autres une industrie, de faire des prédictions et de tirer des horoscopes. Nous savons bien que les événemens ont de soudaines brutalités et que l'on tient toujours prêtes au Vatican trois soutanes blanches de trois tailles, pour Celui qui sera le pape de demain. Mais on ne les étend pas sans cesse sur le passage, on ne les déploie pas sans cesse aux regards du pape régnant. Or, Léon XIII règne et gouverne, et règne si glorieusement, et gouverne si heureusement, qu'on ne peut que répéter le cri par lequel les papes sont salués à leur exaltation : « Que ce soit encore pour de longues années! *Ad multos annos!* » Outre qu'il y a de l'inconvenance, il y a aussi de l'imprudence à trop se presser d'attribuer une succession dont on ne dispose pas et qui, même, n'est pas ouverte. « Le plus souvent les cardinaux, quand ils sont dehors, sont d'une autre opinion que quand ils sont renfermés. Aussi quiconque a quelque intelligence des choses d'ici déclare-t-il qu'on ne peut porter là-dessus aucun jugement. » C'est, du moins, ce qu'écrivait de Rome, le 29 octobre 1503, un envoyé de la République florentine, à qui personne pourtant n'a jamais dénié la pénétration, et qui s'appelait Machiavel.

CHARLES BENOIST.

LE PASSAGE DU NIÉMEN

II[1]

ARRIVÉE A WILNA. DERNIÈRE NÉGOCIATION

I

Le jour où Napoléon franchissait le Niémen à la tête de deux cent mille hommes, à quinze lieues du fleuve, aux environs de Wilna, l'empereur Alexandre assistait à un bal. L'imminence des hostilités n'avait point interrompu autour du tsar la vie de représentation et de plaisirs, qui semblait alors l'accompagnement nécessaire d'une cour, en quelque position qu'elle fût. Depuis son établissement à Wilna, Alexandre trouvait le temps, au milieu de travaux et de soucis incessans, de visiter les châteaux du voisinage. Là, il ravissait ses hôtes par son aménité célèbre, par une simplicité charmante, par des conversations pleines d'enjouement, où son esprit vif et fin brillait d'un éclat doux. On le voyait poli avec tout le monde, déférent envers les vieillards et les femmes. Après dîner, il priait les dames de se mettre au piano, écoutait avec intérêt leur romance favorite et galamment leur tournait les pages. Il aimait aussi à parcourir *incognito* les campagnes, à s'asseoir au foyer des humbles, à les faire causer, à ne se révéler qu'en partant, par quelque munificence qui laissait derrière lui la fortune, et de toutes parts circulaient sur son compte des anecdotes où il apparaissait sous les traits d'un calife bienfaisant, d'un génie familier. La politique n'était pas étrangère à ces attentions, qui s'adressaient spécialement aux Polonais de Lithuanie : en témoignant pour cette partie de ses sujets d'une

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1894.

prédilection marquée, en affectant un grand respect pour leurs coutumes, leurs traditions, leurs croyances, en allant parfois prier dans leurs églises, Alexandre tâchait de se les rallier, de les rendre sourds aux appels du ravisseur, de leur faire oublier la patrie perdue; et il se flattait d'y avoir réussi pour beaucoup d'entre eux. Prévoyant l'arrivée des Français et la retraite de ses troupes, il se disait qu'obligé de livrer ces peuples à l'invasion, il n'abandonnerait pas tout en eux et emporterait les cœurs.

A Wilna, il convoquait fréquemment la noblesse, attirait à lui les femmes qu'il comblait de soins délicats, les prenant par la vanité, distinguant tour à tour les plus séduisantes, entretenant parmi elles une concurrence et une émulation à lui plaire. Il encourageait volontiers les réunions mondaines, les assemblées brillantes. Pour le 23 juin, il avait permis aux officiers de la garnison et de l'état-major d'organiser en son honneur un bal champêtre, avec fête de jour et de nuit, où toute la société de la ville serait conviée. Le lieu choisi fut le domaine de Zakrety, prêté pour la circonstance par la comtesse Bennigsen. Zakrety était une résidence d'été à la mode polonaise, c'est-à-dire, autour d'une maison d'habitation assez simple, un parc magnifique. Rien n'y avait été omis pour enjoliver la nature: il y avait des terrasses fleuries, des pelouses d'un vert d'émeraude, des eaux vives, une île et une cascade artificielles, des échappées ménagées avec art sur les campagnes et les fraîches collines d'alentour. On éleva sur les gazons, en face de la villa, une salle de bal environnée de portiques. L'avant-veille de la fête, la toiture s'écroula, et chacun frémit à la pensée que cet accident, survenant deux jours plus tard, eût dégénéré en catastrophe. Le dommage n'ayant pu être réparé à temps, on dansa en plein air; puis, le jour baissant, la fête se transporta à l'intérieur des appartemens, et la longue file de couples qui formaient la *polonaise*, la danse nationale, après avoir parcouru les jardins, gravit en cadence les escaliers et se mit à serpenter au travers des galeries. L'empereur Alexandre, arrivé de bonne heure, animait et embellissait tout de sa présence, lorsque au cours de la soirée le général Balachof, ministre de la police, s'approcha de lui et murmura à son oreille quelques paroles, avec l'accent d'une émotion poignante: un message, expédié de Kowno, annonçait que les Français franchissaient le fleuve, en masses énormes, et que l'invasion commençait. Sous ce coup, Alexandre ne faiblit point et conserva la pleine maîtrise de soi-même; pas un muscle de sa physionomie ne bougea: il recommanda à Balachof de tenir la nouvelle secrète, pour ne point troubler la réunion, et se remit à parcourir les groupes, toujours aimable et galant. Il admira fort la fête de nuit, l'embrase-

ment des bosquets, les jeux de la lumière sur la cascade, et faisant remarquer la lune qui brillait au ciel, mariant sa rayonnante pâleur aux feux répandus sur la terre, il l'appela « la plus belle pièce de l'illumination ». Au bout d'une heure environ il se retira et, rentrant à Wilna, passa au travail le reste de la nuit.

Après avoir expédié à Pétersbourg les élémens d'une note diplomatique, destinée à servir de réponse au manifeste français, à le réfuter point par point, il rédigea un ordre du jour aux armées, en termes élevés et dignes. Napoléon avait dit dans sa harangue à ses troupes : « La Russie est entraînée par la fatalité, ses destins doivent s'accomplir. » Contre la divinité aveugle qu'invoquait son rival, Alexandre se réclamait de la Providence : « Dieu, dit-il, est contre l'agresseur. »

Enfin, il procéda à une suprême formalité, propre à le mettre en règle, sinon avec sa conscience, au moins avec l'opinion des hommes. Le 26, il fit appeler Balachof, qui était un de ses aides de camp en même temps que son ministre de la police, et il lui dit, avec le tutoiement en usage fréquent chez les souverains de Russie lorsqu'ils s'adressent à leurs sujets : « Tu ne sais sans doute pas pourquoi je t'ai fait venir; c'est pour t'envoyer auprès de l'empereur Napoléon. » Il expliqua alors que cette mission devait consister à porter une offre dernière de négociation et de paix. Non qu'Alexandre eût l'espoir ou même le désir d'arrêter la lutte; il la savait aussi irrévocablement résolue par son adversaire qu'elle l'était par lui-même. Dans les propositions d'accommodement que Napoléon lui avait prodiguées, il n'avait pas eu de peine à démêler de simples ruses de guerre, destinées à leurrer et à endormir la Russie, tandis que l'envahisseur préparerait ses moyens. Il n'en était pas moins vrai qu'à considérer les apparences, Napoléon avait réitéré des instances pacifiques, demeurées sans réponse; ces efforts avaient été portés par le public européen à l'actif et à la décharge de l'empereur français; on en avait conclu que la Russie voulait la guerre, puisqu'elle laissait systématiquement échapper les dernières chances de paix. Pour dissiper cette impression, il importait qu'Alexandre ne demeurât pas en reste de spécieuses tentatives, qu'il rétablît sous ce rapport l'équilibre, et fît même pencher de son côté la balance. Napoléon lui avait expédié l'aide de camp Narbonne; il enverrait pareillement un aide de camp, le général Balachof. Napoléon lui avait écrit une lettre exprimant le vœu d'épuiser les voies de conciliation, avant de recourir aux armes; après avoir suspendu sa réponse, Alexandre la ferait par une lettre conçue dans le même sens, et cette démarche, destinée à retentir au loin, apparaîtrait de sa part d'autant plus méritoire qu'elle se produirait à l'instant où son territoire

était violé, où un flot d'assaillans se précipitait sur ses frontières. Pouvait-il mieux manifester la candeur de ses intentions, son désir de ménager l'humanité et d'épargner le sang qu'en parlant encore de paix au lendemain d'une brutale injure? Connaissant trop son rival pour craindre que celui-ci le prît au mot, résolu d'ailleurs à entourer ses offres de conditions inadmissibles pour l'orgueil napoléonien, il espérait, en se décorant de modération et de patience, ramener à lui les esprits hésitans, s'assurer un grand avantage moral, et, avant d'affronter matériellement la lutte, gagner son procès devant l'opinion européenne.

Autour de lui, conformément au plan de campagne adopté, le quartier général prenait les mesures nécessaires pour commencer la retraite, pour concentrer l'armée sur des positions éloignées, pour éviter le plus longtemps possible toute rencontre décisive, pour laisser l'ennemi s'avancer et s'épuiser dans le vide. Alexandre se disposa lui-même à quitter Wilna le 27 juin. Dans la nuit, il fit encore appeler Balachof, lui remit la lettre pour Napoléon, en l'accompagnant d'une paraphrase solennelle. Balachof devait dire que les négociations pourraient s'ouvrir sur-le-champ, si Napoléon le désirait, mais à une condition absolue, essentielle, « immuable », c'était que l'armée française repasserait préalablement le Niémen : « Tant qu'un soldat resterait en armes sur le territoire russe, l'empereur Alexandre — il en prenait l'engagement d'honneur — ne prononcerait ni n'écouterait une parole de paix. »

Balachof partit sur l'heure. Quand le soleil se leva, il était déjà à quelques lieues de Wilna, au village de Rykonty, encore occupé par les Russes, mais près duquel on lui signala la présence de nos avant-postes. Il prit alors avec lui un sous-officier aux Cosaques de la garde, un Cosaque, un trompette, et continua d'avancer. Au bout d'une heure, on vit se dessiner sur l'horizon la silhouette de deux hussards français, postés en vedette, le pistolet haut. En apercevant le petit groupe russe, les hussards le visèrent avec leurs armes et firent mine de tirer; un appel de trompette les arrêta; ils reconnurent la sonnerie en usage pour annoncer les parlementaires. L'un des deux, en un temps de galop, rejoignit aussitôt Balachof et, lui appuyant son pistolet contre la poitrine, le somma de faire halte; l'autre était allé prévenir le colonel du régiment, qui fit son rapport au roi de Naples, toujours à proximité des avant-postes. Au bout de quelques instans, un aide de camp du roi se présenta, avec mission de conduire Balachof au quartier général du prince d'Eckmühl, situé un peu en arrière et plus près de l'empereur.

Reprenant sa route avec une escorte d'officiers français, Bala-

chof croisa bientôt un brillant état-major à la tête duquel il n'eut pas de peine à reconnaître Murat en personne, à son costume « quelque peu théâtral ». Voici de quoi se composait, d'après un témoin oculaire, cette tenue d'une superlative fantaisie : au-dessus d'un grand chapeau en forme de demi-cercle, une envolée de plumes roulant au vent, parmi lesquelles jaillissait et montait très haut une triomphante aigrette ; un dolman à la hussarde en velours vert, plastronné de tresses d'or ; un pantalon cramoisi, également brodé et soutaché d'or ; des bottes en cuir jaune ; et partout, au chapeau, aux agrafes du dolman et de la ceinture, à la poignée du sabre, sur la selle, un scintillement de pierreries. Lorsque Murat ainsi paré passait devant nos campemens, les troupiers souriaient et le trouvaient habillé « en tambour-major ». Au feu, quand la poudre avait noirci ses dorures, quand la mousqueterie et le canon l'environnaient d'éclairs, il apparaissait comme le dieu même des combats, rutilant et invulnérable. Il mit pied à terre en apercevant Balachof, qui en fit autant de son côté, et, ôtant son chapeau d'un geste large, il vint à l'envoyé des ennemis le sourire aux lèvres, en paladin gracieux : « Je suis heureux de vous voir, général, lui dit-il ; mais commençons par nous couvrir. »

La conversation s'engagea. On disputa quelque temps, avec une grande courtoisie, sur la question de savoir qui avait voulu la rupture, qui avait eu les premiers torts, qui avait commencé. Au fond, Murat n'aimait pas cette guerre au bout du monde, qui l'arrachait au doux pays où il avait pris goût à vivre et à régner ; il souffrait de se voir éloigné de ses États, privé de sa famille ; il déplorait la difficulté des communications, la rareté des nouvelles, car ce héros de cent batailles était tendre et craintif pour les siens. Ce fut en toute sincérité qu'il finit par dire : « Je désire beaucoup que les deux empereurs puissent s'entendre et ne point prolonger la guerre qui vient d'être commencée bien contre mon gré. » Sur ce, retournant aux grands devoirs qui l'appelaient, il prit congé avec une désinvolture aimable, se remit en selle, et l'on put voir quelque temps, sur le chemin de Wilna, onduler la croupe de sa monture et flotter son panache.

Tout autre fut l'accueil dans la maison de pauvre mine où s'était installé le prince d'Eckmühl. En campagne, l'illustre et impeccable soldat, tout entier à sa besogne, absorbé et comme torturé par le sentiment de sa responsabilité, montrait un visage sévère, préoccupé, morose, avec des éclats de mauvaise humeur, et faisait amèrement de grandes choses. En ce moment, occupé à expédier des ordres, à organiser méthodiquement la marche en avant, à mouvoir ses 75 000 hommes, il se montra fort contrarié

qu'on le dérangeât dans ce travail. Balachof s'étant dit chargé d'un message pour l'empereur et ayant demandé où se trouvait Sa Majesté : « Je n'en sais rien, » répondit le maréchal d'un ton rogue. Il ajouta : « Donnez-moi votre lettre, je la lui ferai parvenir. » Balachof fit observer que son maître lui avait expressément recommandé de remettre le message en mains propres. Devant ce formalisme, Davout perdit tout à fait patience : « C'est égal, dit-il en colère, ici vous êtes chez nous, il faut faire ce qu'on exige de vous. » Balachof remit la lettre, mais sut exprimer combien sa dignité se sentait froissée de cette violence : « Voici la lettre, monsieur le maréchal, répliqua-t-il en élevant lui-même la voix; de plus, je vous supplierai d'oublier et ma personne et ma figure et de ne songer qu'au titre d'aide de camp général de Sa Majesté l'empereur Alexandre, que j'ai l'honneur de porter. » Ces mots ramenèrent Davout à un ton plus mesuré : « Monsieur, reprit-il, on aura tous les égards qui vous sont dus. » En effet, tandis qu'il envoyait un officier porter la lettre à l'empereur, il retint auprès de lui, dans la même pièce, l'ennemi que les usages de la guerre lui donnaient pour hôte. Tous deux restèrent quelque temps à se regarder silencieusement, embarrassés de leur contenance, cherchant un sujet d'entretien sans le trouver. Davout demeurait sombre et distrait; Balachof, après ce qui s'était passé, ne pensait pas que ce fût à lui de faire les premiers frais. Le maréchal rompit enfin ce muet tête-à-tête, en appelant un aide de camp : « Qu'on nous serve, » dit-il, et tout l'état-major se mit à table. Pendant le déjeuner, Davout fit effort pour causer avec Balachof, pour entretenir un semblant de conversation, mais toutes ces paroles trahissaient d'âpres défiances; dans la tentative de négociation, il ne voyait qu'un stratagème imaginé par les Russes pour gagner du temps et opérer commodément leur retraite; il le dit crûment à Balachof. Puis, il n'aimait pas que les regards de cet ennemi se promenassent sur nos troupes, sur nos positions, sur nos ressources; flairant un espion dans le parlementaire, il avait hâte qu'on l'en débarrassât et attendait avec impatience les ordres de l'Empereur.

II

L'arrivée d'un négociateur russe fut promptement connue dans toutes les parties de l'armée française; le bruit s'en répandit comme l'éclair et fit sensation au quartier général, où il réveilla chez quelques membres du haut état-major, qui voyaient avec regret l'ouverture des hostilités, un vague espoir de paix. Quant à l'empereur, il triompha de cet envoi; il y vit chez les Russes

un premier signe de désarroi et l'attribua à l'épouvante qu'aurait causée au tsar et à son conseil de guerre la rapidité de notre invasion. Il dit à Berthier : « Mon frère Alexandre, qui faisait tant le fier avec Narbonne, voudrait déjà s'arranger; il a peur. Mes manœuvres ont dérouté les Russes : avant deux mois, ils seront à mes genoux. » En attendant, il ne se pressait point d'accueillir Balachof, invitant Davout à le garder jusqu'à nouvel ordre, résolu à ne l'admettre en sa présence qu'après un premier succès et la prise de Wilna. Il ferait alors ramener Balachof dans la ville même où cet envoyé avait reçu les instructions de son maître, et dont un éclatant fait d'armes nous aurait ouvert les portes. Constamment attentif à ménager ses effets, toujours soigneux du décor et de la mise en scène, il comptait frapper davantage le Russe s'il se montrait à lui installé dans le propre palais, dans le cabinet même de l'empereur Alexandre, où il apparaîtrait comme l'image et l'incarnation de la conquête. A peine entré en guerre et déjà victorieux, il pourrait alors parler plus haut, prononcer plus âprement ses exigences, et peut-être, par l'intermédiaire de Balachof, jeter les premières bases de cette capitulation qu'il prétendait imposer à ses ennemis et par laquelle il comptait clore rapidement la campagne.

Toutefois, avant de porter le coup qu'il médite, avant de marcher sur Wilna, il prend toutes les précautions nécessaires pour assurer le succès de cette entreprise. Sachant mettre une prudence raffinée au service de ses audaces, il passe deux jours encore à Kowno, le 25 et le 26, occupé à se préparer, à se reconnaître, à se munir, à faire explorer le pays. Il sait qu'il a devant lui la première armée russe, commandée par Barclay de Tolly; il veut savoir comment les différens corps de cette armée sont constitués et répartis, se renseigner sur leur nombre, leur force, leur emplacement, et avant tout, comme il dit, « débrouiller l'échiquier ». Davout et Murat sont chargés de s'éclairer au loin; que ces deux chefs de corps procèdent par reconnaissances lestement poussées, en évitant de compromettre de trop forts détachemens, en tenant le gros de leurs troupes soigneusement rassemblé, en ayant soin de ne donner sur eux aucune prise. Napoléon modère l'ardeur de Murat, qui s'est jeté impétueusement en avant, et lui reproche d'aller un peu vite. Sa gauche le préoccupe toujours; c'est à ses yeux le point faible et exposé. Il a jeté au delà de la Wilya une partie des corps d'Oudinot et de Ney; il leur recommande de démêler à tout prix ce qui se passe en face d'eux, établit aussi des communications avec les divisions de Macdonald, qui viennent de franchir le Niémen entre Tilsit et Georgenbourg et doivent opérer parallèlement à l'armée principale. Sur la rive gauche du Niémen, il presse les corps d'Eugène

qui doivent passer à Preny et n'ont pas encore atteint le fleuve. C'est seulement lorsqu'il aura bien assuré ses flancs et complètement rallié ses troupes qu'il prononcera son mouvement; alors, se mettant lui-même à la tête des colonnes destinées à l'attaque principale, il les poussera vivement sur Wilna, où il compte trouver l'ennemi en position, en ligne, s'offrant à nos coups, et où il a donné rendez-vous à la victoire.

Cet espoir de combattre et de vaincre sous Wilna fut promptement déçu. Dès le 26, l'Empereur apprit que nos grand'gardes étaient arrivées jusqu'à cinq lieues de la capitale lithuanienne sans rencontrer de résistance. La ligne des avant-postes russes se retirait devant nous, souple et flottante, ne tenant nulle part, cédant sous la moindre pression. Le gros des forces ennemies quittait la belle position de Troki, rempart de Wilna, pour traverser cette ville et s'éloigner vers le nord-est. Les corps de Wittgenstein et de Baggovouth, avec lesquels Oudinot et Ney cherchaient à prendre contact, évoluaient dans la même direction. Tout dénotait chez la première armée russe un plan prémédité de recul et d'abandon.

L'empereur fut vivement contrarié de ces nouvelles, auxquelles il refusa d'abord d'ajouter foi, ne se rendant à l'évidence que sur le vu de témoignages réitérés et probans. Mais son dépit se tourna aussitôt en un sursaut d'activité et d'énergie. Voyant les ennemis lui refuser le combat, il se rattache violemment au projet de les surprendre dans le désordre d'une retraite précipitée, de couper et d'enlever plusieurs corps. Une partie des forces commandées par Barclay de Tolly, l'aile gauche, sous Touchkof et Doctorof, se trouvait encore au sud de Wilna ; pour gagner le point général de ralliement, qui semblait indiqué à une assez grande distance au nord-est, vers Dunabourg et le camp retranché de Drissa, ces troupes auraient à côtoyer Wilna et à opérer un long circuit : en se portant précipitamment sur la ville et en la dépassant, notre armée n'aurait-elle point chance de les devancer à leur point de passage, de les intercepter, de leur couper la retraite, de leur infliger un irrémédiable désastre? Puis, la seconde armée russe, celle de Bagration, rangée jusqu'alors sur les confins du duché de Varsovie, devait certainement avoir reçu l'ordre de remonter elle-même au nord, afin de rejoindre la première et de concourir à l'ensemble de la défense. Ignorant notre arrivée à Wilna, les colonnes de Bagration viendraient donner dans nos masses profondes, brusquement établies en ce lieu ; abordées de front par l'empereur, saisies en flanc par Eugène, prises en queue par les Polonais de Poniatowski, par les Saxons et les Westphaliens de Jérôme, qui recevaient l'ordre de s'ébranler et d'entrer en Russie,

elles échapperaient difficilement à cette multiple étreinte. Donc, l'empereur peut encore obtenir de magnifiques résultats, avant même d'ouvrir le message d'Alexandre et de répondre à ses suprêmes paroles. « Si les Russes ne se battent pas devant Wilna, dit-il, j'en prendrai une partie. » Pour arriver à ce but, tout se réduit à une question de temps et de vitesse; il ne faut qu'un ensemble de manœuvres rapides, précises et concordantes. Dans la journée du 26, l'empereur ordonne et accélère le mouvement sur Wilna ; il invite tous les corps à reprendre leur élan, à marcher franchement, rondement, sans halte ni repos ; il stimule le zèle et l'ardeur de chacun : « Il eût voulu, dit un témoin, donner des ailes à tout le monde. »

Soulevée par cette impulsion vigoureuse, l'armée franchit d'une seule haleine les dix lieues environ qui la séparaient de Wilna, mais elle résista mal à l'épreuve de cette marche précipitée. Beaucoup de nos soldats, recrutés trop jeunes, n'avaient pas acquis l'endurance nécessaire ; ils perdaient l'allure, s'attardaient, s'égrenaient en traînards le long des chemins ; on en vit mourir sur la route de fatigue et d'épuisement, d'inanition aussi et de besoin. En effet, malgré l'impérieuse sollicitude de l'empereur, l'armée était insuffisamment pourvue de vivres ; avant le passage, les hommes n'en avaient dans leur sac que pour quelques jours, et ils se trouvaient maintenant « au bout de leurs consommations ». Les convois qui amenaient le surplus de l'approvisionnement, ralentis par leur nombre, par leur pesanteur, par l'horrible encombrement qu'ils créaient partout sur leur passage, éprouvaient d'extrêmes difficultés à rejoindre. La plupart des voitures apportant le pain, la viande, le bois, restaient en arrière : les rares caissons qui parvenaient à rallier les colonnes étaient aussitôt pris d'assaut, défoncés, vidés, malgré les efforts de l'intendance, et c'étaient sur la route des scènes de confusion et de violence, des tempêtes de juremens et de cris, des rassemblemens tumultueux, qui faisaient obstruction et retardaient indéfiniment l'arrivée des autres convois. Dénuée et mourant de faim, la plus grande partie de l'armée dut vivre aux dépens du pays, aux dépens de cette Pologne russe que Napoléon tenait essentiellement à ménager et à se concilier. Pauvre et mal cultivé, le pays suffisait avec peine à ses propres besoins; les habitations étaient rares et clairsemées, les villages éloignés de la route et perdus dans les bois. Pour les atteindre, nos soldats devaient s'écarter des rangs, se disséminer, se perdre dans les profondeurs de la région. Beaucoup d'entre eux, dès qu'ils apercevaient un groupe de maisons ou une demeure isolée, se formaient en bandes pour fondre sur cette proie, arrachaient aux paysans leurs maigres

ressources à force de menaces et de coups; ils saccageaient les chaumières, emportaient les meubles pour se faire du bois, ne laissant derrière eux que des débris, promenant partout la dévastation, se faisant exécrer de ceux qu'ils venaient affranchir. Le nombre de ces pillards, des isolés, des dispersés, grossissait d'heure en heure ; la maraude, cette plaie de nos armées, prenait des proportions inconnues; des détachemens, des régimens entiers perdaient leur cohésion, s'effritaient, se dissolvaient en une poussière humaine qui s'abattait sur le pays et le ravageait. Et ces désordres, ces signes d'indiscipline et de désagrégation, funeste présage pour l'avenir, naissaient spontanément, par la force même des choses; trompant tous les calculs de la prévoyance, déjouant l'effort du génie, ils accusaient le vice essentiel de l'entreprise et le défi porté par Napoléon aux possibilités humaines. L'appareil de guerre à proportions inconnues dont il était l'auteur, gêné par l'enchevêtrement et l'incroyable multiplicité des ressorts, fonctionnait mal; ses rouages compliqués se faussaient du premier coup ou se refusaient à entrer en jeu; à peine mise en mouvement, l'énorme machine craquait et se démontait.

Nos avant-gardes de cavalerie atteignirent Wilna dans la nuit du 27 au 28 juin ; elles venaient d'occuper sans combat des positions défensives par excellence, un triple étage de hauteurs, des escarpemens formant camp retranché, « le pays le plus stratégique que l'on pût rencontrer, » disait le général Jomini en connaisseur. Sans se laisser tenter par ce terrain si bien approprié à la résistance, la cavalerie et les troupes légères de l'ennemi continuaient à se replier, observées et serrées de près. Parfois, quand la poursuite devenait trop pressante, elles faisaient front et risquaient un court engagement, pour reprendre ensuite leur marche rétrograde : il y eut aux abords de Wilna une escarmouche assez vive qui ne tourna pas à notre avantage et où le frère du général de Ségur fut fait prisonnier.

Néanmoins, le 28 au matin, nos chasseurs et nos dragons pénétraient dans la ville. La population nous attendait et se préparait à nous faire fête; sans qu'il y eût chez les habitans unanimité d'opinion, la ferveur patriotique était très prononcée chez le plus grand nombre, la haine du Russe exubérante, l'exaltation vive. Heureux de notre approche, ils s'attendaient à voir paraître des émancipateurs qui les traiteraient en alliés et leur apporteraient l'ordre avec l'indépendance; ils virent arriver une nuée d'affamés qui se précipitèrent sur les faubourgs, forçant les boutiques, pillant les auberges et les dépôts de vivres, faisant main basse sur tous les objets placés à leur portée. A cet aspect, la terreur se répandit; chacun ne songea plus qu'à se renfermer et à

se barricader chez soi, à mettre en sûreté son avoir, à se cacher et à se terrer. Le désordre de notre entrée arrêta net l'élan national, figea l'enthousiasme.

L'empereur cependant arrivait au grand trot, suivant de près l'avant-garde, avec son escorte et une partie de son état-major. Se rappelant Posen, il se croyait sûr de trouver à Wilna le même accueil; il s'attendait à des transports d'allégresse, à des arcs de triomphe, à une pluie de fleurs jetées sur son passage par ces gracieuses Polonaises qu'il avait vues, en d'autres lieux, aviver le feu des esprits et se passionner pour l'œuvre de la régénération nationale. Il avait escompté cette explosion du sentiment polonais et l'avait fait entrer dans ses calculs; il espérait que la capitale de la Lithuanie, en se déclarant pour lui, en se levant dès qu'elle l'apercevrait, allait donner l'impulsion aux autres parties de la province; que la Pologne moscovite tout entière, animée par cet exemple, viendrait se ranger sous ses drapeaux et faciliter sa tâche, en opposant à la Russie, aux côtés de notre armée, une nation ressuscitée et vivante. Il entra dans Wilna à neuf heures du matin. Au lieu de la cité en fête qu'il avait rêvée, folle d'enthousiasme et d'amour, il trouva une ville morte : de longs faubourgs déserts, portant des traces de dévastation; dans les quartiers du centre, aux rues sombres et tortueuses, le silence et la solitude; point de femmes aux fenêtres, peu d'habitans groupés : seuls, quelques hommes de la lie du peuple, surtout des Juifs, à l'aspect sordide et craintif, se glissant le long des murs.

Cet accueil de glace n'affecta pas trop l'Empereur dans le premier moment. A la rigueur, tout pouvait s'expliquer par la rapidité de son apparition; suivant son habitude, il avait pris son monde à l'improviste, sans se faire annoncer; ne devait-il point laisser aux habitans le temps de se reconnaître, de venir à lui, de manifester leur zèle et d'organiser leur réception? Il parcourut la ville dans toute sa longueur et parvint à l'autre extrémité, au pont de bois qui traverse la Wilya et que les Russes avaient dû franchir pour se retirer. Là, un spectacle de destruction l'attendait. Le pont n'était qu'une ruine fumante, achevant de se consumer; l'armée ennemie l'avait incendié derrière elle pour ralentir la poursuite. Sur les bords de la rivière, d'épaisses colonnes de fumée montaient vers le ciel; à leur base, plusieurs lignes de bâtimens s'écroulaient dans un brasier : c'était tout ce qui restait de nombreux magasins où les Russes avaient entassé pendant dix-huit mois des approvisionnemens de tout genre. Obligés d'abandonner ce riche dépôt, inestimable trésor pour notre armée déjà dépourvue, ils nous l'avaient soustrait en le livrant aux flammes.

Après avoir pris quelques mesures pour limiter l'incendie,

l'empereur rentra dans l'intérieur de la ville et se dirigea vers le palais, où il allait prendre logement. A cette heure, il était impossible que le bruit de son arrivée ne se fût point répandu. On avait vu passer et entrer au palais le reste de son état-major, ses gens, ses équipages, sa maison, tout son accompagnement habituel. Malgré tant de signes indicatifs de sa présence, l'aspect de la ville n'avait guère changé; les fenêtres ne s'étaient point garnies ni décorées; les rues demeuraient désertes; nulle trace d'enthousiasme ou même de curiosité. Cette fois, l'empereur ne sut point maîtriser son émotion, et son désappointement perça. Lorsqu'il fut entré dans la cour du palais et eut mis pied à terre, lorsqu'il s'installa dans les appartemens de l'empereur Alexandre, lorsqu'il prit possession des pièces où son rival en fuite avait vécu et habité, l'orgueil de cette victorieuse substitution ne s'épanouit point sur son visage. Par un retour amer sur le passé, il comparait la froideur de Wilna aux acclamations passionnées qui l'avaient accueilli dans les villes du grand-duché et ne put s'empêcher de dire : « Ces Polonais-ci sont bien différens de ceux de Posen. »

Il réprima durement les désordres qui lui avaient valu cette déconvenue, porta des peines terribles contre l'indiscipline et la maraude, fit parquer dans un enclos près de la ville tous les traînards que l'on put ramasser, n'épargna aucun moyen pour rassurer la population et ressusciter la confiance. Par les soins du major général, les principaux habitans furent recherchés et prévenus ; ils reçurent des appels plus ou moins discrets, s'entendirent inviter à sortir de leur retraite, à paraître, à faire montre de leurs sentimens. On arriva ainsi à provoquer quelques manifestations tardives de sympathie et de joie ; on parvint à créer une apparence d'enthousiasme, à susciter un simulacre d'ovation, avec ses accessoires habituels, fleurs, couronnes, décors, sur le passage des corps qui continuaient à traverser la ville et à se répandre autour d'elle.

Davout était déjà présent, avec ses cinq divisions ; Murat amenait son flot de cavalerie, Ney et Oudinot arrivaient à hauteur sur la gauche, et le reste de l'immense colonne, composé de la Garde et des réserves, rejoignait un peu moins vite, encore échelonné sur la route qui conduit de Kowno à Wilna. Du 28 au 30, Napoléon prépara les mouvemens enveloppans qui avaient pour but de déborder les masses russes en retraite et de lui en livrer une partie. Tandis que le roi de Naples, appuyé par quelques divisions d'infanterie, poussera droit devant lui et s'enfoncera comme un coin entre les deux armées ennemies, Oudinot, Ney et Macdonald continueront à s'élever vers le nord-est, suivant et talonnant Barclay de Tolly; il est probable que l'armée de

ce général, ainsi harcelée, ne saura échapper sans dommage : « J'en aurai pied ou aile, » dit l'Empereur. En même temps, il prescrit à Davout de prendre avec lui une partie de son infanterie, le plus de cavalerie possible, et de se rabattre sur la droite, vers le sud; c'est de ce côté principalement que l'occasion s'offre propice à de fructueux coups de main. A très petite distance au sud-est de Wilna, vers Ochmiana, des forces russes sont signalées. Quels sont ces corps, aventurés si près de nous et qui semblent inconsciens du péril? Sont-ce ceux de Doctorof et de Touchkof, s'efforçant éperdument de rejoindre Barclay par le chemin le plus court? Napoléon incline à y voir plutôt l'avant-garde de Bagration. Il croit toujours que l'armée commandée par ce prince remonte vers Wilna; il a appris d'autre part, par des estafettes interceptées, que le bruit de notre rapide irruption à Wilna n'a pas encore pénétré dans l'intérieur de la Russie. En conséquence, on peut espérer que Bagration ne sera pas averti à temps; tout donne à penser que son armée, ignorant le péril où elle court, va se jeter tête baissée dans le filet tendu sous ses pas, qu'elle échappera difficilement à un anéantissement total ou partiel. Pour la mettre entre deux feux, Napoléon fait inviter Eugène et Poniatowski à presser leur marche de flanc; il les aiguillonne par d'impérieux messages. Lui-même renforce continuellement, en cavalerie surtout, les troupes placées sous les ordres de Davout et destinées à courir sus aux colonnes de tête. Successivement, il fait partir de Wilna la division Dessaix, la division Saint-Germain, les cuirassiers de Valence, les lanciers de la Garde; il charge Nansouty et Grouchy, avec leurs corps entièrement composés de divisions à cheval, de coopérer aux mouvemens du prince d'Eckmühl, afin que celui-ci puisse « faire de bonnes et belles choses. » S'entêtant à l'espoir d'une capture immédiate, mettant nuit et jour ses soins à la préparer, tout entier à ses combinaisons de guerre, il néglige encore de recevoir Balachof, semble oublier le messager de paix, toujours confié à Davout et gardé à vue.

III

L'empereur avait compté sans un ennemi plus redoutable que les forces russes, inférieures en nombre et disséminées; le climat du Nord lui ménageait un premier et rude avertissement. Depuis quelques jours, le temps était variable, avec des alternatives de soleil et de pluie, avec une tendance à se gâter définitivement. Pendant l'après-midi du 29, un amas d'orages s'amoncela au-dessus de la Grande Armée et fit explosion sur tout l'espace occupé par nos troupes. La Garde fut surprise en marche sur Wilna, les

autres corps de la droite pendant leur séjour et leurs évolutions autour de la ville, l'armée du prince Eugène encore sur les rives du Niémen. Le déchaînement des élémens fut épouvantable; la foudre sillonnait le ciel en tous sens, tombait à chaque instant, frappant et labourant nos colonnes, tuant des soldats sur la route. Après l'orage, la pluie s'établit, une pluie du Nord, ininterrompue, diluvienne, glaciale, accompagnée par un subit refroidissement de l'atmosphère; c'était un bouleversement complet dans l'ordre et l'aspect de la nature, un rappel de l'hiver au milieu des ardeurs de l'été.

Les troupes passèrent la nuit dans leurs bivouacs inondés, sans feu, sans abri contre le vent qui soufflait en bourrasques, enveloppées dans leurs manteaux ruisselans. Au jour, un spectacle désolant s'offrit à leur vue : les campemens étaient transformés en lacs de boue, tous les objets nécessaires à la vie du soldat brisés ou dispersés, les voitures jetées sur le flanc, tristement échouées. Enfin, fait plus grave, dommage irréparable, des chevaux gisaient à terre par centaines, par milliers, les membres raidis, morts ou mourans. Nourris depuis plusieurs semaines d'herbes vertes, privés d'avoine, exténués de fatigue, ces animaux se trouvaient dans les pires conditions hygiéniques; ils n'avaient pu résister à la chute soudaine de la température, au froid qui les avait saisis, transis, abattus sur le sol : par un phénomène sans exemple dans l'histoire des guerres, une nuit avait fait l'œuvre d'une épidémie, et nos soldats s'arrêtaient consternés devant cette hécatombe. Chacun songeait avec désespoir au surcroît de peines et d'embarras qui en résulterait pour lui; parmi les officiers, l'un pensait à son escadron appauvri, l'autre à sa batterie démontée, le troisième à ses équipages en détresse; plusieurs s'emportaient avec violence contre une guerre qui débutait si mal et contre celui qui les avait conduits en ce pays; le général Sorbier, commandant l'artillerie de la Garde, criait « qu'il fallait être fou pour tenter de pareilles entreprises ». Lorsqu'on eut à peu près supputé l'étendue du mal et chiffré les pertes, il fut reconnu que le nombre des chevaux frappés s'élevait à plusieurs milliers, — à dix mille suivant quelques-uns — et ce désastre affaiblissait irrémédiablement la cavalerie et l'artillerie, retardait de nouveau l'arrivage des vivres, désorganisait en partie les transports, faisait craindre à l'armée un long avenir de pénurie et de souffrances.

Dès à présent, la persistance du mauvais temps entravait tout, contrariait les opérations. L'armée s'épuisait inutilement en efforts pour se remettre en route, pour se tirer du bourbier où elle était prise et engluée. Tous les rapports arrivant au quartier

général signalaient les difficultés de la marche; tous les chefs de corps se plaignaient à la fois, en termes plus ou moins vifs, suivant leur tempérament et leur humeur. Le bouillant général Roguet, qui éclairait avec sa division l'armée d'Italie, pestait et maugréait. Ney continuait d'avancer, mais par quels miracles d'énergie! Encore ne pouvait-il cheminer qu'à très petits pas et sans se déployer. Il écrivait le 30 à l'empereur : « La pluie qui ne cesse de tomber depuis hier trois heures de l'après-midi met le corps d'armée dans la presque impossibilité de marcher autrement que par la grande route, les chemins de traverse étant inondés et présentant des fondrières d'où l'infanterie ne peut se tirer et que la cavalerie même passe avec beaucoup de peine (1). » Murat évoquait les plus fâcheux souvenirs de sa carrière militaire, ceux que lui avait laissés la campagne d'hiver entreprise à la fin de 1806 dans les boues de la Pologne : « Les routes sont devenues bien mauvaises, disait-il; à certains endroits, j'ai cru me retrouver à Pultusk. » Eugène était le plus découragé; sa correspondance annonçait plus d'appréhensions pour l'avenir que d'espérances. Il écrivait au prince major général : « Plus nous avançons, plus nous perdons de chevaux... Je ne puis pas dire à Votre Altesse le nombre des chevaux de transport que nous avons perdus, mais il est très considérable. Je suis désolé d'avoir toujours à entretenir Votre Altesse de notre fâcheuse position de vivres et de chevaux, mais il est pourtant de mon devoir de ne la lui cacher. Je n'ai plus à espérer que dans les ressources que nous pourrons trouver devant nous, car si le pays que nous allons parcourir est aussi dénué de ressources que celui que nous venons de traverser, je ne sais réellement pas à quel point nous serions réduits sous peu de temps. »

Malgré cette misère et ces prévisions fâcheuses, on cherchait l'ennemi, on s'efforçait de le rejoindre, car chacun le sentait près de soi et à portée. Dans la matinée du 1er juillet, pendant une éclaircie, une alerte eut lieu aux environs de Wilna. La veille, le général Pajol, parvenu jusqu'à Ochmiana, y avait rencontré des dragons de Sibérie, des hussards russes, des Cosaques; on s'était vivement chargé et sabré; la ville avait été prise, perdue, reprise; non loin de là, Bordesoulle annonçait de son côté l'ennemi en forces. L'empereur et tout le monde au quartier général crurent que Bagration débouchait sur Wilna, qu'il allait tomber dans le réseau de troupes déployé autour de la ville et se faire prendre au piège. Dans nos campemens, le cri : *Aux armes!* retentissait, et les soldats espéraient le combat. Mais la pluie

(1) Ces extraits et les suivans sont tirés des Archives nationales, cartons de la Secrétairerie d'État, AF, IV, 1642-47.

recommença presque aussitôt à tomber, brouillant l'horizon, recouvrant tout de son voile gris, ramenant l'obscurité et l'incertitude. Au plus fort de l'averse, les soldats reconnurent au milieu d'eux l'empereur, sur son cheval blanc; accompagné de Berthier, il était venu étudier les lieux dont il comptait faire la base d'une belle opération; il cherchait à discerner les reliefs du sol, les approches de la position; on le voyait braquer sa lorgnette sur les bois et les coteaux embrumés de pluie. Autour de lui, la rafale faisait rage; son uniforme ruisselait, l'eau dégouttait par les bords avachis de son chapeau sur sa redingote grise. Au bout de quelque temps, on l'entendit dire : « Mais c'est une pluie horrible; » et il tourna bride, revenant vers la ville.

Les corps de cavalerie jetés au sud de Wilna continuaient à apercevoir l'ennemi par intervalles, puis le perdaient de vue, n'arrivaient pas à se renseigner exactement sur la nature et la direction de ses forces, ne savaient plus s'ils avaient affaire à Bagration ou à d'autres. En réalité, Bagration ne s'était jamais approché de Wilna. Quittant le haut Niémen à la première nouvelle du passage, au lieu de remonter vers le Nord, il s'était jeté délibérément dans l'est, vers Minsk, vers l'intérieur de l'empire; renonçant momentanément à rejoindre la première armée, il n'espérait plus s'y réunir qu'à la faveur d'un immense détour. Il était actuellement hors d'atteinte; pour essayer contre lui d'une marche enveloppante, il faudrait élargir le cercle de nos évolutions, pousser Davout sur Minsk, attendre que Poniatowski et Jérôme fussent complètement entrés en ligne: ce ne pouvait plus être qu'une opération de longue haleine et de chances problématiques. Les Russes auxquels Pajol s'était heurté à Ochmiana appartenaient au corps de Doctorof, mais ce général, évitant de s'exposer sous Wilna, contournait cette ville à assez grande distance et prenait de l'espace. Nos dragons et nos chasseurs n'avaient fait que tâter et effleurer une colonne de cavalerie qui flanquait et protégeait son aile gauche, tandis que le reste du corps, ainsi couvert, filait à toute vitesse et dépassait la zone dangereuse. On pouvait encore s'élancer à sa suite, l'atteindre et le maltraiter dans sa retraite, non l'entourer et le prendre. Une seule fraction des armées ennemies restait aventurée, compromise, en extrême péril; c'étaient quelques régimens d'infanterie et de cavalerie appartenant au 6e corps de Barclay et commandés par le général major Dorockof. N'ayant point reçu en temps utile l'ordre de se joindre au mouvement général de retraite, cette arrière-garde s'était attardée au sud de Wilna; elle s'y était vue tout à coup environnée de nos postes; maintenant, elle errait affolée, se heurtant à nous de tous côtés, changeant à chaque instant de

direction, cherchant désespérément une issue; les hommes marchaient nuit et jour, affamés, exténués, les pieds meurtris, en sueur et en sang; quelques soldats portaient jusqu'à trois ou quatre fusils, échappés aux mains de leurs camarades défaillans, et cependant ils allaient toujours, fouettés par la voix impérieuse du chef qui leur montrait les Français accourant pour les prendre et qui leur faisait peur de la captivité. Heureusement pour eux, la nature du terrain facilitait leur évasion. Ceux de nos corps qui suivaient Doctorof et Dorockof avaient peine à se reconnaître au milieu d'un pays boisé, couvert, accidenté, coupé de ravins et de défilés; ils s'embrouillaient dans les renseignemens fournis par les habitans du pays, confondaient les localités et les noms, prenaient Doctorof pour Dorockof et réciproquement. Davout, Pajol, Nansouty, Morand, Bordesoulle, touchaient à chaque instant l'ennemi sans le saisir et le sentaient glisser entre leurs doigts. La cavalerie légère entrait dans les villages sur les pas des Cosaques; elle trouvait des cantonnemens encore chauds de leur présence, empestés de leur odeur, infectés de leur vermine, mais l'insaisissable ennemi avait fui. Parfois, cet ennemi semblait vouloir tenir. Son infanterie se montrait à la lisière des bois; ses tirailleurs ouvraient le feu, nos grand'gardes étaient ramenées; puis, lorsque nos commandans avaient rassemblé leurs troupes et reçu des renforts, lorsqu'ils poussaient contre l'adversaire, celui-ci avait décampé; les masses entrevues la veille n'étaient plus que des formes indécises, se perdant peu à peu dans le brouillard et l'éloignement. Cette armée fantôme, vaguement surgie, s'évanouissait à notre approche, fondait sous notre main, se dérobait au contact.

Il y eut pourtant au nord de Wilna, dans la région où Ney et Oudinot opéraient contre Baggovouth et Wittgenstein, où les corps opposés les uns aux autres se frôlaient sans se bien distinguer, quelques rencontres partielles, d'assez rudes froissemens. Les deux partis se battaient alors avec vaillance, quoique sans acharnement. Français et Russes (1), que ne séparaient aucune inimitié traditionnelle, aucune injure de peuple à peuple, ne s'étaient pas encore animés mutuellement à la lutte et n'avaient

(1) Le général Lyautey, dans ses Souvenirs inédits, raconte à ce sujet une scène qui rappelle certains épisodes de la guerre de Crimée : « Le combat qui avait commencé pour nous dès le point du jour eut, vers le milieu de la journée, une heure ou deux de repos. Un ravin avec un cours d'eau noire nous séparait des Russes. Le besoin de faire boire les chevaux était commun aux deux partis, et de chaque côté on descendit dans le ravin... Les Russes buvaient d'un côté, nous de l'autre; on se parlait sans trop se comprendre que par gestes; on se donnait la goutte, du tabac; nous étions les plus riches et les plus généreux. Bientôt après, ces si bons amis se tiraient des coups de canon. Je trouvai un jeune officier parlant français; nous échangeâmes courtoisement quelques paroles, en attendant mieux. »

pas eu le temps de se haïr. Dès le 28 juin, le maréchal duc de Reggio s'était heurté au corps de Wittgenstein, arrêté et établi aux environs de Wilkomir. Bien que le maréchal n'eût avec lui qu'une division de fantassins et sa cavalerie, il avait abordé l'ennemi avec entrain; il lui avait tué ou pris quelques centaines d'hommes et l'avait refoulé assez loin, sans l'entamer sérieusement. L'empereur félicita le commandant et les troupes du 3e corps, mais qu'était cette brillante affaire d'avant-garde pour lui qui avait rêvé de recommencer Austerlitz ou Friedland, au moins Abensberg et Eckmühl? A tous les officiers qui lui apportaient des nouvelles, sa première question était : « Combien de prisonniers? » Les réponses ne le satisfaisaient guère. On recueillait des traînards, des déserteurs, quelques détachemens et quelques convois égarés : là se bornaient nos prises, et l'empereur attendait en vain ces colonnes d'ennemis désarmés, ces interminables trains d'artillerie, ces brassées d'étendards captifs que lui présentaient jadis ses soldats au retour du champ de bataille.

Il eût eu besoin pourtant de trophées, de bulletins triomphans pour retremper pleinement le moral de son armée, pour exciter surtout et soulever les Polonais de Lithuanie. En effet, bien que l'on essayât de toutes manières pour son compte à déterminer l'insurrection, à chauffer l'enthousiasme, l'attitude de la population trompait toujours son attente. Pour décider les notables de Wilna à se mettre en avant, à payer de leur nom et de leur personne, il avait fallu les relancer chez eux, les entreprendre un à un, quêter leur adhésion, forcer presque leur concours. Dans les campagnes, chaque classe d'habitans avait ses motifs de défiance. Les excès de nos soldats, les brigandages de nos alliés allemands continuaient à désoler les paysans, qui se sauvaient à notre approche et se réfugiaient dans les bois. Pour les ramener et se les concilier, Napoléon leur annonçait la liberté, l'abolition du servage; mais ces promesses indisposaient les seigneurs, les grands propriétaires ruraux, possesseurs d'esclaves. Si la majeure partie de la noblesse restait malgré tout favorablement disposée, un doute persistant sur les intentions réelles de Napoléon à l'égard de la Pologne, un doute naissant sur le succès de ses armes, la crainte de représailles russes, retardaient l'élan des cœurs. Tout ce qui se faisait en Lithuanie, — ébauche d'une organisation nationale, formation d'un gouvernement provisoire, levée de milices locales, — était exclusivement l'œuvre de quelques seigneurs dévoués de longue date à notre cause, déjà compromis aux yeux de l'ennemi; la masse suivait mollement l'impulsion et ne la devançait jamais. L'empereur voyait venir à lui des empresse-

mens isolés, point de mouvement collectif, des individus plutôt qu'une nation. Ses calculs se trouvaient doublement en défaut; les armées du tsar avaient déjoué ses premiers plans et échappé à ses atteintes; la Pologne russe ne se levait qu'à demi et ne lui prêtait qu'un concours hésitant; après la déception militaire, la déception politique.

IV

Napoléon décida alors de recevoir Balachof et le fit mander à son quartier général; c'était un trophée qu'il présenterait aux Polonais, à défaut d'autres; l'armée et la population pourraient croire que l'envoyé du tsar venait en suppliant, attestant par sa présence que la Russie s'avouait vaincue avant d'avoir tenté la lutte. Le 30 juin, Balachof avait été ramené à Wilna; on l'y logea dans la maison du prince de Neufchâtel, où celui-ci le fit prier « de se considérer comme chez lui », et il fut prévenu que l'empereur allait incessamment lui donner audience.

L'apparente négociation dont Alexandre avait pris l'initiative ne pouvait aboutir qu'à une controverse rétrospective, à une altercation vaine. En souscrivant à la condition posée par son rival en termes absolus, en ramenant ses troupes en deçà du Niémen, Napoléon n'eût pas seulement meurtri et supplicié son orgueil; reconnaissant aux yeux de tous son impuissance, signalant son erreur, il eût détruit son prestige, rompu l'enchantement qui liait tant de peuples à sa fortune, encouragé les Russes à l'offensive et l'Europe à la révolte. Il est hors de toute vraisemblance que l'idée d'un recul l'ait même effleuré. Les mécomptes de l'entrée en campagne l'avaient incontestablement affecté : on le voyait parfois « sérieux, préoccupé, sombre », mais les difficultés animaient son cœur de lion, loin de l'abattre, et la persistance avec laquelle les Russes se dérobaient l'excitait à continuer plus âprement la poursuite, à convoiter davantage cette proie. A supposer même qu'Alexandre, se désistant de son exigence préalable, se fût résigné à négocier en présence et sous la pression de nos troupes, à respecter désormais les lois du blocus continental et à s'employer contre les Anglais, cet arrangement, que l'empereur aurait accepté en d'autres temps, ne l'eût plus satisfait. Aujourd'hui, il tenait à retirer de son immense et coûteux armement un bénéfice proportionné à l'effort; il n'entendait plus imposer à Alexandre une reprise d'alliance, mais un effacement absolu, l'écarter à jamais de son chemin, l'exclure et l'exiler de l'Europe, le reléguer aux confins de l'Asie. Il voulait défaire en partie l'œuvre de Pierre le Grand et de Catherine, refouler et

endiguer la poussée moscovite, relever contre elle des barrières, environner la Russie d'États reconstitués ou fortifiés avec mission spéciale de la contenir. Quand la victoire pouvait lui valoir de tels résultats, s'arrêterait-il à discuter la question des neutres, à réclamer de maigres concessions, à renouer des liens dont l'expérience lui avait démontré la fragilité? Il dit crûment devant Berthier, Caulaincourt et Bessières : « Alexandre se f... de moi; croit-il que je suis venu à Wilna pour négocier des traités de commerce? Il faut en finir avec le colosse du Nord, le refouler, mettre la Pologne entre la civilisation et lui. Que les Russes reçoivent les Anglais à Archangel, j'y consens, mais la Baltique doit leur être fermée... Le temps est passé où Catherine faisait trembler Louis XV et se faisait prôner en même temps par tous les échos de Paris. Depuis Erfurt, Alexandre a trop fait le fier; l'acquisition de la Finlande lui a tourné la tête. S'il lui faut des victoires, qu'il batte les Persans, mais qu'il ne se mêle plus de l'Europe; la civilisation repousse ces habitans du Nord. »

Résolu d'arracher aux Russes l'abandon total ou partiel de leurs conquêtes, il comptait toujours l'obtenir d'eux à bref délai, par quelques coups retentissans et hardis, dont il saurait retrouver l'occasion. Son espoir était encore qu'Alexandre, aussi prompt à désespérer qu'accessible à d'orgueilleuses illusions, s'humilierait et viendrait à résipiscence dès qu'il aurait réellement senti le fer. Pour surprendre plus rapidement au tsar cette soumission, il importait de ne pas la lui rendre par trop pénible dans la forme, de laisser à cet ancien allié le chemin du retour ouvert et même facile. Napoléon s'était donc résolu, sans vouloir écouter sérieusement Balachof, à l'accueillir avec politesse, afin d'encourager pour l'avenir de nouveaux envois; il chercherait à maintenir entre les souverains, malgré la guerre, des communications suivies, afin qu'Alexandre, au premier trouble qui s'emparerait de son âme, après une ou deux batailles perdues, sût où s'adresser pour capituler et faire parvenir des paroles de paix et de repentir. Toutefois, désireux de hâter par d'autres moyens ce moment d'abandon, il affecterait devant Balachof une assurance sans bornes, une confiance imperturbable; se proposant d'épouvanter le Russe par l'étalage de ses forces et de ses ressources, il donnerait à sa courtoisie un ton d'écrasante supériorité.

Le 1er juillet, à dix heures du matin, il envoya chercher Balachof par un chambellan. Amené au palais, l'aide de camp fut introduit dans la salle où il avait vu Alexandre pour la dernière fois et qui servait maintenant de cabinet à l'empereur des Français; rien n'y était changé, sauf le maître. Dans la pièce d'à côté, Napoléon finissait de déjeuner; après quelques minutes, Balachof entendit

distinctement le bruit d'une chaise que l'on repoussait; la porte s'ouvrit, et l'empereur parut sur le seuil.

Il alla droit au Russe, avec sa pétulance ordinaire, et lui dit d'un ton aimable : « Je suis bien aise, général, de faire votre connaissance. J'ai entendu du bien de vous. Je sais que vous êtes attaché sérieusement à l'empereur Alexandre, que vous êtes un de ses amis dévoués. Je veux vous parler avec franchise, et je vous charge de rendre fidèlement mes paroles à votre souverain. »

Après cette déclaration, son premier mot fut : « J'en suis bien fâché, mais l'empereur Alexandre est mal conseillé; » il aimait mieux s'en prendre à l'entourage du souverain qu'au souverain lui-même. Et pourquoi cette guerre? deux grands monarques poussaient leurs peuples au carnage sans que l'objet de leur querelle eût été nettement précisé. — Balachof répliqua que son maître ne voulait pas la guerre, qu'il avait tout fait pour l'éviter; en témoignage suprême, il invoqua la proposition de paix dont il était porteur. Napoléon revint alors sur le passé, et l'on discuta, on ergota sur les incidens qui avaient été la cause occasionnelle de la rupture. Chacun des deux interlocuteurs répéta à satiété ses griefs, sans vouloir reconnaître et prendre en considération ceux de l'adversaire. A mesure que l'empereur rappelait les actes par lesquels la Russie avait manifesté l'intention de tenir contre la puissance française et de la braver, de ne pas même entrer en composition avec elle, il parlait avec plus de chaleur, avec une acrimonie croissante, s'animant au feu de ses propres discours. Sa colère, feinte peut-être au début, devenait réelle, et il prenait au sérieux son rôle d'offensé.

Il marchait à grands pas dans la chambre, faisant et refaisant interminablement le même tour, et l'on pouvait reconnaître, à certains signes d'impatience qui éclataient en lui, le frémissement de tout son être. A un moment, le vasistas d'une fenêtre, imparfaitement fermé, s'ouvrit et laissa pénétrer, par bouffées fraîches, l'air du dehors. L'Empereur le repoussa avec violence. Mais les bois joignaient mal; au bout d'un instant, la mince clôture, remise en branle par le vent, se souleva de nouveau et recommença à battre. Dans l'état de ses nerfs, l'Empereur ne put supporter ce bruit agaçant. D'un geste rageur, il arracha le vasistas et le lança en dehors; on l'entendit s'abattre sur le sol, avec un fracas de verre brisé.

Napoléon revint à son interlocuteur, se plaignant amèrement de ce que la Russie, en l'obligeant à se détourner contre elle, l'eût empêché de finir la guerre d'Espagne et de pacifier l'Europe. Puis, arrachant les voiles, dédaignant les subtilités et les controverses diplomatiques où il s'était attardé jusqu'alors, il alla au

fond des choses. Supérieurement, il mit en relief ce qu'avait eu depuis longtemps de louche et de suspect la conduite d'Alexandre. Il fit sentir que ce prince s'était acheminé irrésistiblement à la guerre du jour où il avait laissé des personnages équivoques, — notoirement connus pour nos adversaires, — se rapprocher de sa personne et surprendre sa confiance. Autour de lui, dans sa société intime, qui voyait-on? Étaient-ce des Russes, possédant le sens et la tradition de la politique nationale? Point; on ne voyait qu'un groupe d'étrangers, un conseil cosmopolite, un comité d'émigrés et de proscrits, Stein le Prussien, Armfeldt le Suédois, Wintzingerode, déserteur de nos armées, d'autres encore, éternels artisans d'intrigue et de discorde. Avec raison, Napoléon montrait, abrités et embusqués derrière le prince qui lui avait juré d'être son ami, ses ennemis personnels et acharnés, ceux qu'il avait retrouvés de tout temps en son chemin, ameutant les rois, fomentant la conspiration européenne. Chassés par lui de tous les pays où s'exerçait son pouvoir, ils étaient allés en Russie lui ravir l'allié qu'il croyait avoir subjugué par l'ascendant de son génie, et sa colère éclatait contre ces séducteurs, contre le monarque faible qui s'était laissé reprendre et suborner.

En vain s'était-il promis d'être calme, de montrer plus de pitié que de courroux, de gronder amicalement et de haut. Emporté par ses haines, il manquait à l'engagement pris envers lui-même, ne se contenait plus, frappait et blessait. Sa voix devenait brève et stridente; ses phrases étaient autant de traits chargés de passion ou de venin; chaque mot portait sa griffe.

L'empereur Alexandre, disait-il, se pique de sentimens élevés; il veut être un chevalier sur le trône. Est-ce se conformer à cette règle que de s'entourer d'hommes vils, honte et rebut de l'Europe? Parmi les Russes eux-mêmes, quels sont ceux qu'il choisit pour leur confier le commandement de ses armées et le sort du pays : « Je ne connais pas le Barclay de Tolly, mais Bennigsen » — Bennigsen, qui doit à ses crimes une célébrité affreuse : en cherchant sur les mains de cet homme, on y trouverait une tache de sang, et de quel sang! L'allusion à l'assassinat de Paul Ier, au forfait où Bennigsen avait trempé et qui avait avancé le règne d'Alexandre, était sur les lèvres de l'empereur; il la laissa plus d'une fois percer dans son langage.

Si ardentes que fussent ses colères, il savait toujours les gouverner et s'en servir pour atteindre son but. Ce qu'il veut aujourd'hui, c'est moins offenser Alexandre que le terrifier; il veut lui faire honte, mais surtout lui faire peur. Son but est de prouver que le tsar, en se livrant à des étrangers, en épousant leurs rancunes, s'aliène le sentiment national, qui s'insurgera contre lui à

la première occasion et dont l'explosion peut mettre en péril sa couronne et sa vie. Depuis un siècle, le mécontentement des hautes classes en Russie s'était manifesté à plusieurs reprises par des complots, par des attentats, par des révolutions de palais ou de caserne. En soixante ans, ces crises intérieures avaient abouti à quatre changemens de règne, à l'assassinat de trois empereurs. Fondée sur ces précédens, la croyance à l'instabilité du pouvoir à Pétersbourg était générale en Europe; c'était la grande objection qu'opposaient les chancelleries à une alliance avec la Russie; c'était l'une des raisons qui donnaient toute confiance à Napoléon dans le succès de son entreprise et qui l'avaient engagé à la risquer : il tenait pour presque assuré que, dans l'état critique et violent où il allait placer la Russie, une révolte de nobles viendrait favoriser indirectement l'invasion et désorganiser la résistance. Dans tous les cas, il voulait consterner Alexandre par la crainte de cette diversion, afin de l'avoir plus facilement à merci, et toutes ses paroles, toutes ses insinuations tendaient à faire redouter au fils de Paul Ier le sort de son père, à évoquer de lugubres visions.

En Russie — laissait-il entendre — les souverains sont-ils si solidement assis sur le trône qu'ils puissent impunément plonger leurs peuples dans les calamités d'une guerre malheureuse et les réduire au désespoir? Les hommes auxquels Alexandre prostitue sa confiance seront les premiers à se retourner contre lui, dès qu'ils y verront leur intérêt, à le trahir et à le vendre, « à tirer la corde qui peut trancher sa vie ». Ces mots étaient-ils une allusion à l'écharpe qui avait serré le cou de Paul Ier et étouffé ses cris, tandis qu'on lui défonçait le crâne avec un pommeau d'épée? Pour renouveler de pareilles horreurs, que fallait-il? Un grand coup porté du dehors qui ébranlerait l'opinion, l'annonce d'une bataille perdue, d'un désastre militaire! Or, ce désastre était imminent. Ici, par une suite d'affirmations superbes et tranchantes, Napoléon pose en fait que la guerre doit nécessairement tourner au détriment et à la confusion des Russes. Il soutient qu'elle commence mal pour eux et que la manière dont elle s'engage permet d'en préjuger l'issue; il s'acharne à le prouver. Toutes les circonstances qui ont marqué le début des hostilités et qui ont été pour lui autant de déceptions, il les tourne en sa faveur, il s'en fait des avantages. Quant à la disproportion des forces en hommes, en argent, en ressources de tout genre, n'est-elle pas évidente, écrasante? Napoléon se targue de tout connaître des armées russes, la composition de chacune d'elles, sa valeur, le nombre de ses divisions, l'effectif moyen des bataillons; il cite des chiffres, accumule des détails, se livre à un retour complai-

sant sur sa propre puissance, fait des calculs et des comparaisons, oppose avec habileté les groupemens respectifs de manière à se montrer partout le plus fort, et excellant à donner aux assertions les plus hasardées l'aspect de vérités rigoureusement déduites, il démontre que le succès de la campagne est pour lui un problème résolu, qu'il est sûr, absolument sûr de son fait, qu'il a la certitude mathématique de vaincre.

Qui d'ailleurs en Europe, d'après lui, doute de ce résultat? Les Anglais eux-mêmes regrettent cette guerre, car ils prévoient « des malheurs pour la Russie et peut-être le comble des malheurs, » c'est-à-dire une révolution. Quant à l'Europe continentale, elle marche avec nous et suit notre étoile. Les Russes se vantent, à la vérité, de nous avoir soustrait certains de nos auxiliaires traditionnels : on parle d'une paix qu'ils auraient conclue avec le Turc, et Napoléon, fort mécontent au fond et fort intrigué de ce traité, voudrait en savoir les conditions; il soumet Balachof à un interrogatoire en règle, auquel l'autre se dérobe. Il fait fi alors des Turcs et des Suédois, pauvres alliés, appoint insignifiant; on les verra d'ailleurs, dès que la fortune se sera prononcée en sa faveur, revenir à lui et se rallier au vainqueur. Il sait bien qu'on cherche à lui débaucher, à lui voler ses alliés allemands; ses troupes ont intercepté une lettre écrite par un prince apparenté à la famille impériale de Russie pour exciter les Prussiens à la désertion. Tristes moyens! Sont-ce là jeux d'empereur? Que les potentats se fassent la guerre, c'est leur droit, mais au moins devraient-ils mettre dans leurs luttes la courtoisie et la hauteur d'âme qui conviennent à ces grands tournois. Au reste, en quoi espère-t-on lui nuire par de semblables manœuvres? On débarrassera ses armées de « quelques coquins, » on arrivera à lui ravir quelques centaines de soldats : il en a 550 000 — oui, 550 000 bien comptés — contre 200 000 Russes : « Dites à l'empereur Alexandre que je l'assure par ma parole d'honneur que j'ai 550 000 hommes en deça de la Vistule. »

Après avoir asséné ce dernier coup, il se radoucit, change de ton, et légèrement, presque négligemment, arrive au point où il veut en venir. La conclusion qu'il laisse se dégager de tous ses discours, celle qu'il sous-entend, celle qu'il exprime à demi-mot, c'est que l'empereur Alexandre, certain d'être battu, environné de périls, n'a qu'un parti à prendre : interrompre promptement la lutte et subir la loi. Quant à lui, il va faire la guerre, puisqu'on l'y oblige, mais il n'en est pas plus belliqueux pour cela ni plus acharné : « Il n'est ni contre les négociations ni contre la paix. » Qu'on ne lui parle pas sans doute d'évacuer Wilna et de faire reculer son armée; de semblables conditions ne sauraient être

prises au sérieux. Mais l'empereur Alexandre veut-il se rendre compte de la situation et se résoudre aux sacrifices convenables, quiconque se présentera de sa part sera le bienvenu. Veut-il rappeler le comte de Lauriston, afin d'avoir toujours sous la main un négociateur? Il n'a qu'à faire un signe et l'ancien ambassadeur reprendra le chemin de Pétersbourg. Veut-il dès à présent régler les conditions du combat de manière à sauvegarder les droits de l'humanité et de la civilisation, conclure un cartel sur les bases les plus libérales, assurer le sort des blessés et des prisonniers? Napoléon est prêt à mener cette négociation, parallèlement aux hostilités, et de plus en plus sa pensée intime se révèle : ce qu'il désire, c'est de garder le contact avec Alexandre, c'est de conserver sur lui une prise par laquelle il puisse le ressaisir en temps opportun et le ramener à lui, résigné et contrit. Il s'exprime maintenant sur le compte du tsar avec une commisération sympathique, comme on parle d'un ami égaré, pour lequel on conserve malgré tout un fonds d'indulgence et que l'on voudrait voir revenir. Puis, quand il a jeté dans le débat toutes ces idées sans y trop insister, laissant aux adversaires le soin de les relever et d'en faire leur profit, il se met, avec une suprême désinvolture, à parler de choses indifférentes. Il interroge Balachof sur la cour de Russie, demande des nouvelles du chancelier Roumiantsof, s'enquiert des causes qui ont amené la disgrâce de Spéranski. Il se complaît à ces questions, à ces détails, comme si l'excellence de sa position et une parfaite tranquillité d'esprit lui laissaient pleinement le loisir de causer, jusqu'à ce qu'enfin, tout à fait rasséréné et gracieux, il s'y prenne pour rompre l'entretien avec une politesse presque excessive : « Je ne veux plus vous dérober votre temps, général. Dans le cours de la journée, je vous préparerai une lettre pour l'empereur Alexandre. »

V

Le soir, à sept heures, Balachof fut invité à dîner chez Sa Majesté. Les autres convives étaient Berthier, Duroc, Bessières et Caulaincourt; ce dernier avait été spécialement mandé et s'étonna un peu de cet appel, car son maître ne l'habituait plus depuis quelque temps à de pareilles faveurs. Pendant tout le repas, l'empereur entretint et domina naturellement la conversation, mais il était redevenu haut, entier, agressif; s'adressant à un auditoire au lieu de parler à un seul interlocuteur, il mesurait ses effets au nombre de personnes à frapper et à convaincre. Son but évident était d'embarrasser Balachof devant témoins, de le décontenancer par des questions imprévues; on eût dit qu'il voulait

confondre et humilier la Russie entière en sa personne. Malheureusement pour lui, il avait affaire à un adversaire difficile à démonter, servi par un patriotisme avisé et une rare présence d'esprit; et l'avantage lui fut vivement disputé dans ce combat de paroles.

Il affecta d'abord un ton de rondeur familière et de bonhomie narquoise, abordant les sujets les plus frivoles, comme si son esprit eût eu besoin de se détendre et de se reposer après les préoccupations de la journée. Il fit allusion à la vie privée de l'empereur Alexandre, à ses succès féminins, aux occupations galantes qui semblaient l'absorber à l'heure même où nos troupes franchissaient la frontière : « Est-ce vrai, dit-il, que l'empereur Alexandre allait tous les jours à Wilna prendre le thé chez une beauté d'ici? » Et se tournant vers le chambellan de service, M. de Turenne, qui se tenait debout derrière sa chaise : « Comment l'appelez-vous, Turenne?

— Soulistrowska, Sire, » répondit le chambellan, dont le devoir était d'être parfaitement informé en ces matières.

— « Oui, Soulistrowska », et Napoléon adressait à Balachof un coup d'œil interrogateur.

— « Sire, répondit le Russe, l'empereur Alexandre est ordinairement galant avec toutes les femmes, mais à Wilna je l'ai vu occupé de tout autre chose.

— Pourquoi pas? reprit l'empereur. Au quartier général, c'est encore permis. »

Mais il reprochait à Alexandre des fréquentations plus compromettantes. Était-il donc vrai que ce monarque, non content d'accueillir à son service des Stein et des Armfeldt, permît à de tels hommes de s'asseoir à sa table et de manger son pain?

— « Dites-moi, Stein a-t-il dîné avec l'empereur de Russie?

— Sire, toutes les personnes de distinction sont admises à la grande table de Sa Majesté.

— Comment peut-on mettre un Stein à la table de l'empereur de Russie? Si même l'empereur Alexandre s'est décidé à l'écouter, toujours ne devait-il pas le mettre à sa table. Est-ce qu'il a pu s'imaginer que Stein pouvait lui être attaché? L'ange et le diable ne doivent jamais se trouver ensemble. »

Il parla alors de la Russie avec une curiosité pleine d'assurance, comme d'un pays qu'il allait visiter prochainement et parcourir en tous sens. Le nom de Moscou était déjà venu sur ses lèvres :

— « Général, demanda-t-il, combien comptez-vous d'habitans à Moscou?

— Trois cent mille, Sire.

— Et de maisons?
— Dix mille, Sire.
— Et d'églises?
— Plus de deux cent quarante.
— Pourquoi tant?
— Notre peuple les fréquente beaucoup.
— D'où vient cela?
— C'est que notre peuple est dévot.
— Bah! on n'est plus dévot de nos jours.
— Je vous demande pardon, Sire, cela n'est pas partout de même. On n'est peut-être plus dévot en Allemagne et en Italie, mais on est encore dévot en Espagne et en Russie. »

L'allusion était mordante et méritée : on ne pouvait dire plus spirituellement à l'empereur qu'un peuple croyant avait seul réussi jusqu'à présent à le tenir en échec, qu'une autre nation également inébranlable dans sa foi, confiante en Dieu, saurait imiter cet exemple; et que la Russie lui serait une Espagne. Sous cette repartie, il se tut un instant : puis, reprenant l'attaque, tendant le fer, il dit à Balachof, en le regardant fixement :

— « Quel est le chemin de Moscou? »

A ce coup droit, la riposte se fit un instant attendre. Balachof prit son temps, parut réfléchir, puis : « Sire, répondit-il, cette question est faite pour m'embarrasser un peu. Les Russes disent comme les Français que tout chemin mène à Rome. On prend le chemin de Moscou à volonté; Charles XII l'avait pris par Pultava. »

En évoquant subitement le nom et l'infortune du conquérant suédois, en avertissant l'empereur qu'au lieu d'aller à Moscou il risquait d'aller à Pultava, Balachof répondait à une bravade par une menace prophétique et prenait finement sa revanche. Il ne parut pas toutefois que l'à-propos de ses paroles ait vivement impressionné les assistans; ses réponses acquirent leur célébrité après coup, lorsque l'événement fut venu les mettre en relief et les souligner.

On sortit de table et l'on passa dans un salon voisin. Là, l'empereur se mit à philosopher, déplorant l'aveuglement des princes et la folie des hommes : « Mon Dieu! que veulent donc les hommes? » L'empereur Alexandre avait obtenu de lui tout ce qu'il pouvait désirer, tout ce que ses prédécesseurs osaient à peine rêver : la Finlande, la Moldavie, la Valachie, un morceau de la Pologne; s'il eût persévéré dans l'alliance, son règne se fût inscrit en lettres d'or dans les fastes de son peuple : « Il a gâté le le plus beau règne qui a jamais été en Russie... Il s'est jeté dans cette guerre pour son malheur, ou par de mauvais conseils, ou

par la fatalité de son sort. » Et par quels moyens faisait-il cette guerre! A ce sujet, s'échauffant à nouveau et tempêtant, Napoléon reprit toutes ses plaintes, tous ses motifs d'indignation, toutes ses menaces, et toujours l'argument direct et personnel, celui qui cherchait l'homme sous le souverain, qui devait alarmer Alexandre pour sa sécurité et le faire trembler dans sa chair. L'empereur Alexandre, disait-il, en se plaçant lui-même à la tête de ses armées, s'est découvert devant ses peuples; il s'est offert en première ligne, il s'est désigné à leur fureur, en cas de revers : « Il s'est réservé la responsabilité de la défaite. La guerre est mon milieu. J'y suis accoutumé. Ce n'est pas la même chose avec lui, il est empereur par sa naissance. Il doit régner et nommer un général pour commander : s'il fait bien, le récompenser; s'il fait mal, le punir. Que le général ait une responsabilité devant lui plutôt que lui-même devant la nation, car les souverains ont aussi une responsabilité; il ne faut pas oublier cela. »

Il continua ainsi longuement, prodiguant les avertissemens sinistres, les paroles acerbes, se promenant avec animation au milieu de ses convives debout. A un moment, il avisa Caulaincourt, qui restait silencieux et grave, sans donner aucun signe d'acquiescement, et lui frappant légèrement la joue, il l'interpella en ces termes : « Eh bien! que ne dites-vous rien, vieux courtisan de la cour de Saint-Pétersbourg. » Très haut, il ajouta : « Ah! l'empereur Alexandre traite bien les ambassadeurs : il croit faire de la politique avec des cajoleries; il a fait de vous un Russe. »

A ces mots, Caulaincourt pâlit, ses traits se contractèrent. Il s'était entendu infliger maintes fois, au cours de ses longues conversations avec l'empereur, à la suite des objections qu'il avait vaillamment produites contre la guerre, cette épithète de Russe que désavouait son patriotisme. Il en avait souffert, mais il avait supporté jusque-là le jeu déplaisant où s'obstinait son maître. Cette fois, c'en était trop : répéter devant un étranger, un ennemi, le reproche contre lequel protestait toute sa vie, c'était mettre publiquement en doute ses sentimens français et sa loyauté; l'injustice passait les bornes, la taquinerie tournait en insulte. Caulaincourt ne put se contenir et répliqua sur un ton que l'empereur n'était pas habitué à entendre : « C'est sans doute parce que ma franchise a trop prouvé à Votre Majesté que je suis un très bon Français qu'elle veut avoir l'air d'en douter. Les marques de bonté de l'empereur Alexandre étaient à l'adresse de Votre Majesté; comme votre fidèle sujet, Sire, je ne les oublierai jamais. »

A l'expression de visage qui accompagna ces paroles, chacun sentit que le duc était blessé au cœur; un froid s'ensuivit; l'em-

pereur lui-même parut gêné et presque déconcerté. Il changea de conversation, revint à Balachof, s'entretint encore quelque temps avec lui et finit par le congédier avec aménité. Il lui fit pourtant remettre, comme adieu, avec la lettre préparée pour l'empereur Alexandre, un exemplaire de la belliqueuse allocution qu'il avait adressée à ses troupes en leur ordonnant de franchir le Niémen : c'était sa réponse à la demande de repasser le fleuve. S'adressant à Berthier et l'appelant familièrement par son prénom : « Alexandre, lui dit-il, vous pouvez donner la proclamation au général, ce n'est pas un secret. »

Tandis que Balachof quittait le palais et se préparait à monter en voiture, pour rejoindre son empereur, un vif incident se passait chez Napoléon et formait l'épilogue de ces scènes. Se retrouvant avec les siens, l'empereur s'était rapproché de Caulaincourt, qui demeurait à l'écart, le visage douloureux et amer. Fâché et presque honteux d'avoir affligé ce serviteur fidèle, cet ami, il voulut finir leur brouille et essaya de guérir la blessure qu'il avait faite. Il dit au duc, sur un ton de bienveillante gronderie : « Vous avez eu tort de vous courroucer, » et pour prouver qu'il n'avait fait qu'une plaisanterie, il affecta de la continuer. « Vous vous attristez sans doute, dit-il, du mal que je vais faire à votre ami. » Il répéta ensuite son éternelle phrase : « Avant deux mois, les seigneurs russes forceront Alexandre à me demander la paix. » Il prit aussi la peine d'expliquer une dernière fois au duc et aux personnages présens pourquoi il faisait cette guerre, mêlant toujours le vrai et le faux, rappelant avec raison que l'alliance de la Russie n'avait été qu'un leurre, une ombre mensongère, et concluant à tort de ce fait qu'une guerre d'invasion dans le Nord s'imposait, qu'elle était la plus utile et la plus politique de ses entreprises, qu'elle conduirait nécessairement à la paix générale.

Mais Caulaincourt ne l'écoutait plus ; tout entier à son outrage, au soin de défendre son honneur, il se mit avec une extrême vivacité à relever le propos qui l'avait meurtri. Il dit, il cria presque qu'il s'estimait meilleur Français que les fauteurs de cette guerre : « Il se faisait gloire, puisque Sa Majesté le publiait, de la désapprouver : au reste, puisqu'on suspectait son patriotisme et sa fidélité, il demandait à se retirer du quartier général, à s'en aller tout de suite, le lendemain même ; il sollicitait de Sa Majesté un commandement en Espagne et la permission de la servir loin de sa personne. » En vain l'empereur s'efforçait-il de le consoler par des paroles de bonté, il allait toujours, cédant à son indignation, perdant toute mesure ; il ne semblait plus maître de sa parole et de ses gestes. Les autres grands officiers l'entouraient et tâchaient de l'apaiser, consternés de cet éclat, épouvantés de cette hardiesse,

craignant pour leur ami une irréparable disgrâce. Mais l'empereur restait très calme, très doux, se laissant tout dire, et le colérique souverain était redevenu le plus patient des maîtres. C'est que cet admirable connaisseur d'hommes mesurait en dernier lieu ses procédés à son estime : sincèrement attaché à ceux qui l'avaient conquise, s'il les faisait souffrir trop souvent par ses emportemens et ses défauts de caractère, il leur revenait toujours et leur rendait finalement justice; il savait à merveille discerner les dévouemens vrais et leur passait beaucoup. Au lieu d'imposer silence à Caulaincourt, il se bornait à lui dire : « Mais qu'est-ce qui vous prend? Et qui met votre fidélité en doute? Je sais bien que vous êtes un brave homme. Je n'ai fait qu'une plaisanterie. Vous êtes par trop susceptible. Vous savez bien que je vous estime. Dans ce moment vous déraisonnez : je ne répondrai plus à ce que vous dites. » La scène se prolongeant, il prit le parti d'y couper court en se retirant, passa et s'enferma dans son cabinet. Caulaincourt voulait l'y rejoindre et exiger son congé : il fallut que Duroc et Berthier le retinssent de force; il fallut ensuite de nombreux efforts pour que cet honnête homme exaspéré fît taire ses griefs et reprît ses fonctions, pour qu'il consentît à partager jusqu'au bout avec l'empereur les épreuves et les dangers de la campagne, après avoir eu le courage plus rare de l'avertir loyalement et de lui montrer l'abîme.

Le message apporté par Balachof et la réponse de Napoléon furent les dernières communications échangées entre les alliés de Tilsit et d'Erfurt, divisés irrémédiablement. Aux avances comme aux menaces de Napoléon, Alexandre opposera désormais un mur de glace. Cette guerre à mort que son rival s'abstient de lui déclarer, c'est lui qui la veut; il s'est juré de la soutenir et d'y persévérer, quelles qu'en soient les péripéties. Pour se prémunir contre toute velléité de céder, il a prévu la défaite, l'occupation de ses villes, la dévastation de ses provinces; il s'est habitué à l'idée de sacrifier momentanément une moitié de son empire, pour sauver l'autre; il s'est soustrait définitivement à cette seconde guerre de Pologne que Napoléon lui proposait comme une courte passe d'armes, et voici la guerre de Russie qui commence, la guerre sans batailles, contre la nature et les espaces. Le 16 juillet, Napoléon dépassait Wilna; après avoir dépensé des trésors d'énergie à ravitailler et à réorganiser ses troupes, il les poussait maintenant vers la Dwina et le Dniéper, cherchant toujours à isoler et à envelopper l'une ou l'autre des armées russes, inventant des combinaisons multiples, ingénieuses, grandioses, dignes de lui en tout point et qui eussent assuré son triomphe, si l'extrême développement du théâtre des opérations n'eût permis à l'ennemi

de se dégager sans cesse et de déconcerter la poursuite. Et Napoléon, devant cette résistance fuyante, irait plus loin, toujours plus loin, s'enfonçant dans l'infini, s'aventurant à travers le sombre et mystérieux empire, se dirigeant instinctivement vers le point de lumière qui brillait à l'horizon, au milieu d'universelles ténèbres, et qu'il fixait d'un regard halluciné. Non qu'il eût dès à présent arrêté en principe et irrévocablement la marche sur Moscou; l'occupation de cette métropole ne formait pas encore à ses yeux l'une des opérations indispensables et le terme de la campagne. Il hésitait toujours entre deux plans qui depuis plus d'une année se disputaient sa pensée. Après avoir refoulé les Russes au delà de la Dwina et du Dniéper, s'arrêterait-il? se bornerait-il à s'établir et à hiverner sur les positions conquises, à préparer méthodiquement une seconde campagne, en se couvrant de la Pologne reconstituée? Au contraire, profiterait-il de l'élan imprimé à ses troupes pour les pousser jusqu'au cœur de la Russie et planter ses aigles sur les murs du Kremlin? Il l'ignorait encore, se déciderait sur les lieux, d'après les circonstances, suivant les chances et les vicissitudes de la campagne; mais déjà une intime prédilection l'attirait vers le second projet, car ce parti éclatant et funeste répondait mieux à son impatience, à son besoin de frapper vite et puissamment, et fascinait son imagination. Ce qui l'entraîne à Moscou, c'est la fatalité à laquelle il obéit depuis le début de sa carrière, cette fatalité qu'il subit et qu'il crée en même temps, qui l'oblige à se surpasser constamment lui-même et qui ne lui permet de tenir les peuples dans l'obéissance qu'en les consternant par des prodiges sans cesse renouvelés et d'une splendeur croissante. Il subit aussi l'attirance de Moscou, la cité étrange et féerique, la cité de rêve, parce que cette conquête presque asiatique promet à son orgueil des jouissances inconnues et le tente comme le viol d'un monde nouveau. Enfin, il espère déterminer chez les Russes, par la prise de leur sanctuaire national, un ébranlement d'âme qui les jettera à ses pieds; plus la guerre avec eux lui apparaît difficile, pénible, hérissée d'épreuves et de dangers, plus il s'obstine à l'espoir de la terminer rapidement en la poussant à fond; il a dit à Caulaincourt : « Je signerai la paix dans Moscou. »

ALBERT VANDAL.

DIEGO VELAZQUEZ

PREMIÈRE PARTIE (1)

Les souverains de l'Espagne, au temps de sa splendeur comme au moment de sa décadence, s'étaient à l'envi attachés à acquérir pour leurs collections des ouvrages choisis de ses peintres le plus en renom. Mais quelle que soit la grandeur de ces différens artistes, on ne trouve rien d'eux au musée du Prado qu'on ne connaisse en quelque sorte, car, dans les galeries de l'Europe entière la plupart d'entre eux sont représentés par des productions équivalentes ou même supérieures. Il en est autrement de Velasquez. Si à Rome, à Dresde, et en Angleterre, on a déjà eu l'occasion de rencontrer quelques-unes de ses toiles les plus remarquables, ce n'est qu'au musée de Madrid qu'il est possible d'apprécier la force et la souplesse de son talent, dans les soixante tableaux de lui qui s'y trouvent réunis. Récemment d'ailleurs, comme pour donner satisfaction à la foule toujours plus nombreuse de ses admirateurs, plusieurs publications ont mis en pleine lumière sa vie et son œuvre. Après sir William Stirling qui avait ouvert la voie, M. Curtis, avec une ténacité tout américaine, a poursuivi pendant vingt ans la rédaction d'un catalogue complet de ses tableaux. En France, le critique qui connaît le mieux l'école espagnole, M. Paul Lefort, après avoir publié de 1879 à 1884, dans la *Gazette des Beaux-Arts*, une série d'articles

(1) Sir William Stirling, *Annales of the artists in Spain*. Londres, 1848; — *Velazquez et ses Œuvres*. Paris, 1865. — Don Pedro de Madrazo, *Catalogo descriptivo e historico del Museo del Prado*. Madrid, 1872. — Ch. Curtis, *Velasquez and Murillo: a descriptive and historical catalogue*. Londres, 1883. — Carl Justi., *Diego Velazquez und sein Jahrhundert*. 2 vol. in 8. Bonn, 1888. — Paul Lefort, *Velasquez*. Librairie de l'Art, 1888. — *La peinture Espagnole*. Quantin, 1893.

sur Velazquez, nous a donné de lui en 1888 une excellente monographie dans la collection des *Artistes célèbres;* et l'an dernier encore, dans une étude d'ensemble sur l'histoire de la peinture espagnole, il réunissait, en les résumant avec une grande sûreté de goût, les informations que nous possédons aujourd'hui sur les maîtres de cette école. Profitant à son tour des recherches et des découvertes de ses devanciers, M. C. Justi, dans le beau travail qu'il a consacré à Velazquez, — certainement un des livres les plus remarquables que la critique d'art ait produits de notre temps, — lui élevait un véritable monument. Avec une conscience scrupuleuse, M. Justi, pendant des séjours réitérés en Espagne, a fouillé toutes les archives, consulté tous les documens. Il connaît à fond l'histoire, la littérature et les mœurs du pays; il a vu et revu tous les tableaux de Velazquez; et dans l'étude si complète qu'il a tracée de la vie du peintre, de son œuvre et de son temps, on sent, avec une rare indépendance de jugement, cette autorité particulière que donne la connaissance parfaite d'un sujet. Tant de qualités, jointes à une admiration bien légitime pour le maître qui lui a inspiré son livre, en rendent la lecture aussi instructive qu'attachante. C'est en m'aidant de secours si précieux et en faisant à M. Justi de larges emprunts que je voudrais étudier la physionomie de Velazquez, et m'arrêter surtout à celles de ses œuvres qui me paraissent le mieux caractériser son génie.

I

Diego Rodriguez de Silva, plus connu sous le nom de Velazquez qu'il tenait de sa mère, naquit à Séville où il fut baptisé le 6 juin 1599, dans la paroisse de San Pedro. Il descendait d'une ancienne famille portugaise, un peu appauvrie au service de la couronne, mais qui possédait encore quelque aisance, puisqu'elle vivait de ses revenus. L'enfant avait reçu une bonne éducation et il réussissait dans toutes ses études. Cependant comme il manifesta de bonne heure son goût pour la peinture, son père n'avait mis aucun obstacle à sa vocation.

La situation de Séville, — qui faisait d'elle l'entrepôt des marchandises venues du Nouveau Monde, — l'étendue de son commerce et la fertilité de ses campagnes avaient amené chez elle une grande richesse. On vantait partout la vaillance de sa noblesse, la grâce et la beauté de ses femmes, cet air plus subtil qu'on y respirait. Il semblait qu'à ses qualités natives, la race joignît ici je ne sais quelle finesse de goût et comme une courtoisie plus chevaleresque qui lui venait des Maures, ses anciens maîtres. A côté des monumens qu'ils avaient laissés de leur occupation,

s'élevaient maintenant en grand nombre des édifices religieux, des églises et des cloîtres, que les nouveaux souverains de l'Andalousie tenaient à honneur de construire, comme autant de témoignages de leur foi victorieuse et que, de leur mieux aussi, ils s'efforçaient de décorer de tableaux et de sculptures. Il avait bien fallu pour cela réclamer, au début, le concours des étrangers, car les luttes opiniâtres, qui pendant longtemps avaient absorbé l'activité de la population, ne laissaient que peu de place à la pratique des arts. Mais avec la prospérité croissante et la tranquillité, le goût s'était peu à peu développé et Séville compta bientôt parmi ses habitans, surtout parmi les membres du haut clergé, des lettrés, des amateurs éclairés comme cet archevêque de Castro qui fut le Mécène des poètes et des artistes, ou encore ce Pedro de Valderrama, prieur des Augustins, qui, partageant, les heures de sa journée de travail entre l'étude, la prédication et l'administration de son ordre, trouvait encore le temps de bâtir à Malaga, à Grenade, et à Séville même, de nombreuses maisons religieuses, comptant bien qu'en reconnaissance de tous ces édifices élevés en son honneur, Dieu lui réserverait une demeure dans le ciel.

Cependant ce n'est guère que vers le milieu du XVIe siècle que le mouvement de la Renaissance s'était sérieusement fait sentir à Séville, à la suite des migrations de plus en plus fréquentes des artistes espagnols en Italie. Les grands maîtres de ce pays, Raphaël, Corrège, Michel-Ange étaient admirés par eux comme des prodiges, ce dernier surtout dont la force, la gravité et la vigoureuse éloquence étaient si bien faites pour les séduire. Luis de Vargas, un des premiers, inaugurait chez ses compatriotes l'étude du nu et les doctrines qu'il avait puisées à Rome chez Perino del Vaga. Mais on a peine à comprendre aujourd'hui l'engouement qu'excitèrent à cette époque ses tableaux dépourvus d'originalité, véritables pastiches où, à côté de ce mélange de réalisme vulgaire et d'aspirations idéales qui restera un des traits de l'école espagnole, on rencontre des réminiscences flagrantes des maîtres italiens et même des morceaux entiers empruntés à des gravures faites d'après leurs compositions. C'est chez un élève de Vargas, Luis Fernandez, dont les œuvres ont aujourd'hui disparu, que se formèrent Herrera et Pacheco qui devaient être successivement les maîtres de Velazquez.

Herrera le Vieux (1576-1656) auquel dès l'âge de treize ans il fut confié, était alors dans tout l'éclat de sa popularité. Architecte et graveur en même temps que peintre, il montrait dans la pratique de ces différens arts l'énergie et la rudesse qui étaient le fond même de son tempérament et qui, dans le cours de sa vie agitée,

l'exposèrent à mainte aventure. La puissance du coloris et l'ampleur du dessin rendaient plus saisissans et plus étranges encore ces types d'une sauvagerie brutale qu'on retrouve souvent dans ses œuvres, notamment dans le *Saint Basile* du Louvre. Parmi les moines qui entourent le saint docteur il en est quelques-uns de mine plus que suspecte, et qu'on ne s'attendait guère à rencontrer en si vénérable compagnie. Peut-être étaient-ce simplement des amis de ce peintre qui, pour des méfaits très positifs, avait eu maille à partir avec le Saint Office (1). Tel était l'homme dont Velazquez reçut d'abord les leçons; mais avec sa nature fière et délicate, le jeune homme ne put supporter longtemps l'humeur assez difficile d'un pareil maître, et au bout d'un an il entrait dans l'atelier de Pacheco, chez lequel il était du moins assuré de rencontrer des procédés plus courtois.

Dessinateur médiocre et fort inférieur à Herrera pour le talent d'exécution, Pacheco ne rachetait point ces défauts par des qualités de coloriste. Bien qu'il n'eût jamais quitté sa patrie, il suivait en tout les erremens des Italiens et professait pour Raphaël un véritable culte. A l'exemple de Barrocio, il avait adopté un parti d'ombres crues et de lumières blafardes dont il exagérait encore les contrastes. C'était cependant un esprit curieux, et il s'appliquait à réunir en doctrines les préceptes de son art. Aussi, sans même parler des détails précieux que nous lui devons sur Velazquez, les écrits qu'il nous a laissés (2) offrent pour nous plus d'intérêt que ses œuvres. Suivant lui, la mission de l'art est d'élever les hommes vers Dieu. La connaissance des textes sacrés et des traditions qui régissent la représentation des sujets religieux doit donc être pour les artistes l'objet d'une étude incessante. Sur ce point, le bon Pacheco avait acquis une compétence indiscutée, et son autorité faisait loi dans tous les cas litigieux. Non seulement il prescrit les épisodes qui doivent être traités de préférence, les types et les attitudes qu'il convient de donner à chaque saint, mais encore la forme et la couleur consacrées pour ses vêtemens. Il sait jusqu'au menu de la collation que les anges ont servie au Christ dans le désert. Aussi, confiant dans sa piété comme dans son érudition, le Saint-Office lui avait-il commis le soin de surveiller les peintres ses confrères et de lui adresser des rapports où il appréciait le caractère d'orthodoxie de leurs œuvres. Par une heureuse inconséquence, ainsi que le remarque M. Justi, il n'avait en rien l'étoffe d'un inquisiteur. Malgré la différence des croyances, Albert Durer, qu'il a étudié de près, n'est point

(1) Herrera fut condamné comme faux monnayeur, et il n'évita son châtiment qu'en se réfugiant chez les jésuites de Séville.

(2) *Arte de la Pintura*. Séville, 1649.

pour lui un hérétique. L'œuvre gravé du grand Allemand lui paraît même d'une orthodoxie absolue. Il l'admire sans réserve, et à raison de son respect pour les choses saintes, il le compare aux plus ascétiques des maîtres espagnols : « Il ne s'est jamais permis de montrer nus les pieds de la sainte Vierge », ajoute-t-il, plein d'admiration; mais comme, avec le temps, un si louable esprit de réserve est devenu chose bien rare, Pacheco déplore l'amoindrissement graduel, et même la perte irrémédiable du sens religieux en Espagne.

Une réglementation si étroite n'était guère faite, on le conçoit, pour attirer un esprit aussi libre que celui de Velazquez, et tout bon catholique qu'il fût, peut-être ces contraintes si sévères et si multipliées suffisent-elles à expliquer le petit nombre de tableaux religieux qu'il a peints. Pacheco, du reste, à cause de sa situation comme de son caractère, jouissait à Séville d'une grande considération. Sa maison était le rendez-vous des beaux esprits et il avait eu l'idée de rassembler les portraits de ses contemporains les plus distingués pour en faire l'objet d'une publication. Il est vrai qu'au point de vue de la ressemblance de ces portraits, il ne se montrait pas très exigeant, car quelques-uns d'entre eux avaient été faits de souvenir, et d'autres sur de simples descriptions (1).

On comprend qu'à défaut d'enseignemens très efficaces, Velazquez ait du moins trouvé chez Pacheco toutes les facilités d'acquérir, avec une culture intellectuelle assez étendue, la distinction, le tact et le savoir-vivre qu'il conserva toute sa vie. Mais peut-être, au point de vue même de son développement artistique, la direction d'un peintre médiocre tel que Pacheco pouvait-elle lui être plus profitable que celle de Herrera. Dans des conditions analogues, on avait vu, quelque temps auparavant, Rubens délaisser les leçons de Van Noort pour celles d'Otto van Veen, chez lequel il avait passé quatre ans. Ce ne sont pas toujours, en effet, les plus grands artistes qui font les meilleurs maîtres. Ils sont trop personnels pour respecter l'indépendance de leurs élèves et, d'ordinaire, ceux-ci, subjugués par leur ascendant, subissent trop profondément leur influence pour pouvoir jamais la secouer entièrement. Avec la haute idée qu'il avait de son art, Pacheco insistait, sans doute, sur les élémens et il entendait que son élève possédât ce fonds solide d'instruction dont il avait pour lui-même ressenti la privation. Sa méthode, très usitée à ce moment en Espagne, était d'ailleurs excellente. Elle consistait à mettre d'abord ses élèves aux prises avec la nature et à leur faire copier des fruits,

(1) Les frais trop considérables qu'aurait nécessités ce recueil empêchèrent sa publication.

des légumes, des poissons, des volailles, avant de passer à l'étude de la figure humaine. En associant avec goût ces objets, de manière à en composer des ensembles agréables, les débutans se familiarisaient avec les formes et les couleurs. Ils acquéraient, en même temps que le sentiment de l'harmonie, l'habileté si désirable du maniement de la brosse, pour rendre avec toute leur diversité les modèles qui posaient complaisamment devant eux. Bien des peintres de grand talent, en Italie et surtout en Hollande, s'étaient fait une spécialité de la représentation de ces natures mortes, et pour se détendre de leurs grands travaux en se retrempant dans l'étude directe de la réalité, des maîtres tels que Rubens, Rembrandt, ou de nos jours même Delacroix ont souvent pris plaisir à en peindre. Jusque dans ces petites choses, en effet, un grand artiste peut montrer ce qu'il est et trouver pour lui-même des enseignemens. Velazquez devait tirer un profit certain de ces sortes d'études connues en Espagne sous le nom de *bodegones*, et Pacheco nous apprend qu'il en avait exécuté un grand nombre. Indépendamment même du témoignage de Pacheco, nous en trouverions une preuve suffisante dans l'excellence avec laquelle son illustre élève a traité les accessoires, que d'ailleurs il n'a jamais introduits que très discrètement dans ses œuvres.

En ajoutant à ces accessoires groupés et choisis avec attention quelque personnage, Velazquez et après lui Murillo trouvaient le sujet de quelques-unes de ces scènes familières dont la vie espagnole fournit à chaque instant les motifs pittoresques. Pour quelques maravédis, le gamin de la rue, le portefaix en disponibilité, le vieux pauvre ou la paysanne du marché voisin, tous les oisifs que l'artiste rencontrait sur son chemin, — et Dieu sait qu'il n'en manque pas en ce pays! — étaient prêts à lui donner séance. Avec eux, il n'avait pas à se gêner, et sans épargner leur temps, ni sa peine, il se faisait la main pour de plus nobles modèles. Son biographe nous apprend même qu'afin de n'avoir pas à les chercher, il avait recueilli chez lui un jeune paysan qui, moyennant un très mince salaire, posait devant lui dans toutes les attitudes, sous tous les éclairages, en prenant toutes les expressions qu'il pouvait souhaiter. Il le dessinait au crayon noir sur du papier teinté qu'il rehaussait légèrement de blanc ou d'un peu de couleur. En se proposant ainsi les problèmes les plus divers en face de la nature, il apprenait à la bien voir, et, avec l'amour toujours plus profond qu'elle lui inspirait, il s'appliquait à rendre l'infinie variété de ses aspects.

Il eût été intéressant de retrouver quelques-uns de ces dessins; mais aucun d'eux, que je sache, n'est parvenu jusqu'à nous. Les rares spécimens qui nous sont offerts sous le nom de Velazquez

dans les collections, diffèrent tellement entre eux, et ils sont pour la plupart si peu intéressans, qu'il me semble difficile d'en admettre l'authenticité. Quant aux peintures de ses débuts, plusieurs nous ont été conservées qui peuvent avec quelque vraisemblance lui être attribuées. Je rangerais volontiers parmi elles un *Vendangeur* qui figurait à l'Exposition rétrospective de 1893 à Madrid. C'est un jeune garçon, de type assez vulgaire, vu de face, en pleine lumière. Vêtu d'une jaquette d'un jaune verdâtre et d'une culotte rouge, il tient en main une grappe de raisins, et un panier posé à côté de lui est rempli de sa récolte. Derrière, un paysage austère, à peine égayé par un cours d'eau, se déroule sous un ciel assombri dans le haut et vaguement éclairé à l'horizon. La tête, joviale et brunie par le soleil, est modelée d'une touche un peu rude, avec des ombres assez dures ; mais à la franchise de l'effet, à la force des intonations, à l'exécution déjà singulièrement habile, surtout dans les raisins, on sent le peintre épris de son art, ému en présence de la nature, et qui, dans cette simple interprétation vivement enlevée en quelques heures, a fait passer quelque chose de la flamme qui était en lui. D'une facture plus large et plus personnelle, d'autres études analogues, signalées par Palomino, — la *Vieille avec un gâteau* qui appartient à sir Francis Cook, et surtout le *Porteur d'eau* qui fait maintenant partie de la collection d'Aspley-House, et qui fut peint évidemment quelques années après, — manifestent des progrès sensibles. Dans sa simplicité même, ce dernier tableau est très caractéristique. La belle tenue, l'ampleur de la peinture, la noblesse du type de l'*Aguador*, la dignité de son attitude et sa fierté sous les loques dont il est vêtu, le contentement de ces deux gamins auxquels il vient de verser leur modeste régal, la gravité même de la scène, tout contribue à faire de cette composition familière une image aussi naïve que fidèle de la vie espagnole, quelque chose comme un hymne à ces eaux pures et glacées que nos voisins dégustent en connaisseurs, et dont l'espoir lointain soutient le voyageur dans ses courses sous un soleil torride, à travers les vastes espaces d'une contrée pierreuse et désolée.

Résumer ainsi, en quelques traits saillans, une impression dans ce qu'elle a de plus vivant, nous intéresser à une scène à côté de laquelle nous serions passés indifférens, et, d'un rien, composer, à force de talent, une œuvre inoubliable, c'est bien là le propre d'un artiste de race. Avec les plus nobles sujets, le brave Pacheco, dans sa vie tout entière n'a pas su atteindre pareille fortune. Du moins, en bon juge qu'il était, ne pouvait-il se méprendre ni sur la valeur de son élève, ni sur les succès qui l'attendaient, et comme il le dit naïvement lui même : « Après ces cinq années d'enseigne-

ment, je le mariai à ma fille, séduit par sa jeunesse, sa droiture, ses bons instincts, et par les espérances que m'inspirait son génie naturel. » En effet, le 3 avril 1618, âgé seulement de 19 ans, Velazquez épousait la fille unique de Pacheco, cette Juana qu'il avait vue grandir à côté de lui et de laquelle il s'était sans doute épris peu à peu. Un portrait peint par lui et qui appartient au musée du Prado, —(n° 1086), — passe pour la représenter. C'est un honnête visage, coiffé d'une abondante chevelure. Les traits sont fins et respirent la bonté. On sent qu'elle fut pour l'artiste une compagne dévouée et fidèle. Lui-même d'ailleurs devait être un mari excellent, et si quelques années après il eût pu aspirer à un parti plus avantageux, il n'en laissa jamais rien paraître, et demeura toute sa vie très attaché à son intérieur.

II

L'existence de Velazquez semblait désormais toute tracée, modestement renfermée dans le cercle de sa famille et la pratique de la peinture. Il comptait, du reste, parmi les relations de son beau-père, bien des hommes distingués et des artistes éminens qui, avec le temps, le recherchaient lui-même pour son affabilité et son talent. Le célèbre sculpteur Montañes était l'ami de Pacheco; et Alonso Cano, après avoir successivement reçu des leçons de tous deux, devenait le camarade de Velazquez. Ce dernier s'était aussi lié intimement avec Zurbaran, qui fréquentait l'atelier du peintre Juan de las Roëlas. Les deux jeunes gens étaient, à un an près, du même âge, et leurs familles étaient unies. Il est probable que les affinités de leur caractère aussi bien qu'un égal amour pour l'art qu'ils pratiquaient firent naître entre eux une étroite amitié, car plus tard, quand il fut devenu le favori de Philippe IV, Velazquez se souvint de son ancien compagnon d'étude à Séville, et il essaya de l'attirer auprès de lui à la cour. Pour le moment il semblait que tous deux dussent suivre une même carrière et se consacrer exclusivement à la peinture religieuse qui, en dehors de la capitale, pouvait seule défrayer leur activité. Pacheco était bien posé dans l'opinion pour assurer à son gendre des commandes suffisantes. Séville, d'ailleurs, était alors le principal centre de la dévotion en Espagne. Les églises, les chapelles et les couvens s'y étaient de plus en plus multipliés, et dans les douze premières années du siècle, on n'y avait pas fondé moins de neuf maisons monastiques. En 1613, le jour de la Nativité, un frère prêcheur ayant fait un sermon en l'honneur de l'Immaculée Conception, un mouvement passionné se produisit en faveur de cette croyance parmi la population. Deux tableaux destinés à la

glorification symbolique du futur dogme, — une *Immaculée Conception* et un *Saint Jean à Pathmos*, — furent à ce propos exécutés par Velazquez pour la salle du chapitre des Carmélites (1). Mais ces compositions allégoriques étaient tout à fait en dehors des aptitudes d'un artiste peu accoutumé à se passer de la nature et qui n'avait abordé jusque-là que des épisodes empruntés à la vie populaire. Il allait trouver dans l'*Adoration des Bergers*, qui appartient aujourd'hui à la National Gallery, et dans l'*Adoration des Mages* du musée du Prado, des sujets mieux appropriés au caractère de son talent. Ce dernier tableau, qui porte la date de 1619, est à bon droit considéré comme une des œuvres les plus importantes de sa jeunesse.

Velazquez avait alors vingt ans, et cette année même, le 18 mai, sa femme l'avait rendu père d'une petite fille qui fut appelée Francisca. Aimant et religieux comme il l'était, son cœur s'était ouvert à ces émotions nouvelles qui, chez un ménage honnête, marquent les étapes de la vie. Il pouvait donc mettre quelque chose de lui-même dans ces images proposées comme un idéal à la piété des fidèles. La disposition à laquelle il s'arrêta est des plus simples : les trois Rois et un de leurs suivans, agenouillés à la gauche de la composition, offrent leurs présens au petit Jésus que la Vierge tient emmailloté sur ses genoux. Saint Joseph est debout à côté d'elle, et, à travers la porte cintrée de l'étable, on aperçoit un fond de paysage, avec des arbres, une côte bornant l'horizon, et un ciel dont la base est éclairée par les premières lueurs de l'aube. Les figures respirent l'énergie, et la vive lumière qui les frappe accentue encore la mâle expression de leurs types franchement espagnols. Avec son air grave, un peu triste, la Vierge, très simplement posée, semble une honnête campagnarde, et le poupon empaqueté dans ses langes regarde avec curiosité ses adorateurs, de ses petits yeux perçans et grands ouverts. Évidemment toutes ces figures sont des portraits, exécutés avec une véracité extrême ; mais leur maintien, comme l'expression de leurs traits, témoigne de l'ardeur de leur foi. Par son ingénuité, la scène ainsi conçue déconcerte un peu notre jugement et, habitués que nous sommes aux formules traditionnelles, le souvenir de tant d'œuvres italiennes où elle a été traitée traverse malgré nous notre esprit. Elle est bien telle cependant qu'une âme droite et une intelligence naïve pouvaient se la représenter à la lecture des livres saints; telle que peu de temps après, sur cette terre hollandaise qui venait de secouer la domination espagnole, Rembrandt allait la

(1) Ils se trouvent aujourd'hui en Angleterre, dans la famille de sir Bartle Frere.

peindre avec une égale sincérité, dans toute l'ingénuité d'un sentiment très personnel, en s'inspirant comme Velazquez des réalités qui l'entouraient, mais pour en dégager, comme lui aussi, ce qu'elles contiennent de profondément humain et touchant. L'exécution de l'*Adoration des Mages* manifeste un progrès marqué sur les œuvres précédentes par l'ampleur du parti, par le jet simple et large des draperies, par cette souplesse de la touche qui est une des supériorités propres de Velazquez et qu'il développera de plus en plus, enfin par cet instinct de l'harmonie qui lui permet d'associer de la manière la plus heureuse des tons qu'il est cependant difficile d'accorder, comme le vert de la tunique et le jaune du manteau du mage placé au premier plan. Toutefois, dans les ombres noirâtres et cernées, dans l'écart excessif qu'elles présentent avec les lumières, dans la facture elle-même çà et là trop appuyée, on sent encore l'effort d'un homme qui s'applique, et ne laisse pas assez oublier toute la peine qu'il s'est donnée.

La vivacité des contrastes entre l'ombre et la lumière se retrouve aussi bien dans l'*Adoration des Bergers* que dans l'*Adoration des Mages*. On serait d'ailleurs peu fondé à y voir une influence directe de Caravage ou même de Ribera, qui, à l'exemple de ce dernier, montrait cette recherche du clair-obscur dans la plupart de ses tableaux. A cette date, Velazquez n'aurait pu voir aucune œuvre de ces deux maîtres à Séville. Mais c'était là une préoccupation qui hantait alors la plupart des peintres dans toute l'Europe : Elsheimer en Allemagne, Valentin en France, Honthorst, Bramer, Lastman et les *italianisans* hollandais, Rubens lui-même dans les premiers temps de son retour à Anvers. En Espagne, à Séville même, Juan de las Roëlas s'était fait le propagateur des nouvelles doctrines, que Zurbaran apprenait à son école, et auxquelles il resta fidèle, tout en atténuant un peu ce que ces oppositions trop tranchées avaient d'excessif. Nous avons dit quelles conformités d'esprit et de goût rapprochaient Velazquez de son compatriote. Traitant les mêmes sujets, leurs talens devaient présenter bien des analogies, et une *Adoration des Bergers* que Zurbaran peignit aussi vers ce moment (1) aurait pu facilement être attribuée à son ami. Avec une pareille précocité, tous deux avaient même conscience et ils ne pouvaient ni l'un ni l'autre se passer de la nature. Peu d'existences présentent autant d'unité que les leurs, et nous croyons que des affinités si nombreuses et si étroites ne pouvaient manquer d'amener entre eux ces influences mutuelles dont l'histoire de l'art nous offre si souvent la

(1) Elle fait partie de la collection du duc de Montpensier.

trace et qu'elle nous révèle parfois plus profondes entre jeunes gens du même âge qu'entre maîtres et élèves.

Mais Zurbaran avait de bonne heure trouvé la voie dans laquelle il persévéra toute sa vie, avec un talent et une originalité auxquels il ne nous paraît pas qu'on ait rendu suffisamment justice. Né vingt ans avant Murillo, il n'a jamais comme lui mêlé à ses compositions religieuses cette grâce un peu maniérée qui est entrée pour une bonne part dans le succès et la réputation de son jeune émule. Avec une gravité constante et une science impeccable, Zurbaran est resté, par excellence, le peintre de la piété espagnole dans ses aspirations les plus austères et les plus élevées. Les impressions qu'il produit sont d'autant plus fortes qu'il se retrempe sans cesse dans l'étude de la nature, et, bien qu'il n'ait jamais peint de portraits isolés, ses tableaux ne sont guère que des collections de portraits. Mais si diverses que soient les figures qu'il y introduit, toutes sont expressives, subordonnées à l'unité de son œuvre et à son éloquente signification. Dans ce monde très particulier où il nous mène, il marque nettement les différences des tempéramens, et nos deux tableaux du Louvre permettraient, au besoin, d'apprécier toute la valeur de ce grand artiste (1) qui, avec des moyens si discrets, a su être si personnel. En aucun pays, dans aucune école, vous ne rencontrerez des types plus nobles, des âmes plus convaincues, des vies plus saintes. La sobriété extrême des accessoires et des costumes, la nudité des intérieurs s'accordent avec ces existences vouées au renoncement, maîtresses d'elles-mêmes, à la fois monotones et ardentes. Zurbaran est le peintre des moines. Personne n'a su, comme lui, représenter leurs visages extatiques, leurs yeux enflammés, la noblesse inconsciente de leurs attitudes, et jusqu'à ces belles draperies qui semblent elles-mêmes s'associer à leurs prières, façonnées et comme moulées dans leurs plis par les habitudes régulières de l'oraison. Derrière ces productions si nombreuses dont la perfection ne s'est jamais démentie, on se plaît à retrouver chez l'artiste l'accord d'une vie sainte et remplie par le travail. Aussi amoureux de son art qu'épris d'obscurité, Zurbaran aimait à quitter la ville pour aller poser son chevalet dans quelque cloître accroché aux flancs des sierras abruptes et solitaires. Vivant dans un commerce étroit avec ses modèles, et partageant leur règle, il reconnaissait l'hospitalité qu'ils lui donnaient en peignant sur les murailles de leurs chapelles les actes d'humilité, de détachement, de charité dont leurs patrons leur avaient

(1) Ils sont, comme on sait, inspirés par la vie de saint Bonaventure et ils faisaient partie d'un ensemble que M. C. Justi a su reconstituer en y rattachant deux autres toiles des musées de Dresde et de Berlin.

laissé l'exemple. Plus d'une fois il s'oublia dans ces retraites studieuses, et Palomino nous raconte que l'ayuntamiento de Séville dut un jour lui envoyer une députation afin de l'arracher à son village natal. Confondu avec ces rudes paysans de l'Estramadure, il était revenu raviver près d'eux les souvenirs de son enfance, et en décorant de ses chefs-d'œuvre leurs autels rustiques, il goûtait avec un égal bonheur le plaisir de peindre et celui d'être ignoré.

D'humeur plus sociable que Zurbaran, Velazquez était appelé à vivre dans le monde. Tout modeste qu'il fût, il pressentait sa valeur, et les circonstances allaient bientôt le révéler à lui-même. Son beau-père avait de son côté conçu pour lui des ambitions auxquelles la mort de Philippe III (31 mars 1621) vint tout à coup donner une direction positive. L'avènement du nouveau souverain avait été salué par les acclamations et les espérances de toute l'Espagne. Jusque-là le jeune prince avait été tenu à l'écart et même étroitement surveillé. Mais il avait pu voir, avec la domination du duc de Lerme, les désastreux résultats du favoritisme pour le royaume et il avait résolu de gouverner par lui-même. Au début, son temps fut entièrement consacré aux affaires. Il y faisait preuve d'un esprit net, pénétrant, et dans le programme qu'il s'était tracé, il se proposait d'allier à la piété de son père la sagesse de son grand-père Philippe II et l'esprit militaire de Charles-Quint, son aïeul. Il aimait d'ailleurs les lettres qui, avec Lope de Vega et Calderon, allaient briller sous son règne d'un éclat inespéré. Lui-même composait agréablement des airs de musique ou des comédies improvisées dans lesquelles il se plaisait à jouer son rôle devant un cercle d'intimes. Sous la direction du dominicain Maino, il avait aussi appris à dessiner et à peindre et il montrait dans l'appréciation des œuvres d'art un goût exercé. Quand, vers la fin de son règne, le *Spasimo* de Raphaël arriva à Madrid, précédé par la grande réputation dont il jouissait alors en Italie, Philippe IV, après l'avoir examiné avec attention, se contenta de dire que ce n'était pas là un des meilleurs ouvrages de l'Urbinate.

Être attaché à la personne d'un pareil maître, c'était pour un artiste de valeur un désir très naturel, et Pacheco trouvait parmi ses relations familières bien des facilités pour aider la réalisation des vœux qu'il formait à cet égard. Un de ses amis, le licencié Francisco de Rioja, — il avait assisté comme témoin au mariage de Velazquez, — venait même d'être attaché à la personne d'Olivarès dont le crédit auprès du jeune roi augmentait de plus en plus. Une première fois, en 1622, poussé par son beau-père qui l'avait muni des lettres de recommandation les plus pressantes, notam-

ment pour un maître des cérémonies de la cour de Philippe IV, le chanoine don Juan de Fonseca, Velazquez s'était rendu à Madrid pour y tenter la fortune. Mais à raison des trop nombreuses occupations du prince, toutes les démarches faites à ce moment pour lui procurer l'accès du palais demeurèrent infructueuses. Fonseca cependant n'avait pas perdu de vue les intérêts de son protégé, séduit qu'il était par son caractère aussi bien que par son talent, et au printemps de 1623, sans doute avec l'assentiment d'Olivarès, il l'engageait de nouveau à quitter Séville avec Pacheco, pour s'installer pendant quelque temps à Madrid. Dès son arrivée, le jeune artiste fit le portrait du chanoine qui, aussitôt terminé, fut soumis à l'approbation du roi et obtint avec ses suffrages tous ceux de la cour. Il fut décidé que Philippe IV donnerait au peintre des séances pour l'exécution d'un grand portrait équestre qui malheureusement a disparu, probablement à la suite de l'incendie du Palais Royal en 1734. Le roi, qui était représenté revêtu d'une armure et tenant en main le bâton de commandement, fut certainement satisfait du tableau, et la bonne grâce de Velazquez aidant, dès le 6 octobre 1623, il attachait l'artiste à sa personne en qualité de peintre de la cour. Les appointemens qui lui furent d'abord alloués étaient assez minimes; mais en prenant possession de son emploi, il pouvait se rappeler avec quelque fierté que Titien avait autrefois rempli le même office auprès de Charles-Quint. Il est vrai qu'en même temps que la puissance des successeurs du grand empereur avait graduellement décliné, le talent de leurs peintres officiels, Antonio Moro, Sanchez Coello et Pantoja de la Cruz, suivait la même progression décroissante. Velazquez, en entrant au service de ce roi de dix-huit ans, allait relever le prestige de la dignité qui lui était conférée. Pendant les trente-sept années qu'il conserva ses fonctions, avec sa réputation toujours grandissante, il put voir constamment croître la confiance et le crédit dont il jouissait auprès de son maître.

III

Le beau zèle que Philippe IV avait d'abord montré pour son métier de roi ne devait guère durer. Sous le masque de la déférence calculée dont il lui prodiguait les témoignages, Olivarès l'avait peu à peu dégoûté des affaires en l'écrasant sous leur poids. A mesure que le jeune souverain se déchargeait sur son ministre de soins plus importans, la galanterie, les cérémonies officielles, les longues réceptions d'une cour formaliste, l'équitation, la chasse et les passe-temps de toute sorte tendaient de plus en plus à

remplir les heures de ses journées jadis mieux employées. Toutes ces diversions étaient, du reste, impuissantes à secouer l'incurable ennui de Philippe IV. Au milieu de sa vie futile, il conservait cette attitude grave, hautaine, et cette physionomie renfermée qui lui étaient naturelles. Dans tout le cours de son règne on ne le vit pas rire plus de trois fois. Impassible pendant des heures entières, il se contentait de s'éventer un peu avec son chapeau, et c'est à peine si quelques paroles brèves et impératives tombaient de sa bouche. Un corps maigre, élancé, surmonté d'une petite tête pâle, aux grands traits, un regard impénétrable, des lèvres épaisses et vermeilles, telle était la figure ingrate que Velazquez allait représenter si souvent pendant toute sa carrière, sans que ni l'âge, ni les épreuves de la vie amenassent de modifications bien marquées sur ce masque immobile.

Tel il nous apparaît déjà dans ce premier portrait du Prado —(n° 1070), — qui nous le montre debout, avec ses jambes menues, l'ovale allongé de son visage encore imberbe, ses cheveux blonds, son teint mat et ses mains bien faites, l'une pendante et tenant un placet, l'autre appuyée sur un tapis rougeâtre, la seule coloration du tableau. Les carnations et le noir du costume se détachent franchement sur le fond d'un gris uniforme. Fidèle à ses préoccupations de clair-obscur, l'artiste a peint son modèle en pleine lumière, et les ombres, d'ailleurs très restreintes, se découpent avec netteté, presque durement. Malgré tout, dans la simplicité de ses allures et de ses colorations, ce portrait a grand air. Il frappe par la sincérité absolue, par la plénitude des intonations, par cette justesse des mises en place qui restera toujours une des supériorités de Velazquez. A distance ses constructions sont établies avec une sûreté parfaite dans leur ensemble; quand on s'approche, elles se justifient et se complètent par le détail du modelé et par la touche elle-même, toujours donnée dans le sens de la forme. L'artiste est déjà bien lui-même, en possession d'une originalité qui s'accusera de plus en plus, mais que désormais on ne saurait méconnaître. Il aurait pu d'ailleurs, s'il en avait senti le besoin, voir et consulter au palais même bien des modèles, plus d'un chef-d'œuvre : entre autres ce beau portrait de Philippe II par Titien, auquel il a peut-être emprunté l'élancement un peu exagéré de son personnage, ou bien ces austères et fortes peintures d'Antonio Moro, si profondément caractérisées, et dans lesquelles la conscience et le fini de l'exécution sont, presque autant que chez Holbein, mis au service de l'expression.

Mais Velazquez ne s'inspira jamais que de la nature, et l'amour qu'il avait pour elle devait le préserver de toute imitation. Soumis

aux influences les plus diverses et les plus hautes, il restera toujours lui-même et, jusqu'au terme de sa vie, la pratique du portrait lui permettra de se retremper dans l'étude attentive de la nature. Il faut dire, à l'honneur du roi, qu'au lieu de rechercher cette facture minutieuse qui d'habitude séduit les amateurs, il préférait apparemment l'ampleur et le grand aspect des productions de son peintre, aussi bien que leur absolue sincérité. Peu à peu il avait pris goût à la société de Velazquez, et il aimait à venir, dans l'atelier qu'il avait fait disposer pour lui au palais, le surprendre pendant son travail. De tout temps, au surplus, il avait eu l'habitude d'errer dans les vastes corridors de l'Alcazar de Madrid, portant sur lui des clefs qui lui permettaient d'en ouvrir, à son gré, toutes les serrures. On racontait même à ce propos la plaisante histoire arrivée à un architecte italien attaché à sa cour. Rentrant un jour dans le réduit qui lui était réservé, non seulement le pauvre homme y avait vu tous ses papiers en désordre, mais dans une cassette à son usage, où était rangé un saucisson qu'on lui avait envoyé de Florence, il n'en retrouvait plus qu'une portion avec ce curieux autographe. « Nous avons pris pour nous la moitié manquante; nous vous laissons l'autre par charité. Moi, le Roi. »

On peut penser que la faveur de Velazquez ne laissait pas de porter ombrage aux artistes qui avaient joui jusqu'alors des bonnes grâces du maître. Trois Italiens, le Florentin Angelo Nardi, Eugenio Caxesi et Vicencio Carducho, étaient avant lui en possession de ce titre de peintre du roi qu'il venait d'obtenir, et sans le combattre ouvertement, ils ne se sentaient pas d'humeur à lui céder le pas. Sous couleur des intérêts du grand art dont ils se prétendaient les représentans, ils essayaient de le discréditer. Dans le livre que l'un d'eux fit paraître quelque temps après (1) et où l'on trouve la trace de tous les torts qu'il imputait à son nouveau confrère, Carducho parle avec dédain de ces artistes qui, « sans carton préalable, jettent à même leurs couleurs sur la toile et se contentent de peindre des natures mortes ou des portraits, productions d'un genre évidemment secondaire, et qu'on ne saurait comparer aux œuvres qui exigent de longues méditations, du style, et des qualités d'un ordre supérieur. » Bien qu'il se sentît visé directement par ces propos, Velazquez ne leur avait d'abord opposé que le silence. Mais un jour que le roi, ennuyé de ces insinuations, demandait à l'artiste si, comme on le prétendait, il n'était, en effet, capable de peindre que des portraits, celui-ci, sans s'émouvoir, répondit que

(1) V. Carducho, *Dialogues sur la Peinture*, 1633.

c'était là un très grand compliment que lui faisaient ses détracteurs et que, parmi eux, il n'en était pas un qui méritât un pareil éloge. Poussé à bout cependant et désireux de montrer qu'il pouvait mener à bien d'autres entreprises, il accepta en 1627 le défi qui lui était proposé de peindre, en même temps que ses rivaux et dans les mêmes dimensions, une scène quelconque dont le sujet leur serait donné. Une commission fut chargée de juger le concours et le roi choisit pour sujet l'*Expulsion des Morisques à Valence*, en 1609 (1). Malgré sa rigueur, la mesure prise à cette date par Philippe III, à l'instigation du clergé qui la réclamait depuis longtemps, avait rencontré les sympathies d'une population fanatique et désireuse de voir disparaître, avec ceux qui en étaient les victimes, les derniers témoignages vivans d'une occupation longue et humiliante. Les Italiens, qui avaient probablement suggéré le choix de cet épisode, pensaient embarrasser Velazquez, puisqu'il ne pourrait, en le traitant, se servir de la nature, ainsi qu'il faisait d'ordinaire, les personnages qui devaient y figurer étant à cette époque tous morts ou dispersés. Le jury cependant donna la préférence à son tableau qui fut aussitôt exposé avec les chefs-d'œuvre de Titien et de Rubens, dans une des salles du palais où il périt sans doute lors de l'incendie de 1734, sans qu'on en ait conservé ni une esquisse, ni une copie. Le peu que nous en savons nous est fourni par une description de Palomino (2). Au centre de la composition, le roi, vêtu de blanc, indiquait de son bâton de commandement la mer vers laquelle, sous bonne escorte, étaient dirigés les Maures dont on voyait, au fond, l'embarquement; une femme symbolisant l'Espagne, — la seule figure allégorique que l'artiste ait jamais peinte, — était assise sur un trône, en costume antique, tenant dans ses mains un bouclier, un glaive et des épis.

Le calcul des ennemis de Velazquez avait donc tourné à leur confusion, et tandis que sa situation à la cour grandissait de plus en plus, ses concurrens allaient bientôt s'apercevoir, à leurs propres dépens, de la disgrâce qu'ils avaient encourue. Il est vrai que les accroissemens successifs apportés à la position de Velazquez étaient presque uniquement honorifiques et que ses augmentations de solde demeuraient le plus souvent à l'état théorique, car, grâce aux guerres et au luxe de la cour, — les livrées seules étaient portées au budget pour une dépense annuelle de 130000 ducats, — les embarras financiers de l'Espagne allaient toujours empirant.

(1) Les Morisques, on le sait, étaient les descendans des anciennes familles arabes qui pour demeurer jusque-là en Espagne avaient accepté le baptême.

(2) *Museo Pictorico*, II, 1724.

Aussi la garde royale n'était-elle pas payée depuis trois ans et, en plein hiver, les fournisseurs se refusant à livrer du bois, sinon contre argent comptant, les dames de la cour gelaient dans leurs chambres. Tous les fonctionnaires, au lieu de toucher l'intégralité de leur traitement, devaient se résigner à des transactions pour obtenir quelque argent sur l'arriéré de leur solde. Discret, modéré dans ses désirs, Velazquez gardait le silence tant que la pénurie n'était pas trop forte dans son petit ménage; mais il fallait bien de temps à autre réclamer quelque argent pour subvenir à son entretien.

L'année qui suivit l'exécution du tableau des *Morisques*, Rubens, chargé d'une mission diplomatique, arrivait à Madrid où il allait faire un séjour d'environ huit mois. Dans les vingt-cinq ans qui s'étaient écoulés depuis son premier voyage en Espagne, sa situation avait bien changé. Il n'était alors qu'un très petit personnage, accompagnant, comme un simple courrier d'ambassade, les présens envoyés par son maître, le duc de Gonzague, à Philippe III et au duc de Lerme. Maintenant, à l'apogée de sa gloire, il frayait avec les princes et les souverains de l'Europe. Sans doute, il avait eu quelque peine à vaincre les jalousies que sa venue excitait parmi les diplomates de carrière, et les préventions mêmes du roi. Mais son talent venant en aide à son savoir-vivre, il avait peu à peu triomphé de ces difficultés et gagné la confiance de Philippe IV. Actif comme il l'était, il ne se sentait pas en peine de bien employer les loisirs auxquels le condamnait le train d'une négociation qui avec une cour formaliste traînait forcément en longueur. Outre le portrait équestre du roi et plusieurs portraits en pied ou en buste de Philippe IV, de la reine, des infantes et d'autres grands personnages, il avait entrepris d'après les chefs-d'œuvre de Titien qui se trouvaient à Madrid de nombreuses copies dont il ne voulut jamais se dessaisir. Le prince prenait plaisir à voir la facilité et la prestesse merveilleuses avec lesquelles il s'acquittait de cette tâche.

Dès l'arrivée de Rubens, Velazquez, sur l'ordre du roi, s'était mis à la disposition du peintre diplomate pour lui faire les honneurs des collections et des résidences royales. Ils avaient ensemble visité l'Escurial, et Pacheco nous apprend que, par sa modestie et sa bonne grâce, son gendre avait su gagner l'affection du grand peintre qui manifestait une vive admiration pour les œuvres de son jeune ami, et le proclamait un des artistes les plus distingués de cette époque. La générosité de son caractère plaçait Velazquez au-dessus de tout sentiment de jalousie envers son célèbre confrère; mais il devait également conserver vis-à-

vis de lui toute son indépendance d'artiste, et, quoi qu'en aient pensé certains critiques, nous croyons avec M. Justi qu'il serait difficile de découvrir une trace quelconque de l'influence que cette visite de Rubens aurait exercée sur le développement de son talent. Le tableau des *Buveurs* (*Los Borrachos*), qu'il peignit en 1629 et qu'on invoque à cet égard, nous paraît, au contraire, un témoignage décisif contre une pareille assertion. Il est vrai qu'en dépit d'un effet de soleil très franc, les contrastes du clair-obscur y sont un peu moins accusés que dans l'*Adoration des Mages* de 1619; mais cette tendance vers une clarté croissante, nous aurions pu déjà la signaler dans le portrait de Philippe IV dont nous avons parlé plus haut, et ainsi que Rubens le fit lui-même, Velazquez devait toute sa vie la manifester dans son œuvre. L'exécution du tableau des *Buveurs* et la façon même dont il l'a conçu attestent, en revanche, une entière originalité.

On connaît la composition de cet épisode pour lequel il eût été si facile à l'artiste de se conformer aux interprétations que les maîtres de la Renaissance avaient déjà données de l'antiquité. A Madrid même, les *Bacchanales* de Titien qu'il avait sous les yeux lui auraient fourni des modèles. Mais sans s'inquiéter des traditions et en répudiant les réminiscences de la mythologie elle-même, qui pourtant lui avait fourni son sujet, Velazquez ne voulut chercher que dans la nature les élémens de son œuvre. Au lieu d'un décor païen, au lieu de figures empruntées à la statuaire antique, c'est en Espagne qu'il avait placé la scène et c'est parmi ses compatriotes qu'il avait cherché ses modèles. Tout au plus s'est-il contenté de déshabiller à moitié Bacchus assis sur un tonneau et à côté de lui un de ses compagnons tenant en main une coupe pleine. Les cinq autres personnages qui occupent toute la droite du tableau et le soudard agenouillé aux pieds du dieu qui vient de l'admettre parmi la joyeuse confrérie, portent des costumes et ont des types franchement espagnols. Sous ce ciel de plomb, ces coteaux où mûrit un vin généreux, ces pampres dont les pousses vigoureuses tordent capricieusement leurs vrilles, ces visages tannés, ces fronts reluisans, ces yeux allumés, ces rires à pleine bouche, tout cet ensemble de physionomies caractéristiques, ces harmonies puissantes et austères, le peintre les avait trouvés autour de lui. Formes et couleurs sont à la fois très locales et très expressives, et sur cette terre privilégiée de la littérature picaresque, il n'avait eu que l'embarras de choisir, parmi les vagabonds des grandes routes ou des rues, ceux qui s'accordaient le mieux à son dessein, pour les grouper en plein soleil, célébrant chacun à sa façon le dieu du vin. Pour un

moment ils ont oublié leur rude et aventureuse existence. Les uns ont des mines attendries, extatiques; les autres s'épanouissent ou rient à leurs coupes remplies de la liqueur vermeille. Nous n'avons pas ici affaire à cette ivresse lourde, épaisse et fumeuse des ivrognes de nos pays du Nord : l'ivrognerie est chose inconnue en Espagne. Mais quand l'occasion s'en présente pour ces déshérités de la vie, ils trouvent au fond de leurs verres cette gaieté communicative qui délie les langues, donne aux regards une étincelle furtive et verse dans les âmes, avec l'oubli des épreuves passées, l'insouciance de l'avenir, ce bonheur et cette richesse suprêmes des misérables. Tout cela est clairement et fortement exprimé par des pantomimes vraies, par des attitudes éloquentes, par la vivacité même de cette exécution déjà si sûre d'elle-même et si personnelle, et tout cela procède d'une poétique absolument nouvelle. Plus d'allégories; plus de nymphes, ni de Silènes; plus de traces de conventions traditionnelles; la nature seule, avec ses exubérances et ses rudesses. Au lieu de se mettre, comme tant d'autres, en quête de documens, et de chercher dans les traductions de seconde main ces figures banales consacrées par un trop long usage, Velazquez, vraiment classique à le bien prendre, puise directement à la source de toute poésie où s'étaient abreuvés les anciens eux-mêmes.

S'il n'est guère possible de découvrir la trace de l'influence de Rubens dans les *Buveurs*, on croit du moins que ses conseils et ses récits éveillèrent chez Velazquez un vif désir de parcourir cette Italie dont Pacheco lui avait déjà tant vanté les merveilles. Il comprenait que la vue des œuvres du passé, aussi bien que les beautés de cette riche nature, ne pouvait qu'élever son esprit et agrandir pour lui les horizons de son art. Peut-être même Rubens avait-il parlé de ce projet à Philippe IV. En tout cas, le roi, qui avait témoigné à l'artiste tout son contentement du tableau des *Borrachos*, consentit au voyage et une certaine somme lui fut même allouée comme frais de route. Profitant du départ d'Ambroise Spinola, alors dans tout l'éclat de sa gloire militaire, et qui regagnait à ce moment l'Italie, Velazquez s'était embarqué à Barcelone, le 12 août 1629, et, dix jours après, il abordait à Gênes. Mais par ce que Rubens lui en avait dit et par ce qu'il en savait lui-même, c'était Venise qu'il avait hâte de visiter. Entre tous les artistes qu'il pouvait y étudier, Tintoret avec sa verve un peu rude et sa robuste simplicité y devint le principal objet de son admiration. Aussi, en dépit des défiances qu'excitait son séjour dans cette ville où les Espagnols étaient alors assez mal vus et où on le soupçonnait lui-même d'espionnage, il avait copié plusieurs des com-

positions les plus importantes du maître vénitien, notamment l'*Érection de la croix*.

A Rome, où il se rendit ensuite, les grands aspects et les ruines de la Ville éternelle l'avaient séduit plus encore que les chefs-d'œuvre du passé, car il n'était pas homme à vivre longtemps de la pensée des autres, et la nature lui proposait des sujets mieux faits pour l'inspirer. Les jardins de la villa Médicis et le magnifique spectacle qui se déroule du haut du Pincio l'attirèrent de préférence. C'était là pour lui un lieu de prédilection et, sur le désir qu'il en avait exprimé, le comte de Monterey, ambassadeur d'Espagne, avait sollicité pour lui du duc Ferdinand de Médicis la faveur qui lui fut accordée d'habiter le palais, qui appartenait alors à ce prince. Deux études du musée du Prado, évidemment faites d'après nature, nous offrent un précieux souvenir des deux mois qu'il habita la villa Médicis. Les motifs en sont des plus simples. L'une d'elles représente une allée du jardin avec un portique percé de trois ouvertures à travers lesquelles on découvre quelques maisons à demi cachées dans des arbres d'un vert bleuâtre. Au milieu de l'arcade centrale est placée une statue antique d'Ariane étendue sur un lit. Sur le terrain et sur les parois du portique, des arbres projettent leurs ombres transparentes et l'artiste a exprimé avec une sincérité charmante le jeu de ces ombres mobiles, qui semblent trembler sous nos yeux. L'autre motif, quoique plus simple encore, est cependant plus heureux. Au-dessus d'une bâtisse ornée de pilastres et de niches et surmontée d'une terrasse, de vieux cyprès élèvent dans un ciel clair leurs masses d'un vert olivâtre. Des planches disjointes garnissent les portes d'une espèce de hangar pratiqué dans la muraille, et au centre une femme étend sur la balustrade quelques nippes pour les sécher. Avec cette mince donnée, Velazquez a peint un petit chef-d'œuvre. Les blancs nuancés de la muraille, discrètement égayés çà et là par les tons roses de la brique, les deux colonnes bleuâtres, et les gris variés des planches et du terrain s'opposent franchement au velours intense des cyprès et composent une harmonie exquise. La touche large et facile est d'une souplesse merveilleuse; tour à tour légère ou appuyée, elle a, quand il le faut, des accens d'une précision singulière. Telle qu'elle est, cette petite toile à peine couverte et dont la trame, par places, est restée apparente, suffirait à prouver le peu qu'il faut à un grand artiste pour nous intéresser, en nous montrant ce que les réalités les plus humbles peuvent contenir de poésie.

Sur les hauteurs du Pincio, plus d'une fois Velazquez avait dû rencontrer un autre étranger vivant comme lui un peu à l'écart,

épris comme lui de cette nature italienne, à laquelle il ne put jamais s'arracher. Notre Poussin logeait, en effet, à quelques pas de là, et il est permis de se demander, avec M. Justi, si ces deux hommes de tempéramens bien dissemblables, il est vrai, mais si bien faits pour s'entendre, ne se sont point connus. D'après une indication empruntée à Sandrart, Velazquez aurait acheté à son confrère son tableau de la *Peste*, pour le compte du roi d'Espagne; mais sans qu'on en sache le motif, la plupart des acquisitions signalées par l'écrivain allemand ne furent point livrées, et nous manquons tout à fait de renseignemens sur les rapports qui ont pu exister entre les deux artistes.

Quoi qu'il en soit, à la suite d'un accès de fièvre, Velazquez avait été forcé de quitter la villa Médicis pour se rapprocher du palais de l'ambassadeur qui, jusqu'à son entier rétablissement, fit donner à son compatriote les soins les plus attentifs. Son séjour à Rome s'étant prolongé davantage, le peintre avait pensé à exécuter pour Philippe IV un pendant à ce tableau des *Buveurs* que le roi avait accueilli avec une satisfaction si marquée. Il arrêta son choix sur un épisode mythologique, et peut-être le désir de faire ses preuves vis-à-vis des artistes de Rome et de montrer qu'à l'occasion il était aussi capable qu'aucun d'eux de peindre le nu, avait-il décidé de ce choix. Mais si nous n'étions pas renseignés à cet égard, il nous serait à peu près impossible de reconnaître le sujet de cet épisode, car, jusque-là, il n'avait jamais été représenté et la façon dont Velazquez l'a conçu est absolument faite pour nous dérouter. On s'imaginerait difficilement, en effet, qu'il s'agit ici du dieu du Soleil informant le dieu des Enfers de ses infortunes conjugales. Ce forgeron aux traits vulgaires qui lance sur son interlocuteur des regards courroucés et ces ouvriers qui, d'un air narquois, écoutent le récit des mésaventures de leur patron, n'ont assurément rien à voir ni avec Vulcain, ni avec les Cyclopes. Ce sont de braves Espagnols surpris en plein travail, dans leur atelier, par l'apparition d'un visiteur inattendu et qui interrompent un moment leur tâche accoutumée. Comme pour les *Borrachos*, Velazquez ne s'est inspiré que de la nature et, si l'on ne savait qu'il a peint cet ouvrage en Italie, on croirait à voir les types mêmes de ses modèles et le cadre familier où il les a placés, qu'il l'a exécuté dans sa patrie (1). On n'y découvre d'ailleurs aucune réminiscence des œuvres avec lesquelles il vient de vivre et qui ont dû le frapper; la composition, au contraire, est absolument personnelle. La seule transformation qui se soit opérée dans

(1) C'est une tradition qu'il aurait fait poser pour ce tableau des gens faisant partie de la maison de l'ambassadeur d'Espagne.

le talent de l'artiste, c'est qu'avec plus d'ampleur et des oppositions moins tranchées, il obtient un modelé plus souple et tout aussi puissant. Ses ombres, en effet, sont devenues plus transparentes et plus lisibles, et dans une gamme très austère, l'harmonie a autant de richesse que de distinction. Pour les accessoires, avec une sobriété toujours croissante, l'habileté est plus accomplie; les corps, les draperies, les enclumes, les marteaux, les armures, tout, jusqu'au petit vase posé sur la cheminée, est exécuté avec autant de largeur que de perfection. On oublie, tant le regard est ravi, les vulgarités de la composition; et, si le tableau n'est pas d'un lettré, il procède certainement d'un esprit très original et révèle un maître.

Malgré ses qualités d'expression, nous ne ferons que mentionner brièvement un autre ouvrage peint à la même époque : *Jacob recevant la tunique sanglante de Joseph*, placé aujourd'hui dans la salle du chapitre de l'Escurial. Les mêmes modèles ont servi pour les deux tableaux et le parti comme l'exécution y sont identiques. Malheureusement la peinture a souffert des injures du temps et peut-être plus encore des restaurations maladroites. Mais qu'il s'agisse de la Bible ou de la Fable, Velazquez, on le voit, conserve la même indépendance. Sans se préoccuper de ce qu'ont fait les autres, il veut se figurer lui-même son sujet. Il ne s'inspire donc que de la nature; mais de la nature vue avec les yeux d'un observateur pénétrant et d'un artiste.

IV

Après un court séjour à Naples où il était allé faire pour Philippe IV le portrait de la reine Marie de Hongrie, Velazquez s'était probablement embarqué dans cette ville et il était rentré au commencement de 1631 à Madrid où le roi et le duc d'Olivarès lui firent le meilleur accueil. Les années qui suivirent furent particulièrement fécondes. Le peintre était alors en pleine possession de sa maîtrise, et les critiques qui se sont occupés de lui s'accordent pour désigner cette date de 1631 comme inaugurant la seconde des trois manières successives qu'ils lui attribuent. Cette désignation est, à notre avis, un peu arbitraire. S'il est des artistes qui, à raison de certaines influences, ont été amenés à modifier leur façon de peindre et qui présentent ainsi, à diverses époques de leur carrière, des tendances ou des modes d'expression dont les différences sont plus ou moins nettement caractérisées, il n'en va pas ainsi avec un talent comme celui de Velazquez. Dès ses débuts, il avait trouvé dans l'étude directe de la nature le secret de

son originalité. Ses idées, comme sa manière d'exécuter, ont pu changer avec l'âge; mais ces changemens, au lieu d'être brusques et tranchés, se sont opérés par degrés insensibles. Il nous paraît donc difficile de dire où commence et où finit chacune de ces prétendues manières. Sans doute, avec le temps, il a gagné plus d'ampleur et, avec des moyens plus simples, il a obtenu des effets plus puissans. Mais ce n'est là qu'une de ces évolutions logiques qu'on peut observer chez presque tous les grands artistes. Mieux que la plupart d'entre eux, au contraire, Velazquez est resté fidèle au programme qu'il s'était tracé. De bonne heure en possession d'une technique et d'une méthode excellentes, il a cherché jusqu'au bout à les perfectionner.

Bien plus que l'étude des œuvres de ses prédécesseurs, la situation officielle de Velazquez a pu influer sur le développement de son talent. L'artiste, on ne l'a pas assez remarqué, n'avait pas de public. Il ne travaillait que pour le roi; c'est au roi seul qu'il devait plaire et il faut admirer qu'ayant ce seul juge, il ait toujours progressé, cherchant avant tout à se satisfaire lui-même. A la longue cependant les conditions mêmes de sa charge devaient agir sur la nature de ses productions. Comme peintre du roi, le portrait constituait, à vrai dire, sa principale occupation; mais il lui fallait compter avec la vie oisive et toujours tiraillée de Philippe IV. Les courtes séances que celui-ci lui accordait étaient prises à la dérobée sur des journées très disputées, entre un conseil ou une réception, une partie de chasse ou une cérémonie religieuse. De là pour Velazquez la nécessité de faire vite. Ce travail sous l'œil d'un maître impatient impliquait aussi l'obligation de pouvoir, à tout moment, lui montrer un résultat présentable, agréable même s'il se pouvait. Quelle qu'eût été leur facilité, peu d'artistes se seraient accommodés de ces hâtes et de cette gêne auxquelles le peintre se prêtait de bonne grâce. Il savait sur l'heure se rendre compte de ce qu'on attendait de lui et dans le peu d'instans dont il disposait il était prompt à démêler les traits caractéristiques d'un visage et à les reproduire. Les états très divers d'achèvement où il lui a fallu abandonner ses œuvres nous permettent de saisir en quelque sorte sur le vif sa façon de procéder, d'admirer l'étonnante pénétration de son regard, la justesse et la docilité de sa main. Composition, dessin et couleur, tout y paraît mené d'ensemble. En quelques touches, les constructions se dessinent irréprochables dans leur aplomb et les ressemblances s'accusent, criant, même de loin, le nom de leurs modèles. Toutes choses étant ainsi établies, le travail poussé plus en avant, loin d'amoindrir cette impression première, ne fera que la confirmer. Ce n'est pas,

qu'on le croie bien, un mince mérite que cette exactitude absolue des mises en place pour un peintre auquel était refusé le bénéfice des croquis et des préparations. Évidemment, avant de s'installer à son chevalet, il avait beaucoup pensé à sa tâche; il était fixé sur la marche à suivre, sur les moyens à employer en vue de la fin la plus expéditive et la meilleure. Aussi, pour qui sait voir, quelle décision, quelle intelligence, quelle concentration de la volonté supposent ces œuvres qui semblent faites si librement, comme en se jouant! Que de difficultés cependant, que de problèmes abordés de front pour régler, comme il le fait, l'éclairage du modèle, et son attitude; pour arrêter la silhouette, le choix du mouvement et l'expression de la figure! Tout procède chez lui d'un art accompli, mais qui se dissimule avec soin et donne l'illusion de la réalité pure.

C'est donc avec raison qu'on a parlé de la facilité de Velazquez, et une telle réunion des plus rares qualités suppose évidemment les dons les plus heureux. Mais il faut ajouter que l'artiste les a fécondés par un effort continu. Il a toujours eu pour lui-même les exigences les plus sévères. Sans jamais céder à la virtuosité, il se surveille, se reprend et se corrige toutes les fois qu'il se trouve en faute ou qu'il pense améliorer son œuvre. Ses nombreux portraits du roi nous en fourniraient au besoin la preuve, par les traces de repentirs qui y sont restées visibles; mais peut-être le portrait en pied de Ferdinand, le frère de Philippe IV, est-il plus intéressant encore à étudier à cet égard. Né à l'Escurial le 26 mai 1609, le prince avait été, dès l'âge de quatorze ans, nommé cardinal, sans qu'il eût la moindre vocation pour la carrière ecclésiastique. Quand plus tard, sur les instances de la princesse Claire-Eugénie, sa tante, il fut chargé de la seconder dans le gouvernement des Flandres, il avait de nouveau prié son frère « de le dispenser de son habit de cardinal, car il se croyait fait pour la guerre. » En 1633, il quittait l'Espagne pour n'y plus revenir; mais c'est vers 1628 que Velazquez, avant son départ pour l'Italie, avait peint de lui un portrait, qu'il remania notablement plus tard. La ressemblance avec Philippe IV est frappante; l'ovale du visage est seulement plus allongé. Mais la physionomie respire l'intelligence et la bonté; il devait, en effet, révéler dans son gouvernement les qualités d'un habile administrateur et tous ceux qui l'approchèrent parlent avec les plus grands éloges de son affabilité et du charme de sa personne. Il garda jusqu'à la fin de sa vie un goût très vif pour les exercices du corps et il se rappelait toujours avec plaisir les parties de chasse, parfois très périlleuses, auxquelles, pendant sa jeunesse, il avait pris part avec son frère dans les cam-

pagnes voisines de l'Escurial. Aussi plus tard, vers 1635, au moment où Philippe IV songeait à orner de tableaux cynégétiques les salles du petit château de *Torre de la Parada*, Velazquez, tout en conservant le visage du portrait exécuté quelques années auparavant, n'hésita pas à repeindre les vêtemens, le paysage et le chien placé à côté du chasseur ; la facture en est, en effet, plus souple et plus magistrale. Aux traces que l'on découvre de la peinture primitive, il est facile de reconnaître que la tête a été aussi plus dégagée des épaules, le col aminci, le manteau diminué par places et amplifié sur d'autres points, et l'une des jambes rejetée un peu en arrière. En même temps que l'aplomb de la figure est ainsi mieux accusé, la tournure générale a gagné comme élégance et comme vérité de mouvement. Le ciel gris foncé semé de quelques éclaircies et le bleu savoureux des fonds accompagnent merveilleusement les bruns du costume. L'ensemble est lumineux, d'une grande sobriété et d'une tenue superbe, et en dépit de la simplicité extrême de l'accoutrement, ce grand garçon svelte et bien pris a tout à fait grand air. Auprès de lui, son lévrier favori, avec sa physionomie placide, est, comme peinture, une merveille d'exécution, et le profil sévère de la montagne, — il rappelle celui du Guadarrama qui domine l'Escurial, — achève de localiser cette peinture vraiment typique qui caractérise avec des traits si exacts une contrée, une race, et une époque très particulières.

On se tromperait étrangement d'ailleurs si, à raison de l'extrême liberté de cette peinture, on n'y voyait qu'une copie littérale de la réalité. Derrière la main qui exécute on sent toujours la pensée qui la guide. Mais d'autres œuvres de Velazquez nous feront encore mieux apprécier la double distinction de son esprit et de son talent. Attentif à tout ce qui pouvait honorer son maître, il n'a pas cessé de varier non seulement l'ordonnance de ses portraits, mais les milieux très divers dans lesquels il le place, comme s'il avait à cœur de fixer d'une manière précise les aspects sous lesquels celui-ci devait se montrer à la postérité. Entre toutes les effigies qui conviennent à un souverain, la statue équestre est la plus magnifique, celle qui prête le mieux à une sorte de glorification de sa personne. Soucieux comme il l'était de maintenir son crédit par ses flatteries, Olivarès avait songé à élever à Philippe IV un de ces monumens, consécration visible du titre de *grand* qu'il lui décernait dans tous les actes publics. La commande en avait été faite au Florentin Pietro Tacca et c'est sans doute à cette occasion que, vers 1635, Velazquez peignit le grand portrait dont il exécuta également une réduction destinée

à être envoyée au sculpteur pour lui servir de modèle. Dans le tableau du Prado, — n° 1066, — le roi est représenté de profil, le bâton de commandement à la main, à cheval sur une de ces grosses et massives montures fort à la mode en Espagne à cette époque. Coiffé d'un chapeau à plumes, il porte une cuirasse d'acier bruni garnie de clous dorés et une culotte brune. Autour de son corps est passée une écharpe d'un rose vineux, dont les extrémités d'un pourpre plus vif sont bordées d'une frange d'or et flottent librement au vent. Derrière lui s'étendent les vastes perspectives d'un paysage largement ouvert, avec un cours d'eau qui serpente à travers des plaines boisées et des montagnes. Au lieu des colorations conventionnelles des fonds et de la pose un peu théâtrale que Titien donnait à Charles-Quint dans son célèbre portrait équestre de cet empereur, Velazquez s'arrête ici à un parti plus réel et il adopte pour son cavalier une attitude d'une vérité absolue. La louange n'en était que plus délicate, car Philippe IV était un des meilleurs écuyers de son royaume. En dépit de la complication du problème, ce qui domine dans cette œuvre, c'est la grâce et la noble simplicité de cette figure si bien en selle. La monture, loin d'absorber l'attention, ne sert qu'à mieux mettre en relief l'aisance et la belle tenue du roi. Pour avoir su donner à sa composition une silhouette à la fois si juste et si sculpturale, il fallait à l'artiste une connaissance parfaite des proportions et des allures du cheval, et cette connaissance, il l'avait évidemment acquise de bonne heure, puisque dès son arrivée à Madrid, il avait été capable d'exécuter ce premier portrait équestre, aujourd'hui disparu, dont le succès avait décidé de sa carrière. Mais depuis qu'il était à la cour, Velazquez n'avait pas cessé d'accroître son habileté à cet égard, grâce à son esprit d'observation et probablement aussi grâce à sa pratique personnelle du cheval. En même temps que la disposition des lignes et des masses assure à la silhouette du personnage toute son importance, les colorations, elles aussi, sont combinées de telle sorte que, malgré les grandes dimensions de la toile, le regard se reporte naturellement vers la figure. Bien que très modérés, les tons gris, verts ou bleuâtres du ciel et du paysage soutiennent heureusement les carnations et en font ressortir la fraîcheur. Sans recourir aux contrastes forcés usités par ses devanciers et dont ses premières œuvres elles-mêmes n'étaient point exemptes, le maître aborde résolument ici le redoutable problème du plein air. Les oppositions mieux réparties des nuances assurent un ressort suffisant à sa peinture et avec des contours plus enveloppés, les localités toujours respectées maintiennent l'équilibre. Enfin le jeu des verts et des roses qui

dominent dans le tableau compose une harmonie aussi franche que distinguée.

Le portrait équestre d'Olivarès a, sinon plus de style, du moins plus de mouvement; la peinture en est plus magistrale et l'effet plus saisissant. Aussi, contrairement à l'opinion de M. Justi, serions-nous disposé à le croire un peu postérieur. Avec sa crinière abondante et son encolure ramassée, le cheval, vu de biais, se présente en raccourci, ce qui ajoute au pittoresque. Tout frémissant, arc-bouté sur ses pieds de derrière, ce cheval donne bien l'idée de ces coursiers andalous, véritables bêtes de combat, car enivrés par l'odeur de la poudre, on les voyait s'exciter encore au bruit et au tumulte de l'action. Quant au cavalier, revêtu d'une cuirasse, portant le bâton de commandement, calme mais résolu, il tourne à demi vers le spectateur son visage énergique à la moustache épaisse, aux crocs fièrement retroussés. Au loin, des tourbillons de fumée s'élèvent au-dessus d'une ville incendiée et se mêlent aux lueurs d'une vive canonnade. Des troupes s'ébranlent et çà et là des cadavres jonchent le sol. On jurerait un général d'armée qui donne ses derniers ordres à ses soldats et leur indique du geste le point décisif qu'il s'agit d'emporter. L'image cependant est menteuse, et si, durant les longues années de la triste administration d'Olivarès, l'Espagne n'a pas connu la paix, du moins le ministre de Philippe IV n'a jamais paru en personne sur un champ de bataille. Désireux de passer à la postérité sous cette apparence martiale, il a probablement commandé à son protégé cette œuvre trompeuse que celui-ci, pour honorer son Mécène, a peinte avec une fougue et une crânerie surprenantes. Là aussi le visage, s'enlevant sur un ciel bleu verdâtre, attire tout d'abord l'attention. Seul le regard interrogateur et soupçonneux jure avec l'animation de la figure, avec la mâle expression des traits, et, en dépitde cette mise en scène complaisante,témoigne de la sincérité involontaire de l'artiste.

En revanche, Velazquez n'avait pas à se guinder pour un autre portrait équestre, celui de l'infant don Balthazar, qu'il exécuta vers 1635. C'était là un sujet bien fait pour son talent et qui lui a inspiré un de ses meilleurs ouvrages. On ne saurait oublier, quand on l'a vu, ce bambin de six ans, vêtu d'un riche costume vert brodé d'or, emporté par le galop du gros cheval brun sur lequel il est juché. Ainsi pomponné, le visage ombragé par un large chapeau noir à plumes, l'enfant est bien en selle; on dirait déjà un cavalier accompli, et de fait, en Espagne, ces fils de roi étaient, dès le plus jeune âge, rompus à l'équitation. Un proverbe andalou nous apprend qu'à peine sortis du berceau, on les

mettait à cheval, et deux petits tableaux peints aussi par Velazquez (collections du marquis de Westminster et de sir Richard Wallace) nous montrent ce même petit prince au manège, prenant sa leçon sous les yeux de ses parens et la surveillance d'Olivarès, son grand écuyer. Sérieux, impassible, le regard assuré, le gamin s'élance à travers l'espace. Les extrémités de son écharpe rose flottent au vent et il porte lui aussi le bâton de commandement. Ces campagnes vers lesquelles il dévale, ce grand pays ouvert, avec ses plaines semées d'arbres et ses montagnes couvertes de neige, tout cela doit être un jour à lui. Où qu'il aille il est le maître, et son petit visage respire déjà un air d'autorité. L'atmosphère est tiède et le ciel, d'un bleu profond, s'égaie de quelques nuages blancs; il semble que l'avenir sourie au royal enfant, tant cette image est lumineuse, animée et charmante. Vers la même époque, dans un autre portrait du Prado, Velazquez a représenté don Balthazar encore plein de vie et de santé, tenant en main un fusil de chasse et flanqué de ses chiens favoris, l'un gros, épais, somnolent, l'autre une fine levrette, à l'air éveillé, tous deux peints d'une manière expéditive, mais avec cette sûreté de touche qui n'appartient qu'au maître. D'année en année, d'autres portraits suivront encore, dont plusieurs sont destinés à être envoyés à des cours voisines, car on songera de bonne heure à marier ce rejeton d'une souche qui semblait épuisée. A peine âgé de dix-sept ans, il était déjà fiancé à l'archiduchesse d'Autriche, sa cousine, quand tout à coup une fièvre pernicieuse contractée à Saragosse l'enleva dans l'espace de huit jours. Moins d'une heure après sa mort, Philippe IV, habitué qu'il est à refouler l'expression des sentimens les plus naturels, reprenant la plume que l'émotion faisait tomber des mains de son secrétaire, annonce au marquis de Leganes la perte qu'il vient de faire. Après lui avoir parlé de sa soumission à la volonté divine, il recouvre aussitôt le sentiment de son devoir de roi pour lui transmettre ses ordres, car « ses sujets étant désormais ses seuls enfans, il entend se consacrer entièrement à leur service. » Mais avec les habitudes que peu à peu il s'était faites, le train de la cour, bien plus encore que le soin de son royaume, allait bien vite le reprendre et apporter une diversion à son chagrin.

ÉMILE MICHEL.

A PROPOS

D'ALLIANCE RUSSE[1]

On ne saurait se plaindre que l'alliance de la Russie et de la France soit stérile. Elle nous vaut un livre de Tolstoï. En voici le début :

« Parce qu'il y a deux ans une escadre française vint à Cronstadt et que ses officiers, descendus à terre, burent et mangèrent beaucoup, tout en écoutant et en prononçant des paroles mensongères et sottes, et parce que, en 1893, une escadre russe à son tour se présente à Toulon, et que ses officiers, venus à Paris, burent et mangèrent beaucoup, tout en écoutant et en prononçant des paroles encore plus mensongères et sottes, pour cette double raison voici ce qui arrive : non seulement les gens qui avaient bu, mangé et discouru, mais encore tous ceux qui avaient été présens à ces fêtes, tous ceux même qui n'y avaient pas été, mais en avaient entendu parler, ou en avaient lu des comptes rendus, des millions de Russes et de Français, en un mot, se prirent à penser tout à coup qu'ils s'aimaient d'une affection toute particulière, que tous les Russes adoraient tous les Français et que tous les Français adoraient tous les Russes. »

La « sottise » est la duperie de ces manifestations ; car les Français sont indifférens aux Russes, comme les Russes aux Français. Le « mensonge » est la promesse de paix faite au monde durant ces fêtes, car elles préparent la guerre : Tolstoï, par une belle expression, y sent et y dénonce « je ne sais quel amour qui hait ».

(1) *L'esprit chrétien et le patriotisme*, par le comte Léon Tolstoï. 1 vol. in-12, Perrin.

Cet amour qui hait est le patriotisme : sa logique conduira les deux peuples à la rupture avec l'Allemagne.

« Et de nouveau les hommes s'endurciront, se mettront en fureur, deviendront semblables à des bêtes, et l'amour diminuera durant la paix, et la *christianisation* des peuples, qui déjà nous gagnait, sera retardée de nouveau de plusieurs dizaines, de plusieurs centaines d'années. »

A l'amplitude de ce regard jeté sur l'avenir, vous pressentez que l'incident de Toulon et de Cronstadt est pour l'apôtre slave un prétexte, l'occasion au cheveu ténu de laquelle il va attacher un système de philosophie. Le titre de son œuvre indique d'ailleurs son but : montrer l'antinomie de l'esprit patriotique et de l'esprit chrétien. Le patriotisme est, selon Tolstoï, une orgueilleuse préférence qui pousse un peuple à poursuivre sans scrupule, au détriment de tous les autres, tous les avantages dont son caprice a flatté son envie. Le patriotisme est un legs de la société antique. Chaque nation païenne se croyait supérieure à toutes les autres, et, de par la protection de ses dieux indigènes, appelée à l'empire. Ses dieux, ses lois, ses besoins lui affirmaient sa propriété sur les terres, sur les femmes, sur les esclaves de ses voisins, sur ses voisins eux-mêmes. La guerre était pour un Romain le moyen légitime d'exercer sur les races inférieures sa souveraineté naturelle, et tous les droits qu'il pouvait prendre, son patriotisme consistait à s'en emparer.

Le christianisme a créé un ordre nouveau et tout contraire, en révélant aux hommes de toute race l'unité de leur origine et la noblesse égale d'une destinée immortelle. L'antiquité avait dit : « L'homme est un loup pour l'homme ; » l'Évangile a dit : « Que l'homme soit pour l'homme un frère ! » Depuis, se poursuit l'histoire de contradictions où, partagés entre leurs vieux instincts et leurs nouveaux devoirs, les hommes sont tantôt frères et tantôt loups. Mais au milieu même des violences quelque douceur, tombée de l'Évangile, dure, gagne, et grandit. Les droits de la force se sont peu à peu restreints. Le vainqueur depuis longtemps n'ose plus disperser les familles, ravir la liberté, prendre même la propriété du vaincu. Les luttes ne déplacent plus que les bornes des États et la prépondérance des peuples : elles respectent les droits essentiels de l'homme.

Ce changement, selon Tolstoï, doit détruire, a déjà détruit le patriotisme, c'est-à-dire le désir de la guerre. Depuis qu'il n'a plus à craindre pour soi, pour son foyer, pour son champ, chacun des hommes qui composent un peuple ne redoute plus l'étranger et par suite ne le hait plus. « La population laborieuse est trop

occupée par le soin d'assurer son existence, soin qui absorbe toute son attention, pour s'intéresser aux questions politiques qui sont au fond du patriotisme. » Ces querelles de frontières, ces conflits de prépondérance n'ont d'intérêt que pour une infime minorité d'hommes : les militaires avides de dotations ou d'avancement; les diplomates qui mêlent les cartes pour les forcer; les princes ambitieux d'agrandir leur domaine ou leur prestige; bref la poignée de parasites qu'on nomme les gouvernemens.

Mais la guerre, voulue par les gouvernemens seuls, ne peut être faite sans les peuples, qui ne la veulent pas, et nous sommes à une époque où partout les gouvernemens dépendent de l'opinion. Il faut donc qu'ils l'abusent et la corrompent. Ils ne disposent que de trop de forces pour y réussir, trop efficaces et trop nombreuses: l'église, l'école, la presse, les fonctionnaires. Par toutes ces bouches ils soufflent les fausses craintes, prêchent un faux honneur, propagent de fausses colères, font si bien que le simple s'imagine entendre la voix de la nation même, et y mêle sa propre voix. Et épuisant l'amertume de son cœur dans la rigueur de la sentence, Tolstoï conclut :

« Le patriotisme, sous sa forme la plus simple et la plus claire, n'est pas autre chose pour les gouvernans qu'une arme qui leur permet d'atteindre leurs buts ambitieux et égoïstes; pour les gouvernés, au contraire, c'est la perte de toute dignité humaine, de toute raison, de toute conscience, et la servile soumission aux puissans. Voilà le patriotisme partout où on le prêche. Le patriotisme c'est l'esclavage. »

Pour la vie de la société il doit donc périr, et, de fait il s'affaiblit chaque jour par la vie même de la société. Il est la dure enveloppe dans laquelle les familles humaines, comme de jeunes fruits, ont abrité leur formation, mais qui éclate par leur croissance, et tombe à leur maturité. Non seulement, malgré les efforts des gouvernemens, les haines meurent, mais les différences s'effacent entre les nations. Avec leurs rapports grandit leur ressemblance, et, des emprunts qu'elles se font sans cesse les unes aux autres, se forme un fonds commun et chaque jour plus étendu de lois et de mœurs. L'avenir est inévitable : elles ne pourront plus être ennemies, parce qu'elles auront cessé de se sentir distinctes. Elles se seront fondues en une société unique où la différence de race ne séparera pas plus les hommes que ne fait aujourd'hui la différence de teint, et alors, le patriotisme ayant perdu son sens, la paix perpétuelle aura commencé.

Cette paix appartiendra aux peuples qui seront soustraits à la domination des gouvernemens. « Car les peuples qui obéis-

sent aux gouvernemens ne peuvent être des peuples sages, puisque leur obéissance est un signe irrémédiable de folie. » Et cette folie durera autant que le patriotisme, puisqu'il enseigne « qu'il est beau et qu'il est nécessaire de reconnaître au-dessus de soi-même l'autorité des gouvernemens et de s'y soumettre; qu'il est beau et qu'il est nécessaire de faire son service militaire et de se soumettre à la discipline, de donner au gouvernement le fruit de ses épargnes, de se soumettre à la décision des tribunaux, et enfin de croire sans preuve ce que des personnages officiels nous donnent pour la vérité divine. » Toutes les réformes sont donc contenues dans une seule : supprimer les gouvernemens, et, à leur pouvoir, « qui nous lasse et nous torture », substituer « de nouvelles formes de vie qui répondent à notre conscience. »

Et la force capable d'accomplir cette délivrance est en chaque homme capable de délivrer lui-même la vérité captive en lui, et de dire sans crainte à ses frères ce qu'il sait être leur bien. Ici quelques pages d'un beau souffle sur la vertu de l'amour servi par le courage, sur l'impérieux devoir de l'apostolat et ses victoires. On sent à sa véhémence et à son audace que Tolstoï accomplit ce devoir par son livre, et qu'il aime, mais lui aussi de « je ne sais quel amour qui hait. » Il dénonce avec tendresse à ses frères tous les égoïsmes, toutes les fourberies, tous les crimes des gouvernemens, il supplie qu'on cesse « de respecter la puissance, de lui donner son travail et de lui obéir, à elle qui n'est fondée sur rien, que sur le patriotisme. » Après quoi, ne voyant plus d'institutions à détruire, et arrivé au moment d'exposer enfin ces « nouvelles formes de vie qui conviennent à la conscience », — il clôt son livre.

I

Les esprits les plus redoutables sont peut-être ceux qui, de quelques vérités qu'ils empruntent au fonds commun de la sagesse humaine et de quelques erreurs qu'ils tirent de leur propre fonds, ne faisant qu'une seule doctrine, nous exposent ainsi, soit à nous duper du faux par attrait pour l'évidence, soit à rejeter le certain par crainte du hasardeux, et nous contraignent à séparer, par un travail toujours pénible, l'ivraie et le bon grain qu'ils ont, — parlassent-ils comme Tolstoï au nom de l'Évangile, — jeté pêle-mêle dans les greniers.

Faisons ce travail : les idées en valent la peine; aussi l'homme; et dans aucune œuvre encore n'avait été si visible le vice qui donne à une intelligence si haute et si généreuse son irrémédiable insécurité.

Ce vice est l'habitude d'acquérir par l'imagination des certitudes, et d'appliquer la logique et l'observation non à éprouver mais à défendre des systèmes conçus sans elles : tel un mathématicien qui demanderait à son algèbre la preuve de ses songes. Tolstoï est un « voyant », et ce qui lui apparaît devient d'abord, comme il l'a dit lui-même, dans l'orgueil inconscient de son infaillibilité, « sa religion ». C'est seulement ensuite qu'il songe aux moyens de convaincre non lui-même, mais les autres. Alors, dans l'immensité des faits, ou des apparences, il va cherchant, non des témoins, mais des complices; les interroge avec la ruse d'un vieux procureur, appelle ceux qui lui conviennent ; n'en veut tirer que ce qui lui donne raison ; les ajuste, les mutile et les brise au besoin comme des matériaux qu'il taille à la mesure exacte de son dessein.

Cet état d'âme, et la forme de talent qu'il doit produire se déclarent assez dès le début du livre. M. de Vogüé s'est spirituellement plaint des trente pages qu'occupe dans *Guerre et Paix* une chasse à courre, et des trente-trois où s'embourbe, dans *Anna Karenine*, une chasse au marais. Avec la même minutie abondante, et cette fois goguenarde, Tolstoï détaille, en vingt-neuf pages, les pompes de Toulon et de Paris. Il est toujours l'homme qui fait des fresques avec des pinceaux à miniature. Mais tandis qu'en d'autres tableaux, il atteignait à la puissance par l'accumulation des petits traits, ici, où l'événement, le lieu, la durée, la foule, tout est grandeur, il ne donne que l'impression de la petitesse ; et là encore est son art. Il a sur l'avenir des peuples et sur leurs sentimens des certitudes que les faits semblent démentir, et il sait d'avance que les faits, s'ils le contredisent, ont tort. Il ne songe pas même à voir ce qu'il va juger, mais dans sa solitude de Toula, il lit, note, retient et raconte les détails qui lui prouvent que les choses se sont passées comme elles devaient.

Et quels indices lui deviennent des preuves! Les Compagnies de chemins de fer ont organisé des trains à prix réduits : donc les manifestations étaient organisées d'avance par le gouvernement. Un matelot russe s'est jeté à la mer ayant fait vœu de faire à la nage le tour de son navire en l'honneur de la France : donc les manœuvres du gouvernement ont répandu une épidémie de folie, et si forte qu'elle pouvait conduire aux actes les plus coupables. Un journaliste, qui le tenait d'un Russe, qui le tenait d'un Français, n'a-t-il pas écrit : « On trouverait difficilement à Paris une femme qui ne fût pas prête à oublier ses devoirs pour satisfaire les désirs d'un marin russe. » Voilà la méthode. Tandis que les canons tonnent, que les drapeaux flottent, que des milliers

d'hommes se découvrent, sentant planer au-dessus d'eux quelque chose d'auguste, elle permet à Tolstoï d'observer et de dire le ridicule des « attitudes passionnelles »; les télégrammes échangés entre des invalides russes et des douairières françaises; les adresses d'écoliers qui peuvent tout juste épeler leur patriotisme; et les effusions internationales des épiciers, qui jusque-là n'avaient jamais échangé ni une idée ni un pruneau. Pauvre grand homme, de ne pas sentir que, chacune de ces manifestations fût-elle en soi ridicule, les considérer une par une, comme si elles étaient isolées, c'est ne pas les voir! Précisément parce qu'elles ont été accomplies à la fois par des multitudes et sans que personne eût la crainte du ridicule, le ridicule s'est évanoui, tout comme la laideur du soldat se transfigure dans la beauté de l'armée! comme la fausseté de chaque cri se résout en harmonie dans la grande voix de la foule! Voilà la transformation qui méritait de fixer le regard de Tolstoï. Il a traité par l'analyse l'enthousiasme, qui est synthèse. Dans la grande vague qui portait les navires il a trempé sa main pour recueillir quelques gouttes d'eau, et, les voyant s'évaporer au bout de ses doigts, il a nié que si peu de chose pût former la mer.

Aussi ne sommes-nous pas émus quand il nie que les deux peuples s'aiment. Il y aurait mauvaise grâce à débattre avec lui si la volonté de l'empereur seul a mis dans notre main la main indifférente de la Russie. Mais quand il affirme que notre amitié pour la Russie est un artifice conçu et préparé par notre gouvernement, il donne une preuve nouvelle de courage contre l'évidence et perd sa peine à nous apprendre de si loin ce qui s'est passé chez nous et en nous.

Jusqu'à Cronstadt notre gouvernement avait, sans s'engager à fond nulle part, oscillé entre bien des politiques. Tour à tour l'alliance avec l'Italie, avec l'Angleterre, avec l'Autriche, avec l'Allemagne avait eu ses partisans; la seule des grandes puissances avec laquelle aucun accord n'eût été sérieusement préparé par nos hommes d'État est la Russie. Dans le peuple seul survivait la sympathie née d'une guerre, aux pays lointains de Crimée. Nos ouvriers et nos paysans, ces hommes uniquement soucieux, à en croire Tolstoï, de moissonner leur champ et de toucher leur salaire, avaient hérité de nos soldats ce souvenir; et quand, il y a quelques années, la Russie fit entendre son cri de famine, leur pauvreté avait été généreuse pour sa misère. Mais nul parmi les puissans ne prévoyait que du cœur, et du cœur des humbles, pût sortir une politique. Seuls, quelques hommes, qui ne s'étaient jamais assis au quai d'Orsay sur le fauteuil de Talley-

rand, quelques orateurs sans mandat, quelques journalistes indépendans songaient à l'entente. Et le monde officiel raillait ces commis-voyageurs en alliance jusqu'au jour où la volonté nationale, consacrant par son acclamation leur faible effort, s'imposa à l'attention, puis à l'obéissance du gouvernement. L'avenir dira si cet élan de la France fut une confiance décevante, ou l'instinct mystérieux qui révèle parfois aux multitudes les secrets de vie cachés aux hommes d'État. Mais ce passé d'hier est certain; l'amitié de la France pour la Russie n'est pas l'œuvre de nos diplomates, mais de la nation. Le peuple avait commencé; le peuple a achevé; et c'est la fête de son cœur qu'il célébrait à Paris comme à Toulon.

II

Les faits sur lesquels Tolstoï appuie sa thèse sont donc faux. La thèse elle-même est-elle vraie? Et d'abord, le patriotisme n'est-il qu'un instrument de conquête? Toujours étranger à la raison des peuples, n'est-il qu'une ivresse versée à leur ignorance par la ruse des gouvernemens? Si un homme semblait désignépour soutenir cette thèse, ce n'était pas celui qui, dans *Guerre et Paix*, a écrit l'épopée de son peuple en armes. Pour se réfuter il lui suffirait de se relire. Rappelons-lui l'histoire qu'il a oubliée après nous l'avoir apprise, pénétrons dans le domaine même de la guerre, à cette heure des plus vastes mêlées qu'ait vues le monde chrétien.

Napoléon a fini par atteindre les deux extrémités de l'Europe, l'Espagne et la Russie. On ne peut dire que sa marche menace dans leurs intérêts personnels les hommes qui peuplent ces deux pays. L'Espagne est passée en nos mains par une convention qui garantit aux Espagnols leurs droits; le roi Joseph a l'âme d'un préfet pacifique ; et le nouveau régime apporte la richesse, car des routes, des ports, des travaux publics vont transformer l'Espagne tirée du sépulcre et rattachée à la vie de la France. En Russie, Napoléon ne prétend conquérir ni les terres des seigneurs, ni les moissons des paysans, ni les magasins des marchands, mais la dépendance politique d'Alexandre, c'est-à-dire un de ces avantages que Tolstoï dit indifférens à la pensée toute matérielle des multitudes. La loi française leur apporterait même ces biens qu'elles aiment : elle émanciperait une population encore victime du servage; l'administration française substituerait sa probité et son ordre à la vénalité et à la paresse que l'autocratie traîne après soi.

Pourtant, en Russie comme en Espagne, un soulèvement uni-

versel unit contre nous toutes les classes de la nation. Qui leur en fait un devoir? Leur gouvernement? Dans la Péninsule, les gouvernemens nationaux dont le peuple relève les droits ne sont même plus là pour les défendre. La famille de Bragance a fui, celle de Bourbon abdiqué. Tous les moyens d'influence que le pouvoir possède sont aux mains du monarque français et travaillent à maintenir le peuple dans la paix, qui est d'ordinaire son intérêt et son désir. Le peuple n'a pu prendre conseil que de lui-même; et la certitude de sa volonté se révèle par l'allure insolite et terrible qu'il donne à la guerre. La même et furieuse face de la guerre apparut en Russie. Là, le gouvernement était resté debout, il avait une armée vaillante, il ne songeait qu'à soutenir avec l'ennemi une lutte régulière. Le peuple des serfs et des ouvriers intervenant, sans être appelé, dans ce duel, abolit tous les usages qui, mêlant de la civilisation aux barbaries de la guerre, gênaient sa haine et retardaient son œuvre. Il ne connut ni trêves, ni parlementaires, ni prisonniers; et le Tolstoï d'autrefois l'en loua: « Malgré la honte qu'éprouvaient peut-être certains hauts personnages à voir le pays se battre de cette façon, la massue nationale se leva menaçante, et sans s'inquiéter du bon goût et des règles, frappa et écrasa les Français... Heureux le peuple qui au lieu de présenter son épée par la poignée à son généreux vainqueur, prend en main la première massue venue, sans s'inquiéter de ce que feraient les autres en pareille circonstance et ne la dépose que lorsque la colère et la vengeance ont fait place dans son cœur au mépris et à la compassion (1). »

Ces peuples se proposaient-ils enfin ce qui, — selon le Tolstoï d'aujourd'hui, — est l'unique fin du patriotisme : la conquête du territoire, les vanités de la gloire, la prépondérance sur d'autres races? Ils voulaient délivrer leur sol de l'étranger et vivre sous des chefs de leur nation. Dès que le dernier Français eut repassé leur frontière, cette grande flamme de colère n'eut plus d'aliment et s'éteignit. Les Espagnols ne franchirent pas les Pyrénées. Le peuple russe retourna au travail, le reste ne lui important plus. La guerre nationale était finie; seule, la guerre de l'empereur continua, et seule, l'armée régulière porta à son tour l'invasion à la France jusque dans Paris.

Et cette France elle-même n'avait-elle, durant les vingt ans de combats qui se terminent par sa défaite, connu que le patriotisme criminel des conquêtes? Au début de la Révolution, ce sont les monarchies voisines qui avaient envahi son territoire, et prétendaient

(1) Tolstoï, *Guerre et Paix*, t. III, p. 287, in-12; Hachette.

à la fois condamner ses libertés et réduire ses frontières. C'est contre ce péril qu'elle devint en un jour un peuple de soldats; et ses volontaires, apportant à nos vieilles troupes le nombre, et recevant d'elles la discipline, soutinrent, puis brisèrent l'effort de l'Europe par d'inoubliables victoires. Qui les soutenait eux-mêmes? Était-ce le souci des grades que nombre d'entre eux refusaient? des titres qu'ils avaient abolis? Ou l'ambition d'ajouter à la France d'autres provinces? Ils voulaient rester maîtres de leurs institutions et de leur sol. Quand la France fut vide d'envahisseurs et la Révolution reconnue par l'Europe, ce peuple de héros obscurs retourne à la charrue. Et quand l'esprit de conquête s'éveille par représailles, ce ne sont plus des soldats volontaires, malgré les prestiges du génie et de la gloire, ce sont des soldats de métier, appelés et retenus sous les armes par des lois de plus en plus dures, que Napoléon pousse sur les routes de toutes les capitales.

Il y a donc deux sortes de patriotisme. L'un, le seul que Tolstoï semble voir, est le patriotisme de conquête. Celui-là ne germe en effet que dans les passions de ceux qui gouvernent, est imposé par ruse et violence aux peuples. Les guerres qu'il provoque sont vaines dans leurs causes, dans leurs prétextes, dans leurs résultats, dans leurs gloires, et leurs maux seuls durent : or c'est l'histoire de presque toutes. A la fois criminels et stupides, ces sacrifices humains, accomplis sur elles-mêmes par des nations qui détestent leurs propres actes, sont la honte de ce que nous osons nommer notre civilisation.

Mais il y a un autre patriotisme, celui qui résiste à la conquête. C'est la volonté armée de rester libre. Celui-là naît de lui-même dans les peuples quand l'étranger menace; il s'élève dans le cœur des simples, des ignorans, aussi spontané, aussi fort, aussi constant, plus désintéressé que dans le cœur des savans, des politiques, des puissans du monde. Et, de l'histoire, se dégage cette loi qui distingue les deux patriotismes et les juge : les nations ne se lèvent jamais d'elles-mêmes que pour se défendre. Ce patriotisme spontané et général ne survit pas dès qu'il s'agit de conquérir.

L'affirmation de Tolstoï se contredit donc elle-même, car comment la guerre pourrait-elle être conquérante pour les uns sans être défensive pour les autres? Si la tentative de conquérir est criminelle, comment la résistance à ces ambitions illégitimes ne serait-elle pas légitime?

III

Si Tolstoï a incomplètement jugé le caractère du patriotisme, en a-t-il prévu l'avenir avec plus de certitude ? Est-il certain que le patriotisme disparaîtra, détruit par la civilisation, et que l'individualité des peuples soit destinée à se perdre dans l'unité de l'espèce humaine ?

Oui, quand on considère la société de son origine à son état présent, on constate que tous les changemens apportés dans la vie des peuples ont eu pour conséquence une transformation du patriotisme. Dans la cité antique, le travail était en mépris, la source de la richesse était la conquête ; entre les peuples, vivant de guerre comme les fauves de chasse, il s'agissait de savoir lesquels seraient la proie des autres ; enfin la faiblesse de l'État entraînait pour le citoyen la ruine et l'esclavage. Le bonheur de chaque homme était attaché à la prépondérance de sa nation. L'homme aimait donc sa patrie. Il devait donc l'aimer non seulement avec sa fierté et son dévouement, mais avec toutes ses ambitions, toutes ses tendresses, toutes ses cupidités personnelles. Elle était l'enceinte où tous les biens trouvaient leur asile, et qui, forcée, les livrait tous.

Entre les peuples modernes l'état naturel n'est plus la guerre, mais la société. Le christianisme a fondé cette société sur deux lois : une loi d'ordre moral, qui a rendu l'homme partout respectable à l'homme ; et une loi d'ordre matériel qui, montrant dans le travail et l'échange la source de la richesse, a rendu l'homme partout utile à l'homme. Ces deux lois affirment leur empire jusque devant les trop fréquentes colères qui troublent l'amitié naturelle des peuples ; et c'est pourquoi les guerres elles-mêmes ne menacent plus, hors des champs de bataille, ni la famille, ni la propriété, ni la liberté, ni la vie. Par cela seul que les biens les plus proches, les plus essentiels de l'homme sont devenus inviolables, la fonction principale du patriotisme, qui était de les défendre, a disparu. La patrie, n'ayant plus charge de tout le trésor qu'elle gardait autrefois, n'a pu rester l'objet d'une sollicitude aussi inquiète, d'un amour aussi exclusif. Et cette transformation du patriotisme n'est pas seulement inévitable, elle est heureuse. Car c'est un grand progrès de la civilisation que les biens les plus essentiels de l'homme, au lieu d'avoir pour garantie la force inconstante de chaque nation, trouvent leur sûreté permanente dans un respect universel. Grâce à cette sûreté, une vie de plus en plus commune déborde par-dessus les frontières et unit

les peuples. Les plus hautes et les plus puissantes des forces qui gouvernent les hommes, au lieu de les tenir séparés en races ennemies, ignorent les différences de races. La foi, la pensée, la science, le crédit ne sont pas des puissances nationales, mais humaines, et poussent le monde à l'unité.

Mais ces faits incontestables autorisent-ils à conclure que cette unité anéantira la patrie, et que l'anéantissement de la patrie assurera la paix?

Je suppose toute la prophétie accomplie, les hommes de toute race assemblés en une société unique. Tolstoï dit que la guerre serait supprimée; est-il sûr qu'elle ne serait pas étendue? Oh l'étrange philosophie de croire que la race est l'unique cause des discordes, et que le loup survivant dans l'homme ne saura pas se glisser au combat par d'autres chemins! Tolstoï n'a-t-il pas relevé une de ces traces nouvelles quand il nous montre la multitude de plus en plus indifférente aux questions politiques, mais de plus en plus passionnée pour les questions sociales. Ces questions sont-elles autre chose que des conflits? Pour les soulever, pour les aigrir, n'y a-t-il pas là aussi des chefs qui ont intérêt à la lutte, et qui par des manœuvres, des mensonges, et un faux point d'honneur, entretiennent une discipline aveugle dans les masses? Ces chefs ne disent-ils pas avec Tolstoï que le patriotisme est l'ennemi? Mais tandis que lui prétend le détruire pour fonder la paix, eux le veulent supprimer pour faire plus efficacement la guerre. Les séparations que la patrie maintient encore entre les races mettent obstacle à l'unité de vues, de gouvernement et d'action qui doit, dans le monde entier, conduire la lutte du prolétariat contre le capital. Sous les haines vieillies du patriotisme poussent de jeunes haines plus vigoureuses, et des formes nouvelles de division ont hâte de remplacer les formes mortes. Que servirait pour la paix qu'il n'y eût plus d'Allemands, de Français, de Russes, d'Anglais, mais seulement des hommes, si, à la place des anciennes armées, deux armées restent, celle des riches et celle des pauvres? La guerre serait-elle plus rare, quand au lieu de diviser de loin en loin, pour des causes passagères et sur un faible partie du monde, quelques-unes des familles humaines, elle régnerait dans tout l'univers, perpétuelle comme la faim? Serait-elle plus douce, lorsque, s'agissant de déplacer non des bornes sur une frontière, mais la richesse et tous les avantages de la vie, elle nous ramènerait presque aux bénéfices des guerres antiques et à leur férocité?

Et pas plus que la suppression des patries n'assurerait la paix, pas plus il n'est probable que les patries doivent disparaître. Établir

dans le monde l'unité n'est pas une idée nouvelle dont Tolstoï nous apporte le bienfait, c'est l'entreprise la plus ancienne, la plus persévéramment suivie, et la plus infructueuse de l'histoire.

Elle tenta d'abord le génie de Rome, et ce premier essai eut le plus long succès. Durant des siècles la Ville, s'étendant toujours plus loin, conquit par les armes et les lois l'univers connu, et, n'ayant plus rien à soumettre, imposa son nom à la paix même, qui devint Romaine. Mais cette unité était faite par la force seule; et quand cette force dégénérée eut livré la maîtresse du monde à la honteuse couche des Césars, les chaînes de l'univers se trouvèrent trop lourdes pour une seule main. Elle les laissa tomber; et, dès qu'ils furent libres, les peuples se retrouvèrent divers, parce que la violence, indifférente à leurs intérêts, à leurs traditions, à leurs volontés, n'avait pas tué ces forces; et que dans les corps, seuls domptés, les âmes étaient restées rebelles.

Au moment où périssait l'œuvre de Rome, un autre principe d'unité se développait avec le christianisme, le christianisme, vainqueur des âmes et qui, leur apportant la foi à une origine commune et à une destinée immortelle, semblait mettre à néant toutes les différences devant la grandeur de cette similitude. Il se trouva, pour édifier sur l'unité des croyances l'unité de société, le génie et la force d'un Charlemagne. Et l'empire franc succéda à l'empire romain, avec un principe de vie qui avait manqué au paganisme; avec une ambition désintéressée, qui à l'aide de la conquête cherchait à vaincre la barbarie, se sentait débitrice de l'ordre, de la justice, du savoir, de la vertu envers tous les hommes, et se montra rude de main, mais douce de cœur et magnifique de bienfaits. Et pourtant, comme si cette unité était contre la nature, il fallut pour la soutenir un homme qui semblait au-dessus de la nature, et, à la fin de sa vie, lui-même maître de la terre, aperçut à l'horizon de la mer inaccessible les premières barques des Normands : image des infimes obstacles qui se moquent de nos trop vastes espoirs! Dès sa mort en effet l'unité se brisa; et en tant de débris que les nations semblèrent finir dans la poussière des fiefs.

L'Église alors songea que cette ruine des grandes puissances matérielles rendrait plus facile l'établissement de l'unité dans le monde, que ces faibles autorités auraient besoin d'une direction et d'un centre : où les trouveraient-elles mieux qu'en l'Église même? La papauté s'offrit, avec l'autorité que lui donnait une foi alors générale. Son intervention n'était faite pour humilier aucune race, puisque toutes formaient à titre égal le clergé. Elle ouvrit à tous le bienfait d'une législation uniforme et sage, le droit cano-

nique. Elle seule par sa hiérarchie et ses ordres religieux était présente partout, elle y était le défenseur de la paix; enfin elle semblait de tous les pouvoirs humains le plus éclairé, le plus impartial, le moins corruptible. Et pourtant la tentative échoua! les peuples se reconstituèrent, et le sentiment national, excité par les ambitions des princes, mais d'accord avec eux, repoussa, avec le magistère des souverains pontifes, l'unité.

La Renaissance entraînant le monde antique acheva d'opposer à l'idée du gouvernement par les forces morales le pontife du gouvernement par la force matérielle, et se fiant à cette force, chaque nation tour à tour eut des successeurs de César, des prétendans à l'Empire universel. Comme eux, tour à tour l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, enfin la France, tentèrent de faire l'unité parmi les hommes. Ces tentatives se sont poursuivies avec des forces chaque fois plus vastes, et des chefs qui, des Frédéric aux Charles-Quint et aux Napoléon, forment comme une ascension du génie. La fin commune a été la défaite, et la prépondérance du plus grand a été la plus courte. Enfin la Révolution française a voulu mettre au service de l'unité une puissance plus durable que la force, plus universelle que la foi, la raison; et sous son influence s'accroît chaque jour la ressemblance des gouvernemens, des lois et des mœurs entre les hommes. Et pourtant, loin qu'une seule des familles humaines soit devenue indifférente à ses origines, jamais l'autonomie des races n'avait fait entendre des revendications aussi ardentes; et les droits de l'homme ont eu pour conséquence immédiate les droits des nationalités.

Pour qui interroge l'histoire, non avec l'arrogant dessein de lui dicter des réponses, mais avec le désir de comprendre et d'accepter ses leçons, n'y a-t-il pas là matière à réfléchir? Une diversité si tenace et qui a mis en échec toutes les puissances occupées à la détruire, ne serait-elle pas une des lois permanentes de l'ordre dans l'humanité? N'est-il pas aussi facile de découvrir des raisons à cette loi que de se révolter contre elle? Chaque race n'a-t-elle pas reçu en partage certaines aptitudes et certaines vertus où elle excelle et ne les aurait-elle pas reçues avec surabondance, afin d'en demeurer l'expression et la dispensatrice dans le monde? Et s'il est vrai que chacune de ces aptitudes ou de ces vertus soit utile à tous les hommes, que chaque peuple en propageant les siennes serve tous les autres, le meilleur état de société n'est-il pas celui où toutes se peuvent le plus aisément répandre? Or si les nations étaient détruites et tous les hommes assemblés en une société unique, cela n'empêcherait pas

que ces hommes fussent de races, et par suite de traditions et de génies différens. L'unité de gouvernement, de lois, de mœurs, ne serait que la subordination et l'effacement de certaines races. Tentée par la conquête, elle était la soumission des plus faibles aux plus fortes. Réalisée et perpétuée par le consentement et le vote, elle serait la prépondérance des races les plus nombreuses sur les moins fécondes. Ainsi, les ressources intellectuelles et morales, l'originalité d'un certain nombre de familles humaines risqueraient d'être inactives, méconnues, subalternisées, détruites; et de là l'appauvrissement de la société elle-même.

L'autonomie de chaque race lui permet au contraire de se développer sans déformation ni contrainte, et de travailler par toutes ses forces particulières à accroître le trésor commun de l'humanité. Et loin que l'incontestable affaiblissement du sentiment patriotique ait détruit dans chaque race l'aptitude à ce rôle distinct, il l'a préparée à la mieux remplir.

De quoi donc en réalité s'est appauvri le patriotisme? Du double excès qui rendait chaque peuple menaçant et insociable; l'esprit de haine et l'esprit de solitude. Par suite a disparu le double obstacle à l'influence que les nations doivent exercer les unes sur les autres. Ni le sang, ni le passé, ni la langue, ni la religion, ni l'art, qui forment la matière et l'âme des races, n'ont été changés, confondus, ni abolis. Le génie national demeure; il n'a été dépouillé que de ce qui l'empêchait de se répandre; et plus chacun d'eux sera libre, plus sera fécond l'avenir et plus belle la parure du monde.

IV

Est-il nécessaire enfin de nier que la plus urgente et la plus pacifique des réformes soit la destruction de tout gouvernement? Il y a des utopies trop importunes et tenaces, que la réfutation ne les chasse pas plus que l'aumône les mendiantes; et l'envie prend de leur dire : « Passez, la vieille; on vous a déjà donné. » Vieille connaissance en effet que cette haine de l'ordre social, et sous son masque slave revoici la figure de Rousseau! La différence est que Rousseau admet comme unique loi l'instinct, et Tolstoï l'Évangile; que l'un fonde la société sur l'état de nature et l'autre sur l'état de grâce. Mais la grâce n'est pas plus rassurante que la nature dans les hommes à qui leurs instincts enseignent le mal et auxquels l'Évangile ne le désapprend pas. Dans toute société, ils existent, et partout où ils existent, que devient la paix si contre eux rien ne défend la morale de la nature et de l'Évangile?

Tant que Tolstoï n'aura pas révélé ses « nouvelles formes de vie », l'expérience des formes anciennes lui répondra que l'absence du gouvernement dans une société, loin d'y amener la paix, y donne licence à la forme la plus perpétuelle et anarchique de la discuter : aux guerres privées. Dans la dissolution de l'empire romain et de l'empire franc, tout gouvernement avait péri ; ce fut partout la lutte de village à village, de famille à famille, d'homme à homme. Elle dura jusqu'à ce qu'une autorité publique se formant dans la cité, dans la province, enfin dans l'État, les passions désordonnées fussent contenues par le mandataire armé de la volonté générale. Et si à l'heure présente, dans chaque nation, il n'y a pas plus de violences, ce n'est pas que le goût de les commettre manque, c'est que les mauvais jugent entre leur force et la force sociale la partie trop inégale. L'existence d'un pouvoir équitable et fort préserve seule de leurs agressions la sécurité des pacifiques.

Quand on voudra rendre cette paix plus complète, le moyen ne sera pas de détruire, mais de compléter les droits du gouvernement. Pourquoi la guerre menace-t-elle encore les nations? Parce que les nations sont demeurées, les unes en face des autres, dans la condition où étaient les hommes autrefois, sans autre juge entre elles que la force. Il leur manque un pouvoir reconnu par toutes, qui prononce sur leurs conflits et mette en mouvement leur force commune contre les perturbateurs de l'ordre international. Les confédérations formées aux différens siècles par divers peuples ont rendu, partout où elles existent, les conflits infiniment rares ; et s'ils ont quelquefois éclaté, c'est que l'autorité arbitrale n'avait pas reçu assez de puissance matérielle. Cette autorité s'établira plus générale et plus forte le jour où le lien des intérêts, des idées et des sympathies sera lui-même plus fort entre les peuples.

Le meilleur moyen de la préparer est pour chaque peuple de nouer des alliances avec ceux en qui il a le plus de foi. Tout peuple qui cesse d'être seul est à la fois moins menacé parce qu'il est plus fort, et moins menaçant parce qu'il lui faut soumettre à une autre volonté ses désirs, et obtenir pour ses résolutions belliqueuses, outre l'aveu de sa colère ou de son ambition, celui de ses alliés. Les alliés manquaient en 1870 à la France et à l'Allemagne : il a suffi pour déchaîner la guerre qu'on fût trop habile à Berlin et trop confiant à Paris. Depuis que la Triple Alliance s'est formée, elle n'a, malgré la supériorité de sa force, entamé la lutte contre personne : diverses d'intérêts, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, en mettant chacune sa sagesse où n'étaient pas ses ambitions, se sont immobilisées l'une par l'autre. Néanmoins

cette supériorité de forces était une tentation permanente. La Russie et la France qu'elles menaçaient ont, par leur entente, rétabli l'équilibre. Si cette entente était belliqueuse, elles l'auraient tenue secrète, afin d'attirer plus sûrement à la guerre l'ennemi qui les aurait crues isolées. Elles ont rendu leur accord public. Désormais la Triple Alliance, pour être sûre de vaincre, a besoin de s'adjoindre une autre nation et la cherche. Si elle la trouve, d'autres nations, menacées à leur tour, se joindront à la France et à la Russie. Plus s'accroîtra chacun des groupes, plus se fortifieront les chances de paix, parce que plus il y a d'alliés, plus il est difficile qu'ils s'accordent à vouloir pour une même cause et au même moment la guerre, et parce que la vision des maux déchaînés par un conflit général fait hésiter même les plus résolus. Tandis qu'on cherche à accroître ses forces, on ne les emploie pas; le temps s'écoule; chacune des nations qui se concertent s'accoutume à accepter pour règle de sa conduite l'opinion des autres; et il devient moins improbable que de grandes injustices se réparent par la sagesse des hommes, et non par leur égorgement. Bref, les vastes alliances contiennent les caprices individuels des peuples, les longues alliances sont le commencement des fédérations, et les fédérations la plus sûre garantie de la paix.

Ainsi travaillaient pour la paix, à Cronstadt et à Toulon, les Russes et les Français que Tolstoï accuse d'y avoir préparé la guerre. Et lui-même a entrevu la grandeur de l'acte qu'il calomnie. Elle l'émut un instant : « Je sentis, écrit-il, que j'étais prêt à pleurer, et je dus faire un effort pour résister à cette émotion. » Pourquoi cette guerre à lui-même? Dans une seule larme il y a plus de vérité que dans tout son livre, et de son livre il restera, pour sa justification et notre espérance, cet aveu. Rien n'est perdu tant qu'un homme a encore à se vaincre pour se tromper.

ÉTIENNE LAMY.

LES COMÉDIENS FRANÇAIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

1789-1815

DEUXIEME PARTIE (1)

Il y a toute une histoire en miniature de l'exaltation patriotique pendant la Révolution, dans les faits et les gestes des comédiens ; chez eux, en effet, se rencontrent toutes les variétés, toutes les combinaisons de l'enthousiasme : patriotisme sincère ou obligatoire, instinctif ou réfléchi, intéressé, modeste et surtout pompeux, car c'est un sentiment bruyant, qui ne va pas sans quelque ostentation; et ceux-là semblent par excellence ses interprètes que leurs fonctions entraînent en dehors d'eux-mêmes vers une pose perpétuelle. Aussi bien, pour faire quelque chose d'extraordinaire l'homme, le plus souvent, n'a-t-il pas besoin qu'on le regarde? Le patriotisme à cette époque coule d'une source large et profonde, d'une immense espérance qui décuple les forces d'un peuple, mais il n'offre rien de cette gravité qui en d'autres temps lui imprime l'aspect d'une religion, il est un sentiment théâtral qui, en quelque sorte, vient se démontrer à soi-même, comme la liberté qu'on vient de conquérir et de décréter.

(1) Voir la *Revue* du 1er avril 1894.

En dehors des aristocrates des théâtres privilégiés (1), les comédiens embrassent ardemment la cause de la Révolution. L'illusion dure longtemps, pour quelques-uns elle se prolonge jusqu'à la fin, et chacun d'abord croit à son éternité : actrices qui retrouvent chez les successeurs des petits marquis les traditions de faste et de galanterie; acteurs qui se jettent à l'envi sur les emplois civils et militaires offerts à leur amour-propre; spectateurs aussi, puisque le peuple se porte aux théâtres avec une ferveur qui se ralentira à peine aux heures les plus sombres; puisque le rideau se lèvera le 21 janvier 1793, le 31 mai, le 12 octobre, le 5 avril 1794; — et, comme le dit Mercier, qu'on coupe soixante têtes ou qu'on n'en coupe que trente, le public ne fera point défaut. Dans cette phase du patriotisme spontané, nos comédiens haranguent les patriotes dans les églises, prennent part au siège de la Bastille, donnent des représentations au bénéfice des héros du 14 juillet, font passer le service civique avant le devoir professionnel, arrivent parfois sur la scène en uniforme. Le théâtre de la rue Richelieu dépense chaque soir deux mille livres de poudre pour un drame national qui célèbre la victoire du peuple; la Comédie offre 23 000 livres à l'Assemblée Nationale, les Italiens 12 000, l'Opéra 15 000; Mlle Dangeville envoie sa toilette en argent, Larive la chaîne de Bayard, Beaulieu trois années d'une pension de 400 livres, avec une lettre qui débute ainsi : « Je n'étais rien, lorsqu'un de vos décrets a relevé mon âme et m'a donné le droit d'être quelque chose... » Les artistes s'associent aux travaux du Champ de Mars pour la fête de la Fédération : chaque dame agrée un cavalier qui lui donne une bêche bien légère, ornée de rubans, de bouquets; elle revêt un costume capable de résister à la poussière : blouse de mousseline grise, petits brodequins, bas de soie de la même couleur, écharpe tricolore et grand chapeau de paille; quelques auteurs se mêlent à la bande comique, on bêche un peu, les femmes se font ramener dans les brouettes; et chacun croit avoir travaillé à la gloire de la patrie. Les députations des théâtres se succèdent fréquemment à la barre de l'Assemblée : ceux-ci s'engagent à entretenir six gardes nationaux; ceux-là voleront à la frontière si la France a besoin de leurs bras. En septembre 1792, quatre-vingts artistes ou employés du théâtre Montansier vont

(1) Voir l'excellente étude de M. Victor Fournel, *les Théâtres et la Révolution*. — Muret, *l'Histoire par le théâtre*. — *Revue d'art dramatique*. — Louise Fusil, *Souvenirs d'une actrice*. — Victor Couailhac, *Vie et aventures de Mlle Montansier*. — *Biographie Michaud*. — Arthur Pougin, *l'Opéra-Comique pendant la Révolution*. — Henry Lumière, *le Théâtre français pendant la Révolution, 1789-1799*, 1 vol., Dentu.

rejoindre l'armée de Dumouriez, et, le lendemain de la victoire de Jemmapes, leur directrice improvise sur le champ de bataille une représentation dont voici le programme :

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cantate chantée par MM. Elleviou, Gavaudan et Lartigues, du Théâtre Favart de Paris.

LA DANSE AUTRICHIENNE

ou

Le Moulin de Jemmapes.

Ballet arrangé par M. GALLET, auteur du ballet de *Bacchus* à l'Opéra.

Rôles principaux :

M. Seveste et Mlle Rivière, du Théâtre Montansier.

Cette pièce sera terminée par une sauteuse exécutée par les Autrichiens.

Avis. — Le public est prié de ne pas oublier que ces Autrichiens seront des Français, déguisés ainsi pour les besoins de la représentation.

LE DÉSESPOIR DE JOCRISSE

Pièce de M. DORVIGNY,

Jouée par MM. Baptiste Cadet, Durand, Gilbert, Mlle Caroline et le petit Truffaut, tambour à la 27e.

MUSIQUE DU BATAILLON DE LA DEULE

Le spectacle se terminera par un feu d'artifice, tiré par les canonniers de la 1re batterie. — La plaine sera ouverte depuis le matin. — Le spectacle commencera à 2 heures.

La fête eut le plus grand succès, et, le lendemain même, la troupe des artistes patriotes reprenait la route de Paris, sous le commandement de la Montansier, comédienne médiocre, mais directrice admirable, experte dans l'art de jouer du patriotisme, dont la vie tumultueuse présente un singulier exemple d'énergie et d'habileté mal servies par les circonstances.

On n'en finirait pas d'énumérer les manifestations patriotiques des artistes pendant la Révolution : ces actrices qui figurent les déesses de la Raison à la fête du 10 novembre 93 ; Chénard chantant la *Marseillaise* en sabots et en carmagnole devant la place Louis XV ; les héros de la fête de l'Agriculture, de la fête de la Vieillesse, conduits au Vaudeville, au théâtre des Arts, promenés sur la scène, le front ceint de pampres, assis sur une chaise, tandis qu'on chante des couplets en leur honneur et que des enfans costumés en Amours les couronnent de roses ; les obsèques de Marat, la fête de la Raison, celle de l'Être suprême intercalées dans des pièces, à l'Opéra, aux Variétés Amusantes, à la Cité Va-

riétés. Mais peut-être pourrait-on ranger à l'actif du patriotisme obligatoire des ouvrages tels que le *Jugement dernier des Rois*, où les princes de l'Europe, couverts de chaînes et conduits chacun en laisse par un sans-culotte, sont débarqués sur une île déserte, rivalisent de platitude et de ridicule, se disputent comme des portefaix pour une barrique de biscuit qu'un gardien leur jette avec ce compliment : « Tenez, faquins, voilà de la pâture, bouffez! » Puis lorsque commence à gronder le volcan qui va les engloutir, l'auteur leur prête ces nobles paroles : « Si j'en réchappe, je me fais sans-culotte, gémit le roi de Naples. — Et moi, je prends femme! promet le pape. — Et moi, je passe aux Jacobins ou aux Cordeliers! » jure Catherine. Sans doute Dugazon et ses camarades durent, malgré leur civisme, ressentir quelque dégoût de figurer dans une telle mascarade, mais il fallait établir une surenchère de zèle, jouer les pièces les plus jacobines, sous peine de devenir suspects. A ce prix, il est vrai, le théâtre de la République obtient la bienveillance du gouvernement, devient le rendez-vous des purs, et, parce que ses artistes ont rayé de leur répertoire un grand nombre de pièces anciennes, — *ouvrages à recettes*, mais indignes de plaire au peuple, — le Comité de Salut public leur accordera une subvention de 50 000 livres (19 messidor an II) pour combler le déficit. Au reste, comment aurait-on demandé le sentiment de la mesure au comédien, l'être ondoyant par excellence, amoureux de nouveauté et de mouvement, aussi prompt à l'optimisme qu'à la désespérance, pour qui la politique est une fantasmagorie, une mascarade, une loterie? Qui donc le conservait alors, ce sentiment? N'aurait-on pas eu de la peine à le découvrir chez quelques-uns de ces rois que Sylvain Maréchal plaisantait si misérablement? Et les événemens eux-mêmes ne s'appliquaient-ils pas à déconcerter les prévisions des sages, à emporter comme un fétu de paille les volontés des modérés?

Sincère ou simulé, le patriotisme des comédiens ne les préservera pas de certains ennuis, et, de 1794 à 1799, ils mèneront une existence agitée, nomade, souvent précaire. La disette, l'établissement du maximum, la réaction thermidorienne et les exploits des Incroyables, les alternatives de tolérance ou de répression, la concurrence des concerts, les journées de Germinal, Prairial, Vendémiaire, Fructidor ont leur contre-coup sur les théâtres : ceux-ci se transforment en champs de bataille où les partis se provoquent, en viennent aux mains, s'expulsent, cherchent à renverser les emblèmes ennemis, à imposer leurs chants, leurs colères, leurs pièces et leurs allusions. C'est le cas de répéter le mot de Lafargue à propos des Gluckistes et des Piccinistes :

« Je vois que les arts ont plus de missionnaires que de religieux; ces gens-ci les comprennent comme saint Dominique, ne vaudrait-il pas mieux les goûter comme sainte Thérèse? » Un arrêté du 18 ventôse an IV ordonne en même temps la fermeture d'une maison de jeu, d'un cabaret, d'un club d'anarchistes, de l'église Saint-André et du théâtre de la rue Feydeau; et la clôture de celui-ci dura plus d'un mois. Au théâtre de la République, on accueille Fusil par des huées (1), on le force à chanter le *Réveil du Peuple* qui remplace la *Marseillaise* et le *Chant du Départ;* même sort à Trial, Vallière, Dugazon; mais celui-ci, très brave, jette sa perruque, semble défier la salle; alors on le poursuit sur la scène; il s'enfuit; et, pour se dédommager, le parterre met en pièces le buste de Marat placé au foyer du théâtre. Le chanteur Laïs est emprisonné, Compain massacré à Bordeaux, les vengeances privées s'exercent sous le manteau de la punition nationale; les uns se justifient, ceux-ci s'excusent, ceux-là s'amendent. Michot va au-devant de la calomnie, déclare que sa république n'a rien de commun avec celle des terroristes, qu'il a arraché 43 personnes à la fureur du tribunal révolutionnaire, — et on l'acclame. Talma avait été dénoncé comme complice des Girondins, mais les juges d'un roi de France hésitèrent à frapper un roi de théâtre : on le représenta comme un des fidèles de Robespierre, et des murmures éclatèrent un soir qu'il jouait dans *Épicharis et Néron.* Il attendit un instant de silence, et, s'adressant directement aux spectateurs : « Citoyens, dit-il avec beaucoup de calme, j'avoue que j'ai aimé et que j'aime encore la liberté, mais j'ai toujours détesté le crime et les assassins; le règne de la Terreur m'a coûté bien des larmes, la plupart de mes amis sont morts sur l'échafaud. Je demande pardon au public de cette courte interruption, je vais m'efforcer de la lui faire oublier par mon zèle et par mes efforts. » La cabale fut désarmée. D'ailleurs Mlle Contat, Larive, Trouvé se portèrent garans de sa générosité d'âme, et, pendant la détention de Fleury, il avait racheté, au prix de 600 livres en écus, un papier très compromettant pour ce dernier.

Quant aux Comédiens Français, leurs mécomptes se compliquent d'une division funeste qui va se prolonger cinq ans : partagés en trois tronçons, ils composent trois troupes rivales, et leurs allées et venues d'une salle à l'autre, les défections de quelques uns, les tentatives pour rassembler sous un même toit ces

(1) Louise Fusil, *Souvenirs d'une actrice.* — Castil-Blaze, *l'Académie impériale de musique.* — Georges Duval, *Souvenirs de la Terreur.* — Campardon, *les Comédiens du roi de la Troupe Italienne,* 2 volumes. — Monval, *Histoire de l'Odéon,* 2 volumes. — *Mémoires de Fleury.*

membres d'une famille si cruellement déchirée, les tournées en province où l'on comble les trous du budget, forment un des chapitres les plus embrouillés de notre histoire dramatique. En 1794, le Comité de Salut public statue que le ci-devant Théâtre Français deviendra théâtre du Peuple, puis théâtre de l'Égalité, sera rouvert sans délai, consacré à des représentations données de par et pour le peuple; il prescrit la translation de la troupe Montansier à la salle du faubourg Saint-Germain; la municipalité donne l'ordre d'y construire un amphithéâtre populaire et démocratique de l'orchestre au plafond. L'ouverture a lieu le 27 juin 1794 avec un spectacle composé de : *Point de compliment*, prologue; *la parfaite Égalité* ou les *Tu et les toi*, comédie en trois actes de Dorvigny; *le Bourru bienfaisant*, de Goldoni, et le *Serment civique de Marathon*, scène patriotique avec chœurs, du citoyen Kreutzer. Le prologue renfermait des couplets destinés à indiquer l'esprit de la troupe Montansier :

Surtout respectons la jeunesse;
Qu'en ce lieu jamais rien ne blesse
Les yeux, les esprits et les cœurs !
Il faut que la scène s'épure :
Un peuple libre veut des mœurs;
Les rois dépravaient la nature.

C'est là, dans leur vieille salle d'autrefois, si singulièrement sans-culottisée, que les comédiens rendus à la liberté après le 9 thermidor, cherchent leur premier abri. Le samedi 16 août, ils font une rentrée triomphale avec la *Métromanie* et les *Fausses confidences* (Fleury, Naudet, Dazincourt, Mlles Contat et Devienne). Le spectacle dure huit heures; Louise Contat se trouve mal à la première scène, Fleury verse des larmes de joie. Mais la mésintelligence les sépare de la troupe Montansier, le théâtre de l'Égalité ferme, faute de combattans, jusqu'en 1797, et ils débutent le 27 janvier 1795 au théâtre Feydeau, situé sur l'emplacement actuel de la rue de la Bourse, à deux pas de la salle Favart, de la salle Louvois et du théâtre de la République; là, ils alternent avec l'Opéra et des concerts où se fait entendre Garat; le vieux Préville, âgé de 74 ans, reparaît dans le *Bourru bienfaisant*, et leur prête quelque temps son concours.

La discorde se met dans la société à la fin de 1796 : les tragiques, sous la direction de Raucourt, passent au théâtre Louvois, qui, ouvert en 1791, s'appela le *Théâtre des Amis de la Patrie* et semblait plutôt une caserne ou une maison bourgeoise qu'un théâtre. Raucourt tente de réconcilier les trois troupes, elle écrit

plusieurs lettres, laisse dans son théâtre des loges d'artistes vides avec les noms de Fleury, Talma, Dugazon, Dazincourt sur les portes. Cependant, les comiques, Dazincourt, Fleury, Bellemont, Champville, Mmes Lachassaigne, Suin, Louise et Émilie Contat, Lange, Devienne, Mars demeurent à Feydeau; à la reprise du *Mariage de Figaro*, une bande de voleurs se mit en devoir de détrousser les spectateurs à main armée, comme sur un grand chemin; elle put mener à bien l'entreprise, qui, détail plus surprenant encore, demeura impunie.

Le 17 fructidor 1797, on donnait au théâtre Louvois les *Trois frères rivaux*, de Lafont, où, par une fâcheuse coïncidence, un valet intrigant avait nom Merlin, comme le ministre de la Justice. « Monsieur Merlin, dit un personnage de la pièce, vous êtes un coquin! » Le public crée l'allusion, applaudit. — « Monsieur Merlin, continue l'acteur, vous finirez par être pendu! » — Cette fois, c'est du délire, on crie, on trépigne. Le directeur s'empressa d'ôter la pièce du répertoire, peine perdue; quelques jours après le 18 fructidor, Merlin, devenu directeur, se vengeait en fermant brusquement le théâtre. En 1798, le théâtre de la République, le théâtre Feydeau sont fermés à leur tour, et voilà nos artistes à vau-l'eau. La dépréciation des assignats, l'incertitude du lendemain, la médiocrité des recettes, les faillites ajoutent aux difficultés de l'existence matérielle : le 1er août 1795, le louis d'or vaut 920 francs en assignats; le 1er janvier 1796, 4 600 francs; le 1er mars, 7 200. Aussi les directeurs se voient-ils forcés d'établir une série de tarifs, d'augmenter graduellement le prix nominal des places. On finit par payer 1 000 francs une place de balcon, 150 un simple parterre; à l'Opéra-Comique, la recette de 1795-1796 dépasse le chiffre de 14 millions. Il est vrai que deux paires de brodequins pour Michu et Carline se paient 4 000 livres, et que les droits d'auteur atteignent des chiffres flamboyans. Arnault reçoit 13 à 1 400 000 fr. d'assignats pour sa pièce d'*Oscar* jouée au théâtre de la République. « La France est plus pauvre que jamais, dit-il à sa mère en rentrant. — Et pourquoi, mon ami? — C'est que me voilà millionnaire. »

Le ci-devant Théâtre Français du Luxembourg est rouvert en 1797, s'appelle désormais l'Odéon, et, parmi les obligations imposées aux entrepreneurs Dorfeuille, Le Clerc et Le Page, figure celle de remettre l'intérieur de la salle dans son premier état, d'y réunir les meilleurs artistes dans tous les genres, d'y former une espèce d'Institut dramatique. Dorfeuille se décerne le titre de *Père du Théâtre*, promet de reculer les bornes de l'art, de dépasser les froides et vieilles copies de l'ancienne comédie française; tra-

gédie, comédie, opéra dialogué, tout sera son domaine et sa proie; l'Odéon repeuplera les déserts du faubourg Saint-Germain, donnera de la valeur aux propriétés. Hélas! un mois s'est à peine écoulé, et la recette moyenne tombe à 150, 200 francs. Thiases (bals) où les hommes sont invités à ne point se présenter en bottes, concerts, banquets patriotiques n'arrêtent point la déroute; et Dorfeuille cède la place à ses associés, « deux hommes nuls, dit-il, pour lesquels l'art n'est rien et l'intérêt tout, » qui vivotent quelque temps avec une troupe médiocre. Du reste royalistes et républicains en prennent à leur aise avec ce théâtre : c'est de là que le 13 vendémiaire les sections insurgées du faubourg Saint-Germain s'élancent à l'attaque des Tuileries; là que s'installent les auteurs du 18 fructidor, avec les membres fidèles du Conseil des Cinq Cents. La séance, ouverte à dix heures sous la présidence du général Lamarque, se prolonge jusqu'à cinq heures, est reprise à sept; le bureau à l'avant-scène, les représentans à l'orchestre, tandis que les simples citoyens font l'office de la claque et remplissent les loges. C'est là que le Conseil condamne à la déportation Barthélemy, Carnot, 53 députés; les séances continuèrent quatre jours encore; une commission militaire, chargée de punir les ennemis du Directoire, y siégea quelque temps aussi, — et jamais les entrepreneurs ne reçurent un liard d'indemnité (1).

Quelque temps après, Le Clerc fait appel à la troupe tragique de Louvois; et celle-ci tout d'abord attire le public, au grand mécontentement du *Journal des hommes libres*, qui aurait volontiers envoyé à la guillotine sèche *Sa Majesté Impériale et Royale Raucourt*, comme « directrice d'un vrai club royal. » Et puis recommence l'éternel refrain : les recettes fléchissent; la langueur, l'anémie, la déconfiture menacent; les jours où joue Raucourt, on fait 2500 francs dont elle emporte 500, les autres jours, on tombe à 300. Voici le tableau des neuf dernières représentations :

Prairial an VI (1798).		Recettes brutes.
		francs.
20 mai 1798. —	*Médiocre et Rampant, le Conteur*	635
21 —	*L'École des femmes, l'Avocat Pathelin*	118
22 —	*Rhadamis et Zénobie, la Feinte par amour*	1 519
24 —	*Mahomet, le Conteur*	528
26 —	*Iphigénie en Aulide, la Pupille*	1 026
27 —	*Le Barbier de Séville, le Jeu de l'Amour*	226
28 —	*La Métromanie, le Conteur*	361
29 —	*Eugénie, le Mercure galant*	384
1er juin 1798. —	Au bénéfice de la citoyenne Raucourt : *Œdipe*	9000

(1) *Revue rétrospective*, 1889, 1er août. — *Voyage d'un Anglais à Paris*, p. 78. — Grimod de la Reynière, *le Censeur dramatique*. — *Mémoires et comptes relatifs à la*

Le 1er vendémiaire, Le Clerc et Le Page, à bout d'expédiens, cèdent le bail à Sageret, ancien banquier à Rome, homme d'initiative, intelligent, mais incapable de contenir son imagination dans des limites raisonnables, toujours prêt à chevaucher un projet pour peu que l'idée lui semble ingénieuse. Il a déjà sur les bras le théâtre Feydeau, le théâtre de la République ; et le Directoire lui a promis 360000 livres s'il opère la réunion des comédiens français. Sageret engage une foule d'artistes, décide qu'ils serviront en même temps la salle de la rue Richelieu et celle de la rue de Vaugirard : deux recettes chaque soir, point de non-valeurs, doubles débouchés pour les auteurs, pour les acteurs, spectacles plus variés, n'est-ce pas la combinaison idéale? L'Odéon, par exemple, sera organisé de la manière suivante : Jours pairs : les matinées, leçons de l'École dramatique (celle-ci n'exista jamais que sur le papier); les soirs : *Duodi*, opéra-comique du théâtre Feydeau ; — *Quartidi*, comédiens du théâtre de la République; — *Sextidi*, concerts d'hiver ; — *Octidi*, comédiens du théâtre Feydeau ; — *Décadi*, tragédiens du théâtre de la République. Les jours impairs sont consacrés aux fêtes nationales, banquets civiques et distributions des prix du Conservatoire. L'Odéon donne alors la *Vengeance*, *Brutus*, *Geneviève de Brabant*, *Briséis*, *le Voyage interrompu* de Picard, critique assez gaie des romans et drames de l'époque... *Misanthropie et Repentir*, traduit de Kotzebue, arrangé par Mme Julie Molé, qui eut un succès de larmes.

On pleure en lisant les affiches,
On pleure en lisant les billets.

La mode s'établit d'aller pleurer à l'Odéon ; Kotzebue eut de nombreux imitateurs, copies détestables d'un médiocre original; et son drame, dit-on, empêcha autant de mariages qu'il produisit de divorces.

Mais Sageret avait entrepris la lutte contre l'impossible : les comédiens enrageaient de jouer dans les deux salles, d'être traités en nomades, en bohémiens; on le comparait à ce prince allemand qui, voyant que les droits d'entrée constituaient le plus clair de son budget, crut faire un coup de maître en perçant de nouvelles portes aux murs de sa capitale. Une troupe d'opéra comique, deux troupes de comédie, la taxe des pauvres (le décret de deux sous), des premiers sujets payés fort cher, — Contat 30000 francs, Molé 24000, — l'emprunt de demain servant à ré-

réunion des artistes français, à l'administration des trois théâtres de la République, de l'Odéon et de Feydeau, par le citoyen Sageret, an VIII. — De Goncourt, *Histoire de la Société française sous le Directoire.*

gler l'emprunt de la veille, une légion d'huissiers à ses trousses, il pliait sous tant de charges et dut déposer son bilan. Le théâtre de la République est fermé, les acteurs de l'Odéon se forment en société provisoire et tiennent bon quelques semaines, mais survient l'incendie (18 mai 1799) qui met à néant cet essai de *self government* dramatique. Du moins l'incendie arrivait-il à propos pour les anciens entrepreneurs, car les commissaires chargés de dresser procès-verbal de l'état des lieux avaient constaté de prime abord un déficit de 150 000 francs, et Le Page avait refusé de signer le procès-verbal, déclarant qu'il mettrait le feu à la salle plutôt que de signer sa condamnation. Le lendemain, l'incendie se déclarait en plusieurs endroits, notamment près de la pièce où se trouvaient les procès-verbaux, et, en moins de quatre heures, du plus beau théâtre de Paris il ne restait guère que des cendres. Picard, l'auteur-acteur, ne retrouva qu'une culotte de sa garde-robe. « Ah! dit Naudet, pour nous forcer de déménager, voici une assignation bien chaude. » Sageret et Le Page, arrêtés comme incendiaires, furent relâchés quelque temps après, faute de preuves décisives.

L'incendie opéra la réunion tant désirée : François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur et homme de lettres, travailla avec ardeur à aplanir tous les obstacles, à apaiser les prétentions particulières, les rancunes mal éteintes. Il fallut aussi passer par-dessus la protestation des auteurs dramatiques, — Beaumarchais, Colin d'Harleville, Legouvé, Arnault, Laya, Demoustier, etc., — qui renouvelèrent leurs doléances contre l'idée de rétablir ce que la Révolution avait détruit, et, dans l'intérêt de la concurrence, réclamaient deux théâtres protégés par le gouvernement. Le théâtre de la rue Richelieu s'ouvrit le 30 mai 1 799 avec le *Cid* et l'*École des maris;* il eut pour commissaire du gouvernement Mahérault et comme sociétaires par rang d'ancienneté, en hommes : Molé, Monvel, Dugazon, Dazincourt, Fleury, Vanhove, Florence, Saint-Prix, Saint-Phal, Naudet, Larochelle, Talma, Grandménil, Alexandre Duval, Caumont, Michot, Baptiste cadet, Baptiste aîné, Damas, Armand, Lafon ; en femmes : Mmes Lachassaigne, Raucourt, Suin, Louise Contat, Thénard, Devienne, Émilie Contat, Petit-Vanhove, Fleury, Mézeray, Mars cadette, Bourgouin, Volnais. Les pensionnaires étaient : Desprez, Lacave, Dublin, Marchand, Mmes Gros, Durosiers et Patrat. Paris, qui comptait alors 23 théâtres, 644 bals, d'innombrables concerts et maisons de jeux, n'avait pu alimenter deux théâtres français, comme si la force même des choses s'opposait à cette combinaison. A cette époque, d'ailleurs, la quantité plaît plus que la qualité, beaucoup de grandes fortunes d'autrefois

ont sombré, et, laquais enrichis, fournisseurs, agioteurs n'ont cure des bonnes traditions littéraires; les anciens salons restent fermés, une société nouvelle se forme qui réclame un art dramatique nouveau, monde étrange, inquiet, désœuvré, qui, dans sa hâte de jouir, se lance éperdûment en avant, court chez Nicolet contempler, dans *Madame Angot*, la pièce d'Aude, une caricature des ridicules de ses parvenus, de l'Aristophane en sabots, mais « il faut bien du gros sel pour saler les grosses bêtes! » A tout le moins donne-t-il la sensation d'une vie intense, d'une force mal employée peut-être, mais bien extraordinaire. Époque jugée trop sévèrement, sans doute, et dont les détracteurs ont méconnu l'éclat! Qu'il soit aisé d'en critiquer les vices, de dénoncer cette faveur d'agiotage qui sévit jusqu'au foyer de la Comédie où l'on achète et revend des parties de sucre, de souliers, des draps pendant l'entr'acte, je le veux bien, mais aurait-on oublié les scandales de la rue Quincampoix? On tirait parfois des loteries de bijoux chez les modernes Fouquets; mais sous Louis XV les femmes de la cour ne s'entendaient-elles pas fort bien à dévaliser les gros traitans? On a dit que le Directoire fut la Régence de la République, mais ses armées portent assez fièrement son drapeau devant l'étranger. Et, le lendemain de la Terreur, parer aux dangers déchaînés en tout sens, reconstituer le principe d'autorité, faire signer un nouvel édit de Nantes à des partis acharnés, ne jurant que la vengeance ou affolés par la crainte des représailles, une telle tâche exigeait plus que du génie, une sagesse presque surhumaine, des moyens d'action manquant à un pouvoir incertain, affaibli par la constitution, divisé de sentimens, de doctrines, agité lui-même des passions qu'il aurait dû combattre.

V

Dans les premières années du XIXe siècle (1), deux artistes de la Comédie-Française, Jeanne Devienne, Louise Contat, brillent au théâtre, sur la scène du monde, par leurs talens et leur beauté, la société d'élite qu'elles savent rassembler et retenir, l'art de se faire de leurs admirateurs des amis dévoués : deux soubrettes admirables qui succèdent à Dangeville et la remplacent; deux femmes charmantes, infidèles quelquefois à l'amant, jamais à l'amour; mettant dans leurs goûts la décence, le tact et cette pointe de mystère que le monde exige pour prix de sa tolérance.

En verité, Louise Contat était une manière de grande dame;

(1) *Devienne*, 1763-1841. — *Louise Contat*, 1760-1820.

son salon prenait la physionomie d'un salon d'autrefois ; et de voir avec quel art elle savait parler aux uns le langage de la cour de Marie-Antoinette, aux généraux celui de leurs victoires, aux orateurs, aux financiers celui de leurs ambitions ou de leurs affaires ; saluer une marquise à trente-six quartiers d'une révérence à genoux mi-ployés ; ciseler une épigramme, improviser un quatrain, analyser une pièce, définir un caractère, écrire des petits billets de trois lignes, mais pleins de choses, qu'on se communiquait comme des modèles ; tant de qualités attiraient, conquéraient, et retenaient les plus rebelles. Son éducation première avait été un peu négligée, mais elle en avait comblé les lacunes par la lecture, la conversation, et cette faculté si précieuse de s'assimiler, de faire siens, en les transformant dans le creuset d'une nature originale, la science et le talent des autres. Rien en elle qui sente l'étude, l'apprêt, l'effort : le trait toujours bondissant ; une parole rapide, baignée de lumière, de mouvement, où l'ironie de Voltaire se tempère de douceur féminine, à condition toutefois qu'on ne blasphème pas devant elle son ami favori, le goût, car alors se réveillent l'instinct satirique et l'âpre riposte dont elle use sans pitié contre les sots et les insolens. Le duc de C..., bossu, ancien cordon bleu, aimable mais assez fat, s'avise de lui décocher d'excessifs complimens sur cette taille de nymphe et cette fleur de jeunesse qui avaient disparu avec la quarantaine : Contat, furieuse de la plaisanterie, dissimule, prend son temps, et, la conversation ayant tourné, le grand seigneur se mettant à faire les honneurs de sa difformité, ajoutant que la nature, en guise de compensation, accorde presque toujours de l'esprit aux bossus : « Ah ! monsieur le duc, vous n'êtes que contrefait, » s'écrie-t-elle (1). Lorsqu'elle ne se considérait plus en état de légitime défense, elle avait de ces fines réflexions qui font le tour de la nature humaine et révèlent une profonde expérience de la vie. « On confond souvent, observait-elle, la constance avec la fidélité ; l'une est la durée des goûts, l'autre celle des sentimens. On juge de l'esprit aux paroles, et du caractère aux actions. » Et, tant la loi des contrastes régit le monde moral, cette femme, assez ombrageuse et rancunière, habituée à traiter comme un crime de lèse-majesté toute atteinte à sa domination, montrait à ses amis, parfois à ses ennemis, la bonté la plus rare, la bonté intelligente, héroïque ; car il y a bien des sortes de bonté, comme il y a différentes espèces

(1) On trouve le mot dans les anecdotes de Chamfort, mais Contat était fort capable de l'avoir inventé. Les beaux esprits se rencontrent aussi bien que les imbéciles ; mainte réponse célèbre a été faite à Athènes, à Rome, les mêmes situations appelant les mêmes pensées, dans la même forme chez les esprits de même trempe.

de raison : une raison raisonnable, bourgeoise, où entrent à doses inégales la prudence, le jugement, avec un grain d'égoïsme et quelque désir secret de ne point se heurter trop rudement aux choses, la raison de Mme Geoffrin ; et puis une raison sublime, qui ne se contente pas de triompher aujourd'hui, mais qui s'inquiète du lendemain, et, sans perdre l'équilibre, la mesure, prend sa source dans le dévouement, s'alimente à tous les foyers de l'idéal. Menacée pendant la Terreur, mise en surveillance à son château d'Ivry où elle avait obtenu qu'on la transférât quelque temps après son arrestation, Louise Contat sauve un de ses persécuteurs qui, proscrit à son tour, fait appel à sa pitié, le cache plusieurs jours dans sa chambre et lui porte elle-même sa nourriture ; mais ayant appris qu'on va faire des perquisitions, elle met dans la confidence la jardinière, prend sa place, déguise son hôte en garçon jardinier, va vendre les légumes et le lait à Choisy-le-Roi ; là elle débite fort bien sa marchandise, plaisante avec les villageois, remet au proscrit de l'or, un passeport qui lui permettent de gagner Villeneuve-Saint-Georges et la forêt de Sénart.

Gens de lettres et comédiennes ont toujours cherché à se rejoindre ; intérêts, but, caractère, tout crée entre eux des affinités qui se résolvent en galanterie, en amitié, en amour ; ceux-là inventent ce que celles-ci exécutent ; gloire et profits, succès et échecs leur sont communs, et communs aussi le lieu du triomphe, le juge qui décerne la palme et les sifflets. Louise Contat eut beaucoup d'amis parmi eux, et, en 1792, ils constituaient sa principale société. C'étaient, pour rappeler quelques noms : — Vigée, que son esprit ne gardait pas assez du bel esprit, passablement dogmatique, susceptible et enclin au pédantisme, au demeurant assez brave homme et rachetant ses travers par des qualités solides, auteur de trois comédies, *les Aveux difficiles*, *la Fausse coquette*, *l'Entrevue*, qui réussirent jadis, et d'un vers qu'on peut citer encore :

Je suis riche du bien dont je sais me passer...

— Desfaucherets, excellent fonctionnaire, mais homme du monde avant tout, boute-en-train des salons, improvisateur de proverbes, de comédies dont l'une, *le Mariage secret*, fut aussi bien accueillie au Théâtre-Français qu'elle l'avait été dans la société pour laquelle il l'avait d'abord représentée. Les courtisans daignèrent l'attribuer à Louis XVIII, — comme ils lui attribuèrent le *Marius à Minturnes* d'Arnault, et ce quatrain de Lemierre pour un éventail :

Dans les temps de chaleurs extrêmes,
Heureux d'amuser vos loisirs,
Je saurai près de vous amener les Zéphirs ;
Les Amours y viendront d'eux-mêmes.

— Maisonneuve, que le succès de *Roxelane et Mustapha* avait rendu fort content de lui même, très dénigrant pour les autres, aussi dépourvu de goût que de grâce et de style, connaissant moins l'art que le métier, l'âme d'un petit commerçant, tel le peint un contemporain ; d'autres, au contraire, confessent son penchant à la satire, mais le proclament très modeste, plus occupé de ses ouvrages que de sa réputation ; — Arnault, auteur de quelques tragédies fort applaudies alors, bien oubliées maintenant, de fables satiriques très mordantes, et de *Souvenirs* qu'on relit avec plaisir, un des familiers de Bonaparte pendant le Directoire, confident du coup d'État du 18 brumaire ; — Lemercier enfin, une des figures les plus originales de son temps, homme d'infiniment d'esprit que les Tricoteuses du Club des jacobins, frappées de son mutisme et de son exactitude aux séances, surnommaient l'*Idiot ;* corps disgracié dominé par une volonté ardente qui le précipite dans les plus folles équipées de courage et d'amour ; intelligence presque universelle, abordant avec la même ardeur tous les domaines de l'art et de la science, poèmes, tragédies, sujets d'imagination, sujets philosophiques ; amoureux de la vérité dramatique au point de donner à Talma des leçons de difformité pour le rôle de Richard III, en prenant son bras paralysé comme moyen de démonstration ; talent vigoureux, indépendant, mais incomplet et manchot, esclave du style de son temps, destitué du génie de la forme ; âme d'une probité héroïque, ami de Bonaparte jusqu'à la fin du Consulat (« Ma chère amie, avait-il dit à Joséphine, épousez Vendémiaire »), se brouillant avec l'empereur, refusant la croix de la Légion d'honneur, et n'opposant que le silence aux vexations d'un pouvoir qui jette l'interdit sur ses œuvres, le réduit à la pauvreté, et toutefois le laisse nommer membre de l'Académie française (1). La manière dont il entre en relations avec Louise Contat vaut qu'on la rapporte. Filleul de la princesse de Lamballe, très recommandé par la cour, il présente sa première tragédie au Théâtre-Français, et vient la soumettre au comité de lecture. On voit entrer avec son précepteur un enfant de quinze ans à peine,

(1) *Œuvres d'Alexandre Duval.* — Bouilly, *Mes Récapitulations.* — *Mémoires de Fleury.* — Biographie Michaud. — Un jour au Théâtre-Français un gigantesque officier vient se placer devant Lemercier. Très doucement celui-ci l'avertit qu'il l'empêche de voir ; l'officier se retourne, contemple le petit pékin et ne bouge. « Monsieur, insiste Lemercier, je vous ai dit que vous m'empêchiez de voir, et je vous ordonne de vous retirer de devant moi. — Vous m'ordonnez ! Savez-vous à qui vous parlez ainsi ? A un homme qui a rapporté les drapeaux de l'armée d'Italie. — C'est possible, Monsieur, un âne a bien porté Jésus-Christ. » — Le lendemain on se battit et l'officier eut le bras cassé. — Appelé par Napoléon en 1804, il osa lui dire : « Vous vous amusez à refaire le lit des Bourbons, vous n'y coucherez pas. » — Sur Lemercier, lire la brillante étude de M. Legouvé, *Soixante ans de souvenirs,* tome Ier, p. 54 et suiv.

imberbe, aux yeux bleus très doux, aux longs cheveux blonds tombant sur les épaules; une petite canne lui sert à dissimuler sa boiterie. Les sociétaires le contemplent, répriment à peine un sourire. Le jeune homme lit, et lit bien ; on s'étonne; l'ouvrage plaît, il est reçu à l'unanimité. Contat, qui veut en avoir le cœur net, tend un piège à l'auteur, demande quelques changemens dans une scène du second acte : « Vos critiques sont justes, Madame, et dans deux ou trois jours je vous rapporterai la scène corrigée. — Deux ou trois jours! C'est trop pour notre impatience et pour votre talent, Monsieur. Ne pourriez-vous exécuter ces légers changemens tout de suite? — Madame, vous aurez la scène ce soir. — Pourquoi ce soir? Pourquoi pas, comme je vous l'ai dit, tout de suite? — Tout de suite? — Sans doute : je meurs d'envie de lire cette scène refaite. Notre régisseur sera très heureux de vous prêter son cabinet. Vous y serez très tranquille, tout seul, car nous gardons Monsieur, ajoute-t-elle avec une grâce féline, en se tournant vers le précepteur... et dès que vous aurez fini... — Je ne demande pas mieux, Madame. » Une heure après la scène était refaite et améliorée. Il fallut bien admettre que le précepteur n'avait point écrit la tragédie : elle fut acclamée; la reine donna le signal du succès, en embrassant Lemercier aux applaudissemens de la salle.

Du droit de sa beauté, de sa grâce et de ses succès, Louise Contat se croyait investie du privilège de patronner, d'imposer aux camarades, aux auteurs ses volontés. Toute jeune encore, elle affirmait très nettement sa personnalité charmante, — par la souplesse de son talent, par un mélange de sensibilité spirituelle et de profondeur, — mais assez envahissante; et la maturité n'avait nullement tempéré cette ardeur de domination. Qu'elle joue les soubrettes ou les grandes coquettes, qu'elle trône au foyer de la Comédie ou dans son salon, il faut baisser pavillon, lui rendre les armes ; mais ses sujets chérissent leur servitude et elle les récompense par mille procédés charmans. Quelques-uns cependant refusent de plier, et de ce nombre fut Alexandre Duval. L'orage éclata au cours d'une représentation d'*Édouard en Écosse*, Contat voulait établir à sa fantaisie la position d'une scène; l'auteur résistait et faisait observer que cela dérangeait toutes ses combinaisons : de guerre lasse, il en appelle aux autres acteurs, qui gardent le silence, peu soucieux de contredire leur impérieuse camarade. Hors d'elle-même, celle-ci lui jette son rôle à la tête, en jurant ses grands dieux qu'elle ne jouera jamais dans aucune de ses pièces ; il le ramasse froidement, prend son manuscrit des mains des souffleurs, et sort en déclarant que la pièce ne sera jouée qu'autant qu'on lui permettra d'avoir quelquefois raison. Grande rumeur à la Comédie ! on dépêche

à Duval des ambassadeurs : un mot de lui à Contat, et elle jouera la pièce comme il veut; notre Breton s'entête, elle avait envie de son rôle et le pria de le lui renvoyer; le lendemain une plaisanterie de sa part, un propos galant de l'auteur scellèrent la réconciliation. Plus tard il se l'aliéna tout à fait en osant offrir à Mme Talma un rôle sur lequel elle avait jeté son dévolu ; car elles sont aussi innombrables que les grains de sable du bord de la mer les brouilles, jalousies, rivalités enfantées au théâtre par ces compétitions! Elles ont peut-être aussi leur importance dans l'histoire. Henri Heine, à propos des ballets de l'Opéra, établit de piquans rapprochemens entre les entrechats de danseuses aimées par des ambassadeurs, des hommes d'État, et les cabrioles de la politique. Les historiens des causes secondes découvriraient peut-être dans les archives intimes de la Comédie le secret de mainte affaire; et, en tout cas, la connaissance profonde de tout ce qui se passe entre la coupe et les lèvres, entre la lecture d'une pièce et sa représentation, fournirait de précieux documens aux anatomistes du cœur humain.

Devenue Mme de Parny par son mariage avec le neveu du poète, Louise Contat ne songea plus qu'à rendre heureux sa famille et ses amis. Elle leur offrit un jour, au château d'Ivry, ou plutôt ils lui offrirent une fête originale, qui fait penser à celles qu'imaginait Collé pour le duc d'Orléans, mais avec je ne sais quoi d'imprévu, de spontané qui manque à celles-ci. Rassemblés à l'heure dite, membres de l'Académie française, généraux, personnages de la cour, femmes du monde, actrices renommées, prennent part aux danses rustiques, se mêlent dans le parc aux paysans endimanchés; parmi ceux-ci se détache un couple que ses poses, sa grâce et sa légèreté désignent à l'attention. On fait cercle, on s'interroge, Louise s'avance à son tour, et reconnaît Chevigny et Beaupré de l'Opéra qui, à sa vue, redoublent de folies. Mais quoi! Voici deux vieux grognards qui interrompent ces ébats; ils se plaignent que la dame de céans débauche leurs filles, leurs garçons, et jouent si bien leur rôle, qu'on les saisit déjà au collet pour les expulser lorsque, riant de la méprise, Contat nomme Michot et Masson. Un peu plus loin s'escriment des chanteurs forains affublés de costumes grotesques. Kreutzer, directeur de l'Opéra, Salentin, Frédéric Duvernoy, Rode munis de leurs instrumens, Garat jouant du tambour de basque, Désaugiers vêtu en paillasse et battant la grosse caisse, se hissent sur des chaises, et, après un charivari de circonstance, annoncent qu'ils vont chanter le cantique de l'inimitable Louise; alors Désaugiers frappe de sa baguette une immense toile peinte par

Guérin et déroule en douze morceaux la vie de la châtelaine; Garat chante douze couplets sur un air de complainte composé par Kreutzer; Rode, Salentin, Duvernoy l'accompagnent, et Désaugiers reprend sur le ton niais le refrain de chaque stance. Un banquet de cent couverts attend les invités dans l'orangerie; chacun choisit son voisin, sa voisine, l'esprit pétille; la gaîté s'épanouit dans une sorte de délire d'imagination où la beauté se multiplie; lettrés, poètes font assaut de complimens versifiés à l'adresse de la *moderne Thalie*, les uns recourent à de gracieuses interprètes, Mmes Dugazon et Branchu pour Marsollier et Hoffmann, Carline pour Andrieux, Devienne et Mézeray pour Colin d'Harleville et Desfaucherets, tandis que Vigée, Chazet, Roger, Campenon présentent leurs hommages sans truchement. Bouilly ayant remarqué dans les corbeilles de fleurs une belle rose voisine d'une branche d'immortelles, improvise ce couplet que Louise récompensa d'un baiser (1) :

Tu viens trop tard, pauvre cervelle,
M'a dit Flore, on a tout cueilli.
Cette rose, un brin d'immortelle,
C'est tout ce qui me reste ici...
Mais Contat doit se reconnaître
Dans ces deux fleurs, mon seul trésor.
L'une dit ce qu'elle est encor,
Et l'autre ce qu'elle doit être.

Beaucoup plus simple est la nature de Mlle Devienne, moindre aussi son talent; nul appétit de domination, une grande douceur de caractère, de l'esprit en peignoir, de la gaîté sans apprêt, sans effort, la bonté la plus aimable et cette grâce pénétrante qui faisait dire à Parny. « Quel dommage qu'elle n'écrive pas tout ce que je pense! » Elle avait la vocation de la vie de famille, de l'intimité, et se trouva de plain-pied avec sa situation lorsqu'elle épousa l'amoureux Gévaudan, riche financier qui plus tard représenta la ville de Paris au Corps législatif, pour le récompenser sans doute de l'avoir tirée des griffes du Comité de Salut public pendant la Terreur : d'ailleurs la fortune ne l'empêcha point d'exercer longtemps encore, jusqu'en 1812, son métier de comédienne. Châtelaine du foyer, dame de la causerie les pieds sur les chenets, son rôle à elle, c'est d'abord d'être femme; et des royautés de salon et de conversation elle n'a cure. « Il y a deux femmes en Devienne, écrit l'auteur des mémoires de Fleury : la femme du logis et la femme artiste. Au théâtre, c'est l'intelli-

(1) Bouilly, *Mes Récapitulations*.

gence, c'est l'esprit, c'est l'observation et la finesse poussée jusqu'à la coquetterie. C'est l'actrice qui peut le plus se passer de son auteur; elle l'aide quand elle ne le crée pas; d'un regard, d'un geste, elle fait un bon mot; d'une inflexion, d'un silence, elle fait la fortune d'un vers. Cette prose est-elle languissante? elle presse son allure, elle la papillote et voilà que cette prose éclate en étincelles. Elle comprend Marivaux, mais elle fait comprendre Molière... Dans la société, elle abdique. Simple, vraie, modeste, elle se hasarde à peine, c'est le ton d'une fille bien élevée. Interrogez-la, elle vous répondra avec timidité; mettez-la à son aise, vous serez charmé... »

Née dans une honnête famille d'artisans lyonnais, Devienne va par hasard au théâtre, s'enthousiasme, part pour Paris sans tambour ni trompette, maudite, ou peu s'en faut, par ses parens, car la mère Thévenin ne plaisantait pas sur ce chapitre et considérait la scène comme le vestibule de l'enfer. Jeanne réussit d'emblée, retrouve à Paris son brave homme de père qui, venu avec les gardes nationaux de Lyon pour la fête de la Fédération, l'embrasse devant la nation, pardonne, et consent à s'installer chez elle. Le voilà choyé, dorloté, se prélassant dans le luxe de sa fille avec le sans-gêne de Ver-Vert, si satisfait qu'il promet d'amener la mère à Paris. Celle-ci se fit tirer l'oreille, mais finit par promettre, à condition qu'il ne serait jamais devant elle question de théâtre. Devienne donne des fêtes en leur honneur, les sert les premiers, avant les ducs et les marquis, et dans son salon trônent le portrait du père Thévenin, en habit de dimanche, celui de la mère Thévenin parée de sa robe à fleurs, coiffée de la cornette lyonnaise : bientôt elle les conduit à une jolie maisonnette où ils retrouvent la boutique du menuisier, avec les rabots, la scie, l'ouvrier, et la chèvre qu'ils avaient là-bas, un jardinet garni de fleurs et d'espaliers. Les voilà bien heureux, mais il manque quelque chose au contentement de leur fille : la mère tenait bon sur l'article spectacle; une grande dame s'entremit, obtint à grand'peine qu'elle vînt dans sa loge entendre *Athalie*. La bonne femme s'est juré de ne pas regarder, de ne pas écouter une syllabe, et d'abord elle reste impassible, sourde comme une statue; mais au second acte, les paroles de Josabeth, de Joas la frappent, bien qu'elle en ait, trouvent le chemin de son cœur, et, palpitante d'émotion, ne perdant plus un mot, un geste, les yeux baignés de larmes, transportée par cette poésie qui lui rappelle son livre de prières, par ces harpes et les prophéties du grand prêtre, elle tombe à genoux et, se signant pieusement, dit à haute voix : « Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il! »

VI

Grâce à leur mérite — et aussi, le Premier Consul, l'Empereur aidant — les Comédiens Français ont reconquis leur prestige d'autrefois, et le foyer du théâtre est redevenu un des salons où l'on cause le mieux, où chaque soir on tient cour plénière d'urbanité. Un curieux pêle-mêle d'artistes et de grands personnages, de jacobins nantis et d'auteurs peu rentés, d'amis vrais et de faiseurs de dupes. Point ou peu de contrainte, chacun a toute licence pourvu qu'il amuse et ne critique pas tout haut le pouvoir; dix tournois de conversation à la fois, tandis que passent et repassent, comme dans une redoute masquée, les acteurs, costumés, grimés tout prêts à entrer en scène. On commente gaiement le scandale d'hier, l'épigramme de demain, la pièce de ce soir, les ridicules de celui-ci, les concours académiques, les boutades de Maury, les amours de Mlle X..., l'infidélité de la duchesse A..., le caprice de l'empereur pour une camarade. La pauvre Georges! Après un entretien des plus tendres elle a cru flatter César en lui demandant son portrait. Lui va vers son secrétaire, y prend une pièce de cinq francs, et la lui offrant gravement : « Le voilà, dit-il, on prétend qu'il me ressemble. » Au contraire, Devienne n'a qu'à se louer du grand homme. On venait de jouer au château de Saint-Cloud, le souper d'usage se faisait attendre, elle s'en plaignait un peu, quand l'empereur vint à passer. On crut qu'il n'avait rien entendu, mais cinq minutes après il reparut, et regardant l'actrice avec douceur, dit fort gracieusement : « Vous êtes servis. » Napoléon ne laissait pas de se complaire aux infiniment petits : peut-être lui parut-il piquant de témoigner des égards à la Comédie dans la personne de Devienne, bourgeoise ayant pignon sur rue; peut-être aussi ne faut-il pas chercher de grandes causes à de minimes actions.

Les groupes se joignent, se séparent, se reforment, gravitent d'instinct vers la beauté, vers les causeurs professionnels, Louise Contat, Arnault, Legouvé, les trois étoiles du foyer, et plus d'un auditeur fera la roue demain avec les anecdotes, les récits qu'il récolte auprès d'eux. Arnault adore le monologue, il fait les demandes et les réponses, file la scène, imite les intonations, même les gestes. Un soir il raconte ses souvenirs de jeunesse, son éducation à ce collège de Juilly qu'il n'aimait guère, cette plaisante confession d'un camarade au redoutable P. Petit, directeur du pensionnat. « Mon père, je m'accuse d'avoir volé. — Volé, c'est une action infâme, c'est un péché de laquais! Volé! si, grâce

à une contrition parfaite, vous avez jamais place dans le paradis, ce ne sera jamais qu'auprès du bon larron! Volé! mais il y a vol et vol! La nature de l'objet influe beaucoup sur la valeur du péché! Volé! Vous n'avez pas volé de l'argent? — Fi donc, mon père! — Quoi alors, des livres, du papier, des plumes, quelque friandise? — Mon père, j'ai volé un oiseau! — Un oiseau! et de quelle espèce? De quelle grosseur? gros comme un pierrot? — Plus gros, mon père? — Comme un sansonnet? — Plus gros, mon père. — Comme un dindon? — Pas si gros, mon père. (Au même moment, un coq se met à chanter.) — Qu'est-ce que j'entends? fait le confesseur. — C'est mon péché! — Comment, votre péché? Où est-il, votre péché? » Il était dans la poche du pénitent qui l'avait escamoté dans la basse-cour, et s'accusait de son vol, pour en obtenir l'absolution et s'en régaler sans remords. Et l'enfant révélait ainsi le secret de beaucoup de pénitens de tout âge, de tout sexe et de toute condition. Alors défilèrent les professeurs de Juilly : — le Père Viel, grand préfet des études, auquel un mauvais élève ose un jour cracher au nez par bravade, en pleine classe; au lieu de le punir, il lui dit du ton le plus calme : « Vous êtes malade, mon enfant, vous avez besoin d'être soumis à un traitement particulier, cela regarde le médecin; ce qui me regarde, moi, c'est d'obtenir de Dieu qu'il vous rende à votre raison. Dès demain je dirai la messe dans cette intention; » — le Père Gaillard qui, à cette époque, vouait au bûcher Jean-Jacques et ses écrits, professeur, administrateur, député, juge après 89; — Fouché et Billaud-Varennes, qui alors passaient pour des prêtres et des hommes excellens, et peut-être méritaient-ils cet éloge, car les circonstances se jouent de la vie de la plupart des hommes comme la tempête emporte les barques frêles sur l'Océan en fureur, et cette terrible disparate entre ce qu'ils furent et ce qu'ils auraient pu être demeure l'éternelle question sans réponse, le désespoir des philosophes et des historiens; — le Père Debons, un puits ou plutôt un *tas de science* qui corrompait les mœurs en croyant les épurer : avertir l'adolescent des dangers attachés à certains plaisirs, c'est lui en révéler l'existence et l'attrait.

Arnault passait alors à ses débuts dramatiques; et c'était un délice de l'entendre narrer les petites malices de Monsieur, auprès duquel il avait une charge, qui faisait de l'esprit sous l'anonyme, envoyant de temps en temps aux journaux quelque diatribe contre tel ou tel homme en place, « quitte à se venger en prince de l'imprudent qui le traiterait en auteur. » Et, à travers mille sourires d'un homme qui avait su voir, observer, retenir, on assistait à l'évocation des hommes politiques et des hommes de théâtre pendant la période

révolutionnaire, évocation d'autant plus frappante que le conteur pouvait prendre les survivans à témoin. Il rappelait à Legouvé et Saint-Phal le beau succès de la *Mort d'Abel*, où la voix sombre et grave du tragédien, sa taille athlétique répondaient si bien à l'idée qu'on se fait de Caïn, le frisson sympathique du public quand retentirent ces vers :

Travailler et haïr, voilà donc mon partage !...
Un frère est un ami donné par la nature !...

Épicharis et Néron, qui faillit coûter la vie au poète, devenait l'occasion d'un incident aussi dramatique que la pièce elle-même, Danton et ses amis éclatant en bravos frénétiques à l'orchestre, lorsque l'auteur prononça le cri de : *Mort au tyran!* se tournant vers Robespierre qui occupait une loge d'avant-scène, et debout, les poings crispés, lui renvoyant l'imprécation, tandis que, pâle de colère, celui-ci avançait, retirait « sa petite mine d'homme d'affaires comme un serpent allonge et rentre sa tête avant de mordre ». La pièce terminée, chacun conseilla à Legouvé de s'enfuir; il resta bravement et ne fut point inquiété (1).

Cependant Legouvé a interrompu par modestie Arnault, et il se met à parler de Dugazon qui a pris sa retraite et va bientôt s'éteindre. Un admirable professeur de déclamation, comique excellent, parfois un peu trivial et bas, toujours prêt à appuyer une impertinence d'un coup d'épée, à courir les hasards de son imagination, une folle gaieté, aucun souci des convenances, Scapin retouché par Gavroche. En pleine révolution, pendant un entr'acte de tragédie, n'imagine-t-il pas de faire lever la toile, et, affublé du manteau d'Othello, s'avançant sur la scène, l'œil hagard et fixé sur la rampe, d'articuler : « Un quinquet!... deux quinquets!... trois quinquets!... » et ainsi jusqu'à dix, en variant ses effets chaque fois? La scène jouée, il se drape fièrement et s'éloigne avec la démarche d'un homme bouleversé par la passion la plus violente, tandis que stupéfait, magnétisé, sachant à peine s'il doit rire ou croire à un accès de folie, le public applaudit à tour de bras. Pendant le Directoire, au commencement d'un dîner chez Barras, une vieille femme pénètre malgré les domestiques jusqu'à la salle à manger, se jette aux genoux de l'amphitryon, le supplie de faire exempter son fils du service militaire. Assez mal

(1) Il se montra moins héroïque contre les ennuyeux que contre les pourvoyeurs de la guillotine, et, un jour que Bouilly lui reprochait d'avoir fait bon accueil à un insipide avorton de lettres, il répondit ingénument : « Que voulez-vous, mon cher, il faut toujours traiter les sots comme un ennemi supérieur en nombre. » Bouilly, *Mes Récapitulations*. — Legouvé, *Soixante ans de souvenirs*. — Arnault, *Souvenirs d'un sexagénaire*.

accueillie d'abord, elle insiste, peint sa détresse de façon si touchante que les convives se joignent à elle et arrachent le consentement de Barras; alors ce sont des remerciemens sans fin, et c'est à grand'peine qu'on la congédie. Cinq minutes après on annonce un invité en retard qui pousse droit au directeur et lui présente ses excuses dans le jargon de la solliciteuse; invité et paysanne ne faisaient qu'un : Dugazon. Mais amuser les autres ne lui plaît qu'à condition qu'il s'amuse lui-même, et gare à qui prétend le régenter! il se révolte comme le loup de la fable contre l'ombre d'un collier, et malmène rudement l'indiscret, car ce mystificateur pousse l'indépendance jusqu'à l'impolitesse et ne prend conseil que de lui-même. Le sentiment des nuances, une invention de pédans! Le sentiment des distances, une platitude, un nonsens! Un prince du sang vient le relancer au foyer afin de l'entraîner à un souper qu'il offrait à quelques têtes *perdues d'amour;* Dugazon, qui avait lui-même une partie arrangée, s'excuse; mais l'Altesse insiste d'un ton qui n'admet pas de réplique : « Parbleu! vous viendrez, Thiénot et Musson vous attendent, et j'ai promis à ces dames d'avoir nos trois plaisans. — Eh! parbleu, Monseigneur, vous ferez le troisième, je vous assure que je vous trouve très plaisant. » Et il n'en fut que cela. — Avec Bonaparte le style familier réussit assez mal à Dugazon. Quelque temps après le 18 Brumaire, il va présenter ses hommages au Premier Consul qui lui dit : « Comme vous vous arrondissez, Dugazon!... — Pas tant que vous, petit père, » riposte l'acteur, accompagnant le mot d'un geste à l'adresse du ventre du chef de l'État. Celui-ci fronça le sourcil, et les portes des Tuileries ne se rouvrirent plus pour l'audacieux. D'autres savaient se pousser : tels, Michot, d'un naturel si communicatif, d'une franchise si désopilante dans les personnages de la classe inférieure, paysans *valets du rez-de-chaussée;* Dazincourt, le Figaro idéal, au jeu si fin, si mesuré : l'un fut directeur des spectacles de la Malmaison, l'autre, qui avait donné des leçons de déclamation à Marie-Antoinette, fut professeur au Conservatoire et directeur des spectacles de la cour (1).

Quant à Raucourt, — cette tragédienne aux goûts philosophiques, comme on disait alors, — Legouvé racontait d'elle une exclamation qui fit les délices des habitués du foyer, égaya même les hôtes des Tuileries. Elle se déshabillait dans sa loge après avoir

(1) Il ne s'agit pas ici de présenter une biographie même très succincte des principaux comédiens d'autrefois, mais de les considérer dans leurs rapports avec les spectateurs et les auteurs, la société et le pouvoir : c'est pourquoi il a semblé utile de rassembler dans le cadre d'une soirée, au foyer du Théâtre-Français, quelques anecdotes et quelques profils.

joué; il ne lui restait plus que sa chemise, quelqu'un frappe à la porte : « N'entrez pas! s'écrie-t-elle. — Pardon! fait le visiteur dont elle reconnaît la voix. — Ah! c'est vous, Legouvé, entrez; j'ai cru que c'était une femme. » Et ces dames de tendre l'oreille, de se détacher du groupe que forment Colin d'Harleville, Baour-Lormian, André Murville, Bouilly, Alexandre Duval, autour du marquis de Ximénès, aide de camp de Maurice de Saxe à Fontenoy, ancien ami de Voltaire, auteur de trois tragédies, *Épicharis*, *Don Carlos*, *Amalazonte*, doyen des poètes sans-culottes et poète des théophilanthropes (ainsi s'appelait-il lui-même pendant la Révolution). Ses manies, ses excentricités divertissent le foyer non moins que ses coups de langue et la désinvolture avec laquelle il rabrouait les acteurs. Ayant vu Lekain, Clairon, Dumesnil, il possédait à merveille toutes les traditions. Lafon, après avoir rempli le rôle d'Orosmane, s'approche du marquis dans l'espoir de recevoir un compliment. « Vous venez de jouer Orosmane comme Lekain ne l'a jamais joué. — Ah! monsieur le marquis. — Non, Lekain ne le jouait pas comme cela, il s'en serait bien gardé. » Jeune encore, la malpropreté de Ximénès allait si loin qu'un jour qu'il cherchait comment il ferait mourir un de ses héros tragiques, le comte de Thiars répondit : « Je sais bien, moi, vous l'empoisonnerez. » Les comédiennes l'avaient ruiné; et il se vengeait des cruautés des anciennes en satirisant parfois et poursuivant les jeunes de propos graveleux. Doué d'ailleurs d'une mémoire étonnante, on pouvait le consulter comme le dictionnaire du XVIIIe siècle, un dictionnaire anacréontique, et épigrammatique, et il récitait à ses auditeurs force versiculets de Dorat, Boufflers et consorts.

Quant à André Murville, ce famélique parasite de Legouvé, c'est, ou peu s'en faut, le bouffon de la Comédie : quelque talent, de l'esprit, une absence de jugement qui l'entraîne aux incartades les plus drolatiques, toujours posé sur les choses, comme l'hirondelle sur le toit, rêvant de quelque pantalonnade qui amusera la galerie. Dévoré de la *fièvre verte*, ce cerveau brûlé, comme l'appelait sa belle-mère, Sophie Arnould, ne s'avise-t-il pas d'invectiver en pleine séance les membres de l'Académie française qui avaient pris la liberté grande de ne lui accorder qu'une mention quand il revendiquait un prix? Une autre fois, après une représentation de son *Héloïse*, il s'avance sur le théâtre sans qu'on l'appelle, et remercie de ses bravos imaginaires le public qui le hue avec ensemble. Mais son aventure la plus plaisante eut lieu à propos de sa tragédie d'*Abdelazis et Zuleima*. Monvel ayant déclaré qu'il ne pouvait jouer un jour où elle était annoncée : « Messieurs, dit Murville, à Dieu ne plaise que faute

d'un moine l'abbaye chôme! Je me chargerai du rôle. » On s'étonne, on rit, et lui d'invoquer Eschyle, Sophocle, Molière. Pourquoi ne marcherait-il pas sur leurs traces? Chose proposée, chose convenue : le directeur Gaillard annonce Murville sur l'affiche en lettres d'un pied ; on accourt; recette énorme. Il paraît, vêtu du costume oriental; par malheur il avait gardé ses lunettes, un rire inextinguible secoue la foule, se prolonge lorsqu'il adresse sa triple révérence au public; cependant il réussit à débiter une fable assez ingénieuse où il se compare modestement à l'oiseau qui doit remplacer le rossignol. Peine perdue! L'élan était donné, et toute la soirée se passa en quolibets; voix, gestes du pauvre acteur fournissaient, à chaque instant, l'occasion d'une bordée de rires ou de bravos ironiques; il venait de tuer sa pièce, qui, sans lui, réussissait assez bien.

VII

Enfin voici le bataillon des jeunes comédiennes, toutes ravissantes, sauf cette pauvre Duchesnois : autour d'elles papillonnent les riches d'esprit et les riches de pécune, tous désireux de plaire, offrant chacun leur monnaie. Et certes elles ont le droit de se montrer difficiles, Mars, Volnais, Georges, Bourgoin, Mézeray. Lorsque César les emmène à l'étranger, elles se partagent à l'amiable ou du droit de la force les rois, les altesses qu'elles retrouveront parfois à Paris : elles sont curieuses, et font à leur manière la conquête de l'Europe! Au foyer cependant, elles ont leurs causeurs favoris, Picard, Demoustier, ce dernier toujours prêt à improviser contes, madrigaux, la mémoire pleine d'anecdotes, l'homme des jours de mélancolie, à la verve intarissable (1). C'est lui qui, prié par Lange et Mézeray de définir la fidélité, répondait sur-le-champ :

Elle dure si peu, qu'on n'a pas le temps même
De la nommer fidélité;
Si bien que c'est, en vérité,
Un enfant qui meurt sans baptême.

(1) Le 8 ventôse an V, le théâtre Feydeau représenta la comédie des *Trois Fils*, qui n'eut aucun succès. Demoustier, son auteur, se trouvait placé à côté d'un jeune homme qui ne cessait de s'exclamer. « Ah! comme c'est mauvais ! c'est détestable ! Ah! que je suis fâché de n'avoir pas une clef forée! Comme je sifflerais! — Monsieur, dit Demoustier, je puis vous rendre ce service; en voici une. — Grand merci ! » — Et les coups de sifflet vont leur train. La pièce finie, un ami s'approche : « Ah! mon cher Demoustier, que je suis fâché de la rigueur avec laquelle on a traité ta pièce! » — Stupéfaction du jeune homme qui se confond en excuses, et pour pénitence reçoit une invitation à déjeuner; il accourt, il revient, la confiance s'établit, et le siffleur finit par avouer qu'il a composé une comédie sur laquelle il désirerait avoir l'avis de

Et les applications ne manquaient pas. Compétitions de rôles, rivalités de talent, d'amour-propre, de galans, intrigues de coulisses, ces dames croyaient avoir mille raisons de se détester, ne s'en faisaient guère faute; et la chronique de leurs querelles défrayait la ville et la cour. Peut-être même le gouvernement s'appliquait-il à les faire durer, afin de fournir des thèmes de conversation à une société qui se serait ennuyée, qui s'attristait aussi de n'entendre parler que guerres, victoires et conquêtes. Mars, chef d'emploi, laisse dans l'ombre Bourgoin qui rend la pareille à Volnais : elles jouent les rôles d'ingénuités, de jeunes premières, de jeunes princesses, mais Bourgoin « primait », et, forte de son droit strict, un jour que l'affiche annonçait *Zaïre* au théâtre de Versailles avec Volnais, elle s'y rendit, entra en scène, et vint se poser à la réplique devant sa rivale sans que celle-ci osât protester. Une aimable et une bien jolie fille, cette Bourgoin, sympathique au public pour sa verve et sa gaieté, ayant bec et ongles pour se défendre ou attaquer, incapable de garder rancune de ses sarcasmes, bonne au fond et charitable, mais d'une bonté armée, qui se dépouillait de son enveloppe rugueuse à mesure qu'elle s'avança vers l'automne de l'existence. En attendant, toute au bonheur d'être jeune, aimée, admirée, cueillant à pleines mains les roses de la vie, répandant son cœur et son esprit avec une générosité de millionnaire, mettant en révolution par ses boutades la comédie, le foyer, les artistes et les auteurs. Cette Volnais! C'est sa bête d'horreur! Non contente de la « primer », de la faire enrager en lui enlevant des rôles, elle la crible de lazzis : elle achète une terre de 400000 francs; et toutes ses émules de s'écrier : « Comment a-t-elle pu rassembler tant d'argent? » Et Bourgoin de répondre ingénument: « Vous verrez qu'elle a fait un appel au peuple. » Talma, qui eut un goût très vif pour Bourgoin, lui proposa, au fort de la liaison, d'unir leurs ménages comme ils avaient uni leurs cœurs. « Non, dit-elle après un instant de réflexion; vois-tu, cela me vieillirait de trente ans; on dit aujourd'hui la *petite Bourgoin*, si je m'emménageais avec toi, on ne manquerait pas de m'appeler la *mère Bourgoin*, et je serais perdue. » Et Talma émerveillé la comparait à Arnould pour la repartie, à Lecouvreur pour l'âme. Un de ses plus beaux traits, c'est son billet à certaine duchesse de fraîche date, propriétaire d'un serin, le serin le plus choyé, le plus adoré et le plus libre de l'univers; trop libre, hélas! car il vagabondait de-ci de-là, allant de préférence se poser sur le balcon de l'actrice, laquelle avait un magnifi-

Demoustier. Celui-ci acquiesce, écoute la lecture, et, lorsque notre débutant a terminé : « Monsieur, demande l'auteur des *Trois Fils*, ne pourriez-vous pas me prêter une clef forée ? »

que chat angora, qui le surprit un matin et n'en fit qu'une bouchée. La duchesse s'étant plainte amèrement et ayant signé sa lettre : Clorinde, duchesse de D..., Bourgoin riposta cavalièrement : « Ma petite, il est reconnu que lorsqu'on laisse la volée à son oiseau chéri, on l'expose à tomber dans les griffes du chat... c'est ce qui vient d'arriver au vôtre. Si vous en apprivoisez un autre, ce dont je doute, je vous invite à lui faire garder la cage auprès de vous, dût-il s'y déplaire... sur ce, ma petite, je prie Dieu qu'il vous tienne en sa sainte et digne garde. — Iphigénie d'Aulide, fille du roi des rois. » Les rieurs ne furent pas du côté de la duchesse. Pour du talent, elle en eut un peu, pas beaucoup; elle triomphait dans certains rôles de jeune fille, dans celui de cette Roxelane dont le fin sourire, la bouche fraîche et le petit nez retroussé renversent les lois d'un empire. Mais l'élégance de sa table, une physionomie naïve et piquante, un joli timbre de voix, ses mots, voilà surtout ce qu'on prisait en elle (1). Non, Geoffroy ne mentait pas *à prix d'argent*, lorsque, après l'avoir portée aux nues, il se retournait subitement, raillait son jeu trop uniforme, et certain mouvement de pendule qui, paraît-il, la faisait osciller du talon à la pointe du pied et décrire vingt fois au haut de son corps un cercle de douze ou quinze degrés. Et n'est-ce pas le chef-d'œuvre de la réclame, cette lettre du comte Chaptal, ministre de l'Intérieur, lettre officielle publiée au *Journal de Paris*, où l'amoureux protecteur remercie Mlle Dumesnil d'avoir donné des leçons de déclamation à sa Dulcinée, et de ce chef lui accorde une gratification? Pauvre Chaptal! Napoléon se chargea assez méchamment de le désabuser sur le compte de la « déesse de la joie et des plaisirs ». Un jour qu'il travaillait avec lui, on annonce l'arrivée de Bourgoin : « Qu'elle attende! » dit Napoléon. Un instant après, on gratte à la porte. « Qu'elle s'en aille! » Mais Chaptal avait rassemblé ses papiers, était parti furieux, et le soir même il envoyait sa démission. La même disgrâce échut, paraît-il, à Duchesnois, envers laquelle Napoléon poussa le sans-gêne jusqu'à la faire déshabiller et rhabiller, sans qu'il daignât se déranger de son travail. Qu'une actrice compose ses opinions avec ses rancunes ou ses sympathies, qui pourrait

(1) « Plus tard, nous nous sommes revus quand j'ai voulu mettre au théâtre ma tragédie de *Ninus II*, où je lui confiai le rôle du jeune Zorame, qu'elle accepta en riant, et qu'elle joua de l'air le plus égrillard, avec une petite perruque frisée à cent boucles, un petit accent de soubrette, une petite mine de fille de boutique, qui me firent trembler. Elle estropiait les vers, elle disait un mot pour un autre; elle ressemblait moins à un prince d'Assyrie qu'à un page du duc de Vendôme; et, malgré tout cela elle eut un succès fou. On l'applaudissait comme elle jouait, à tort et à travers. Il ne tint qu'à elle de se croire admirable : elle était mieux, elle était jolie. » (Brifaut, I, p. 215.)

s'en étonner? Presque toutes les femmes, beaucoup d'hommes ne se conduisent pas autrement. Pendant une tournée à Pétersbourg, après la paix de Tilsitt, Bourgoin répète toutes les épigrammes qui courent sur Napoléon, et elle y met du sien : de son côté, à Erfurt, il met en garde le tsar contre les agaceries de l'enjôleuse (1) qui, sous la Restauration, affiche un royalisme fougueux, paraît en scène avec des rubans blancs et des fleurs de lys, captive quelque temps le duc de Berry : elle avait le goût des grandeurs!

VIII

Cette lettre d'un vieil ami montre le prestige de la scène sur une âme jeune et les illusions charmantes dont s'entoure une grande artiste lorsqu'elle sait mettre sur son visage la beauté des héroïnes qu'elle ressuscite : « En 1831, j'avais sept ans et mon père était préfet de l'Orne. Lié depuis Sainte-Barbe avec Scribe et Bayard, en relations avec Firmin de la Comédie-Française, il avait par eux, je suppose, connu cette Duchesnois, surnommée depuis si longtemps la « Reine sensible » ou l' « actrice de Racine » ; toujours est-il qu'il obtint d'elle la promesse de quelques représentations à Alençon, où mon grand-père venait de faire construire un théâtre, vendu depuis à la ville. Elle arriva, et le premier souvenir où je retrouve son image, est celui d'un déjeuner où je suis assis en face d'elle, entre mon père et ma mère. Le soir, elle jouait, et je la vis dans *Phèdre :* la seule chose que je me permettrai de dire à ce sujet, c'est que le timbre de sa voix, ses gestes et ses attitudes, d'une grâce incomparable et d'une majesté souveraine, produisirent sur moi une indéfinissable impression qui, après soixante ans, ne s'est pas effacée. Elle avait manifesté le désir de voir la ville, et, le lendemain, m'emmenant avec lui, mon père alla la prendre en voiture à l'*Hôtel du Maure* où elle était descendue. Elle nous reçut dans sa chambre : à peine étions-nous entrés que j'étais sur ses genoux, embrassé, caressé... et, tout en causant avec mon père, elle s'amusait à me faire croquer des pra-

(1) L'empereur Alexandre trouvait Mlle Bourgoin charmante, et ne s'en cachait pas. Celle-ci le savait, et tout ce qu'elle jugeait capable d'exciter le goût du monarque, elle le mettait en usage. Un jour enfin, le tsar amoureux fit part à l'Empereur de ses dispositions à l'égard de Mlle Bourgoin. « Je ne vous engage pas à lui faire des avances, dit celui-ci. — Vous croyez qu'elle refuserait? — Oh! non; mais c'est demain jour de poste, et dans cinq jours tout Paris saurait comment des pieds à la tête est faite Votre Majesté... Ainsi je souhaite que vous puissiez résister à la tentation. » — Ces mots refroidirent singulièrement l'ardeur de l'autocrate, qui remercia l'Empereur de son bon avertissement, et lui dit : « Mais, à la manière dont parle Votre Majesté, je serais tenté de croire que vous gardez à cette charmante actrice quelque rancune personnelle. — Non, en vérité, répliqua l'Empereur; je ne sais que ce que l'on en dit... » L'empereur Alexandre quitta Sa Majesté, parfaitement convaincu, et Mlle Bourgoin en fut pour ses œillades et ses espérances. (*Mémoires de Constant.*)

lines. Quand vint le moment de partir pour la promenade projetée, mon père, désireux de graver dans mon esprit le souvenir de mes relations intimes avec Duchesnois, me dit : « Regarde bien cette belle dame. » Et comme je levais le nez pour voir, mais sans comprendre, il répéta : « Regarde bien cette belle dame... c'est elle que tu as vue hier soir au théâtre. » Alors, après quelques secondes d'un examen attentif, sortit de ma bouche cette réponse incongrue : « Ah ! mais, celle d'hier était bien plus belle que *ça !* » Jugez si mon père dut regretter de ne m'avoir pas laissé à la maison ! Mais l'effet de ma réponse fut autre que celui qu'on pouvait en attendre : Duchesnois fut ravie, déclara que jamais compliment plus flatteur ne lui avait été adressé, et, m'entourant de ses beaux bras, elle m'embrassa avec effusion. Je ne puis supputer le nombre de baisers que j'eus l'honneur de recevoir en cette mémorable occasion. J'ai sur ma table un Bouillet où je lis « que la figure de Duchesnois n'était pas avantageuse », ce qui équivaut presque à dire qu'elle était laide. Les traits de son visage, en effet, n'avaient rien de ce qui constitue la beauté féminine ; mais comme, par son talent, elle s'était fait une beauté incontestable qui était son œuvre, artiste plus que femme, elle était sans regrets des avantages qui lui avaient été refusés... »

Sans regrets ! Non sans doute ; comment oublier tant d'affronts dévorés à cause de cette nature trop ingrate, tant d'efforts pour en triompher ? Trop laide ! murmurent les hommes de plaisir que rebutent son teint de moricaude, son nez épaté, ses grosses lèvres, une bouche fendue jusqu'aux oreilles, la toilette minable des années d'études, et qui ne daignent pas regarder des yeux magnifiques, un corps digne de Praxitèle. Trop laide ! répète la cabale des journalistes et gens du monde, inféodés à Mlle Georges, pendant cette rivalité épique qui se déchaînait en articles et en caricatures, en vers et en émeutes de parterre. Trop laide ! sifflent les bonnes camarades qu'horripile l'éclat de son début, et qui vont redisant l'épigramme de Louise Contat, lorsque Mlle Gros lui montre ses beaux bras encore noirs de la forte pression des mains nerveuses de la reine Duchesnois à sa confidente : « Oh ! la malheureuse, est-ce qu'elle déteint ? » Bonnes âmes qui ameutent si bien les autres acteurs que, lorsque le public la rappelle, Florence se trouve seul pour lui donner la main (1) ! Fille d'un domestique

(1) *Mémoires de la Société d'Agriculture, des Lettres et des Arts de Valenciennes*, t. II, 1836. — A. Dinaux, *Notice biographique sur Mlle Duchesnois*, Valenciennes, 1836, in-8. — Legouvé, *Soixante ans de Souvenirs*. — Clément Courtois, *l'Opinion du Parterre*, Paris, Martinet, an XI. — *La Conjuration de Mlle Duchesnois contre Mlle Georges pour lui ravir la couronne*, Paris, in-8 de 84 pages, par Boursault. — *Notice exacte de faits sur les deux actrices Duchesnois et Georges*, an XI, in-8. — *Mémorial dramatique*, années XI, XII, XIII. — *Petite revue de nos grands Théâtres*,

de maquignon de village, vouée dans son enfance aux rudes travaux de la campagne, puis demoiselle de compagnie d'une dame de Valenciennes, elle ne sait rien ; et les nécessités de la lutte pour la vie ne lui ont pas même permis d'acquérir ce fonds de connaissances vagues qui préserve de certaines âneries. Une représentation théâtrale à Paris lui a révélé sa vocation; une société dramatique de Valenciennes lui a fourni l'occasion de se la prouver. Débrouiller son intelligence, extraire de la gangue le diamant brut et le tailler sommairement, elle n'avait pas le loisir de songer plus loin; et tant pis après tout si elle émet un jour le regret de n'avoir jamais visité cette Troie dont elle parle si souvent, si elle gémit sur ce pauvre Henri IV, qui vivrait peut-être encore sans le coup de couteau de Ravaillac! Tant pis, si Legouvé, son professeur, n'a jamais pu la corriger de son hoquet tragique! Cela ne l'empêche point d'enlever le public dans Marie de Médicis et dans vingt autres rôles; car les connaisseurs, la jeunesse, les élèves de l'École polytechnique, tiennent pour elle. Le ménage Talma et Bourgoin ne s'associe pas au déchaînement du tripot, et elle a trouvé un protecteur influent, le général Valence qui mène Mme de Montesson : or, celle-ci est l'oracle de la nouvelle cour! Duchesnois déclamera chez elle, Mme Bonaparte voudra l'entendre et la comblera de faveurs. Mémoire de sauvage, passion du métier, tempérament infatigable, geste noble, aisé, toujours juste, ces dons font ressortir l'art exquis avec lequel elle sait passer du ton de la colère à celui de la tendresse, et l'harmonie de sa voix, une voix superbe, riche, sonore, profondément pathétique, qui contient et inspire l'émotion, si différente de celle de Raucourt que raillait âprement Joseph Chénier :

O Phèdre! en tes amours que de vérité brille!
Oui, de Pasiphaé je reconnais la fille,
Les fureurs de sa mère et son tempérament,
Et l'organe de son amant!

« Personne, écrit M. Ernest Legouvé, n'a joué et ne jouera comme elle le troisième acte de *Marie Stuart*. » Quand elle sortait de sa prison, éperdue de joie, folle d'ivresse, les bras tendus, les regards comme noyés dans le ciel, et sa voix se répandant en flots d'or dans l'espace, elle avait l'air de vouloir s'emparer des arbres, des nuages, de la lumière. Dans le rôle d'Ariane, lorsqu'elle apprenait que Phèdre sa sœur venait d'être enlevée par Thésée, sa surprise, son désespoir, l'anéantissement de ses facultés, ses yeux sans regards, le frémissement de son corps en prononçant

1817, in-8. — *Le Lever du rideau, ou chacun à sa place*, par G. N., 1818. — *Journal de Paris* du 19 janvier 1835.

le mot : « Je tremble! » arrachaient des larmes aux spectateurs; les femmes s'évanouissaient, plaignaient Ariane; tous les hommes condamnaient Thésée, et Lafon qui jouait avec elle ne pouvait s'empêcher de dire tout haut : « Ah! mon amie, c'est sublime! » Le jour de sa rentrée, après une maladie, en 1803, Geoffroy dépité compara le délire de la salle aux convulsions de Saint-Médard, et, d'après certains pamphlets d'alors, chaque spectateur ressemblait à un amant longtemps privé d'une maîtresse chérie et qui se retrouve enfin dans ses bras. La bonté, la charité de Duchesnois égalèrent son énergie brûlante, sa profonde sensibilité : « Elle est si bonne qu'elle en est belle; elle est si belle qu'elle en est bonne; » ainsi prononçaient les faiseurs d'antithèses sur elle et sa rivale. Elle eut un salon où s'empressaient les hommes les plus distingués : Legouvé et Vigée, ses premiers maîtres de déclamation, Salgues, Lepan, Talma, Fleury, Gros, Vernet, Léopold Robert, Arnault et Jouy, Lavalette, les maréchaux Mortier et Gérard, Mmes de Genlis, Lebrun, Élisa Mercœur... La Restauration n'avait point ses sympathies, mais, grâce au crédit de son ami, le général Valence, elle empêcha mainte disgrâce, sauva de la proscription beaucoup de personnes : elle avait la passion du bien en tout, puisqu'il est de l'essence même de cette passion de se répandre, de se généraliser. Parmi les bonapartistes réfugiés dans son hôtel en 1814, se trouvait un homme qui, aux Cent Jours, occupa un emploi important au ministère de la police : enragé de vengeance, le proscrit d'hier se met à dresser des listes de proscription, et, connaissant la générosité de Duchesnois, envoie chez elle des agens : elle refuse bravement l'entrée, va trouver l'ingrat, lui reproche amèrement de violer le droit d'asile, le menace d'un éclat, obtient qu'il renonce à son projet. Et, lorsque sa voix commença de se gâter, lorsque l'amour ne convint plus à son âge, et que la mort de Talma porta un coup funeste à la tragédie, elle ne voulut point descendre au rôle de « Sémiramis des campagnes » et de « Melpomène des foires, » aimant mieux quitter la scène que de s'abaisser jusqu'au drame moderne. Puis elle se repentit, et ne pensa plus qu'à reparaître; mais ses efforts pour raviver l'enthousiasme en province demeurèrent inutiles, et une pétition des auteurs dramatiques n'obtint aucun résultat. L'âge, l'ingratitude, la perte d'une grande partie de sa fortune ont accompli leur œuvre : le 30 mai 1833, faisant au public d'éternels adieux, elle essaie de lutter contre Mme Dorval, d'écraser la nouvelle école dans la personne de son interprète la plus brillante; elle joue le quatrième acte de la *Phèdre* de Racine, cette Phèdre qui fut son plus beau rôle, sa rivale le quatrième acte de la *Phèdre* de Pradon : ses cris, ses râlemens font sourire. Elle survécut deux ans

à peine à sa défaite : Mgr de Quélen se rendit à son lit de mort et la réconcilia avec l'Église. Trente fidèles à peine suivirent le char funèbre de celle qui avait obligé des milliers de personnes.

Mlle Georges Weymer eut pour première recommandation sa rare beauté, cette beauté que Raucourt, qui la découvrit à Rouen, appelait : « un bel outil de tragédie », beauté grâce à laquelle elle garda assez longtemps les bonnes grâces de Bonaparte, celui de ses usufruitiers ou de ses favoris qui lui laissa peut-être le souvenir le plus profond, car dans sa vieillesse même, elle ne parlait de lui qu'avec un tremblement dans la voix. Jamais des yeux plus noirs, plus expressifs n'ont paré la figure d'une femme. C'est Melpomène descendue de son cadre, opine Geoffroy, très féru de Georges et toujours un peu suspect dans ses jugemens; mais les habitués de la Comédie lui trouvent plus d'intelligence et d'imitation que d'âme et de chaleur. La volonté, l'art, les leçons de Talma suppléent aux dons naturels, lui font une diction simple, naturelle; une pantomime admirable, une entente profonde du costume, établissent sa supériorité dans certains rôles de reine : Mérope, Clytemnestre, Agrippine. Au début, Raucourt stimulait son inertie d'une manière assez plaisante : « La paresseuse! Au lieu de se préparer à avoir un bel appartement, elle aime mieux rester sur son grabat de la rue Clos-Vougeot! » La paresseuse d'instinct devint la laborieuse de raison; mais, à travers les hasards d'une existence fort accidentée, elle garda toujours quelque chose de l'indolence native, et comme une sorte de fatalisme qui l'incitait à compter sur son étoile. Il semble que l'imprévu, l'extraordinaire exercent une fascination sur cette femme, qu'elle sente s'agiter devant elle une destinée où le hasard doit déjouer les calculs de la prévoyance. Telle nous la retrouvons à chaque étape de sa vie, à la Comédie-Française, à l'Odéon, à la Porte-Saint-Martin, en Allemagne, en Angleterre, en Russie, en Turquie, directrice de troupes nomades, toujours aventureuse et éprise d'invraisemblable, cherchant le bonheur en dehors des conditions normales du bonheur, pareille à cette plante des steppes qui ne peut se fixer nulle part, roulée de-ci de-là par la fatalité. Quelle odyssée piquante que son voyage en Russie! Un beau matin de 1808, créanciers, camarades de la Comédie apprennent qu'elle a quitté Paris. La nouvelle se répand aussitôt. Et son engagement? Et ses dettes? Pourquoi est-elle partie? Eh mais, le danseur Duport, déguisé en femme, a filé le même jour sans tambour ni trompette! Quelle bizarre coïncidence! Eh bien, ils se sont enlevés réciproquement! Mais Duport est-il le prétexte ou le but même du voyage? Et les malins d'observer qu'à une personne comme Georges il faut un compagnon pour charmer les

ennuis de la route. En réalité, elle va retrouver son cher Beckendorf, frère de la comtesse de Lieven. Une intrigue a été ourdie là-bas; enlever le tsar à Mme Nariskine, le ramener à l'impératrice; Georges fera le pont entre eux; par sa beauté et son esprit, elle triomphera de la maîtresse russe : les rois n'ont-ils pas eu toujours un faible pour les reines de fiction? On la présente à Alexandre qui lui donne une plaque en diamans, mais ne la redemande pas, et il faut se rabattre sur les hauts dignitaires et le grand-duc. Celui-ci tout d'abord avait opiné dédaigneusement : « Votre Mlle Georges, dans son genre, ne vaut pas mon cheval de parade dans le sien; » puis il mordit à l'hameçon, vint la voir tous les jours et l'aima « comme une sœur », assure-t-elle. Quant à Napoléon, on lui a révélé sans doute le complot, et il a permis cette fuite, car, en 1813, lorsque Georges rejoint la Comédie à Dresde, il se reprend de goût pour elle, la fait réintégrer comme sociétaire, et ordonne qu'on la traite comme si elle n'avait pas été absente; plusieurs fois aussi la cassette impériale s'entr'ouvre pour ce bourreau d'argent. Son imprévoyance a pour excuse le douteux privilège d'une très longue vie : cette femme, qui avait débuté en 1802, restait sur la brèche, jouait encore en 1855 à l'Odéon.

Que de tristesses accumulées dans ces deux dates? Et quelle rude revanche de la raison sur l'imagination? Mais, pourquoi s'étonner qu'un artiste marche à travers la vie comme un poète, dépense largement son gain, escompte l'avenir? Peut-on en vouloir à la pauvre Georges d'avoir oublié le précepte de son camarade Florence : « Le comédien doit rester trente ans au théâtre, dix ans pour faire des dettes, dix ans pour les payer, dix ans pour amasser. » Oui, la lutte pour l'existence le veut ainsi : demain commande; la vieillesse menace l'acteur qu'elle condamne aux vertus bourgeoises; et les peuples n'ont guère plus de reconnaissance que les individus. La querelle des cigales et des fourmis est aussi antique que l'humanité, et, tout compte fait, un peu d'indulgence ne messied pas dans l'appréciation des choses terrestres. Laissons aux fourmis les confortables calculs, les savantes spéculations de bien-être, la dignité solide de la retraite, toutes les joies de l'épargne, et cet orgueil de penser qu'elles font la grandeur et la puissance de la fourmilière ; mais les pauvres cigales qui ne thésaurisent point, elles ont parfois jeté de la poésie, de l'amour, du soleil dans les âmes, et pourquoi leur marchander notre sympathie?

VICTOR DU BLED.

LE

JOUR DE LA DÉCORATION (1)

I

Huit jours environ avant le 30 mai, trois amis, John Stover, Henry Merrill et Asa Brown se rencontrèrent par hasard un samedi soir dans le *store*, le magasin de Barton à Barlow Plains. Ils se permettaient une heure de paresse, après la semaine laborieuse. Le soleil était enfin sorti clair et brillant d'une période de longues pluies et tous les fermiers de Barlow s'étaient mis à planter. Il leur restait encore pas mal de labourage à faire, la saison étant fort en retard.

Ces trois hommes, d'âge moyen, étaient de vieux amis; ils avaient été à l'école ensemble. Tout gamins la guerre les avait pris; enrôlés dans la même compagnie, le même jour, ils avaient marché côte à côte. Puis vint la grande épreuve d'une grande

(1) On appelle ainsi en Amérique la fête commémorative des soldats tombés pendant la guerre, chaque ville se faisant un devoir annuel d'apporter des drapeaux et des fleurs sur la tombe de ses héros. Nous avons choisi ce petit récit dans le nouveau livre : *A native of Winby and other tales* (Houghton, Mifflin and C°), que vient de publier Sarah Orne Jewett, pour montrer ce que peuvent être le sentiment militaire et la notion de la patrie dans un pays tel que les États-Unis. La vie des paysans de la Nouvelle-Angleterre est peinte ici d'une touche sobre, un peu grise, éminemment caractéristique du climat, des mœurs et de la race. L'émotion y palpite, intense autant que contenue. Il faut avoir visité le village du Maine que l'auteur peint sous le nom de Barlow Plains pour apprécier le scrupuleux réalisme de la description, la justesse de l'atmosphère et de l'accent (Voir le *Roman de la Femme médecin* dans la *Revue* du 1er février 1889).

guerre, puis plus rien... ; les années qui suivirent leur retour du Sud furent presque semblables pour chacun d'eux. Ils auraient pu être membres de la même famille tant ils connaissaient bien l'histoire les uns des autres. Assis sur un banc de bois à gauche de la porte, ils causaient, fort absorbés dans leur entretien, car le passage des gens qui entraient et sortaient (le bureau de poste était aussi dans le magasin de Barton) ne les interrompait pas; ils se bornaient à un signe de tête.

La soirée était belle; les deux grands ormes qui abritent la boutique du serrurier, de l'autre côté de la large route, portaient déjà presque la moitié de leurs feuilles. Plus loin se montraient deux petites maisons bâties à l'ancienne mode et la vieille église blanche avec son joli beffroi quadrangulaire surmonté d'un dôme en miniature. Le coq de la girouette indiquait le sud-ouest et il y avait encore assez de lumière pour qu'on vît briller bravement ce gros oiseau sur le bleu foncé du ciel. A l'ouest de la route, près du magasin, s'élevait la maison toute moderne du *storekeeper;* son toit à la française et quelques tentatives d'ornement lui valaient d'être traitée d'ouvrage en pain d'épice, avec un mélange d'orgueil et d'ironie, par les plus anciens citoyens de Barlow.

Ces constructions diverses, le presbytère compris, formaient tout le petit village appelé Barlow Plains. Elles occupaient le milieu d'une longue bande étroite de terrain plat, dont les pâturages et les champs d'alentour faisaient une espèce d'île; au delà, il y avait des collines, au delà encore la montagne qui, elle-même, semblait être tout près. Éparpillées sur les pentes apparaissaient des fermes, si distantes les unes des autres, avec leurs dépendances agglomérées, que chacune d'elles avait un air d'isolement; les bois de pins, massés en haut, descendaient vers elles comme pour les assiéger toutes à la fois.

Il faisait plus clair sur les plateaux que dans la vallée, où les trois hommes, assis, tournaient le dos au couchant.

— Eh bien! nous voilà quasiment en juin et mes haricots ne se décident pas à sortir de terre, dit Henry Merrill en se lamentant.

— Votre terre est toujours en retard, pas vrai? Mais vous rattrapez les autres à la fin, répliqua Asa Brown pour le consoler. J'ai souvent remarqué que chez vous on avait beau planter tôt, ça poussait tard. Il y a bien une bonne semaine de différence avec mon champ à moi et celui de Stover; mais que le 1er juillet arrive et nous nous retrouvons tous au même point.

— C'est la vérité! fit observer John Stover, retirant sa pipe de

sa bouche comme s'il avait eu beaucoup d'autres choses à dire. Mais il la remit en place, ayant probablement changé d'avis.

— Cette humidité si longue a fait du tort, mais que voulez-vous, aucun de nous ne peut rien contre la saison, dit Asa Brown.

Personne ne jugea sans doute à propos de relever une vérité si claire. Il reprit :

— Samedi prochain sera le 30 mai, — voilà le jour de la Décoration revenu! Seigneur! les jours passent-ils vite après que vous avez attrapé vos quarante-cinq ans et davantage! Je suppose que quelques-uns d'ici iront à Alton voir la procession, comme de coutume. Je vais me procurer un de ces petits drapeaux pour les planter sur la tombe de notre Joel, et mis' (mistress) Dexter compte toujours en recevoir plusieurs pour le lot Harrison. J'en trouverai d'une manière ou d'une autre. Il faudra que je galope jusque-là, mais je ne sais pas trop où en prendre le temps la semaine prochaine. Les femmes devraient s'occuper de ça. Tenez, il y a l'endroit où Eb Munson et John Tighe sont enterrés, vers l'asile des pauvres; eh bien! j'avais le projet d'y mettre des drapeaux l'an passé et l'année d'avant, et puis j'ai oublié. Je voudrais pourtant tirer de ce côté-là l'œil des passans, quoiqu'ils aient fini par la mendicité. Eb Munson était tout de même aussi brave que pas un, oui!

— Il l'était; approuva John Stover, en retirant sa pipe de sa bouche avec détermination pour en secouer les cendres. C'est la boisson qui l'a perdu; tant pis, je ne suis pas de ceux qui se montreront durs pour Eb. Il a travaillé ferme tant qu'il a pu; mais il n'était pas bien solide, et je crois qu'il a commencé à boire la goutte pas tant parce qu'il aimait ça que pour se donner des forces à seule fin de travailler. Et puis voilà que tout à coup le rhum vous l'a empoigné et flanqué par terre. Eb en a causé longtemps avec moi un jour qu'il n'était qu'à moitié plein et, dit-il : « Je ne serais jamais arrivé à cet état-là si j'avais eu un chez moi et une petite famille; mais ce que je fais ou ne fais pas ne contrarie personne et c'est tout le contentement que j'ai, de manière que je ne vais pas m'en passer, bien sûr. Je suis tout le temps comme fatigué; pour que je mène à bien mon ouvrage, faut que je sois modérément soûl. » — Son raisonnement m'a fait pitié. Je lui ai dit: « Vous n'allez pas jeter de la honte sur nous autres vieux soldats, Eb? » Et il m'a bien promis que non. S'il avait seulement vécu pour avoir une de ces bonnes grosses pensions, tout lui aurait été plus facile. Il payait pour sa pitance huit dollars par mois et il ramassait toute la besogne au rabais qui lui venait sous la main. Finalement il est

devenu tel que les honnêtes gens ne pouvaient plus le supporter; alors il est tombé à la charge de la commune.

— Autre chose encore, fit gravement Henry Merrill. Le goût de boire lui était comme naturel; c'était un mal né pour ainsi dire en lui, à ce que je crois, et il n'y avait personne pour chasser le diable de sa peau, comme ça se pratiquait jadis dans l'Écriture. Son père et son grand-père buvaient; ça ne les a pas empêchés d'avoir bon cœur, d'être bons voisins, de ne jamais faire tort à quelqu'un. A leur époque c'était l'habitude de boire, les gens avaient plus froid qu'aujourd'hui et mangeaient plus mal; on se soutenait comme ça. Mais ce qui a perdu Eb, ç'a été son désappointement avec Marthe Peck, quand elle l'a planté là, pendant qu'il était à la guerre, pour épouser le vieux John Down. J'ai toujours mis ça sur le compte de Marthe.

— Moi aussi, dit Asa Brown. Marthe ne s'est pas bien conduite avec le pauvre Eb; non pas qu'elle s'en soit plus mal trouvée quant à elle, mais c'est une chose que de montrer du jugement, et c'en est une autre que d'avoir du cœur.

Il se fit un long silence. Le sujet leur était trop familier pour avoir besoin de commentaires.

— Il n'y a pas d'esprit public ici, à Barlow, déclara résolument Asa Brown. Je ne crois pas que nous puissions rien arranger pour la décoration. J'en suis comme honteux, mais toujours cette fête-là tombe quand on a le plus à faire. Vrai, ce n'est pas le moment pour une cérémonie que celui des dernières semailles.

— Il n'y a pas à réclamer l'esprit public chez les autres quand on n'en a pas soi-même, remarqua judicieusement John Stover. — Mais quelque chose lui avait plu dans la suggestion découragée de son ami. — Peut-être bien que nous pourrions tout de même faire la fête cette année. Elle tombe un samedi; ce n'est point si mauvais qu'au milieu de la semaine.

Nul ne répondit; il reprit au bout d'une minute :

— Il y a eu un temps où l'on était trop près de la guerre pour s'en bien rendre compte. Les individus les mieux cotés alors étaient censément ceux qui n'avaient point quitté leur chez eux où ils avaient continué à faire chacun son métier et à ramasser de l'argent; mais maintenant ce n'est pas la même chose.

— Oui, ceux qui étaient restés attrapaient tous les profits et, quand nous sommes revenus, nous nous sommes trouvés joliment distancés, grommela Asa Brown.

— On nous appelait à la fois des héros et des propres à rien, reprit en riant Stover. Nous n'avions plus trop la main

à l'ouvrage dans les premiers temps. Je ne sais pas pourquoi nous étions devenus si maladroits; ce que nous pouvions faire de meilleur c'était de bavarder avec les vieux. Mon père n'avait jamais été content de mon départ pour la guerre, en partie parce qu'il était quaker, et ça le mortifiait de me voir flâner ici, au magasin, raconter ce qui s'était passé dans le Sud et discuter avec des individus qui ne savaient rien de ce qu'avaient fait nos généraux. Je me vois maintenant comme il me voyait alors; mais après que j'ai eu fini de jeter ma petite gourme de glorieux... un blanc-bec, quoi!... j'ai pris la vieille ferme en main avec le père et j'en tire parti comme il faut. Regardez-moi ces prairies et voyez ce que j'ai fauché d'herbe l'année dernière! Je n'ai pas à être honteux de mon bien, quoique j'aie été soldat.

— Tout ça me paraît bien plus grand qu'autrefois, dit Henry Merrill. Je parle de la guerre... Nous la comprenions mal. Ça me levait le cœur, leurs grandes phrases sur le patriotisme et l'amour du pays, et les pièces de vers que des dames écrivaient dans les papiers sur le vieux drapeau, et les héros tombés et le reste; tout ça ne frappait pas au bon endroit; mais à présent chaque fois que je me trouve devant le drapeau j'en reste tout saisi. C'est comme je vous le dis. Il y a déjà longtemps, l'automne dernier, j'étais allé à Alton; une compagnie de pompiers faisait la parade. Ils avaient remporté un prix à une foire quelconque et s'en retournaient chez eux, musique en tête. Voilà que, pour regarder, je sors de la boutique où j'étais avec ma femme : la compagnie avait fièrement bonne mine... presque aussi bonne mine que de la troupe. Je vis le drapeau s'avancer gonflé par le vent et il passa pardessus moi. Quelque chose me serrait à la gorge. Jamais je n'ai été aussi près de pleurer. Heureusement personne ne m'a vu.

— Je retournerais à la guerre d'une minute à l'autre, déclara Stover après une pause expressive, mais nous en saurions bien davantage que la première fois. Peut-être que nous avons maintenant trop d'opinions arrêtées pour faire de bons soldats.

— Martin Tighe et John Tighe étaient considérablement plus vieux que les autres et ça ne les a pas empêchés de bien agir, riposta vivement Merrill. Nous trois, nous étions les cadets, mais à l'époque nous croyions en savoir plus long que tout le monde.

— N'empêche que la guerre a donné un fameux élan au pays, dit Asa Brown. Je prétends que nous commençons seulement à nous en rendre compte. Voilà mon cousin, vous savez, Daniel Evins qui est venu nous voir l'hiver dernier : il m'a dit que, dans

une de ses tournées de cabotage, il était allé dans le port de Beaufort avec un chargement de bois de charpente... eh bien! il est passé par un cimetière de ce côté-là et il a vu sur une pierre le nom de quelque jeune soldat du Sud qui avait été tué pendant la guerre. Au-dessous il y avait : « Mort pour son pays. » Daniel savait bien mes idées sur les agissemens de la Caroline du Sud, et j'ai senti en effet la moutarde me monter au nez; mais tout à coup il m'est venu je ne sais quelle idée, qui m'a fait dire : « Eh bien! c'est possible tout de même, pauvre diable, quand on réfléchit à l'ensemble des choses. »

Les autres ne répondirent pas.

— Voyons ce que nous pourrions faire cette année, reprit Merrill avec insistance. Que nous ne soyons pas nombreux, ça m'est égal. Rassemblons ce qu'il y a d'hommes. Combien? Je me rappelle qu'il en est parti en tout trente-sept du vieux Barlow.

— Il ne doit guère en rester que huit en comptant Martin Tighe, et celui-là ne marche pas, dit Stover. Ma foi, non, ça n'en vaut guère la peine pour si peu!

Mais les camarades ne tinrent aucun compte de sa désapprobation.

— Neuf en tout, fit Asa Brown, après avoir réfléchi et compté sur ses doigts deux ou trois fois. Je ne peux pas faire que nous soyons davantage. Jamais je n'ai retenu les chiffres dans ma tête.

— Je trouve neuf aussi, dit Merrill. Tant pis, nous transporterons Martin à cheval et Jesse Dean de même, s'il le veut bien. Il est joliment vif sur ses deux cannes, et il faut voir comme Jo Wade se sert de sa béquille, pourvu qu'il n'ait pas à faire trop de chemin. Bien sûr nous ne les laisserons jamais aller à pied ; ils sont trop décrépits ; mais nous leur ferons mettre tout ce qui reste de leurs uniformes et nous tâcherons d'avoir avec nous un fifre et un tambour pour faire aussi bonne figure que possible.

— Tiens, justement un des garçons de Martin Tighe, le second, joue du fifre comme personne! s'écria John Stover saisi d'enthousiasme tout à coup. Si vous êtes décidés tous les deux, causons demain avec le ministre et voyons ce qu'il dira. Peut-être qu'il voudra bien annoncer la chose. On se procurera des tas de bouquets. Le mieux sera de réunir un *meeting* et d'en causer ensemble, le premier jour de la semaine ; ça ne nous dérangerait pas beaucoup de marcher du vieux cimetière à la maison des pauvres et de faire le tour par le sentier du doyen Elwell pour passer devant les deux pierres qu'il a dressées en mémoire de ses fils quand ils ont sombré sur le vaisseau de guerre. On remarque ces pierres-

là tout autant que si les corps étaient dessous, n'est-ce pas?

Stover parlait d'un air qui fit comprendre aux camarades qu'il pensait à une autre pierre dressée en mémoire de son frère unique dont la tombe sans nom était perdue quelque part là-bas dans le désert.

— Et on nous en voudra à mort si nous ne défilons pas devant toutes les maisons de la ville, ajouta-t-il un peu inquiet, tandis que les trois amis se levaient pour rentrer chez eux. C'est une population terriblement dispersée que celle de Barlow pour lui faire les honneurs d'une procession !

La nuit était douce, scintillante d'étoiles. Ils s'en allèrent chacun d'un côté différent, laissant la route des Plaines et traversant les champs par de petits sentiers qui conduisaient à leurs fermes respectives.

II

La semaine s'écoula et l'aube du samedi amena le beau temps. Ce fut dans les fermes une matinée active comme d'habitude; mais, longtemps avant midi, les attelages de chevaux et de bœufs rentrèrent du travail des champs, et, à la hâte, les gens s'apprêtèrent pour le grand événement de l'après-midi. Il était si rare qu'une occasion quelconque éveillât l'intérêt public à Barlow qu'on avait répondu à l'appel avec un élan imprévu; le tapis vert devant l'église blanche était couvert de charrettes et de groupes pressés, des familles entières étant venues à pied. Les vieux soldats devaient se rencontrer au temple; à une heure et demie le cortège sortirait, et à son retour le ministre prononcerait une allocution dans l'ancien cimetière. Stover avait été lieutenant à l'armée, il fut donc choisi pour commander la troupe. Un tambour de la ville voisine offrit ses services et, transporté d'orgueil, le gars de Martin Tighe était présent avec son fifre. Il rêvait, — chose étrange parmi cette population paisible d'éleveurs de moutons, — il rêvait d'aller à l'armée; mais lui et son aîné étaient les seuls soutiens de leur père infirme, et il ne pouvait manquer à la maison jusqu'à ce qu'un plus jeune frère eût pris sa place; de sorte que tout son feu, tout son zèle militaire s'évaporaient pour le moment en musique martiale : le fifre servait de soupape de sûreté à son enthousiasme.

Les vieux soldats avaient l'habitude de se voir, car tout le

monde se connaissait dans le village de Barlow; mais quand les camarades parurent l'un après l'autre, revêtus de ce qui leur restait de l'uniforme depuis longtemps déposé, ils sentirent que l'événement était plus grand qu'ils ne l'avaient pensé, que la cérémonie, si simple qu'elle fût, dépasserait leur attente. Il leur semblait impossible de se servir des plaisanteries de tous les jours, de se faire l'accueil accoutumé. Certes les habits bleus râpés, les casquettes ternies avaient un air passablement antique et fané. L'un des hommes n'avait rien conservé que son bidon rongé par la rouille et son fusil, mais il les portait comme des emblèmes sacrés. Il avait depuis longtemps usé ses habits militaires, étant, lorsqu'on lui avait donné son congé, trop pauvre pour en acheter d'autres.

La porte de l'église s'ouvrit et les vétérans sortirent sans se laisser intimider par la foule silencieuse. Ils descendirent les degrés deux par deux et se mirent en ligne, comme si personne ne les eût regardés ; leurs brèves évolutions ressemblaient à l'accomplissement d'un rite mystique. Les deux boiteux s'obstinèrent à marcher de leur mieux, mais le pauvre Martin Tighe, plus infirme encore, fut porté dans la meilleure charrette de Henry Merrill, où il se tint droit et martial avec son gars pour conducteur. Il y avait, devant lui, planté à la place du fouet, un petit drapeau qui flottait au vent. N'étant pas sorti depuis si longtemps, Martin par sa seule apparition en plein air excitait l'intérêt; tout le monde lui accorda grande attention, même ceux qui étaient le plus las de contribuer à sa subsistance, qui lui en voulaient le plus de l'incapacité de sa femme, qui lui reprochaient d'avoir beaucoup trop d'enfans; même ceux qui prétendaient que malgré sa petite pension, sa jambe fracassée, sa main gauche sans doigts et sa vue affaiblie il eût été, s'il l'avait voulu, parfaitement capable de gagner sa vie et celle de sa famille; — oui, ceux-là mêmes venaient le complimenter. Bien sûr, il était bavard et flâneur, bien sûr sa femme avait une manière insupportable de se plaindre qui équivalait à mendier, surtout depuis que ses fils en grandissant commençaient de se rendre utiles. On savait d'ailleurs qu'ils avaient deux proches voisins qui ne les laissaient pas manquer du nécessaire, de sorte que beaucoup d'autres, ayant leur part de soucis, se trouvaient de bonnes excuses pour les oublier du commencement à la fin de l'année et les traiter de maladroits. Mais nul ne s'avisa de regarder Martin Tighe de travers le jour de la Décoration, tandis qu'assis dans la charrette il montrait au soleil sa figure aussi blême que celle d'un prisonnier et son pauvre corps amaigri. Et; de son côté, il tendit

impartialement à tous la main qui lui restait entière, il la tendit, à ceux qui s'étaient rappelé comme à ceux qui avaient oublié du même coup sa vaillante conduite à Fredericksburg et sa misère à Barlow.

Henry Merrill, ayant emprunté le grand drapeau des pompiers d'Alton, le portait fièrement. Ils étaient là huit hommes en ligne, deux par deux, marchant à bonne distance les uns des autres pour rendre la ligne plus longue. Le fifre et le tambour partirent ensemble avec entrain, et le petit cortège défila lentement le long de la route, plaquant une touche de couleur insolite sur le paysage familier : du rouge, du bleu entre les champs fraîchement labourés et les haies en boutons, encadrés par les chaînes de montagnes pâlissantes, sous les grands nuages blancs du ciel printanier. De telles processions deviennent plus pathétiques d'année en année ; il ne se passera pas beaucoup de temps avant que les enfans étonnés n'en voient la dernière. Les figures vénérables des hommes, la camaraderie renouvelée, le battement plus vif des cœurs qui se souviennent, l'attendrissement de ceux qui sont remis en présence de quelque ancienne douleur, toutes ces raisons rendent la solennité à la fois plus belle et plus triste. Chacun était donc ému, sans trop savoir pourquoi, en écoutant les notes aigres du fifre se mêler au roulement incessant du tambour sur la tranquille route de Barlow, pendant que marchait cette poignée de vieux soldats. Nul ne pensait à eux comme à de simples voisins ; non, c'était une partie de l'armée qui avait sauvé la patrie : ils avaient risqué leur vie, les armes à la main, ce lourdaud de John Stover et ce pauvre diable de Jesse Dean, ni plus ni moins que les autres. Il importait peu que tout le reste de l'année, celui-ci ou celui-là comptât pour peu de chose, qu'ils fussent estropiés et méprisés, que leurs fermes fussent médiocres ou productives.

La petite troupe avançait toujours, les charrettes encombrées de monde, et tout le peuple qui allait à pied suivant la voiture de Martin Tighe. On eût dit un cortège de funérailles ; la route était courte, mais cette longue ligne ondoyante marchait lentement, ne pouvant aller plus vite que les deux boiteux.

Devant la fenêtre d'une des maisons au bord du chemin, une vieille femme était assise, vêtue d'une antique robe noire et d'un bonnet blanc dont la bordure bien nette serrait de près ses traits décharnés. Depuis longtemps elle regardait, anxieuse, par-dessus les buissons de boules de neige et de roses-cannelles, le front pressé contre les vitres. Tout à coup, elle aperçut le grand drapeau :

— Vite! que je les voie! Je veux les voir passer! s'écria-t-elle en essayant de se lever toute seule de sa chaise dès qu'elle entendit le fifre. Les femmes qui l'entouraient la conduisirent jusqu'à la porte, en la soutenant pour qu'elle pût attendre debout. Elle était déjà vieille quand commença la guerre; elle avait envoyé sur les champs de bataille deux fils et deux petits-fils; il ne lui restait plus personne. Quand les hommes approchèrent, elle redressa sa taille courbée avec toute la vigueur de la jeunesse. Le fifre et le tambour s'arrêtèrent soudain, le drapeau s'inclina. Elle n'y prit pas garde, mais ses yeux éteints eurent un dernier éclair et puis se remplirent de larmes lorsque le même salut fut fait aux tombes des soldats.

— Merci, mes garçons, merci! cria-t-elle de sa voix chevrotante, et ils l'acclamèrent en chœur.

Le vivat fut répété par tout le cortège en l'honneur de la grand'mère Dexter, debout sur le pas de sa porte, entre les lilas. Ce fut un des beaux momens de la journée.

Les quelques vieillards qui se trouvaient à l'asile des indigens attendaient aussi le spectacle. Un petit garçon du gardien, sachant que c'était fête et ne comprenant pas au juste pourquoi, avait attaché son drapeau-joujou à la fenêtre du pignon où il ressortait comme une fleur brillante sur les planches grisâtres. Ce fut la seule tentative d'ornementation que rencontrèrent les vétérans le long de leur route et ils s'arrêtèrent pour la saluer avant de rompre les rangs et d'aller au coin d'un champ, passé la grange annexe de la ferme des pauvres, vers le terrain qui renferme des tombes sans nom. Un silence solennel régna tandis qu'Asa Brown allait chercher derrière la charrette de Tighe deux drapeaux que lui et John Stover plantèrent dans le gazon. Ils savaient bien où étaient les tombes, car on leur avait réservé un coin spécial, par égard pour leurs occupans, témoignage exceptionnel de sensibilité. Eben Munson et John Tighe furent donc honorés comme les autres; les couleurs américaines flottèrent sur eux environnées de bouquets inattendus et magnifiques : toutes les fleurs du printemps, asphodèles, jonquilles, groseillier sanguin, tulipes rouges jonchaient déjà le sol. Stover et son camarade échangèrent un regard significatif, tout en chantant, après quoi ils déposèrent leurs propres gerbes de lilas à côté de ces bouquets. Alors arriva quelque chose que ne comprit presque aucune des personnes présentes dans les charrettes. Le fils de Martin Tighe qui jouait du fifre avait bien étudié sa partie et, sur son pauvre instrument à courte haleine, il rendit de son mieux ce qu'il avait entendu une fois aux funérailles d'un soldat enterré à Alton. Les notes

plaintives et détachées s'égrenèrent tristement au-dessus des champs et la montagne en renvoya l'écho. Les vétérans n'osaient plus se regarder; leurs yeux débordaient de larmes; ils eussent été incapables de prononcer un mot. Rien ne pouvait leur rappeler autant que cela le vieux temps du service. Ils eurent une vision soudaine du camp virginien, du flanc de la colline, tacheté de blanc par les tentes, des lumières scintillantes dans les autres camps, et, au loin, de feux qui couvaient. Ils entendirent l'appel du clairon retentissant de poste en poste; ils se rappelèrent les glaciales nuits d'hiver, le vent dans les pins, les rires entre camarades. L'extinction des feux sonna par deux fois vigoureusement. Il semblait que les pauvres gars, Eb Munson et John Tighe, dussent l'entendre dans leurs tombes étroites.

Puis le cortège continua sa marche, s'arrêtant çà et là devant les petits cimetières des fermes, et y distribuant les drapeaux qui devaient briller tout l'été, ondoyer sous le vent d'hiver, blanchir sous la pluie et la neige. Quand ils retournèrent à l'église, le ministre prononça un discours [sur la guerre, et chacun l'écouta, recueilli, avec des oreilles toutes neuves pour ainsi dire. Ses paroles étaient assez familières à son auditoire; ils avaient souvent lu dans les journaux hebdomadaires des phrases pareilles touchant les résultats de la guerre et le glorieux avenir du Sud; mais jamais l'esprit de patriotisme et de fidélité n'avait été excité à Barlow comme il le fut ce jour-là par l'humble parade de ses derniers soldats. Ils envoyèrent des drapeaux à toutes les tombes lointaines et grande fut la fierté des parens qui purent réclamer ce gage d'honneur mérité par le courage, qui purent emporter leur trésor bien ostensiblement, afin que le monde comprît qu'ils étaient eux aussi parmi les élus.

III

Les journées sont longues à la fin de mai; John Stover eut cependant à se presser tout autrement que de coutume pour expédier sa besogne du soir. Comme c'était lui qui avait à faire le plus de chemin, il fut le dernier arrivé au magasin des Plaines, où ses deux amis triomphans l'attendaient avec impatience, assis devant la porte. Eux aussi avaient saisi le prétexte d'aller à la poste ou bien de faire quelque commission inutile pour leurs femmes, et ils taillaient de si belles bavettes qu'un groupe s'était amassé autour d'eux. Quand Stover apparut, ils se

levèrent en toute hâte et traversèrent la rue, allant à sa rencontre comme s'ils eussent formé tous ensemble un comité en session spéciale. Après avoir échangé des poignées de main solennelles, ils restèrent à l'écart, appuyés contre une barrière :

— Eh bien! nous avons eu un grand jour, n'est-ce pas, John? dit Henry Merrill. Vous avez commandé au mieux. Et les gens d'ici trouvent qu'il faut reprendre ça chaque année. Oui, ils m'en ont tous parlé tandis que je retournais à la maison. Ils disent qu'ils n'avaient pas l'idée que nous produirions tant d'effet. Quel malheur qu'on n'ait pas commencé quand on était plus nombreux!

— Ce drapeau que vous portiez a été le plus beau de l'affaire, dit généreusement Asa Brown. Je veux payer ma part de location. Et puis tout le monde a été content de voir le pauvre vieux Martin si bien traité.

— Ils étaient au moins une douzaine qui m'ont promis que l'année prochaine ils planteraient des drapeaux dehors et décoreraient leurs maisons de quelque manière. Les gens sentent au fond comme il faut, mais il faut les réveiller un peu, dit Merrill.

— Moi, j'avais pensé je ne sais combien de fois à rejoindre la grande armée d'Alton, poursuivit Asa, mais c'est encore loin et la dépense m'a toujours arrêté. Et puis je ne connais pas plus de deux ou trois hommes là-bas. Vous savez, la plupart de ceux d'Alton ont été naturellement répartis dans des régimens de l'autre côté de la ligne de l'État, ils ont eu d'autres batailles, ils n'ont jamais campé près de nous. Il faut tenir à son chez soi, faire chacun ce qu'on peut dans sa localité.

Le ministre m'a dit tantôt qu'il allait s'arranger pour avoir comme des espèces de parlotes dans la *meeting-house* (1), l'hiver prochain; il veut demander à quelques-uns de nous ce qu'ils ont fait dans le Sud : un soir ce sera sur la vie des camps, un autre soir sur les longues marches, et puis sur les batailles, — ça prendra pas mal de temps; — il faudra raconter tout ce que nous nous rappelons sur les camarades qui ont été tués, à seule fin qu'on ne les oublie pas. Il pense qu'il doit y avoir des parens qui ont gardé les lettres écrites des avant-postes par leurs garçons et qu'on pourrait faire, en se servant de ces bouts d'écrit, une histoire quasiment de nous autres. Voilà un homme capable, cet ancien Dallas, reprit Henry Merrill d'un ton approbateur; il a déjà tiré tout un plan, au profit de la jeunesse, qu'il dit.

— Chacun de nous, en cherchant tant soit peu, pourrait y

(1) La *meeting-house* est à la fois l'église et un lieu de réunion publique.

apporter sa petite part, répondit John Stover d'un ton modeste. Et, vrai, les jeunes gens y trouveraient de l'instruction ; seulement, ça me rendrait muet de honte si l'on voulait me faire parler en chaire. Bien sûr ce n'est pas là ce qu'a voulu dire l'Ancien... Mais tenez, j'ai eu l'occasion de voir quelque chose de Washington ; le président Lincoln m'a donné une poignée de main et il me semble toujours que, quand ce ne serait qu'à cause de ça, je vaux la peine qu'on me regarde. C'est arrivé juste comme je sortais de l'hôpital et que je commençais à me traîner dehors. Enfin, nous verrons ce qu'il en sera cet hiver. Je ne me croyais pas habile à parler en public, à moins que ce ne fût pour conduire le bétail... Allons, bon ! je me rappelle que j'ai quelque chose à vous raconter, fit-il en s'interrompant tout à coup. Ne vous avisez pas d'en rien dire, mais toutes ces belles fleurs qui étaient sur la tombe d'Eb Munson... Vous savez de qui elles venaient ? J'ai deviné à votre air que vous pensiez la même chose que moi. Eh bien ! elles venaient du jardin de Marthe Down. Ma femme m'a dit qu'elle les avait reconnues tout de suite ; il n'y a personne, excepté mis' Down, qui ait cette espèce de fleurs rouges. Tout ça l'aura ramenée au temps où elle était Marthe Peck, et elle les aura bien sûr apportées à la nuit tombée, à moins que ce ne soit diantrement de bonne heure, le matin.

Henry Merrill s'éclaircit la gorge en toussant.

— Elle ne fait rien à demi, voyez-vous, mis' Down, dit-il. Je n'en aurais jamais parlé si vous n'aviez point commencé, mais voilà : je l'ai rejointe comme je rentrais chez nous cette après-midi et je lui ai trouvé une mine toute retournée. Nous avons causé de la façon dont les choses s'étaient passées et elle voulut savoir à combien montait la dépense ; alors je le lui ai dit et elle a promis de donner cinq dollars, le jour où il me conviendrait d'aller les prendre. Et là-dessus elle s'expliqua franchement : « Je suis seule au monde, j'ai de quoi vivre ; il faudra qu'on mette une pierre toute simple sur la tombe d'Eb Munson avec le numéro de son régiment ; je payerai ce qu'il faudra... Oh ! non pas avec l'argent de M. Down, dit-elle, c'est mon affaire et je vous prie de vous en occuper. » Je lui dis que je ne demandais pas mieux, mais que nous comptions réclamer pour nos soldats les pierres tumulaires qui sont fournies par le gouvernement. C'est une honte que de n'y avoir pas pensé plus tôt, en effet. — « Non, non, dit-elle, je veux payer moi-même pour celle d'Eb. » — Qu'aucun de vous n'en jase, n'est-ce pas ? Ce ne serait pas bien ; mais elle avait joliment bon air dans le moment ! Jamais je n'ai autant respecté Marthe.

— Nous avons été quelquefois un peu durs pour elle, dit John Stover. Et le moyen de s'en empêcher? Dire que je l'ai vue passer droit à côté d'Eb sur la route et ne pas même regarder de son côté, quand il est revenu !

— Si elle n'avait pas eu de chagrin, elle n'aurait peut-être pas été si fière, répliqua Merrill ; ce n'est pas à nous de juger. Bien des gens ont besoin de vieillir avant de voir juste. Allons... il faut que je vous quitte ; je suis las comme un vieux chien.

— Hé ! les amis, ça paraissait tout naturel de marcher ensemble une fois de plus, dit Asa Brown. Est-il possible que nous ayons reçu si peu de dommage, pendant que tant d'autres tombaient autour de nous ? Moi, je n'ai jamais regretté d'être parti dans la compagnie A ; mais tout de même je me disais aujourd'hui que nous aurions bientôt à nous faire voiturer ou à marcher sur des roulettes ; on se sentait si raide, pas vrai ? Ce qui est certain, c'est que les gens ne diront plus que nous ne montrons pas d'esprit public ici, dans Barlow !

SARAH ORNE JEWETT.

LE

MOUVEMENT ÉCONOMIQUE

I

On entend rarement les commerçans se louer de l'activité des affaires, les industriels se réjouir de l'afflux des commandes, les agriculteurs exalter la qualité et l'abondance de leurs récoltes. Si l'on tient compte au contraire du nombre et de la variété des plaintes qui s'élèvent de tous les points de la France : qu'il s'agisse de l'encombrement des stocks invendus dans les celliers de nos viticulteurs ; ou de l'inertie de la spéculation qui laisse tomber à des cours de plus en plus bas céréales et farines ; ou de l'impossibilité où se trouvent nos métallurgistes de l'Est à lutter contre les conditions toujours plus dures de la concurrence étrangère, on est tenté de croire que la situation économique de notre pays va sans cesse empirant, et qu'il n'y a plus à imaginer quelles circonstances, quels reviremens imprévus de fortune, pourraient enrayer le mouvement continu vers la ruine agricole, commerciale et industrielle.

Une trop fréquente consultation des relevés et documens dont la statistique officielle est devenue si prodigue, ne peut qu'accentuer ces impressions pessimistes, auxquelles il convient de donner comme antidote une simple excursion à travers les publications analogues des pays étrangers. Partout, en effet, se trouvent constatés les mêmes phénomènes de surproduction, d'avilissement du prix des marchandises, de difficultés d'écoulement au dehors, de concurrence universelle ; et l'on en vient à estimer plus supportables les maux économiques dont souffre la France, en constatant qu'ils affligent en même temps, bien que dans des proportions variables, toutes les nations civilisées.

Il y a en outre à considérer que la plupart des maux économiques ne sont vraiment des maux que pour telles ou telles catégories de personnes qu'ils affectent directement, et seraient plutôt des bienfaits pour d'autres. Ainsi en est-il du phénomène de la baisse des prix qui cause tant de lamentations. En fait, la diminution progressive des prix de toutes les choses nécessaires ou utiles à l'existence est expressément l'objet que poursuivent les producteurs désireux de supplanter des concurrens sur le marché, les inventeurs de procédés nouveaux de fabrication, et surtout les consommateurs, principaux intéressés dans le développement de ce phénomène économique. Comment la baisse graduelle des prix pourrait-elle être un mal, alors qu'elle est la fin même où tend l'action combinée de toutes les forces de la civilisation?

C'est dans cet esprit de réaction contre le pessimisme professionnel des économistes que, dans une réunion récente de la Chambre de commerce à Londres, le chancelier de l'Échiquier, sir William Harcourt, traitait, en une allocution familière, la question des difficultés où se débattent depuis plusieurs années le commerce et l'agriculture de la Grande-Bretagne. Sans doute, disait-il, la diminution constante des prix fait ressortir une décroissance sensible du commerce extérieur anglais considéré au point de vue de la valeur. Mais si l'on considère le volume de ce commerce, — c'est-à-dire la quantité et le poids des marchandises, — le total apparaît en progression constante. On ne saurait donc affirmer qu'il y ait recul, et que la Grande-Bretagne ne sorte pas victorieuse de la lutte, en dépit des compétitions chaque année plus fortes, plus redoutables, qui surgissent de toute part sur la surface du globe pour lui arracher son ancienne suprématie commerciale? Certes il est difficile d'imaginer un concours de circonstances plus fâcheuses que celles qui se sont trouvées accumulées en 1893 contre l'industrie et le commerce anglais : à l'intérieur d'énormes grèves; au dehors, les pays acheteurs, États-Unis, Inde, Brésil, Australie, éprouvés par des crises d'une violence peu commune. Le commerce de la Grande-Bretagne n'en a pas moins traversé cette tempête sans avaries trop considérables. Parler de sa ruine prochaine ou de sa décadence irrémédiable serait ridicule.

Le phénomène de la baisse des prix, — fâcheux dans une certaine mesure pour le producteur et l'intermédiaire, mais avantageux pour le consommateur, — a pour conséquence la diminution des profits. Que les bénéfices de l'industrie et du commerce diminuent, on ne peut le nier; tous les industriels et commerçans le proclament, il faut bien les en croire. Quelques-uns même vont jusqu'à

déclarer qu'il n'y a plus de profit du tout, que la marge, à force de se réduire, a disparu. Cependant, si le commerce ne donnait plus aucun bénéfice, il s'arrêterait; or son volume ne cesse de s'accroître. L'industrie textile, a-t-on dit, agonise dans le Lancashire; cependant le nombre des ouvriers qu'elle employait en 1890, pour le coton et la laine, s'est trouvé de beaucoup plus considérable qu'en 1870. Et tout ce monde d'ouvriers consomme infiniment plus, et paie mieux ses impôts qu'il y a vingt ans. Car si les prix ont baissé, les salaires n'ont point suivi un mouvement parallèle; tandis qu'ils se maintenaient à l'ancien taux, la baisse des prix accroissait leur pouvoir d'achat. Il faut donc que la compensation se trouve dans un énorme développement des affaires. Et, en effet, on peut consulter tous les baromètres connus en cette matière, on n'y aperçoit que des signes d'un accroissement rapide du capital. Prenons pour exemple l'Angleterre. Le rendement de chaque *penny* de l'*income-tax* s'y élève de décade en décade; de même celui des droits de succession; les dépôts aux caisses d'épargne anglaises dépassent trois milliards (comme en France), soit plus que le quart de la dette; les dépôts dans les banques ne cessent de s'accroître. Et l'on viendrait soutenir à sir William Harcourt qu'il y a « quelque chose de pourri dans la Grande-Bretagne »! Il ne peut s'empêcher d'en rire.

Ne lui parlez pas, par exemple, de la race des protectionnistes. « Il y a, dit-il, des hommes qui voudraient, par quelque procédé artificiel, fermer l'embouchure de la Tamise et provoquer par là et par d'autres moyens semblables un rehaussement des prix. » On trouve aussi beaucoup de personnes, au sud de la Manche, ayant ces mêmes idées. Mais tandis que leurs congénères en Angleterre sont obligés de s'en tenir à des vœux impuissans, en France les partisans du relèvement artificiel des prix occupent le haut du pavé, sont en majorité dans la Chambre, bouleversent la législation, déploient une activité extraordinaire dans leur grande forteresse, la commission des douanes.

II

Les rentiers, dont les titres ont haussé de prix dans une proportion extraordinaire depuis cinq ou six années, seraient mal venus à trouver fâcheux cet autre grand phénomène économique du temps présent, l'abaissement continu du taux de l'intérêt, ceux du moins qui ont acquis leurs titres à une époque relativement éloignée, et n'ont été atteints dans leur revenu par aucune conversion. Les rentiers « convertis » et les capitalistes qui ont aujour-

d'hui de nouveaux placemens à effectuer, ne sauraient au contraire se féliciter du taux si bas où est descendu le loyer de l'argent.

La dette nationale anglaise, qui est du 2 1/2 pour 100 différé, a dépassé le pair; de même le 3 0/0 français et les 3 0/0 des États secondaires qui jouissent d'un crédit de premier rang, comme la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Suède, etc. La Russie et l'Autriche-Hongrie en sont encore à la période du 4 pour 100 au pair; mais il y a peu d'années, ces États ne pouvaient emprunter qu'à un taux supérieur à 5 pour 100. La Turquie régénérée trouve des prêteurs à moins de 5 pour 100. Les sociétés de crédit tiennent en dépôt des centaines de millions de francs auxquels elles ne donnent qu'un intérêt dérisoire de 1/2 à 1 pour cent. Les capitaux populaires envahissent, jusqu'à les congestionner, les caisses d'épargne privées ou la caisse nationale, où on leur offre encore, on ne sait vraiment pourquoi, un intérêt moyen de 3 pour 100. La Banque de France escompte à 2 1/2 pour 100, la Banque d'Angleterre à 2 pour 100, les établissemens privés bien au-dessous de ces taux. En même temps que l'allure de l'accumulation de la richesse se précipite, en dépit du contraste singulier de la baisse des prix et de la hausse des salaires, les emplois avantageux se font plus rares. Presque partout les grandes œuvres de la civilisation sont achevées, canal de Suez, chemins de fer en Europe, dans l'Inde, dans les deux Amériques. C'est à peine s'il reste quelques grandes voies en cours d'exécution comme le Sibérien, ou à l'état de projet comme les réseaux africains. Quant à certaines conceptions grandioses en Europe même, le canal des Deux-Mers, le pont sur la Manche, Paris port-de-mer, l'utilité immédiate n'en a pas encore été établie, et elles ne sauraient présenter jusqu'à nouvel ordre qu'un intérêt théorique. Au delà de l'Atlantique, le canal de Panama attend son achèvement. Dans un genre de travaux d'un intérêt plus restreint et plus local, navigation fluviale, canalisation, distribution d'eau, de gaz, d'électricité, tramways, le plus gros de l'œuvre semble accompli, il ne reste qu'à glaner. Même un projet comme le Métropolitain de Paris ne peut sortir de la période embryonnaire.

Les capitaux sont donc beaucoup moins sollicités que précédemment; ils ne le sont plus guère que par les États besogneux, auxquels l'épargne ne consentira à prêter largement que lorsqu'ils auront refait leur crédit. Telles sont quelques-unes des causes de l'abaissement du taux de l'intérêt et des hauts cours des grands fonds d'État ou municipaux.

De savans économistes ont justement attribué un caractère

fâcheux à ce phénomène, fâcheux en ce sens que les rentiers auront à l'avenir moins de rentes, que l'humanité aura plus à travailler, qu'une rémunération de moins en moins forte sera réservée au capital. Mais est-ce là un mal sans compensation? Est-il si bien prouvé que les grandes œuvres de la civilisation sont achevées? Ce qui est vraiment fâcheux, c'est l'encouragement officiel donné à l'extrême timidité des capitaux. Si les pouvoirs publics pouvaient une fois comprendre que les caisses d'épargne manquent à leur mission en donnant un intérêt supérieur à 2 pour 100, on verrait sortir du « far niente » un ou deux milliards réclamant un emploi rémunérateur. Il en résulterait une secousse violente; et probablement la mise en train d'une nouvelle succession de grandes et fécondes entreprises pour l'activité industrielle et la production agricole.

III

L'avilissement des prix, l'abaissement du taux de l'intérêt, sont considérés par toute une école d'économistes comme provenant d'une cause unique, ou tout au moins principale, la démonétisation de l'argent et la raréfaction de l'or. Cette thèse a de nombreux partisans en Angleterre, où bimétallistes et protectionnistes voudraient voir le gouvernement assumer, contre toutes les traditions britanniques, un rôle providentiel. Mais ils n'ont réussi à convertir jusqu'ici ni l'opinion publique, ni les chefs des deux grands partis politiques. En France, on n'est pas encore bimétalliste dans les régions gouvernementales et parlementaires, mais on y est furieusement protectionniste. Cependant les résultats donnés jusqu'ici par cette politique ne sont pas de nature à modifier le sentiment de ceux qui croient que l'on a fait fausse route en 1892 en dotant la France d'un tarif inspiré du plus pur esprit Mac Kinley.

Pendant les six premiers mois de 1894, le double mouvement d'augmentation dans les entrées de marchandises étrangères en France et de diminution dans les sorties de marchandises et de produits nationaux n'a cessé de s'accentuer. Les chiffres de notre commerce extérieur pendant cette période, comparés à ceux de la période correspondante de 1893, accusent une augmentation de 335 millions à l'importation et une diminution de 78 à l'exportation. Dans le seul mois de mai nos envois à l'étranger sont tombés, de 334 millions en 1892 et 283 millions en 1893, à 265 millions en 1894. Nos achats ont augmenté au contraire de 305 millions (mai 1893) à 323 (mai 1894).

Le total des importations s'est élevé cette année, du 1er janvier au 30 juin, à 2235 millions, dont 670 en objets d'alimentation, 1281 en matières nécessaires à l'industrie et 284 en objets fabriqués. L'augmentation totale de 335 millions sur la même période de 1893 se divise ainsi : 190 millions pour les objets d'alimentation, 128 pour les matières premières, et 18 pour les objets fabriqués. Il est curieux de voir ce dernier élément grossir de cette façon malgré les anathèmes et les prohibitions de la commission des douanes. L'accroissement de 190 millions dans l'achat au dehors de produits alimentaires est, de toute façon, un commentaire fâcheux de l'état de notre agriculture, mais il a aussi une cause accidentelle, les approvisionnemens faits avec hâte au début de l'année, en prévision du relèvement des droits sur les céréales. Le relèvement a eu lieu, comme chacun sait, et les protectionnistes ne sont pas disposés à s'arrêter là. Chaque jour éclatent de nouveaux appels à l'intervention de l'État. La commission a frappé les sucres étrangers extra-européens, les raisins secs; elle frappera les mélasses étrangères, les amidons, les plombs; que ne frappera-t-elle pas?

Il est un point cependant où les protectionnistes croient triompher. Les entrées de matières premières se sont accrues de 128 millions. Nos industriels se hasarderaient-ils en des acquisitions si importantes s'ils ne prévoyaient une campagne prolongée et fructueuse de travail? On peut malheureusement objecter que, s'il y a tant de matières premières à demander à l'étranger, c'est que le marché intérieur ne peut plus fournir à cet égard les quantités qu'il donnait autrefois, et non que nos usines soient accablées de commandes exceptionnelles. Le tableau des exportations ne le démontre que trop, puisque nous avons vendu au dehors, en juin 1894, pour 122 millions de francs d'objets fabriqués contre 146 en mai 1893, soit une diminution de 24 millions, et que les chiffres correspondans pour les six premiers mois sont 805 millions contre 875, soit une diminution de 70 millions.

Pendant les quatre premiers mois de 1894, les droits de douanes et les droits accessoires du service ont produit 189 millions contre 148 en 1893. L'augmentation est due tout entière aux entrées de céréales; la plus-value des droits encaissés a dépassé, de ce seul chef, 45 millions.

Il semblerait que, grâce à cet accroissement de l'importation, la navigation ait dû être très active dans nos ports. Elle l'a été en effet, mais au profit du pavillon étranger. Du 1er janvier au 30 avril, il est entré dans nos ports principaux 2124 navires français contre 2354 dans les mois correspondans de 1893, et il en est sorti

2 280 contre 2 699. La diminution s'accuse dans le tonnage comme dans le nombre des bâtimens. Les entrées par navires français représentent 1 129 000 tonnes contre 1 328 000. La navigation étrangère présente au contraire un certain accroissement : s'il est sorti de nos ports un peu moins de navires des autres pays (3 950 contre 4 163 et 1 608 000 tonnes contre 1 655 000), il en est entré 5 710 contre 5 201 et 3 165 000 tonnes contre 2 721 000.

Il serait profondément injuste d'attribuer au seul protectionnisme toutes les révélations fâcheuses que peut accuser l'analyse des chiffres de notre commerce extérieur. Nos échanges avec l'étranger sont affectés par les événemens les plus divers, épidémies, crises commerciales ou monétaires dans telle ou telle partie du monde, sinon dans toutes à la fois, grèves, transformations et progrès de l'industrie, caprices de la mode, mauvaises récoltes, fléaux du genre du phylloxera. De 1867 à 1876 nous achetions au dehors pour 17 millions de francs de vins en moyenne par an. De 1877 à 1886 cette moyenne a été portée à 282 millions. Mais il reste à l'actif de la politique libérale douanière qui a régi nos échanges pendant les trente années de 1861 à 1891 que nos exportations d'objets fabriqués ont passé de 1 138 millions, au début de cette période, à 1 925 millions (chiffre de 1891) ; en 1892 on a atteint 1 992 millions. En 1891 encore la balance en notre faveur entre la valeur de nos exportations d'objets fabriqués et celle des entrées d'objets de même nature était de 1 230 millions. Combien il serait fâcheux que le protectionnisme nous fît perdre les bénéfices d'une telle situation !

IV

On peut, à l'aide de quelques chiffres, présenter une idée générale de la nature du commerce extérieur de la France. Nous avons importé en 1893 pour 3 936 millions de marchandises et produits, dont voici les articles principaux avec leur valeur : céréales, 359 millions ; laines, 354 ; soies, 237 ; vins, 196 ; graines oléagineuses, 194 ; houille, 182 ; coton, 167 ; peaux 154 ; tissus de laine, de soie, de coton, 132 ; bois à construire, 94 ; cafés, poissons, bestiaux, fromages et beurres, pétrole, fourrages, huiles, etc.

Les exportations dans la même année ont été de 3 209 millions, chiffre inférieur à celui de toutes les années précédentes depuis 1886. Les principaux articles ont été : tissus de laine, 290 millions ; tissus de soie, 212 ; vins, 187 ; articles de Paris, 129 ; laines, 119 ; soies, 119 ; ouvrages en peaux, 111 ; sucres bruts et raffinés, 106 ; tissus de coton, 100 ; peaux préparées, 97 ; confections, 82 ; ouvrages

en métaux, 69; beurres, 67; eaux-de-vie, 61; bestiaux, 38, etc.

Au point de vue de la provenance et de la destination, les pays auxquels nous achetons le plus (chiffres de 1893) sont : l'Angleterre, 511 millions; la Belgique, 401; les États-Unis, 335; l'Allemagne, 334; l'Espagne, 223; la République Argentine, 175; la Russie, 166; l'Italie, 139. Viennent ensuite les Indes Anglaises, la Turquie, la Chine, la Suisse, le Brésil, le Japon, l'Autriche-Hongrie, l'Australie, le Chili, etc. Les pays auxquels nous vendons le plus (chiffres de la même année) sont : l'Angleterre, 965 millions; la Belgique, 499; l'Allemagne, 334; les États-Unis, 203; l'Italie, 123; l'Espagne, 113; puis le Brésil, la Turquie, la République Argentine, etc.

Nous avons pris les chiffres de 1893; si nous considérons ceux des années précédentes, nous constatons que nos cliens les plus importans sont toujours l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, les États-Unis, et que l'Italie, l'Espagne, la Suisse restent au second rang, mais avec beaucoup moins d'affaires qu'avant la dénonciation des traités de commerce et les difficultés douanières qui ont surgi successivement entre ces trois pays et nous. D'une manière générale, nos ventes à tous ces cliens principaux ont singulièrement diminué depuis deux années. De 1891 à 1892, la valeur de nos exportations avait déjà fléchi de 46 millions pour l'Espagne, de 33 pour le Brésil, de 9 pour l'Allemagne, de 8 pour les États-Unis, de 7 pour la Suisse. De 1892 à 1893 la réduction a été de 65 millions pour l'Angleterre, de 78 millions pour la Suisse, de 37 pour les États-Unis, de 21 pour l'Allemagne, de 9 pour l'Italie, de 3 pour la Belgique.

Nos relations avec ces divers pays nous laissent en général créanciers, pour des sommes considérables, de l'Angleterre (500 millions en 1892 et 455 en 1893) et de la Belgique (114 millions en 1892 et 98 en 1893). Elles nous constituent au contraire débiteurs des États-Unis (293 millions en 1892 et 132 en 1893), de l'Espagne (144 millions en 1892 et 109 en 1893), de l'Italie (16 millions en 1893), de la Turquie (56 millions en 1892 et 52 en 1893), de la République Argentine (115 millions en 1892, autant en 1893).

A certains pays, comme l'Inde et la Russie, nous achetons beaucoup et ne vendons presque rien. Le cas, pour la Russie, est vraiment curieux. Ce pays a effectué des importations chez nous pour 212 millions en 1892 et 166 millions en 1893, et la valeur de nos exportations chez elle a été de 12 millions pour la première de ces années et de 13 pour la seconde. Cette proportion est à peu près constante. La moyenne annuelle pour les six dernières années a été de 14 millions de ventes à la Russie et de 200 millions

d'importations du même pays. Il serait à souhaiter que cet énorme écart diminuât, non par l'abaissement du dernier chiffre, mais par l'élévation du premier.

Considéré au point de vue du volume, le commerce extérieur de la France s'est accru dans les cinq années de 1887 à 1891 : 26 millions de tonnes en 1887, puis 26 925 000 en 1888, 27 469 000 en 1889, 29 447 000 en 1890, et 31 018 000 en 1891. Aussitôt après l'établissement du tarif douanier, l'abaissement a commencé : 29 290 000 tonnes en 1892.

Nous importons surtout des marchandises lourdes, houille, céréales, bois, matières premières de toute sorte, 22 551 000 tonnes; nous exportons surtout des marchandises d'un prix élevé par rapport au poids et au volume, principalement des produits de nos usines, 6 738 000 tonnes, dont 816 000 par Marseille et 665 000 par Bordeaux. Environ 45 pour 100 de la totalité des marchandises constituant l'objet de nos échanges avec l'étranger passent par les douanes de Marseille, Jeumont (frontière terrestre), Dunkerque, Bordeaux, le Havre, Rouen et Saint-Nazaire. En 1892 sont entrées ou sorties : par Marseille : 2 847 000 tonnes, par Jeumont 2 618 000, par Dunkerque 1 947 000, par Bordeaux 1 711 000, par le Havre 1 689 000, par Rouen 1 387 000, par Saint-Nazaire 1 045 000. (L'ordre d'importance est modifié légèrement si l'on considère le commerce général au lieu du commerce spécial. Le transit est considérable notamment par le Havre et par Bordeaux.)

Les autres portes du commerce se classent ensuite dans l'ordre suivant : Cette, Bayonne, Dieppe, Valenciennes, Calais, Boulogne, Pagny, de 547 000 à 300 000 tonnes; La Rochelle, Belfort, Nantes, Tourcoing, Avricourt, de 252 000 à 201 000; Nice, Lille, Roubaix, etc., moins de 200,000 tonnes.

De 1887 à 1892 on constate une augmentation continue aux douanes de Marseille, Jeumont, Dunkerque, Rouen, Saint-Nazaire, Bayonne, Calais, Nantes. Il y a décroissance au contraire, pour Cette, Dieppe et Boulogne. Bordeaux est resté à peu près stationnaire.

V

La conclusion générale qui ressort de ces chiffres est que les échanges entre les nations ont diminué de valeur et presque partout aussi de volume, depuis que les peuples ont travaillé à l'envi à s'entourer de barrières douanières. Les protectionnistes objectent que l'Angleterre libre-échangiste a vu également ses exportations décroître dans la même période, et que la décroissance

a été plus forte encore en ce pays que chez nous. Les exportations anglaises avaient, en effet, grossi de 6,15 pour 100 en 1889 sur 1888, et de 5,67 pour 100 en 1890. Elles ont décru de 6,17 pour 100 en 1891, de 8,16 pour 100 en 1892, de 3,77 pour 100 en 1893, soit de près de 240 millions de francs dans cette dernière année. Mais les données statistiques pour le commerce du Royaume-Uni pendant les six premiers mois de 1893 n'ont plus accusé la même tendance. Tandis que les importations s'augmentaient, comme chez nous, et que cet accroissement, presque entièrement dû à des achats considérables de coton des États-Unis, atteignait 334 millions, les exportations se sont maintenues à peu près exactement au même niveau qu'en 1893, soit 2 672 millions de francs ou 445 millions en moyenne par mois. En réalité, il y a, en 1894, une diminution de 25 millions de francs, soit un peu moins de 1 pour 100 du total. Les réexportations de produits coloniaux et étrangers accusent pendant la même période une réduction plus forte, de près de 100 millions de francs, due à une cause spéciale qui sera indiquée plus loin.

Les importations en Angleterre atteignent depuis quelque temps une valeur presque exactement double de celle des exportations. La Grande-Bretagne a ainsi, du 1er janvier au 30 mai 1894, vendu au dehors pour 2672 millions de francs de ses produits, soit 445 millions par mois ; et acheté du dehors pour 5275 millions de francs de denrées, soit 880 millions en moyenne par mois. C'est une balance commerciale formidablement débitrice ; mais l'Angleterre est, on le sait, créancière, pour des sommes bien autrement élevées par le fait de ses placemens et de ses prêts, des pays étrangers qui lui fournissent tant de produits. Que si, d'autre part, ses importations dans les derniers mois ont pris une telle expansion, on le doit attribuer pour une forte mesure à la détresse financière et monétaire de beaucoup de nations étrangères forcées de vendre leurs denrées à tout prix.

Les exportations de la Grande-Bretagne atteindraient au surplus un chiffre bien plus fort, si les États-Unis ne traversaient depuis deux années une crise économique dont l'intensité, aussi bien que la durée, est absolument exceptionnelle, et entrave à tel point les transactions commerciales du pays que, durant l'année 1893-94, l'Angleterre lui a vendu pour 260 millions de francs de moins que dans la période précédente, et que le seul mois de mars dernier figure dans cette diminution pour près de 30 millions de francs. Les envois britanniques dans l'Inde ont, au contraire, pris un grand développement depuis le 1er janvier, accusant une augmentation mensuelle d'environ 25 millions de francs.

Que le Congrès américain se décide enfin à voter le tarif depuis si longtemps en discussion, si faible que soit la diminution moyenne des droits (ceux-ci ne seront vraisemblablement abaissés dans l'ensemble que de 10 pour 100 sur le taux général du tarif Mac-Kinley qui est de 46 pour 100, et resteront ainsi supérieurs à ceux du précédent tarif), et l'on peut être assuré que de fortes expéditions de marchandises seront aussitôt effectuées pour l'Amérique.

D'où l'Angleterre reçoit-elle les produits qu'elle importe, et où dirige-t-elle les marchandises qu'elle exporte? Les premiers lui viennent, pour 23 pour 100, de ses possessions, et pour 77 pour 100, des pays étrangers; elle envoie 30 pour 100 de ses marchandises à ses colonies et 70 pour 100 au reste du monde. Les proportions pour chaque pays sont les suivantes : 22 pour 100 des importations viennent des États-Unis, 10 de France, 7 1/2 de l'Inde, 7 de Hollande (commerce général), 6 1/2 d'Allemagne, 6 d'Australie, 5 de Russie, 4 de Belgique, 3 du Canada, 3 de l'Amérique du Sud et du Centre, 3 de l'Italie, 2 de la Turquie, etc. 12 pour 100 des exportations sont dirigés vers les États-Unis (en temps ordinaire), 10 vont à l'Australie, 14 à l'Inde, 9 à l'Amérique du Sud et du Centre, 7 à l'Allemagne, 6 1/2 à la France, 4 à la Hollande, 3 1/2 au Canada, 3 à la Belgique, 3 à l'Italie, 3 à la Turquie, 2 1/2 à la Chine, 2 à la Russie.

L'expansion du commerce britannique a été formidable depuis trente ans. Malgré les guerres, les crises commerciales et financières, les krachs résultant de l'abus du crédit et de la surproduction, malgré la baisse du métal blanc, les grèves et la hausse des salaires, les importations comme les exportations du Royaume-Uni ont plus que doublé dans l'espace d'une génération, et doublé de valeur, ce qui représente une proportion bien plus forte d'accroissement au point de vue du volume, les prix ayant constamment fléchi. On saisira bien, ce semble, la véritable portée de cette baisse des prix, en constatant que la valeur moyenne, par tonne, des exportations britanniques a fléchi, de 395 francs en 1860 à 235 francs en 1889, si l'on considère les exportations totales (c'est-à-dire comprenant les produits coloniaux et étrangers réexportés); et de 310 à 185 francs, si l'on s'arrête aux sorties des produits purement britanniques.

La flotte marchande anglaise en 1860 comptait un total de 4 586 000 tonnes; le tonnage est aujourd'hui de 7 759 000 tonnes, dont 4 717 000 pour la navigation à vapeur. Le mouvement des ports du Royaume-Uni s'est chiffré en 1889 par 72 millions de tonnes (navires anglais et étrangers, chargés et sur lest) contre 25 millions en 1860.

Les importations anglaises sont composées : de 40 à 45 pour 100 d'objets d'alimentation, de 30 à 35 pour 100 de matières brutes, nécessaires à l'industrie, de 15 à 20 pour 100 d'articles complètement ou partiellement manufacturés; les exportations, de 77 pour 100 d'articles manufacturés, de 13 pour 100 d'articles partiellement manufacturés, de 6 pour 100 de matières brutes, de 4 pour 100 d'objets d'alimentation. La valeur moyenne des filés de coton et des cotonnades unies ou imprimées qui sortent chaque année des ports de la Grande-Bretagne pour se répandre dans le monde entier, dépasse 1700 millions de francs. Il y faut ajouter près de 300 millions de tissus de laine ou de toiles de lin, 300 millions d'objets en fer, près de 300 millions de houille.

On comprend que de tels chiffres remplissent d'orgueil les âmes des fils de la Grande-Bretagne et qu'ils traitent avec quelque mépris, — ceux du moins qui ne sont pas usiniers et ne vivent point dans la fournaise industrielle du Lancashire, — les concurrences qui s'essaient en diverses parties du monde contre le géant britannique. Une de ces concurrences surtout a paru dans ces derniers temps redoutable, celle du commerce et de l'industrie de l'Allemagne. Les trembleurs ont fait de l'expansion commerciale allemande un épouvantail dont l'Angleterre et sa voisine du sud ont été en effet parfois un peu effrayées. M. Giffen a voulu savoir ce qu'il y avait de réalité dans ce fantôme. Il a dressé, pour le *Board of Trade*, quelques-unes de ces tables qui sont la spécialité de ce statisticien, et où les chiffres s'alignent dans un ordre si rigoureux, si savant, si ingénieusement mathématique, qu'ils acquièrent une force irrésistible d'argumentation et démolissent en quelques instans les thèses qui paraissaient le plus solidement étayées. Il a pris, par exemple, la moyenne des exportations de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis et de l'Allemagne pour les trois années 1890-92, et l'a comparée avec la moyenne correspondante des deux années 1884-85. Ce rapprochement lui a révélé que l'accroissement des exportations a été de 10 pour 100 pour l'Angleterre, de 14 pour 100 pour la France, de 26 pour 100 pour les États-Unis et de 5 pour 100 seulement pour l'Allemagne. Comme les États-Unis exportent surtout des céréales et du coton, l'augmentation de leurs expéditions n'est pas pour inquiéter. Mais quelle figure fait dans cette comparaison le commerce allemand, avec son expansion si modeste de 5 pour 100? Il y a autre chose dans les tables de M. Giffen : les nations secondaires, dans les diverses parties du monde, y apparaissent réparties en groupes, et on voit quelle proportion du total des importations de ces pays revient à l'Angleterre et à chacun de ses trois principaux concurrens. Le

résultat n'a rien d'inquiétant, à bien y regarder, pour la Grande-Bretagne, même en Europe. Sa part dans les importations de tous les pays sauf trois est au-dessus de 20 pour 100, tandis que, pour l'Allemagne, l'exception s'étend à six pays. Il est vrai que, grâce à sa situation au centre du continent européen, la part de celle-ci dépasse 30 pour 100 dans cinq cas.

Les tables nous montrent encore quelles vicissitudes a subies la part de l'Angleterre dans le commerce total du monde. Il y a eu un léger fléchissement dans la proportion, mais l'écart est peu significatif en regard de l'énorme développement qu'a pris le commerce du monde entier. Au Japon, toutefois, bien que les transactions de la Grande-Bretagne n'aient subi aucune réduction absolue de volume de 1884-85 à 1890-91, sa part proportionnelle a notablement décru. Quant à l'Allemagne, elle a élevé dans une légère mesure sa proportion dans les pays hors d'Europe, et c'est tout. Les grands succès de la compétition allemande ne sont donc que vains mots, et, comme le dit doctement le *Times*, il y a là un exemple de plus de l'erreur vénérable qui consiste à généraliser sur des cas trop particuliers. Malgré tout, les tables de M. Giffen concluent à une très faible décroissance, non pas certes absolue, mais proportionnelle, du commerce de la Grande-Bretagne; et cette décroissance est surtout sensible dans le total des réexportations : l'Angleterre n'est plus au même degré que naguère le grand emporium du monde, l'universel dépôt des marchandises venues de tous les coins du globe. L'ouverture du canal de Suez et les progrès de la navigation à vapeur ont facilité les relations directes entre les pays qui produisent et les nations qui consomment, encore que ce mouvement s'opère avec une grande lenteur.

On a vu plus haut combien peu de marchandises la France envoyait en Russie, la valeur moyenne pour les dernières années n'ayant pas dépassé 14 millions de francs, alors que nous achetions à notre grande alliée, bon an, mal an, pour 200 millions de francs environ, surtout des céréales. C'est que la Russie, d'une manière générale, vend plus qu'elle n'achète. D'autre part, la masse de ses importations en objets fabriqués lui vient d'Allemagne, et c'est là que se marque l'utilité du traité de commerce conclu entre les deux empires. Les exportations russes ont varié, en valeur, de 752 à 687 millions de roubles de 1889 à 1891. A la suite de la grande famine qui sévit en 1891, les envois à l'étranger baissèrent à 471 millions en 1892. C'était sur le total de l'année précédente une réduction de 230 millions de roubles crédit, soit, au cours du change, environ 575 millions de francs. Un relèvement

sensible s'est produit en 1893, où le total de 595 millions de roubles crédit a été atteint.

De 1889 à 1891 les céréales ont compté pour 50 pour 100 dans le commerce russe d'exportation. La proportion a fléchi à 40 en 1891, mais elle a déjà dépassé de nouveau 50 pour 100 en 1893. L'an dernier, la Russie a vendu des céréales à l'Europe pour 295 millions de roubles crédit, soit 750 millions de francs. Les principaux articles d'importation sont le thé, le coton, la houille et le fer. Les deux premiers mois de 1894 ont accusé une forte expansion du commerce, entrée et sortie. L'empire a vendu pour 92 millions de marchandises (dont 58 millions de céréales, soit plus de 60 pour 100), et il a acheté pour 48 millions (dont 32 millions de matières premières et 10 d'objets fabriqués). Ces chiffres représentent sur ceux des deux premiers mois de 1893 une augmentation de 41 millions de roubles aux exportations, et de 5 millions aux importations.

VI

Le grand élément de perturbation pour le commerce du monde à l'heure actuelle est l'Amérique anglo-saxonne, cette grande république transatlantique qui gâche comme à plaisir son énorme richesse dans une série d'expérimentations économiques insensées, et qui, en se ruinant, compromet les intérêts des nations européennes avec lesquelles elle trafique habituellement. Il est encore impossible de dire si le bill Wilson sera voté, ou, s'il l'est enfin, quand il commencera à être appliqué. Le commerce américain, déjà si éprouvé par la crise de l'année dernière, est sévèrement atteint par l'incertitude qui se perpétue au sujet du régime douanier : les déplorables conséquences de cet état économique apparaissent à la fois sur le terrain industriel, financier et social. La diminution est considérable dans les opérations des *clearings* américains et dans les chiffres du commerce extérieur. Les *silvermen* redoublent l'activité de leurs intrigues, les sorties d'or ne s'arrêtent plus, le mouvement gréviste a repris avec une extrême violence, dans le Colorado, en Pennsylvanie, puis tout récemment à Chicago et en Californie. Le chef obscur d'une association ouvrière a failli transformer un conflit local, un malentendu passager entre un très riche patron et ses trois mille ouvriers, en une insurrection générale du monde des travailleurs aux États-Unis. L'intervention opportune des troupes fédérales a conjuré le péril, mais le problème reste posé, la crise industrielle est aussi intense qu'avant la grève des chemins de fer. La solution

est à Washington; seulement le Congrès ne se hâte pas de la dégager.

Les résultats des aberrations politiques et économiques de l'Union Américaine sont surtout remarquables par la répercussion qu'elles ont eue sur l'état des finances fédérales. Il y a peu d'années le Trésor regorgeait de richesses dont il ne savait que faire. Il disposait d'excédens annuels de 500 millions de francs et rachetait la dette avec une rapidité qui faisait l'admiration des nations, toujours obérées, du vieux monde. Aujourd'hui plus d'excédens de recettes, des dépenses folles, près d'un milliard de francs pour les seules pensions militaires, un régime monétaire absurde qui, si le bill portant suspension de la frappe de l'argent n'avait été voté, condamnait à bref délai un des pays les plus riches du monde à vivre sous le régime de l'étalon d'argent, comme la Chine et le Mexique; le désarroi en un mot, à la place de l'ancienne prospérité, et, pour l'exercice 1893-94, qui vient de se clore au 30 juin, un déficit évalué à 375 millions de francs.

Le gouvernement fédéral voit ses ressources s'épuiser rapidement. Le 1er février dernier il a dû emprunter 250 millions de francs en obligations 5 pour 100 émises à 117 pour 100, ce qui lui procura près de 300 millions; après quatre mois à peine, il est de nouveau dans un tel état de pénurie qu'il va lui falloir encore emprunter. On voit se produire ce phénomène que le Trésor ne cesse de pomper de l'or dans les banques et dans la circulation, et, en l'accumulant ainsi, le rend si nettement disponible pour l'exportation qu'il est en effet aussitôt exporté que recueilli. Le *Financial and Commercial Chronicle* de New-York cherchait récemment à rassurer le public américain en déclarant inexacte l'assertion que les capitaux étrangers se retiraient des États-Unis, mais il avouait que des capitalistes américains envoient depuis plusieurs mois leurs fonds en Europe pour y rechercher des emplois plus profitables et plus sûrs que ceux que leur offre désormais l'Amérique. Un tel symptôme n'accuse-t-il pas une situation vraiment sérieuse?

Il n'y a rien à attendre du Congrès, sur lequel le président Cleveland paraît avoir perdu toute influence. Le vote du nouveau tarif n'apportera aucun remède, ou du moins n'améliorera que faiblement cet état de choses. La seule mesure efficace serait une réduction du montant excessif de la circulation fiduciaire. C'est l'abondance de la monnaie de papier qui chasse l'or des États-Unis avec cette continuité que l'on voit depuis plus d'un an. Si l'on ne se résout à une réduction de la circulation, quelques inconvéniens qu'il en puisse résulter dans l'état actuel de crise, il ne

s'écoulera plus un long temps avant que les Américains renouent connaissance avec l'agio de l'or. Le Trésor peut, il est vrai, emprunter encore 250 millions comme il l'a fait en février. Ces deux emprunts auront accru de 25 millions la charge annuelle de la dette, sans autre résultat que de laisser le Trésor, après huit mois, dans la même détresse, et le pays devant le même problème redoutable du déficit budgétaire et de la dépréciation de la monnaie. Le gouvernement ferait mieux d'emprunter 1 750 millions de francs en 3 pour 100 afin de rembourser en or les 350 millions de dollars de *greenbacks*, ce qui augmenterait d'une cinquantaine de millions de francs le service de la dette, mais sauverait la situation. Les greenbacks sont de simples billets d'Etat, des assignats émis pendant la guerre de la sécession. Ils n'ont été délivrés ni contre or ni contre argent, mais des lois ultérieures les ont déclarés remboursables en or, et c'est pour assurer ce remboursement que le Trésor doit maintenir une réserve d'or de 100 millions de dollars (500 millions de francs). Cette réserve était tombée il y a quelques mois à 75 millions de dollars, le ministre des finances ayant dû l'entamer après épuisement de toutes les autres ressources. A l'aide du produit de l'emprunt de 250 millions, le montant a pu être relevé passagèrement au-dessus de 100 millions. Mais les embarras ont surgi de nouveau, plus pressans, et la première quinzaine de juillet a vu la réserve destinée aux greenbacks tomber au niveau le plus bas depuis le commencement de la crise, à moins de 65 millions de dollars.

S'il est indifférent aux Américains que leur or émigre, ils n'ont qu'à laisser les choses aller comme elles vont en ce moment. Si le maintien de l'étalon d'or leur tient à cœur, ils devront se résoudre à rembourser leurs greenbacks et du même coup à réformer leur système de banques.

L'or des États-Unis n'est qu'une partie de la masse de métal jaune qui ne cesse d'affluer depuis deux ou trois années dans les deux grandes Banques de France et d'Angleterre. Cette accumulation si remarquable est avant tout une conséquence de la prolongation de l'état de crise où se trouvent presque tous les pays débiteurs. Le crédit de la République argentine est ruiné; la guerre civile a fortement ébranlé celui du Brésil. Après le dernier krach australien, les capitaux anglais n'ont plus été disposés à alimenter les dépôts des banques de Melbourne et de Sydney. L'Inde souffre de la crise de l'argent; depuis que ses monnaies sont fermées à la frappe de ce métal, ses excédens si considérables d'exportation ont disparu, ventes et achats se faisant désormais équilibre; mais le change condamne ses finances au régime

du déficit. Les États-Unis, on vient de le voir, sont engagés dans les inextricables questions du tarif et de la circulation. Dans tous ces pays, d'énormes capitaux britanniques ont mis sur pied diverses entreprises ou souscrit des emprunts, auxquels se sont associés, dans une moindre part, des capitaux français. Naguère, c'est-à-dire avant 1890, les paiemens que ces nations avaient à effectuer à Londres et à Paris pour l'intérêt de leurs dettes, étaient compensés par de nouveaux emprunts. Le montant annuel dû chaque année pour l'intérêt s'accroissait ainsi à un taux composé, mais la nécessité de remises en or était évitée; au surplus, une partie des sommes dues était toujours compensée en expéditions de marchandises.

Aujourd'hui ces pays n'empruntent plus. Ce n'est pas certes qu'ils n'en aient encore le désir, mais ils n'ont plus de crédit; et les Australiens ne sont pas beaucoup mieux traités actuellement, à cet égard, par les capitalistes anglais, que les Brésiliens et les Argentins. Donc plus d'emplois de capitaux britanniques et français au dehors, plus de chemins de fer étrangers à construire, ou très peu (on s'intéresse en France depuis une année ou deux au développement des voies ferrées dans le vieil empire ottoman), plus d'entreprises exotiques. Alors s'est manifestée l'énormité de la dette de tous ces pays envers les banquiers de Londres et de Paris. Les remises succèdent aux remises, sans que les expéditions de marchandises puissent désormais fournir des compensations suffisantes, et c'est ainsi que l'or s'accumule à Londres, où le stock de la Banque d'Angleterre va atteindre un milliard de francs, et à Paris où il est bien près de 1 850 millions. Avec les stocks également accumulés à Saint-Pétersbourg, et à Berlin, on arrive à un total de 5 milliards d'or dont la concentration dans quatre caisses de l'Europe accuse l'affaiblissement prolongé de la confiance dans les relations commerciales et financières de toutes les nations du monde.

VII

Cet état de détresse ou de dépression économique où sont depuis deux ou trois ans presque tous les pays neufs, — États-Unis, République Argentine, Brésil, Australie, — et aussi nombre de vieux pays, frappés de la maladie monétaire, explique la recrudescence que l'on constate dans le mouvement de baisse des prix de toutes les denrées de grande consommation, constituant la substance même du commerce international. Les *Index Numbers*, qui sont des quantités de convention, représentant les variations des

moyennes de prix sur un ensemble déterminé de produits et de marchandises, nous apprennent qu'en ce moment les prix, considérés en masse, accusent une réduction de 5 pour 100 sur le niveau constaté au mois d'avril 1893. Il y a quelques exceptions à relever, par exemple le fer, les rails d'acier, la houille, le lin, le jute, la viande de boucherie; mais la baisse a frappé le cuivre, l'étain, le plomb, le blé, la farine, les pommes de terre, le riz, le coton, la laine, la soie, le chanvre, le sucre, même le thé, et très légèrement le café. Si l'on compare les prix actuels à ceux de la fin de 1891, les exceptions indiquées ci-dessus disparaissent, celle du lin seul subsiste, et sur les autres articles la dépréciation apparaît plus considérable encore. Nous avons sous les yeux un tableau dressé par l'*Economist* de Londres; nous y voyons que dans cet espace de trente mois, le prix de la tonne de rails d'acier a baissé de 4 livres sterling 2 sh. à 3 liv. 12, la tonne de houille à Londres, de 18 sh. 6 d. à 15 sh. 6, la tonne de cuivre de 46 liv. à 38, la tonne d'étain de 90 liv. à 71, la tonne de plomb de 11 liv. 10 à 9 liv. 5, la tonne de chanvre de 29 liv. à 22, celle de jute de 17 liv. à 15, le *quarter* de blé de 1 liv. 16 à 1 liv. 2, le pétrole de 5 à 3 1/2 pence le gallon, etc.

En réalité les prix n'ont pas cessé de baisser depuis 1820, à travers des fluctuations souvent considérables, sous l'influence de causes qui affectaient tantôt la valeur des marchandises, tantôt celle de la monnaie dans laquelle les prix sont exprimés. Les principales causes ont été naturellement les grandes inventions mécaniques qui ont changé la condition économique du monde, la substitution de modes de transport rapides, peu coûteux et sûrs, aux anciens modes, longs, coûteux et incertains, qui augmentaient dans une si large mesure les frais de production. Cette révolution dans les modes de transport a supprimé aussi, en partie, les accumulations prolongées de marchandises dans les magasins particuliers. Les grandes maisons mercantiles ne sont plus nécessaires. Le premier venu, avec un capital modéré et un bon crédit, peut faire venir d'une partie quelconque du monde telles marchandises qu'il désire. L'ordre est expédié en quelques minutes, réalisé en une semaine de New-York, en peu de semaines de l'Inde ou de la Chine. New-York est plus près de l'Europe aujourd'hui que Dublin ne l'était de Londres au commencement du siècle. Depuis moins de cent ans ont surgi les pays nouveaux, avec leur puissance croissante de production, les États-Unis, l'Australasie, les républiques de l'Amérique du Sud, le Canada, l'Inde britannique et l'Afrique du Sud. Des régions d'une civilisation très ancienne, comme la Chine et le Japon, se sont ouvertes au commerce occi-

dental. Vers le milieu du siècle, après la famine irlandaise de 1847 et la révolution de 1848, a commencé la grande émigration européenne qui a porté dans ces pays neufs une énergie de travail dont le perfectionnement rapide de l'outillage industriel a presque aussitôt accru l'intensité et le rendement. Bien que les banques ne servent que comme mécanisme de distribution entre les classes qui épargnent et celles qui produisent, leur développement a contribué aux mêmes résultats que toutes les autres forces civilisatrices; le rôle du capital s'est doublé de celui du crédit qui n'a pas tardé à devenir prépondérant.

La réduction des prix résultant de tant de causes diverses opérant vers la même fin a été surtout accusée dans le dernier quart du siècle. Bien que la grande époque de construction des chemins de fer ait commencé en 1845, le plein effet ne s'en est fait sentir que depuis 1870. Le canal de Suez a été ouvert à peu près à la même époque, et la transformation opérée par la vapeur dans les conditions de la navigation n'est pas plus ancienne. L'année 1873 a été le point de départ d'une dépréciation générale des produits. De 1874 à 1894, le kilogramme de coton brut a fléchi de 2 fr. 75 à 1,28, le coton filé de 4,86 à 2,59, la laine brute de 3,78 à 2,15; le mètre de cotonnade unie de 0,47 à 0,25, de cotonnade imprimée de 0,58 à 0,35, de toile de lin de 0,85 à 0,65, de tissu de laine de 1,61 à 0,98; la tonne de fer brut de 112 francs à 56. En cette même année 1873 a commencé la baisse du métal argent, de 60 pence à 28, coïncidence vraiment frappante et qui a incité de savans économistes à attribuer au double phénomène une origine commune, qui serait l'enchérissement de l'or, l'« accroissement de valeur » du métal adopté comme la mesure commune de la valeur.

Tous les pays ayant souffert de l'avilissement continu des prix, l'hypothèse de cet enchérissement de l'or, que les Anglais désignent sous le terme *appreciation*, a donné lieu à de longues controverses, et occupé l'attention de commissions d'enquête, instituées à diverses reprises en France et en Angleterre, pour la recherche des causes qui font que les progrès mêmes de la civilisation semblent accroître les souffrances temporaires ou permanentes du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Y aurait-il une corrélation entre l'abaissement du niveau moyen des prix et une raréfaction plus ou moins continue de l'or? M. Giffen l'a cru et avec lui M. Goschen. L'un et l'autre ont sans doute raison dans une certaine mesure; il semble toutefois qu'ils ont surestimé l'importance de la hausse de l'or, en tant qu'elle résulterait à la fois d'une diminution de production de ce métal de 1871 à 1885

et de la dépréciation du métal argent pendant la même période. La cause principale de l'avilissement des prix sera toujours à chercher dans les faits généraux de civilisation et dans une des conséquences primordiales de ces faits, la surproduction. Une autre non moins importante se trouve dans les applications nouvelles de la science à l'industrie, qui diminuent brusquement de moitié ou des trois quarts le coût de certains procédés de fabrication ou d'extraction et suffisent seules à expliquer la réduction de valeur de produits comme l'acier, l'aluminium, le nitrate.

Il est bon de remarquer que, dans la période de vingt-cinq années de dépréciation qui a commencé en 1870, il faut distinguer des périodes d'avilissement continu et d'autres de reprise temporaire : la baisse ayant duré de 1873 à 1879, un relèvement s'est produit de 1880 à 1882; la dépréciation a recommencé de 1883 à 1888; une amélioration a eu lieu de 1888 à 1891. Enfin depuis 1891 la dépression suit de nouveau son cours en dépit de tous les efforts du protectionnisme.

VIII

Les prix n'ont pas plus baissé dans l'agriculture que dans les autres industries, mais la dépréciation y est peut-être plus sensible à cause de l'énormité du capital engagé et du peu de marge qu'elle laisse au bénéfice. La cédule B (revenu de la terre) de l'*income-tax* britannique était évaluée, en 1842, à 42 342 000 liv. st. Cinquante années plus tard, en 1892, cette évaluation, loin de présenter une augmentation, avait fléchi légèrement, et n'était plus que de 41 682 000 livres, malgré la dépense considérable de capital que l'agriculture avait faite pendant ce demi-siècle, et alors que l'évaluation pour la propriété bâtie avait été portée de 35 à 120 millions de livres. Convient-il d'attribuer ces résultats, si nettement fâcheux pour l'agriculture, au régime économique et commercial que s'est donné l'Angleterre et qu'elle maintient obstinément? M. C. François, dans une étude fort intéressante : *Trente années de libre-échange en Angleterre*, le conteste : « Une diminution importante dans les surfaces consacrées à la culture du blé, compensée en partie par une augmentation des pâturages, indique que la situation de l'agriculture est moins prospère. Tout cela fût-il même imputable au libre-échange, que les avantages qui en ont résulté d'autre part auraient rendu encore ce régime favorable à l'Angleterre; mais, même pour l'agriculture et malgré la concurrence toujours plus sérieuse des États-Unis, de l'Inde, de

la Russie, on ne peut dire que la situation actuelle soit le résultat du régime économique. »

Il est évident que l'état misérable de l'agriculture en Angleterre est dû à des causes multiples et complexes, et non au seul libre-échange; il est dû surtout au prix de plus en plus bas qu'obtient le blé sur les marchés du monde depuis que les pays exotiques en produisent plus que ne peut faire l'Europe. Jamais peut-être, il faut bien le dire, le prix du froment n'a été aussi avili qu'en ce moment. L'Angleterre, qui en a importé en mai dernier 4 266 000 hectolitres, contre 3 546 000 en mai 1892 et 3 millions en 1891, l'a payé 9 fr. 67 l'hectolitre, contre 12 fr. 30 il y a un an et 15 fr. 05 il y a deux ans. Ces prix correspondent à ceux de 12 fr. 90, 16 fr. 40 et 20 fr. 20 par 100 kilogrammes, Or le prix courant et officiel était, au 1er juin, par quintal métrique, 14 fr. 50 à 15 francs à Londres, 12 francs à Amsterdam, 11 francs à Chicago. En mai le quintal de blé tendre, à Bourgas (Roumélie), a valu 9 fr. 10, le blé dur 8 francs, le seigle 6 fr. 70, l'orge 5 fr. 35. Dans les pays où le blé est frappé de droits de douane les prix étaient à peu près égaux à la moyenne de ceux de Londres et d'Amsterdam, augmentés du droit, 19 francs à 19,50 à Paris, 17 francs à 17,50 à Berlin.

Cette situation a-t-elle quelque chance de se modifier d'ici peu de temps? Les protectionnistes, en faisant voter par le Parlement un droit de 7 francs à l'importation du froment, n'auront-ils réussi qu'à maintenir la valeur du blé à 5 francs au-dessous du prix où la culture en peut seulement être rémunératrice, si l'on en croit les déclarations faites solennellement il y a plusieurs mois au Parlement? Rien ne semble annoncer un revirement prochain dans les causes d'avilissement. Les avis sur les récoltes en France sont satisfaisans, et pour toutes les céréales en général. Les pluies de juin ont fait concevoir quelques craintes que l'événement a déjà démenties. Dans les pays étrangers les apparences sont magnifiques : tout annonce que les États-Unis et la Russie inonderont encore l'Europe de leurs récoltes en 1894. Quant à la République Argentine, où la production du blé atteint déjà 28 millions d'hectolitres, — grâce à une prime sur l'or de 270 pour 100 qui offre à l'exportation un profit artificiel et temporaire, mais enfin un profit, — elle devra vendre sa récolte à peine moissonnée pour faire face à ses obligations, et la seule perspective de cette pression sur le marché a fait baisser le prix à Londres de 2 fr. 15 par hectolitre depuis le 1er janvier.

Il faut ajouter que si les récoltes s'annoncent partout si belles, le blé non encore vendu reste surabondant; les stocks sont loin

d'être épuisés, et comment s'en étonner lorsque, d'après les plus sérieuses autorités, la production moyenne du blé dans le monde entier, pendant les trois dernières années, aurait été de 849 millions d'hectolitres par an, contre 789 millions pendant les trois années précédentes, soit une augmentation annuelle de 60 millions d'hectolitres? En Angleterre, en Amérique, nombre de fermiers ont nourri leurs bestiaux avec leur froment plutôt que de le vendre aux prix du marché.

L'année 1893 a été particulièrement désastreuse, au point de vue agricole, pour la Grande-Bretagne : 18 millions et demi d'hectolitres de blé contre 21 en 1892 et 25 en 1891; 24 millions d'orge contre 26 en 1892; 6 millions de tonnes de pommes de terre contre 6 et demie; 9 millions de tonnes de foin contre 12 600 000. Seule la production d'avoine accuse un accroissement. Cette malheureuse année a vu s'accentuer le mouvement de diminution des surfaces consacrées à la culture du blé et d'augmentation des pâturages qui déjà occupaient 11 millions d'hectares en 1889. L'élevage donne en effet des résultats moins mauvais que la culture, et si l'Angleterre est obligée chaque année de faire venir de l'extérieur une plus grande proportion de la quantité de blé nécessaire à son alimentation, la quantité de viande fournie par le marché intérieur s'est accrue, de même que la valeur des produits de ferme. La compensation toutefois est insuffisante.

Les agriculteurs anglais abandonnent donc de plus en plus la culture du blé, qui n'est plus rémunératrice. Les prix des autres céréales se sont également abaissés dans une proportion énorme. Une commission royale a été chargée de faire une enquête sur les causes de la détresse actuelle de l'agriculture britannique et sur les moyens d'y porter remède. D'après une communication faite à la fin d'avril dernier à cette commission par M. Giffen, la production agricole de la Grande-Bretagne en 1891 représentait une valeur totale de 222 millions de livres sterling; elle aurait valu 300 millions si elle avait été calculée aux prix de 1874, d'où il ressort que les prix des produits ont baissé de 25 pour 100 dans cette période de dix-sept années.

Naturellement l'évaluation faite par M. Giffen n'est pas acceptée sans contradiction. Si l'on en croit sir James Caird, qui a évalué la production de 1891 à 260 millions, la baisse des prix n'aurait été que de 12 à 15 pour 100, alors que d'autres autorités la portent plus loin encore que M. Giffen, soit à 30 et même 40 pour 100. Les fermages n'ont pas baissé dans la même proportion, il s'en faut, et d'autre part les salaires se sont élevés. Dans le Northumberland les gages des ouvriers agricoles, en 1870, fixés

à 15 ou 18 shellings par semaine, étaient payés en nature; aujourd'hui ils dépassent une livre sterling et sont payés en espèces. C'est une augmentation de 50 pour 100, si l'on tient compte de la baisse des prix des denrées. Que peuvent devenir les malheureux fermiers, pris ainsi entre les impôts, l'avilissement des produits, l'*appreciation* de l'or, et l'enchérissement de la main-d'œuvre?

IX

Un exemple particulier de l'état de misère où se trouve l'agriculture britannique: à quelques kilomètres de Londres commence le comté d'Essex dont les champs d'argile s'étendent jusqu'à la mer du Nord. C'est le dixième, pour l'étendue, des comtés d'Angleterre; il embrasse un million d'acres, soit 400 000 hectares, et sur ce million d'acres, 830 000 environ sont cultivés. Cette superficie se divise elle-même en trois dixièmes de pâturages permanens et sept dixièmes de terres arables. Il y a dix ans, les terres en labour du comté d'Essex etaient, à l'égard des pâtures, dans la proportion de 74 à 26, et dix années encore auparavant, dans celle de 78 à 22, quand elles ne présentent plus aujourd'hui que celle de 70 à 30. De plus la culture des céréales représentait il y a vingt ans 60 pour 100 de la superficie cultivée; la proportion est descendue à 45 pour 100 en 1883, à 40 pour 100 en 1893. Le pourcentage du blé pendant la même période a reculé de 23 à 19, puis à 14 pour 100. En d'autres termes, les pâturages permanens qui ne composaient en 1873 qu'un peu plus du cinquième de la surface cultivée, en forment aujourd'hui presque le tiers, et le blé, qui couvrait alors presque un quart de la surface cultivée, n'en occupe plus que le septième.

La baisse des prix n'est qu'une des manifestations de cette déchéance; l'affaiblissement du rendement en est une autre non moins caractéristique. Le rendement du blé était de 31 bushels par acre (soit 28 hectolitres par hectare); il n'était déjà plus que de 26 en 1883, et il n'a pas atteint 23 en 1893. De même le rendement de l'orge a fléchi de 37 à 23, celui de l'avoine de 48 à 30, celui des fèves de 32 à 15, celui des pois de 31 à 21.

Tel est l'état des choses dans un comté qui représente le quinzième de toute la superficie cultivée en blé en Angleterre, le dix-septième de la superficie en orge, le dixième de la superficie en fèves, le huitième de la superficie en pois.

L'histoire de l'agriculture dans le comté d'Essex, depuis dix années, est celle d'une lutte sans espoir contre l'adversité. Il y a

quelque temps encore, il s'agissait d'une diminution constante des bénéfices d'année en année ; cette étape a été franchie, et l'on est entré dans la période des pertes chroniques, la perte de chaque année étant plus forte que celle de l'année précédente. Propriétaires et fermiers sont également frappés et ne peuvent plus lutter, écrasés par la force de lois économiques sur lesquelles ils n'ont point de contrôle. Aussi voit-on se multiplier le nombre des cottages vides, des fermes abandonnées. La charrue se retire, si admirable pour le labour que soit le sol. Des fermiers écossais ont été attirés par la dépréciation des taux des pâturages ; ils élèvent du bétail et vendent du lait aux Londoniens. Mais déjà la concurrence est grande et les prix vont cesser d'être rémunérateurs.

La question de la détresse de l'agriculture dans le comté d'Essex a été agitée le 11 juin dans les deux chambres du Parlement anglais. La discussion n'a abouti à aucun résultat. Le chancelier de l'Échiquier a dû déclarer qu'il ne voyait aucun remède aux maux actuels qui accablent les cultivateurs. Il a reconnu qu'il était déplorable de voir non seulement dans l'Essex, mais dans nombre d'autres comtés de l'Angleterre, des terres à blé cesser d'être cultivées et leur capacité de produire s'éteindre brusquement. Mais le gouvernement ne dispose d'aucun moyen pratique pour combattre ces conséquences de l'implacable concurrence étrangère. On a proposé comme remèdes la protection et le bimétallisme ; ni le gouvernement n'est disposé à recommander au parlement ces deux expédiens, ni le parlement à les adopter.

X

Les choses ne se passent pas ainsi chez nous. Il ferait beau voir un membre de notre cabinet, M. Viger, par exemple, qui vient de porter la bonne parole aux agriculteurs français dans tant de concours régionaux, répondre à la tribune de la Chambre qu'il ne connaît pas de remède gouvernemental pour les souffrances de l'agriculture. Les remèdes abondent, et l'ordonnance des docteurs en présente une belle énumération, à commencer par le fameux droit de 7 francs. Ce droit, disait-on il y a trois mois, suffirait assurément pour maintenir à 25 francs le prix du quintal de blé : or, depuis le vote du droit, ce prix n'a guère dépassé 20 francs ; il tombait il y a peu de jours à 18 fr. 75, alors qu'à Londres des apports argentins de froment se vendaient 12 francs le quintal.

L'écart du droit se trouve ainsi conservé et nos agriculteurs en ont le plein profit. Mais ouvrons le *Journal Officiel* et relisons

quelques-uns des discours prononcés en février sur les propositions de la commission des douanes. Voici une déclaration faite le 12 février : « Il est établi aujourd'hui et généralement reconnu par tous ceux qui s'occupent quelque peu d'agriculture, que le cultivateur français ne peut pas produire le blé à un prix de revient inférieur à 24 ou 25 francs le quintal. » D'un autre orateur, le même jour : « La réalité, vous la connaissez tous : c'est que, actuellement, le cultivateur français perd 3 ou 4 francs et même peut-être plus dans certaines contrées, sur chaque quintal de blé qu'il vend, et que, par conséquent, si cet état de choses se perpétue, il amènera nécessairement et à bref délai l'abandon de la culture du froment en France. » Et encore : « Prenons la situation actuelle. Le prix du blé est, maintenant, de 20 francs ou 20 fr. 50 le quintal. S'il est vrai que le prix de revient est de 25 francs, avec le droit actuel de 5 francs le cultivateur perd 5 francs. » Ce prix de revient de 25 francs par quintal n'était pas un prix indiqué en l'air, au cours du débat, pour les besoins d'une thèse : c'est celui qu'indiquait le marquis de Roys, dans son rapport de 1886, comme un minimum pour un assolement triennal. M. Deschanel, M. Bernard-Lavergne donnaient ce même prix, qui était également celui de la plupart des agriculteurs membres de la commission des douanes.

Malgré tant de témoignages, émanant tous, il est vrai, d'agriculteurs ou d'avocats de l'agriculture, il y a certainement place au doute. Comment une industrie aussi colossale se poursuivrait-elle sans diminution apparente d'activité, si vraiment elle ne pouvait s'exercer, malgré l'aide si puissante du gouvernement et des lois douanières, que dans des conditions à ce point désastreuses? Que nos agriculteurs songent au sort de leurs confrères d'outre-Manche, et ils estimeront enviable leur propre situation, si difficile qu'elle reste par certains côtés. Nous risquerons-nous à la suite de ceux qui conseillent aux agriculteurs de perfectionner leurs procédés, de renoncer à la routine, de faire de la culture intensive, scientifique, chimique, de couvrir leurs champs d'engrais puissans, nitrates, phosphates, hyperphosphates, de labourer, herser, semer, moissonner avec de puissantes machines? Mais des gens qui prétendent perdre cinq francs par quintal, pensent, non sans raison, que ce n'est pas de conseils qu'ils ont besoin, mais de subventions gouvernementales sous la forme de droits de douane. Ils ajoutent, comme le faisait en février un de leurs amis au Palais-Bourbon, que, pour faire de la culture intensive, il faut des fumures intensives, et que, pour obtenir des fumures intensives, il faut avoir de l'argent intensif.

Ce qui rassure toutefois, c'est que dans l'industrie agricole, il y a d'autres branches que la culture des céréales, et que, si bas que soient les prix pour tous les produits, il y a plusieurs de ces branches encore où des profits sont possibles. Lors donc que l'on proclame à la tribune que l'agriculture n'est plus rémunératrice, il y a bien des chances pour que cette assertion soit exagérée et n'ait été produite, avec la persistance que l'on a vue, que pour aider à obtenir un allégement de charges fiscales ou un relèvement de droits de douane. On ne saurait trop rappeler que, de toutes les industries françaises, l'agriculture est encore la plus importante par la valeur de ses produits, la masse des capitaux qu'elle met en œuvre, le nombre des bras qu'elle occupe, la variété et le chiffre des transactions auxquelles elle donne lieu, et qu'à trop étaler ses misères devant l'opinion publique, on risque de la très mal servir, en éloignant d'elle non seulement les capitaux, mais aussi les intelligences et les activités qu'elle peut et doit attirer.

La valeur des produits de l'agriculture se chiffre par un nombre respectable de milliards. Des évaluations, très optimistes il est vrai, présentées en 1891 à la Société nationale d'agriculture sur le total que pouvaient atteindre ces milliards, avaient éveillé l'attention et provoqué des controverses. M. Levasseur parla de 14 à 16 milliards pour 1890. C'était une estimation bien élevée et la baisse générale des prix devrait la réduire sensiblement pour 1893. Dans des études récentes, M. Zolla (1) exprime cependant la conviction que le produit brut de l'industrie agricole, après déduction de tous doubles emplois, dépasse 11 milliards; or la valeur du produit brut de l'industrie française proprement dite, considérée dans son ensemble, est de 12 milliards, chiffre qui contient la valeur des matières premières en même temps que la plus-value que leur a donnée le travail industriel.

Le produit brut de l'agriculture atteint donc à peu près la même valeur totale que celui de toute l'industrie française. Ajoutons que, si la population industrielle dépasse en notre pays 9 millions de personnes, le chiffre de la population agricole est deux fois plus considérable, atteignant 18 millions, c'est-à-dire presque la moitié de toute la population française. Quant aux capitaux d'exploitation, représentés par le bétail, les fourrages, les semences, les instrumens agricoles, on les peut évaluer à plus de 13 milliards.

Un point sur lequel les amis de l'agriculture ne sauraient trop

(1) *Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.*

insister, et qu'ils devraient opposer comme correctif aux lamentations excessives sur les difficultés de la situation présente, est l'importance du développement auquel l'activité agricole est encore réservée : « Dans l'industrie, dit M. Zolla, l'instrument, l'outil, la machine, jouent un rôle prépondérant. Rien de pareil, semble-t-il, en agriculture. La machine ne joue là qu'un rôle assez effacé. Les trois agens de transformation que l'homme utilise dans les campagnes sont : la terre, la plante et l'animal. Or les lois qui règlent les combinaisons chimiques dont le sol est le théâtre, celles qui décident de la vie des plantes ou du développement de l'animal, sont à peine entrevues depuis un demi-siècle. En développant notre pensée, nous pourrions montrer l'erreur de ceux qui voient dans l'agriculture une industrie sans avenir, et les raisons cachées de la lenteur avec laquelle s'est développée la production rurale dans les pays civilisés. Qu'on ne se hâte donc pas d'accuser d'inintelligence ou de routine la moitié de la population d'une nation. Les difficultés de la production agricole sont si grandes, et les mystères en sont si profonds, qu'on doit rester indulgent pour ceux qui avaient à triompher des unes et à pénétrer les autres. »

L'agriculture se perfectionnera sûrement par l'application de découvertes scientifiques nouvelles, dont la portée ne saurait être exactement limitée; mais cette application n'est possible qu'à la condition d'être lucrative, ce qui explique qu'elle soit forcément lente et graduelle, les gains réalisés devant décider en dernier ressort du choix des systèmes de culture. Le total de 11 à 12 milliards, représentant, comme il a été dit ci-dessus, la production annuelle, est formé des élémens suivants : céréales, 3500 millions de francs; vins, 2400 millions; lait, 1200; pommes de terre, 700; graines diverses, 675; fromages et beurres 430; œufs, 428; bois, 360; légumes de maraîchers, 350; cidre, 315; fruits, 280, etc. Dans cet ensemble, le produit des céréales n'occupe que le quart; la seconde place dans la nomenclature appartient aux vins, et justement la viticulture, si on l'en croit elle-même, est encore dans une situation bien plus lamentable que sa sœur la culture des céréales. A celle-ci en effet, la Chambre et le gouvernement ont donné le droit de 7 francs : est-il vrai que l'on n'ait absolument rien fait pour celle-là?

XI

La vérité est que l'on a tenté beaucoup et que l'on a peu réussi; que le parti protectionniste a montré du bon vouloir, déployé

même du zèle, mais que les victimes de la mévente des vins ont obtenu jusqu'ici plus de promesses et de bonnes paroles qu'une aide effective. Il aurait fallu pouvoir s'en prendre au consommateur et lui faire payer le remède à appliquer aux souffrances de la viticulture. Mais justement le consommateur se dérobe. Ce n'est pas qu'il cesse de boire du vin, mais il boit aussi de la bière, et du cidre, et une décoction de raisins secs ayant une lointaine analogie avec le vin. La consommation de ce dernier produit a d'ailleurs déjà considérablement décru, et mourrait de sa belle mort si la commission des douanes ne cherchait à la tuer par des droits prohibitifs. La récolte de vins de 1893 a été exceptionnellement belle : 50 millions d'hectolitres contre 29 en 1892; et la production des cidres n'a pas été moins superbe : 32 millions d'hectolitres, soit 8 millions de plus qu'en 1885, la plus forte année de cidres depuis le commencement du siècle.

Pouvait-on exiger du consommateur qu'il bût en 1893 le double de ce qu'il avait bu en 1892? Cela était malaisé. Du moins pouvait-on essayer d'arranger les choses de telle sorte qu'il fût peu à peu amené à boire des vins naturels. De là une guerre sans merci, déclarée aux vins de raisins secs, aux vins mouillés, vinés, sucrés, à toutes les fabrications, à toutes les falsifications.

Les raisins secs étaient bien innocens; ils procuraient une boisson peu coûteuse, modestement hygiénique; on n'en consommait plus guère, on n'en consommera plus. Les vins mouillés ont trouvé des défenseurs; car il y a des mouilleurs de bonne foi, de franc jeu, qui déclarent à leur clientèle : Voilà un mélange d'eau et de vin, c'est tant; voilà du vin, c'est tant. Les choses seraient bien ainsi, si ce vin était vraiment du vin, mais écoutons le rapporteur de la loi contre le mouillage : « Dans presque toutes les grandes villes, on livre à la consommation populaire un liquide qui a l'aspect du vin, mais dont la base est un vin suralcoolisé à l'excès, mélangé avec de l'eau dans des proportions variables. Cette boisson ne présente aucun des caractères hygiéniques du vin véritable. L'effet nuisible des alcools impurs s'ajoute aux inconvéniens de l'eau trop souvent chargée de germes malfaisans. La santé publique est menacée. L'ouvrier, qui croit boire un verre de vin, consomme à son insu un petit verre de mauvais alcool. Un grand nombre de consommateurs s'habituent chaque jour davantage à la boisson frelatée. L'alcoolisme exerce ses ravages par une voie détournée... »

On a prétendu que le mouillage, qui suppose le vinage ou suralcoolisation, ne méritait pas de tels anathèmes, et que si le commerce « créait » des vins pour le consommateur, en cuisinant

à l'aide de mystérieuses recettes les produits de la vigne, c'est parce que la clientèle aimait, réclamait ces fruits du coupage, du vinage et du mouillage. La clientèle se résigne à ces vins parce qu'on a organisé la vente de telle façon que jamais on ne lui livre des vins non cuisinés. Il y aussi la terrible force de l'habitude. Tel buveur qui s'est habitué à un mauvais vin le trouvera meilleur qu'un autre qui serait naturel et de qualité vraiment supérieure, mais qui n'est pas celui qu'il a accoutumé de boire. Pour que l'habitant des villes, le consommateur parisien surtout, reprenne goût aux vins naturels, — et il y a au moins cette idée juste et saine dans la campagne menée depuis cinq mois par les viticulteurs, — il faut qu'on rouvre aux vins naturels l'accès de Paris et des grandes villes.

Ce résultat ne peut être obtenu que par la réforme du régime des boissons, le dégrèvement des boissons hygiéniques, et la suppression des droits d'octroi en ce qui les concerne. Depuis dix ans cette suppression est promise, mais, de telles promesses, combien en emporte le vent? M. Burdeau avait déposé un projet dont l'adoption eût dégrevé le vin, le cidre et la bière de 75 millions de droits dûs à l'Etat et de 67 millions dus aux villes. M. Burdeau a quitté le ministère, et le successeur abandonne le projet de son prédécesseur. Pendant ce temps, la crise viticole suit son cours et la commission des douanes cherche des palliatifs. On a obtenu des compagnies de chemins de fer des réductions de frais de transport et l'on proscrit le mouillage, mais une autre cause d'inquiétude a surgi. Une forte partie de la dernière récolte est défectueuse, ce qui est une des causes les plus simples et les plus fortes de la mévente. Que faire de ce stock invendable? On pourrait le brûler pour en tirer de l'alcool. Or les distillateurs font de l'alcool à plus bas prix en important des mélasses étrangères. Aussitôt la commission des douanes de mettre à l'étude l'élévation du droit sur les mélasses étrangères (non coloniales). Ce sera toujours un peu de protection pour les distillateurs de vins et de betteraves.

Il faudra en venir à l'unique remède efficace, à celle de toutes les mesures présentées et discutées qui peut seule sauver la viticulture, c'est-à-dire à la suppression ou du moins à une forte diminution des droits d'entrée et d'octroi. Alors seulement seront sérieusement combattues les fabrications et pratiques funestes à l'hygiène publique, et les vins naturels seront connus et appréciés par la population des villes. La réforme est difficile, soit. Elle a été jusqu'ici arrêtée par les embarras budgétaires. Elle est nécessaire pourtant; elle se résoudra par l'adoption de taxes de

remplacement, telles que l'élévation du droit sur l'alcool et celle du taux des licences.

Il y a toute apparence que la récolte de cette année sera aussi considérable que celle de 1893, sinon plus, et que la qualité sera supérieure. Combien la viticulture serait mieux armée contre les périls de la mévente, si une politique funeste n'avait pas dénoncé les traités de commerce qui donnaient à la France une sorte de monopole pour la vente du surplus de ses vins à l'étranger!

XII

Le fait apparaît avec une vive clarté à propos de la Suisse, où, depuis la rupture des relations commerciales, la région mâconnaise ne peut plus envoyer ses vins. Le droit d'importation en Suisse était naguère de 3 fr. 50 par hectolitre; il s'élève aujourd'hui à 25 francs par 100 kilogrammes de marchandise brute, ce qui équivaut à 30 francs l'hectolitre, droit quasi prohibitif.

La valeur de l'exportation totale des vins français en Suisse atteignait, il y a quelques années, 50 millions, naguère encore plus de 20 millions par an, dont 6 à 7 pour le Mâconnais et le Beaujolais. Elle est tombée à des proportions insignifiantes, au moment même où les vignobles du Beaujolais, reconstitués au prix des plus grands sacrifices, commençaient à redonner de très satisfaisantes récoltes.

Il en a été pour les autres marchandises comme pour les vins. Si l'on compare les chiffres de l'année 1893 avec la moyenne de ceux des trois années 1890-92, on constate que les principales exportations de France en Suisse ont subi des diminutions considérables. Par exemple les ventes de bétail et de sucres ont à peu près disparu, ou du moins ont fléchi dans la proportion de 4 à 1. Même réduction, ou peu s'en faut, de 29 à 8 millions, sur les confections, tissus de laine, soieries, tissus de coton. Nos produits métallurgiques n'ont pas été plus heureux, machines, ouvrages en métaux, quincaillerie, montres, ouvrages en cuir, etc. Nous avons vendu de ces produits à la Suisse pour 27 millions au lieu de 85; la perte totale pour cette série d'articles est de 57 millions.

La Suisse a suppléé, pour la plus grande partie, par le développement de sa propre industrie, à ce déficit de l'importation française. Pour le reste, d'autres pays ont pris notre place, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, l'Allemagne surtout.

Les Suisses ont opposé à notre tarif maximum appliqué à leurs marchandises, un tarif plus sévère encore que le nôtre et

qui confine en bien des points à la prohibition pure. Les protectionnistes ont tiré un habile parti de ce fait en dénonçant à l'indignation des vrais patriotes les gens qui ne rougiraient pas d'aller ramper devant les Suisses pour les supplier de rétablir entre les deux pays les anciennes relations commerciales. Ces anathèmes n'ont pas empêché les présidens d'un certain nombre d'associations importantes, commerciales et industrielles, de constituer une « Union pour la reprise des rapports commerciaux avec la Suisse ». L'œuvre que se sont proposée ces amis d'une politique économique libérale est très méritoire, mais d'une réalisation difficile et réellement délicate. Le cas particulier de la Suisse fait ressortir, avec plus de netteté peut-être que tout autre, le préjudice considérable que portent à certaines de nos industries et à certaines de nos populations l'application du régime protectionniste et la suppression des traités de commerce; mais on ne peut résoudre sur un cas particulier l'ensemble du problème économique, et il serait difficile de pratiquer avec franchise et résolution le libre-échange avec la Suisse tandis que l'on resterait armé en guerre contre l'Italie et contre l'Espagne. Il eût été facile de ne pas se brouiller avec les Suisses; quelques concessions habilement choisies eussent assuré ce résultat. Se réconcilier avec ces cliens perdus et leur faire reprendre le chemin de nos maisons de commerce est moins commode, d'autant que les Suisses sont obstinés, qu'ils ont usé de représailles sans scrupule, et que leur situation commerciale nouvelle semble moins leur peser que ne pèse à nos libre-échangistes la décroissance déplorable de nos échanges avec ces excellens voisins.

La Chambre de commerce italienne à Paris s'est donné pour tâche de suivre de près toutes les phases par lesquelles passe le commerce entre les deux nations que séparent les Alpes, et de signaler au public commerçant les incidens intéressans que peut lui révéler cette observation attentive. Un fait qui paraît résulter avec un certain caractère de généralité du régime nouveau sous lequel se meuvent nos transactions commerciales avec la Suisse, l'Italie et l'Espagne, est que nous vendons de moins en moins de nos objets fabriqués ou de nos marchandises quelconques à ces trois pays, tandis que la décroissance de leurs ventes chez nous suit une marche beaucoup plus lente. Pour la Suisse, l'explication est dans le caractère presque prohibitif des droits par lesquels cet État a répondu à l'application de notre tarif maximum. Pour l'Italie et l'Espagne, la raison du phénomène est l'état du change dans ces deux pays (12 pour 100 en Italie, 22 pour 100 en Espagne), état qui, en vertu d'une loi économique des mieux établies, sert

de frein aux importations et favorise le développement des exportations.

En 1893 les importations italiennes en France se sont élevées à 139 millions, les importations françaises en Italie à 123, et l'application de la loi apparaît mieux encore si l'on considère le commerce de l'Italie avec toutes les nations pendant les quatre premiers mois de 1894. L'Italie a importé pour 39 millions de moins et exporté pour 44 millions de plus pendant cette période que pendant la période correspondante de 1893, et ses exportations, ont égalé, à 2 millions près, ses importations, alors qu'il y a un an l'écart en faveur de celles-ci était encore considérable.

Les partisans du rétablissement des rapports commerciaux avec l'Italie et la Suisse ne sont pas seuls à protester contre nos tarifs douaniers. A vrai dire, les protestations surgissent de tous côtés. L'industrie de la laine traverse une crise aiguë, et les délégués des principaux centres lainiers ont constitué à Paris une association nationale ayant pour mission de sauvegarder les intérêts compromis de l'industrie lainière. Les membres du bureau sont des manufacturiers de Roubaix, Tourcoing, Reims, Beauvais, Guise, etc. Toutes les branches de l'industrie, peignage, filature, tissage, teinture et apprêts, étaient représentées à la réunion constitutive. On signale une région particulièrement éprouvée, celle de Fourmies, qui possède un matériel industriel de 68 millions, emploie 26 000 ouvriers, distribue 27 millions de salaires, transforme annuellement pour 150 millions de produits : or en cette contrée, si nous en croyons des relations dont il n'y a pas de raison de suspecter la sincérité, la valeur des terrains et habitations aurait diminué de moitié, et celle des établissemens industriels serait avilie au cinquième.

La fermeture des débouchés est la cause directe de cette misère. Au commencement de janvier de cette année, M. Méline eut l'idée d'ouvrir auprès des Chambres de commerce une enquête privée sur les résultats obtenus par l'application des nouveaux tarifs. Voici un extrait de la réponse que lui adressa la Chambre de commerce de Reims : « Si le temps écoulé depuis le vote de la loi du 11 janvier 1892 permet d'apprécier aujourd'hui l'importance des résultats du nouveau régime économique, il nous est permis de dire, au moins quant à nous et spécialement quant à l'industrie lainière, que ces résultats ont été désastreux ; et, si l'association que vous présidez a le droit de s'attribuer une part des bienfaits des nouveaux tarifs, il est non moins vrai de dire qu'elle a une part de responsabilité dans les tristes conséquences dont nous subissons le contre-coup, par suite tant de la perte de

nos principaux débouchés que de l'amoindrissement de ceux qui nous restent. »

Le bureau de l'association lainière qui s'était constituée pour la défense de ses intérêts industriels menacés, a fait ce que fait tout d'abord en France quiconque se croit lésé par un phénomène économique : il s'est tourné vers l'État et est allé réclamer la bienveillance du ministre du Commerce. Mais justement le cabinet venait de tomber, et le titulaire du Commerce avait cédé la place à un autre personnage. Peu importait d'ailleurs, pourvu qu'il promît sa bienveillance, et naturellement il la promit. A quelque temps de là, on entendit une bouche officielle tenir un langage extraordinaire, merveilleux, un ministre faisant l'éloge de l'initiative individuelle, parlant contre la tutelle de l'État. Et cet audacieux était le ministre de l'Agriculture, prononçant son discours professionnel au concours régional de Lille. Nous citons textuellement : «... Il est un fait qu'il faut dégager par-dessus tout : cette œuvre (l'agriculture dans la région flamande) a été accomplie sous l'égide des libres institutions de la vieille Flandre que la conquête avait respectées ; c'est donc non seulement l'agriculture de la région qu'il faut louer : il est nécessaire d'y joindre le tribut de notre admiration pour les merveilles accomplies par l'initiative individuelle sous le régime de la liberté. Et partout où l'homme seul n'a pu triompher des difficultés naturelles, c'est au principe fécond de l'association qu'il a eu recours, mais en *repoussant la tutelle de l'État*, en conservant soigneusement l'idée tutélaire de la propriété individuelle, dont le stimulant a produit de merveilleux effets. » Belles paroles, et bonnes à méditer pour les fanatiques de l'État-providence !

AUGUSTE MOIREAU.

LES

INFORTUNES D'UN POÈTE AUTRICHIEN

Un poète autrichien, Franz Nissel, né à Vienne le 14 mars 1831, mort le 20 juillet de l'an dernier, s'est toujours regardé comme le plus malheureux des hommes. Il se plaignait d'avoir perdu sa vie, et il s'en prenait à lui-même autant qu'aux autres. « Mes cheveux grisonnent, disait-il en 1889, mes forces s'en vont. Je n'ai jamais eu de bonheur; j'ai peu vécu et, ce qui m'est plus amer encore, peu produit et désormais je n'ai plus rien à espérer. Cependant je me sentais heureusement doué, j'avais de l'ambition, et jamais cœur plus noble ne battit dans une poitrine d'homme. Si on avait été plus bienveillant pour moi et si ma santé délicate et chancelante n'avait entravé tous mes efforts, le monde aurait eu un grand poète de plus. — Est-ce ma faute, avait-il écrit trente ans auparavant à l'un de ses meilleurs amis, M. Maurice Loewy, est-ce ma faute si Dieu m'avait commandé de n'aspirer qu'aux grandes choses, et si nous vivons dans un temps où quiconque a le goût du grand doit se résigner à n'être qu'un paria? » Et en 1867, il écrivait à sa sœur, la tendre et secourable confidente de ses pensées : « Je suis un moderne Sisyphe, mais je suis aussi un Prométhée, cloué à son rocher et dont un vautour ronge le cœur. »

Cet incurable hypocondre avait-il donc tant à se plaindre de la nature et des hommes? Sa santé, si délicate qu'elle fût, ne l'a jamais empêché de travailler, et le ciel lui avait fait la grâce de lui révéler de bonne heure sa vocation, sans qu'il eût la peine de la chercher. Dès sa première jeunesse, il avait eu la passion des vers, des drames historiques, des tragédies, et il a passé sa vie à faire des tragédies et des drames en vers. Les plus malheureux des poètes sont ceux qui, ayant plus de génie que de talent, conçoivent, imaginent, inventent et ne savent pas exécuter. L'outil leur manque. Cette misère a été épargnée à Franz

Nissel. Il avait un vrai talent, et ses pièces ne pèchent point par l'exécution. Il connaissait le théâtre, il avait le don de l'émotion, il y a dans tous ses drames des scènes qui portent. Ce qu'on pouvait lui reprocher, c'était d'avoir trop de goût pour les situations noires res, pour les caractères sombres et mystérieux. Il a mis en scène, dans son *Persée*, une Romaine fort étrange et fort romantique, dont la destinée est de tuer tous ceux qui ont l'imprudence de l'aimer, et qui finit par se tuer elle-même. C'est une vraie furie, et cette furie n'est pas adorable. On lui a reproché aussi d'avoir trop de penchant à la déclamation, ses héros se donnent trop souvent le plaisir de s'apostropher eux-mêmes : — « Oh! mon œil, regarde-le mourir, et reste sec, si tu le peux!.. Coule, mon sang, coule à gros bouillons!.. O mon oreille, le bruit de ses victoires t'assourdit, et le moindre souffle de la brise te parle de sa grandeur. » Ulysse a dit un jour à son cœur : « Sois patient! » Mais il ne l'a dit qu'une fois. De son temps, la rhétorique n'avait pas encore été inventée.

Nissel était un artiste sérieux, et il a su se corriger avec l'âge de ses défauts de jeunesse. C'est à peine si on en retrouve quelque trace dans son *Agnès de Méranie*, qui ne ressemble point à celle de Ponsard et qu'il considérait avec raison comme sa meilleure tragédie. Cependant, si mon impression est juste, son vrai chef-d'œuvre est la comédie historique qu'il a intitulée : *Une couchée de Mathias Corvin : Ein Nachtlager Corvins*. Un seigneur hongrois, gouverneur du château de Pressbourg, s'est marié sur le tard; fort jaloux de sa femme beaucoup plus jeune que lui et d'une remarquable beauté, il la tient enfermée entre les quatre murs de sa forteresse. Son mauvais destin le condamne à donner pour une nuit l'hospitalité à son roi, Mathias Corvin. Il admire beaucoup ce héros, mais il le sait fort sensible à la beauté des femmes, et il s'arrange pour lui cacher la sienne. Quand ce vert-galant demande à voir la châtelaine, il lui présente sa belle-sœur, jeune éventée, qui se prête de grand cœur à la plaisanterie. Il s'est cru fort habile, et peu s'en faut que son stratagème n'attire sur lui le malheur qu'il redoutait. Cette comédie, que Nissel aurait pu intituler : *Les précautions dangereuses*, est vivement menée. L'intrigue est ingénieuse, les situations sont piquantes, il y a de l'esprit dans le dialogue, de la fantaisie dans l'invention, et, chose rare dans le théâtre allemand, les caractères, finement tracés, se soutiennent jusqu'au dénoûment. Je suis de l'avis d'un critique qui trouvait cette pièce aussi agréable, aussi amusante qu'habilement construite, et je me demande si ce poète qui aimait le sombre n'avait pas encore plus de talent pour la comédie que pour le drame.

Nissel était-il un de ces génies qui, méconnus de leur vivant, ont besoin d'avoir quelques années de cercueil pour se faire rendre par un monde ingrat une tardive justice? Un de ses drames populaires, *la*

Magicienne, Die Zauberin am Stein, obtint à Vienne un éclatant et durable succès. Le public avait fait à son *Persée*, il en convenait lui-même, l'accueil le plus chaud et témoigné son enthousiasme « par une tempête d'applaudissemens tels que les murs du vieux et vénérable temple des Muses n'en avaient jamais entendu. »

Il était connu, apprécié dans toute l'Allemagne. En 1878, le prix de la fondation Schiller, destiné à récompenser la meilleure tragédie, fut décerné à l'auteur d'*Agnès de Méranie*. Dès ses débuts il avait trouvé dans un journaliste autrichien fort courtisé et fort redouté, le célèbre Saphir, rédacteur de l'*Humoriste*, un bienveillant protecteur qui ne lui a jamais marchandé les éloges. Plus tard il fut loué, prôné par les maîtres de la critique allemande, Julian Schmidt, Rudolf Gottschall, Paul Lindau, Julius Rodenberg. Le conseil municipal de Vienne lui vota à l'unanimité une récompense honorifique. L'année suivante, comme il entrait dans sa 61e année, il reçut de toutes parts des adresses, des lettres, des télégrammes; sa porte était assiégée par les délégués qui lui apportaient les congratulations de toutes les sociétés littéraires.

Il fut très sensible, il en convenait encore, à ces témoignages d'admiration et de respect; mais il restait sombre; il se disait mélancoliquement : « Et après? On m'honore aujourd'hui; m'honorera-t-on demain? Ma gloire n'est-elle pas un soleil qui se couche? » Il se demandait si ces derniers hommages, qui réjouissaient sa vieillesse, n'étaient pas comme un adieu de la destinée, qui prenait congé de Franz Nissel, se mettait en règle avec lui, et lui disait : « Je t'ai payé ma dette, me voilà quitte, et tu peux mourir, tu ne recevras plus rien de moi. »

Quand il se comparait à Sisyphe et à Prométhée, on était tenté de lui répondre : « Vous avez l'humeur bien chagrine. Un homme qui a fait tout ce qu'il voulait faire, qui a été tout ce qu'il voulait être, qui a donné au monde tout ce qu'il pouvait lui donner et que le monde a récompensé selon ses mérites, n'a pas de griefs sérieux contre la destinée. Vous êtes un de ces poètes qui transforment leurs contrariétés en catastrophes, à qui les petits chagrins communs à tous les hommes apparaissent comme des calamités extraordinaires et qui, lorsqu'il leur échoit quelque bonne fortune, s'empressent de mêler l'amertume de l'absinthe à la douceur de leur vin et d'empoisonner leurs joies par leurs réflexions moroses. » Et cependant, en lui parlant ainsi, on lui aurait fait tort; il avait bien quelque sujet de n'être pas content de la vie. Il tenait à ce qu'on le sût; il s'était promis d'expliquer son cas à ses amis comme aux indifférens, et en 1889, il avait entrepris d'écrire ses mémoires. Il n'est pas allé jusqu'au bout, le temps ou la force lui a manqué, il s'est arrêté à la fin de l'histoire de sa jeunesse. Sa sœur, Mlle Caroline Nissel, qui vient de publier ces mémoires inachevés, les a complétés par des fragmens de journal et

des lettres, et désormais de sa naissance jusqu'à sa mort nous le connaissons bien (1).

Quand on a lu ce livre, on est obligé de confesser que quels qu'aient été ses succès et ses satisfactions d'amour-propre, Nissel n'a pas fait tout ce qu'il voulait faire, qu'il n'a pas été tout ce qu'il voulait être, qu'il serait injuste de le classer parmi les simples hypocondriaques, qui ne savent pas distinguer une mouche d'un éléphant. S'il n'était pas Prométhée, si son vautour n'était qu'un épervier, il est certain que ses malheurs n'étaient pas purement imaginaires, mais il l'est aussi que son imagination travaillait sans cesse à les aggraver. Plût au ciel qu'il ne l'eût employée qu'à trouver des sujets de tragédie! Il aimait à s'en servir pour se tourmenter lui-même, après quoi il faut convenir que c'est un mal très réel que d'être né avec une imagination malheureuse.

« Ai-je jamais été jeune? dit-il dans ses mémoires. Si l'insouciance, la gaîté du cœur, la légèreté des pensées, si la fraîcheur des sensations, les douces espérances et les illusions couleur de rose, si les joies candides et les chagrins facilement consolés sont l'apanage de la jeunesse, la mienne a fini à l'âge de treize ou quatorze ans. Jusque-là j'avais été un enfant, et tous les enfans se ressemblent. » Il avait ressenti pourtant dans les premières années de sa vie un étonnement que tous les enfans n'ont pas eu l'occasion d'éprouver. Sa mère était accouchée de trois jumelles. Ces microscopiques créatures, mignonnes et jolies à ravir, se ressemblaient tant que lorsqu'on les baptisa, on ne les distinguait les unes des autres qu'à la couleur de leurs rubans. Elles ne tardèrent pas à mourir. « Leurs petits cercueils, nous dit-il, me firent l'effet de jouets. » Peu après, d'autres décès survinrent; dans l'espace de quatorze mois, il vit sortir de la maison paternelle cinq morts, et il lui sembla que sa vie s'annonçait mal.

Ses parens étaient comédiens. Son père, qui appartenait à une vieille famille bourgeoise de Vienne, s'était senti de bonne heure la vocation du théâtre et sous le pseudonyme de Joseph Korner avait joué les premiers rôles à Nuremberg, à Munich et sur les principales scènes de province de l'Autriche. Sa mère avait plus d'ambition que de talent, le public ne l'avait jamais goûtée. Jalouse des succès de son mari, elle entendait qu'il n'acceptât aucun engagement sans avoir stipulé au préalable que les directeurs la traiteraient sur le même pied que lui. C'était lui demander de mourir de faim. De là des récriminations, des zizanies, d'incessantes querelles, qui attristaient cet intérieur; peu s'en fallut qu'on n'en vînt à une séparation. Franz Nissel aimait tendrement sa mère, il était porté à épouser tous ses griefs. Il ne comprit que plus tard que son père avait quelquefois raison, que le plus grand tort de

(1) *Mein Leben, Selbstbiographie, Tagebuchblätter und Briefe*, von Franz Nissel. Stuttgart, 1894.

Joseph Korner avait été de compliquer son existence par un mariage imprudent.

Ces époux mal assortis s'en allaient de ville en ville, se rendant où les directeurs les appelaient, et leurs enfans étaient condamnés à la vie nomade. Franz avait commencé ses études à Linz, il les continua à Lemberg, puis à Vienne. Cela faisait une éducation fort décousue. Ne prenant racine nulle part, changeant sans cesse de professeurs et de camarades, il se dégoûta bientôt de l'école, voulut être son propre maître, s'en remit à lui-même du soin de s'instruire. Les autodidactes sont une race fort méritante, mais sujette à de grands travers. Il leur arrive souvent d'enseigner pompeusement à l'univers des vérités aussi vieilles que lui, qu'ils considèrent comme leurs inventions personnelles. Ils découvrent l'Amérique, et quand ils sont forcés de convenir qu'elle avait été découverte avant eux, ils en éprouvent quelque déplaisir. C'est un chagrin que Nissel a ressenti plus d'une fois dans sa vie.

Sa mère s'entendait mieux à mettre des enfans au monde qu'à les élever. Après les trois jumelles, elle devait perdre encore une fille et un fils. Franz était destiné à devenir sexagénaire, mais il fut toujours frêle et languissant, et il s'en prenait à sa mère, qui l'avait trop choyé, trop dorloté, élevé dans du coton. Quoiqu'il eût la taille haute, élancée et que sa moustache et sa barbe lui soient venues de bonne heure, il n'eut jamais de santé. Il avait la poitrine faible, et dès sa première jeunesse il fit connaissance avec le catarrhe, la fièvre, les crachemens de sang. Se repliant sur lui-même, ce valétudinaire devenait de plus en plus impropre au commerce des hommes. Il s'en trouva mal dans son âge mûr ; quand il eut des marchés à conclure, il s'y prit gauchement, et tour à tour il cédait ou résistait trop. Comme il avait l'âme aimante, il est toujours demeuré fidèle à ses amitiés de jeunesse ; mais il ne se sentait parfaitement à l'aise que dans sa propre société, et à tous les plaisirs il préférait les douceurs de la vie contemplative. Ses songeries solitaires et ses lectures clandestines lui suggéraient une foule de réflexions, dont il ne faisait part à qui que ce fût, qu'il ne discutait avec personne, et c'est surtout dans la jeunesse que les discussions sont utiles. Elles nous apprennent à nous défier un peu de notre jugement, à ne pas nous ériger en pontifes infaillibles.

Ce fut à Lemberg qu'il dévora coup sur coup le plus de vers, de pièces de théâtre, de romans. Les *Mystères de Paris* et le *Juif-Errant*, alors dans leur nouveauté, lui firent la plus vive impression. Il déclare dans ses Mémoires « que ces deux livres ont exercé une grande influence sur le développement de ses principes politiques et sociaux, sur toute sa manière de penser et de sentir. » — « On rabaisse trop, nous dit-il, les romanciers français de ce temps, on les traite de haut en bas, et on croit avoir tout dit quand on les accuse d'avoir visé surtout à l'effet et

aux excitations sensuelles. Leurs œuvres témoignaient d'un incontestable talent, d'une grande puissance de composition, d'une imagination riche et féconde, mise au service d'idées supérieures. » Ce fut d'Eugène Suë qu'il apprit que personne n'a le droit de posséder le superflu, aussi longtemps que tout le monde n'a pas le nécessaire. Il n'a guère eu l'occasion de pratiquer cette morale, car, durant tout le cours de sa vie, il eut à peine le nécessaire, et s'il n'a pas connu la faim, il s'est dit plus d'une fois : « Aurai-je de quoi vivre dans six mois d'ici? » Après s'être repu de romans socialistes, il se mit à lire des manuels d'histoire, et sa mélancolie s'en accrut. Il ne voyait partout de siècle en siècle que des peuples opprimés, des luttes tragiques, d'indicibles souffrances, les natures nobles vouées aux plus tristes destinées, les petits condamnés à engraisser la terre de leur sang pour y faire pousser des lauriers. Ne fallait-il pas que les ambitieux, les grands capitaines, les rois et les empereurs eussent quelque chose à se mettre sur la tête? Les conclusions qu'il tirait de ses lectures historiques le remplissaient tour à tour de pitié ou de colère. Que ne les discutait-il avec un ami sage et d'esprit mûr! Mais, je l'ai dit, il ne discutait rien qu'avec Franz Nissel, et ils étaient toujours du même avis.

Cet adolescent s'était fait ses opinions sur tout, et l'âge ne les a point changées. Il avait décidé que le monde tel qu'il est a un visage déplaisant, mais ce qui lui déplaisait encore plus, c'était la figure du prince de Metternich. Il écrira un jour qu'il aurait fait de grandes choses s'il était né dans un pays libre, mais que l'Autriche n'était pas une vraie patrie. L'Autriche dont il parlait était celle que M. de Metternich avait créée et façonnée à sa guise, et par malheur l'œuvre a survécu de quelque temps à l'ouvrier. Il faut avouer que personne n'a surpassé cet homme d'État dans l'art de cloîtrer les peuples, en les privant de toute communication avec le dehors et leur laissant tout juste assez d'air pour qu'ils ne mourussent pas d'asphyxie. Il reconnaissait aux hommes le droit de se nourrir et de s'amuser, et il favorisait les intérêts matériels comme les divertissemens publics; mais il faisait une guerre implacable aux idées; les plus inoffensives lui étaient suspectes et d'où qu'elles vinssent, il leur coupait le chemin, leur disait: « On ne passe pas. » Il posait en principe que la pensée est une maladie mortelle ou tout au moins un exercice dangereux qui n'est propre qu'à faire des mécontens ou des fous, et quand la partie pensante de la nation lui disait : « De grâce, ouvrez cette porte, cette fenêtre, l'air nous manque, laissez-nous respirer! » il répondait: « Je n'en vois pas la nécessité; mangez, buvez et amusez-vous. » Tous les poètes autrichiens qui ont passé la belle saison de leur vie sous ce régime de compression en ont gardé jusqu'à leur mort un angoissant et pesant souvenir. Ces prisonniers, élargis trop tard, se félicitaient d'être rendus à la liberté mais on n'avait pu leur rendre leur jeunesse.

Franz Nissel était à Vienne, où son père avait été appelé par le directeur du *Burgtheater*, lorsque éclata la révolution de 1848, qui lui parut l'étincelante aurore d'une ère nouvelle. Il se flatta quelque temps que ses rêves humanitaires s'étaient accomplis, que, par l'effet d'un miracle, l'Autriche allait devenir en un jour le paradis des belles âmes et des esprits libres. Sa joie fut courte. La réaction triompha, et, après une fâcheuse alerte, on crut ne pouvoir mieux faire que d'en revenir aux vieux principes de gouvernement, et de répéter le grand mot : « Quiconque pense est notre ennemi, amusez-vous. » Ce jeune homme, qui prenait tout au sérieux, n'eut garde de profiter de la permission ; il était capable de tout, sauf de s'amuser. Il gémit durant de longues années encore sur l'asservissement de son pays. Mais lorsque les désastres de 1866 eurent mis hors de service la vieille machine, et qu'un souverain, éclairé par le malheur, appela dans ses conseils un ministre intelligent et libéral, tout changea, et Nissel reconnut lui-même que l'Autriche était devenue une patrie habitable.

Cependant il ne put jamais dégorger le fiel et le poison dont il s'était si longtemps nourri, et il continua de trouver à l'univers une figure déplaisante. Il n'y avait pas un souverain, un homme d'État dont la politique ne lui fût un sujet de tristesse ou de scandale. Napoléon III lui inspirait une invincible aversion, et il tenait l'attentat d'Orsini pour une œuvre de sainte justice, l'exécution de ce héros pour un abominable forfait. Il s'indignait du crédit dont « le tyran » jouissait en Europe et qu'il fût honoré des uns comme le sauveur de la société, des autres comme le représentant de la Révolution et le libérateur des peuples. Cependant on ne voit pas qu'il se soit réjoui de sa chute et des victoires allemandes. Il reprochait à ceux qu'il appelait les missionnaires de la culture germanique les exagérations de leur amour-propre national, qui leur avait rétréci le cœur et le cerveau. Il ne leur pardonnait pas leur mépris pour les peuples étrangers, et il comparait leurs procédés à l'égard des provinces conquises à ceux d'un séducteur brutal, disant à la femme dont il recherche les bonnes grâces : « Aime-moi, ou je te viole. » Somme toute, il ne s'est pas passé jusqu'à sa mort un seul événement qui lui ait procuré un véritable plaisir. Il croyait s'être aperçu que les accidens heureux de l'histoire ont souvent de funestes conséquences ; il avait peur des lendemains et pensait que, quoi qu'il arrive, c'est le diable qui rit le dernier.

Les seules bonnes heures de sa vie étaient celles où, retiré dans quelque maison de campagne, en pleine solitude, au milieu de la verdure et des fleurs, il s'occupait d'imaginer ou d'écrire une tragédie. Tout entier à son inspiration, il s'identifiait avec ses personnages, s'associait à leurs glorieux destins et marchait avec eux sur les nuées. Alors il oubliait tout, les mélancolies de son enfance, les trois petits cercueils, les morts qui avaient suivi, le prince de Metternich, Napo-

léon III et les misères de la vie humaine. Il éprouvait aussi d'assez vifs plaisirs quand son drame était joué et applaudi. Mais que de mécomptes, de déconvenues, de déboires se mêlaient à ses joies! Il fallait multiplier les démarches pour faire accepter ses pièces, et on les refusait souvent. Une fois reçues, il fallait les défendre contre les ciseaux d'une impitoyable censure et contre la critique pointilleuse ou fantasque des directeurs. On exigeait de lui des changemens auxquels il se résignait la mort dans l'âme. Il croyait au caractère sacré de ses inspirations et que mutiler telle tirade, supprimer telle scène était un crime contre le Saint-Esprit.

Un jour qu'on demandait à Henri Laube s'il reprendrait *Agnès de Méranie:* « L'auteur, répondit-il, est un homme de grand talent, il y a du bon dans sa pièce, mais elle est beaucoup trop longue. — Ne pourrait-on pas la raccourcir? — Allez le lui demander, si vous l'osez. » Nissel manquait de souplesse; c'est une qualité ou un défaut que n'acquièrent pas les solitaires. Au surplus, quand il avait franchi tous les défilés, et amené sa pièce à bon port, quelque accueil que lui fît le public, il en retirait peu de profit. Les Viennois n'ont pas l'imagination tragique; les aventures de Betty et de Peppi les intéressent beaucoup plus que les révolutions des empires ou les emportemens d'un roi qui a des difficultés avec le Saint-Siège. « Entrez dans le goût du public, faites-nous des comédies, faites-nous des vaudevilles. » Il répondait qu'il ne faisait rien de bon que lorsqu'il se sentait inspiré, qu'il n'y avait que les grands sujets, les grands événemens, les grandes passions qui l'inspirassent, et, maudissant le public et son sort, il s'indignait que les tragédies fissent de si maigres recettes. Il était le moins cupide des hommes, mais il était fier, et s'il voulait gagner de l'argent, ce n'était pas pour satisfaire de coûteuses fantaisies, mais dans le louable dessein de n'être plus à la charge de sa famille, qui avait dû subvenir souvent à ses pressantes nécessités. Dès 1859, son père lui avait dit un mot qui lui était resté sur le cœur: « A dater de ce jour, arrange-toi pour conquérir ton indépendance. » C'était son plus cher désir; mais, les dieux conspirant avec les hommes, il n'a jamais pu dire: « Je n'ai plus besoin de personne. »

Un mariage d'amour avait encore empiré sa situation. Après avoir longtemps cherché une femme capable de savoir ce qu'il valait et de le rendre heureux, il avait épousé en 1863 la fille d'un baron, veuve d'un premier mari, laquelle ne possédant rien et ne pouvant avoir aucune part à l'héritage de son père, s'était faite cantatrice. Elle était belle, elle avait du talent, les directeurs lui voulaient du bien, et en joignant à ce que gagnait sa femme le peu qu'il gagnait lui-même, Nissel pouvait se promettre de renflouer sa pauvre barque éternellement échouée sur des bas-fonds. Peu après leur mariage, sa femme fut prise d'une toux opiniâtre, elle perdit la voix et mourut bientôt, en lui laissant trois

enfans à nourrir et à élever. S'il avait été sage, il aurait consenti à faire dans ce monde autre chose que des tragédies. On lui avait maintes fois proposé d'écrire dans les journaux, et il n'aurait tenu qu'à lui d'obtenir une place dans les bureaux d'un ministère.

Que ne suivait-il l'exemple d'un autre poète autrichien, plus âgé que lui d'un an? En sortant de l'université, Hamerling, le futur auteur d'*Ahasverus à Rome*, avait donné des leçons au Theresianum; plus tard, pour venir en aide à sa mère, il avait demandé et obtenu une place au lycée de Trieste. « Vos tragédies ne seront jamais qu'un triste gagne-pain, disait-on de toutes parts à Nissel; faites quelque chose à côté. » Et sa sœur elle-même, la plus dévouée des Antigones, lui donnait ce conseil. Il entrait alors dans de terribles agitations d'esprit. Il répondait qu'on ne le connaissait pas, qu'il ne pouvait remplir aucune place, s'astreindre à aucune obligation déterminée, et il répétait que, depuis que le monde était monde, on n'avait jamais vu de poète aussi esclave de son inspiration. — « Quelle figure ferais-je dans un bureau? Demandez-moi d'écrire de beaux vers, je suis votre homme; mais rédiger un simple rapport ou la minute d'une lettre officielle, impossible. Je ne puis non plus être journaliste; rédacteur ou reporter, je passerais mon temps à mordiller ma plume, sans voir rien sortir de mon écritoire. Prenez-moi pour ce que je suis. Exiger que je m'accommode d'un métier pour lequel je ne suis pas fait, c'est vouloir hâter une catastrophe, depuis longtemps préparée, où je laisserais ma vie et ma raison. »

Devant une réponse si tragique, il ne restait qu'à s'incliner. A la bonne heure, mais de grâce mettez votre orgueil sous vos pieds, et ne rougissez plus de tendre la main. Il la tendait et s'obstinait à rougir. Hamerling avait été plus heureux que lui. Lorsqu'une maladie chronique l'obligea à prendre sa retraite, une généreuse inconnue, enthousiaste de son talent, lui assura une rente viagère qui le mit à jamais à l'abri du besoin. Il ne se trouva aucune noble inconnue assez éprise des drames de Nissel pour le mettre en état de ne plus manger le pain des autres. Il alla vivre avec sa sœur, prélevant une dîme sur les modestes revenus qu'elle tirait de ses leçons de musique et lui donnant ses enfans à élever. A la pension de 750 marks qu'il touchait s'ajouta un secours de l'État, qui malheureusement ne lui était octroyé que d'année en année; les douze mois accomplis, il fallait le solliciter de nouveau. Et sa maudite fierté lui adressait de perpétuels reproches : « Je mendie, je mendie, s'écriait-il, je serai l'éternel nécessiteux. » C'était là le vautour ou l'épervier qui lui rongeait le cœur.

Mais je me trompe, et je n'ai pas dit encore son plus grand malheur. N'eût-il goûté dans sa carrière d'auteur dramatique que des plaisirs sans mélange, quand il aurait vu à ses pieds tous les directeurs de théâtre se disputant ses pièces et le suppliant de faire leur fortune avec la sienne, quand *Agnès de Méranie* et la *Magicienne*, représentées

tous les soirs devant des salles combles, lui auraient rapporté des millions, j'ose affirmer qu'il n'eût été qu'à moitié content. Il avait fait dans sa jeunesse des rêves inoubliables, qui furent le tourment de sa vie. Quand il eut reconnu à l'âge où l'on raisonne qu'il avait souhaité l'impossible, qu'on ne décroche pas la lune et les étoiles, il lui parut que toutes les joies qu'il pouvait éprouver dans son métier de poète étaient méprisables et puériles. Était-ce l'effet d'une enfance passée dans les coulisses des théâtres? Peut-être avait-il vécu trop jeune avec les comédiens et les comédiennes, trop habité ce monde artificiel et fabuleux où le réel ne se distingue plus du fictif, où tout se transforme et se déforme, où aucune exagération n'étonne, où les mensonges ressemblent aux vérités et où les vérités prennent un air de mensonges. Il n'avait guère plus de seize ans lorsqu'il se persuada très sincèrement qu'il avait le don prophétique, qu'une grande mission lui était confiée, qu'il était de la race des élus, un de ces héros de l'intelligence dont la parole remue et change les âmes, qu'un charbon divin avait touché ses lèvres et que les puissances célestes lui commandaient de révéler au monde leurs secrets.

Ses premières amours témoignent de l'idée qu'il s'était faite de lui-même. A dix-sept ans, il devint éperdument amoureux d'une danseuse italienne, et ce n'est pas là ce qui m'étonne. Ce qui me paraît plus singulier, c'est qu'étant allé aux informations, ayant appris que vendue toute petite au prince Milosch, fondateur de la dynastie des Obrenovitch, Marietta était une créature fort dépravée, qu'elle se donnait au plus offrant, son amour se changea soudain en cette sainte pitié que ressentit un dieu de l'Inde pour une bayadère qui s'était faite marchande de plaisirs.

Il s'examina, il reconnut que son cœur était doué de la miraculeuse vertu d'épurer, d'ennoblir tout ce qu'il aimait. Que Marietta fût à lui, il se faisait fort de la sanctifier par ses caresses, de lui rendre en l'aimant son innocence perdue. Elle ne savait pas l'allemand, il apprit l'italien, et la suivant partout, s'attachant à ses pas, il guettait l'occasion de l'aborder, de lui parler. Mais Marietta, qui apparemment avait du flair, n'eut garde d'encourager ce jeune convertisseur, trop timide pour brusquer les choses. Elle ne tarda pas à quitter Vienne; il en fut au désespoir, et longtemps encore, dans ses nuits blanches, il criait à cette pécheresse : « Marie-Madeleine, aimons-nous; je serai ton berger et tu seras ma brebis. »

Mais il lui était venu une bien autre ambition que celle de convertir une danseuse; il s'était mis en tête que Dieu l'avait choisi entre tous pour racheter et sauver le genre humain. Il faisait peu de cas de la philosophie, qu'il n'avait jamais étudiée, et il la jugeait incapable de donner aux hommes le pain de l'âme. D'autre part le christianisme lui semblait avoir fait son temps. Il reprochait au Christ de ne s'être occupé

que du salut des individus, de n'avoir rien fait pour l'amélioration des sociétés et l'ennoblissement de notre espèce. Il lui en voulait d'avoir dit : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Triste consolation pour les malheureux que la vague et incertaine espérance des béatitudes d'outre-tombe ! C'est ici-bas que doit être fondé le divin royaume. Que fallait-il donc au genre humain ? Une religion nouvelle. Et qui avait reçu du ciel la mission de l'inventer et de la prêcher ? Il lui parut clair comme le jour que c'était Franz Nissel.

Pris de la fièvre de l'apostolat, il se mit à composer un nouvel évangile. Sa sœur en a publié quelques fragmens, qui rappellent par endroits Rousseau et la *Confession du vicaire savoyard ;* mais il serait cruel de pousser cette comparaison jusqu'au bout. C'était à de certaines heures et le plus souvent entre chien et loup qu'il sentait l'Esprit saint descendre sur lui ; sa tête s'échauffait, une lumière divine se répandait sur ses yeux ; aurait-il pu douter de sa mission sans s'insurger contre la volonté du Très-Haut ? « Est-il croyable, a-t-il dit lui-même, qu'un jeune homme modeste et timide, qui frémissait d'effroi lorsqu'il entendait le bruit d'une sonnette et d'une porte qui s'ouvrait, qu'un jeune homme qui devenait rouge comme braise quand un visiteur le surprenait dans son costume de maison fort étriqué et lui adressait quelques propos insignifians, est-il croyable que cet adolescent qui craignait tout se crût appelé par le ciel à métamorphoser le monde, à devenir un nouveau prophète, à fonder, pour le salut des hommes, une religion nouvelle ? »

Quand il parle dans ses mémoires ou dans ses lettres de cette utopie de ses jeunes années, il s'en exprime quelquefois avec une douce ironie, et plus souvent sur un ton de mélancolique regret. Il n'était dans le fond qu'à moitié détrompé. « Peut-être, écrit-il quelque part, eus-je dans ce temps un accès de fièvre chaude ou de manie des grandeurs. » Mais il ajoute : « Je n'en suis pas sûr, car nous avons beau chercher à nous connaître, que savons-nous de certain sur nous-mêmes ? »

Au cours d'un voyage qu'il fit dans le Tyrol en 1861, il rencontra à Salzburg un enfant dont la figure expressive, ouverte et intelligente le frappa.

Il l'attira sur ses genoux, et lui dit : « Quel est le mystère de ta destinée ? Seras-tu un jour le sage des sages et trouveras-tu la formule magique qui guérit tous les maux ? Es-tu le grand homme dont les peuples ont besoin pour les délivrer des préjugés funestes et leur ouvrir la porte de ce monde idéal où les réalités sont belles comme des songes ? » Au moment où il étendait les mains sur la tête de l'enfant prédestiné pour le bénir et le sacrer, il s'aperçut que sa jaquette était râpée et trouée, et se ravisant, il s'écria : « Un grand esprit logé dans la tête d'un gueux ! Un prolétaire aspirant à devenir un héros ! Quelle misère ! Ah ! pauvre enfant, les petits soucis de la vie, la

recherche laborieuse du pain quotidien, les humiliations, les injustes mépris, les persécutions sourdes ou déclarées auraient bientôt raison de ton courage, et c'en serait fait du héros. Tu ne serais plus qu'un songeur, un rêve-creux ou une de ces voix qui crient dans le désert. Nous n'avons jamais manqué de mendians d'un esprit génial, et qui sait combien d'embryons de grands hommes disparus avant le temps reposent dans des tombeaux surmontés d'une croix à demi pourrie? » Victor Hugo disait un jour à M. de Bornier : « Il y a quelque chose au-dessus d'un grand poète, c'est un saint. » Tel était aussi l'avis de Nissel; mais il avait découvert que le métier de saint est fort coûteux, qu'il exige de grands frais de représentation, que pour être un apôtre ou un fondateur de religion, il faut avoir de la santé et des rentes. C'est là ce qu'il expliquait à sa manière au joli garçon qu'il avait rencontré à Salzburg, et que son discours plongea sans doute dans un profond étonnement.

Il passa sa vie à rêver, à croire et à décroire. Etelka, l'héroïne de la charmante comédie que j'ai signalée comme son chef-d'œuvre, aurait dû lui servir d'exemple. Pour la soustraire aux curiosités dangereuses de Mathias Corvin, son vieux mari l'a reléguée dans une île du Danube, où les hasards d'une chasse aventureuse amènent subitement le roi. En se trouvant en présence de l'homme extraordinaire dont on lui avait si souvent parlé, et qui lui fait de hardis et tendres aveux, elle éprouve une émotion qu'elle n'avait jamais ressentie, sa tête se trouble, son imagination s'égare, son sang s'allume, elle se donne en pensée, elle commet l'adultère dans son cœur. Mais, dégrisée par un incident imprévu, elle reprend possession d'elle-même : « Il me semble, dit-elle, que je reviens d'un voyage où j'ai vu des choses magnifiques, et pourtant, si belles qu'elles soient, je respire. »

Comme Etelka, Nissel s'était égaré dans le royaume des chimères; mais, moins heureux qu'elle et surtout moins sage, il n'en est jamais tout à fait revenu. Il y retournait clandestinement à l'heure du crépuscule, et les magnificences qu'il y voyait lui faisaient prendre en dégoût son métier de poète, les pièces de théâtre, les directeurs, les acteurs, le monde tel qu'il est et Nissel lui-même, l'éternel nécessiteux. Si j'en juge par son portrait, il avait quelque peu la tête d'un apôtre. Quand il se regardait dans son miroir, quand il contemplait sa barbe majestueuse, son grand front où la lumière aimait à se jouer, ses yeux de voyant, sa figure empreinte d'une autorité mêlée de douceur, il devait se dire : « J'ai manqué ma vie. » Mais il faut se défier des figures, elles sont trompeuses. Je me souviens d'avoir aperçu un jour sur un tas de cailloux, au bord d'un grand chemin, un mendiant très barbu et très beau, qui ressemblait à un prophète.

G. VALBERT.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 juillet.

Les Chambres ont été mises en congé, un peu brusquement, samedi 28 juillet. Elles avaient été réunies ce jour-là pour voter divers projets qui auraient encore engagé quelques millions de dépenses. S'il est vrai, comme on le dit, et les apparences n'y contredisent pas, qu'une question gênante de M. Paschal Grousset ait précipité le départ du Parlement, M. Paschal Grousset a rendu pour la première fois un service à son pays, du moins un service financier. Pendant les dix derniers jours de sa session, la Chambre a voté sans s'en apercevoir, au milieu de la confusion des débuts de séance, une quarantaine de millions de dépenses nouvelles. Heureusement M. Paschal Grousset est intervenu, avec la menace d'une question rétrospective sur le grand complot boulangiste dénoncé par M. Paul de Cassagnac, l'un des conspirateurs, et M. le président du Conseil est monté subitement à la tribune pour prononcer le sacramentel : *Claudite jam rivos, pueri*, c'est-à-dire pour donner lecture du décret de clôture de la session. Il y a eu un grand brouhaha, après quoi on s'est séparé, et il en était temps. La Chambre, saturée de rhétorique, était arrivée à un point d'énervement qui n'était pas sans danger.

La grande affaire de la quinzaine a été la discussion et le vote de la loi contre les menées anarchistes. A la fin de l'année dernière, au lendemain de l'attentat commis par Vaillant au Palais-Bourbon, M. Casimir-Perier avait présenté et fait voter, presque au pied levé, quatre lois qui infligeaient des peines plus sévères à un certain nombre de délits; mais elles ne créaient pas de délits nouveaux et elles ne changeaient rien à la juridiction établie. La loi présentée par M. Charles Dupuy avait un autre caractère : elle créait un délit, celui de propagande anarchiste, et le renvoyait devant les tribunaux correctionnels, au lieu du jury, avec cette circonstance particulière que le délit, pour exister, n'avait besoin ni d'être suivi d'un commencement d'exécution, ni d'avoir été commis publiquement. Il pouvait résulter de correspondances ou de conversations privées : — peut-être même serait-il plus exact de dire qu'il ne se produisait que dans ces conditions secrètes et confidentielles; mais la vérité est que nous n'en savons rien,

et que plus la discussion se développait, plus il était difficile de bien saisir la pensée du gouvernement. Lui-même a paru en changer plusieurs fois et s'embrouiller terriblement dans ses variations. Il faudrait, pour démêler cet écheveau, une finesse d'analyse que nous n'avons pas. M. le président du Conseil a lu à la tribune quelques articles de journaux, incontestablement odieux, afin de montrer la nécessité de la loi. On en a conclu qu'il se proposait de poursuivre les articles du même genre; mais, d'abord, ceux qu'il a lus ont déjà été poursuivis et condamnés en vertu des lois préexistantes, et il a mis, un peu plus tard, une grande insistance à déclarer que le projet de loi ne visait pas la presse. S'il ne vise pas la presse, pourquoi l'avoir justifié par la lecture d'articles de journaux, et, s'il la vise, pourquoi ne l'avoir pas dit courageusement? On aurait su du moins à quoi s'en tenir. On l'a su moins que jamais lorsqu'un orateur a interrogé le gouvernement au sujet, non plus des articles de journaux, mais des chansons. Il y a des chansons anarchistes : dans quel cas tomberont-elles sous le coup de la loi? M. le garde des sceaux l'a expliqué de la manière la plus nette, mais en même temps la plus imprévue. La même chanson, suivant qu'elle sera chantée en public ou en comité privé, sera passible, dans le premier cas, des lois antérieures, et, dans le second, de la loi nouvelle. Le chanteur public ira devant la cour d'assises, et le chanteur à huis clos devant les tribunaux correctionnels, comme plus dangereux. Quand la Chambre a entendu énoncer cette distinction, elle avait déjà, heureusement pour elle, renoncé à comprendre. Mais que faut-il en conclure, sinon que le signe caractéristique du délit de propagande anarchiste est le fait de s'être produit secrètement ? La propagande d'homme à homme, la suggestion criminelle faite de la bouche à l'oreille, est sans doute très redoutable et nous comprenons qu'on ait cherché à l'atteindre. N'a-t-on, toutefois, voulu atteindre que celle-là? Alors, en effet, la presse est hors de cause, car elle s'adresse au public; mais aussi la loi perd une grande partie de sa portée.

Elle en a perdu plus encore lorsque la Chambre, sur l'avis conforme de la commission et du gouvernement, a adopté un amendement de M. Léon Bourgeois, d'après lequel les délits prévus par la loi devront, pour être passibles de la juridiction correctionnelle, avoir été commis avec une intention de propagande anarchiste. Le gouvernement, dans la rédaction première de son projet, avait bien imposé cette obligation pour un certain nombre de délits, mais non pas pour tous, ni même pour le plus grand nombre. Était-ce de sa part une négligence? Était-ce une intention réfléchie? On ne le saura jamais. Dès le premier assaut de M. Bourgeois, il s'est empressé de capituler. — Oui, a-t-il dit, pour que la juridiction soit changée, pour que les délits visés ressortissent aux tribunaux correctionnels, il faudra

qu'ils aient eu un but anarchiste. — Mais qu'est-ce exactement qu'un but anarchiste? Qui pourra le dire? Qui en apportera une définition rigoureusement exacte? La jurisprudence, sans doute : plaignons les juges qui seront chargés de la fixer. Ici encore on se trouve engagé dans un dédale d'anomalies au moins singulières. Un malheureux commettra un vol qualifié, un incendie, un crime quelconque qui le conduira devant la cour d'assises. Un autre, partisan de l'anarchie, dans une conversation ou dans une correspondance privée, après s'être plus ou moins exalté avec des amis, commettra l'imprudence d'approuver l'acte coupable, et de dire par exemple qu'une organisation sociale aussi révoltante que la nôtre provoque et justifie de pareils excès : ce dernier sera envoyé au juge correctionnel. Quel est, des deux, le plus criminel? Quel est le plus dangereux? Le premier évidemment : cependant, en beaucoup de cas, c'est le second qui, devant une juridiction plus rigoureuse, risquera de subir la peine la plus grave, puisqu'elle pourra comprendre la relégation. Est-ce juste? Est-ce sensé? N'aurait-il pas mieux valu, pour déterminer la juridiction, s'en tenir à l'acte lui-même? Tel paraissait être le sentiment du gouvernement au cours de la discussion générale. Il avait alors beau jeu à soutenir que la liberté de penser, de parler et d'écrire n'était pas intéressée dans la loi, puisqu'il ne s'agissait que de l'interdiction de voler, d'incendier, d'assassiner. Le vol, l'incendie, le meurtre ne sont pas des opinions, mais des crimes : qui pourrait le contester? Seulement il reste à savoir, dans le système final de la loi, si ces crimes ont été commis avec un but particulier, et ce point déterminera la juridiction. On aperçoit tout de suite que nous sortons du domaine des actes qui se définissent par eux-mêmes, pour entrer dans celui des intentions que l'on peut apprécier de tant de manières différentes! Et dès lors, il devient plus malaisé de justifier la substitution des tribunaux correctionnels au jury.

Toutes ces contradictions, et quelques autres encore, se produisaient au grand jour à mesure que la discussion se prolongeait, et le sort de la loi aurait été très incertain, si l'opposition socialiste et radicale avait montré un peu moins de fougue et un peu plus d'habileté. Le parti pris d'obstruction qu'elle a manifesté dès le premier jour a tout de suite indisposé la Chambre. Avant même que la discussion fût ouverte, les socialistes avaient pris leurs dispositions pour la faire durer indéfiniment. Ils espéraient que la majorité s'égrènerait à force de lassitude, et que, la saison aidant, bon nombre de députés ne résisteraient pas jusqu'au bout aux tentations que le repos des champs exerce en ce moment sur tout le monde. Aussi faisaient-ils courir le bruit qu'ils avaient signé plus de soixante demandes de scrutins publics à la tribune, et déposaient-ils chaque matin une trentaine d'amendemens ou d'articles additionnels. Mais ils n'ont pas tardé à s'apercevoir que

leur tactique d'obstruction les desservait au lieu de les servir. A chaque scrutin, leur minorité diminuait. La Chambre leur montrait une humeur de plus en plus hostile. Les quelques vieux routiers parlementaires que comprend encore la gauche socialiste ont averti les nouveaux venus qu'ils étaient dans une mauvaise voie. Une demande de modification du règlement circulait déjà sur les bancs et se couvrait de signatures. L'opposition a renoncé aux scrutins à la tribune, mais elle a maintenu les demandes de scrutins publics pour presque tous les votes, même les plus insignifians, et elle a conservé par là l'air de défi qu'elle avait adopté dès le premier jour. Enfin, elle a mis son point d'honneur à discuter pied à pied tous les amendemens qu'elle avait déposés, même les plus extravagans, comme si elle les prenait au sérieux, et elle a ainsi gaspillé son action au point de la rendre inoffensive. Que de rhétorique et parfois de talent dépensé en pure perte! Si l'opposition socialiste et radicale avait visé deux ou trois points particulièrement faibles dans la loi et y avait fait converger tout son effort, nul ne sait ce qui serait arrivé; mais il est probable qu'une intervention adroite et bien ménagée n'aurait pas été sans efficacité. La preuve en est dans le succès de M. Léon Bourgeois, dont l'amendement a jeté le désarroi dans le projet officiel. M. Bourgeois l'a fait passer tout en douceur, avec une grande bonhomie d'attitude et un air conciliant auquel tout le monde a été pris. On s'est aperçu trop tard du piège où on était tombé. Heureusement, ces procédés ne sont pas à la portée de tout le monde. M. Millerand, M. Jaurès, M. Rouanet l'ont bien montré. Ils ont mis la Chambre dans un tel état d'exaspération qu'un beau matin, au moment même où tout paraissait le plus compromis, le gouvernement a pu tout sauver en déclarant que, désormais, il ne dirait plus rien, qu'il repoussait en bloc tous les amendemens, et qu'il donnerait sa démission si la Chambre modifiait un *iota* de ce qui restait encore de la loi. A mesure que l'opposition se prodiguait, le gouvernement a pu se réserver davantage, et le moment est venu où le flot toujours plus impétueux de l'éloquence de l'extrême gauche est venu se briser devant le mutisme des bancs ministériels. Et, certes, le gouvernement a mieux servi la loi par l'à-propos de son silence qu'il ne l'avait fait par celui de sa parole.

Lorsque l'opposition socialiste et radicale a vu que le ministère était fermement résolu à ne pas se départir de cette nouvelle attitude, sa violence a dépassé toutes les bornes. Jusqu'alors, elle avait discuté tant bien que mal: à partir de ce moment, elle a changé de tactique et ne s'est plus efforcée que de troubler le débat par des scandales. Le plus éclatant de tous a été soulevé par M. Jaurès qui, au moyen d'un détour ingénieux, a essayé de faire rentrer toute l'affaire de Panama dans la discussion de la loi contre les anarchistes. M. Jaurès, ancien professeur de philosophie, a l'habitude de remonter de l'effet à la

cause : pour lui, l'anarchisme n'est qu'un effet, et il faut en chercher l'origine première dans les mauvais exemples que certains financiers et hommes politiques ont donnés à leurs contemporains. M. Jaurès va plus loin encore. Ces financiers qui ont corrompu des politiciens, ces politiciens qui se sont laissé corrompre par des financiers, sont-ils aussi coupables qu'ils en ont l'air? Non: la faute n'est pas à eux, mais aux institutions délétères qui agissent fatalement sur la conscience de chacun. Il y aura toujours des âmes faibles : comment pourraient-elles résister aux mille séductions de la propriété ? M. Jaurès estime, comme Jean-Jacques, que la propriété individuelle et l'inégalité qui en résulte entre les hommes sont cause de tout le mal dont gémit l'humanité. Rousseau n'avait pas trouvé le remède, M. Jaurès a été plus heureux : il s'est profondément pénétré des doctrines du collectivisme, et il est convaincu que leur application, évidemment prochaine, guérira la société des maladies morales qui la rongent. Alors il n'y aura plus de voleurs puisqu'il n'y aura plus de propriété; il n'y aura même plus de criminels d'aucune sorte, car tous les crimes viennent de la souffrance que l'organisation sociale inflige aux intérêts individuels, et le collectivisme donnera à ces intérêts pleine satisfaction au moyen d'une désorganisation absolue. Ce sera l'âge d'or : il est déjà à portée de notre main. En attendant, toutefois, qu'il se réalise, les vieilles sociétés se croient obligées de se défendre et de faire des lois pénales. Eh bien ! soit; mais il convient du moins de les appliquer avec intelligence, c'est-à-dire aux principaux coupables. Aussi M. Jaurès a-t-il proposé avec le plus grand sérieux de considérer comme anarchistes les hommes politiques qui trafiquent de leur mandat. Ils doivent, à son avis, tomber sous le coup de la loi nouvelle, et il s'est éloquemment réjoui à la pensée que le premier paquebot qui conduirait un anarchiste à la Guyane y emmènerait, comme compagnon de chaîne, un politicien indélicat. Ce n'est pas que ce dernier nous paraisse plus intéressant que l'autre, mais enfin les deux crimes ne sont pas du même ordre, et il est absurde de vouloir les confondre dans une loi commune. S'il y a lieu de légiférer contre la corruption politique, qu'on le fasse à part, en vertu de dispositions spéciales. Le bon sens l'exige; et cependant il s'en est fallu de bien peu que la Chambre ne votât la proposition de M. Jaurès. Le scrutin rectifié a réduit la majorité contraire à six voix. Le déplacement de trois suffrages aurait donné gain de cause à l'orateur socialiste. Personne ne s'attendait à ce résultat. La vérité est qu'un grand nombre de députés ont eu peur d'être taxés de faiblesse à l'égard de la corruption, et c'est bien sur cette peur que M. Jaurès avait compté : le vote a probablement dépassé ses espérances.

La séance où l'amendement de M. Jaurès a été développé a été des plus pénibles. On a vu s'y produire une tentative de ramener au pre-

mier plan de nos préoccupations présentes cette lamentable affaire de Panama qui a causé tant de mal et qui, pendant de longs mois, a fait peser sur le pays une lourde atmosphère de malaise et de soupçons. Les orateurs socialistes se sont dressés à la tribune comme les vengeurs de la morale, les champions d'une justice supérieure; et il fallait entendre la violence de leurs dénonciations et l'implacable sévérité de leurs sentences! De quel droit, à quel titre tenaient-ils ce langage et se donnaient-ils ce rôle? Ils semblaient pétris d'un autre limon que le reste de l'humanité : on les aurait crus mis au monde pour la juger de haut et pour la flétrir. N'y a-t-il donc jamais eu dans leur propre conduite aucune défaillance? Leur vertu est-elle d'une qualité si rare qu'elle ait le droit de se produire à la tribune sous cette forme orgueilleuse et arrogante, sans s'exposer à être jugée à son tour? Ont-ils tous la candeur du cygne, et les scandales d'il y a dix-huit mois les ont-ils laissés absolument immaculés? C'est la question qu'a posée M. Paul Deschanel, et il l'a résolue avec une vigueur de parole et une force de caractère dont les députés du centre donnent trop rarement l'exemple. Il a répondu à l'agression des socialistes par une agression correspondante, et la victoire lui est restée. Pour la première fois, ces infatigables orateurs dont rien ne semblait pouvoir tarir l'éloquence ont fait la sourde oreille et se sont tus. C'est que les coups de M. Deschanel étaient directs, précis, et que pas un ne s'est perdu. Comment ne pas parler aussi de M. Rouvier? Mis en cause personnellement par M. Jaurès, avec une violence préméditée, froide et cruelle, il a montré dans sa défense une émotion communicative dont l'effet sur la Chambre a été profond. Quelques-uns de ses accens, venus d'un cœur blessé mais resté vaillant, avaient une tout autre portée, même au point de vue oratoire, que la très brillante rhétorique de M. Jaurès. Si la Chambre a failli voter la proposition de ce dernier, ce n'est certainement pas par excès de courage, et il était facile de voir à son attitude à quel point elle désapprouvait ce retour que rien n'autorisait, que rien ne justifiait, sur un passé qui n'était pas en cause. Où en viendrait-on si de pareilles mœurs se perpétuaient à la Chambre? L'idéal de la gauche socialiste est de s'ériger en tribunal révolutionnaire qui, se plaçant au-dessus de tous les autres tribunaux, revisera leurs sentences et y substituera les siennes. Un jour, elle prendra à partie telle personne, le lendemain telle autre, suivant son caprice ou ses rancunes. Hier, c'était M. Rouvier: qui sera-ce demain? Quel peut être le but de cette campagne, sinon de maintenir dans les esprits le trouble, le doute, le soupçon, afin de jeter la déconsidération et le mépris sur le gouvernement parlementaire lui-même. Nous n'en voulons d'autre preuve que le choix des alliés dont s'entourent les socialistes : tous les anciens boulangistes sont avec eux.

Les provocations de l'extrême gauche et les intentions chaque jour

plus évidentes qu'elle découvrait ont amené un résultat qui, à l'ouverture du débat, était certainement difficile à prévoir : la loi contre les anarchistes a été votée à cent voix de majorité ! Cela ne veut pas dire que la Chambre l'estime parfaite et qu'elle la donne comme un modèle du genre. Il est à croire, au contraire, que la Chambre aurait eu quelque appréhension à la renvoyer au Sénat, si elle n'avait pas compté que celui-ci n'y regarderait pas de trop près. Le moindre amendement adopté au Luxembourg aurait tout remis en cause, et obligé la Chambre à recommencer intégralement la discussion. Fallait-il s'exposer aux inconvéniens d'un nouveau débat? Le premier de tous aurait été la démission du ministère, et, quelle que soit l'opinion qu'on ait sur M. Dupuy et sur ses collègues, leur chute en ce moment aurait été un éclatant triomphe non seulement pour les socialistes, mais pour les anarchistes. Le pays ne voit les choses que dans leur ensemble, et s'explique mal certaines raisons cachées des événemens dont il n'aperçoit que la forme extérieure. De même, et plus encore, l'étranger. Qu'aurait-on pensé, soit en France, soit au dehors, si, après l'assassinat du Président de la République, le gouvernement ayant présenté une loi contre les anarchistes, la loi avait été repoussée et le gouvernement renversé? C'est une responsabilité que ni la Chambre, ni le Sénat, ne pouvait prendre. La loi a de graves défauts et il faut souhaiter, espérer, demander qu'elle ne survive pas aux circonstances qui l'ont rendue inévitable. Elle ne saurait conserver une place définitive dans nos codes. Elle en devra disparaître. Mais, entre les inconvéniens de la voter telle quelle et celui de donner aux socialistes et à tous leurs amis un succès qui aurait témoigné à la fois de la maladresse du gouvernement et de l'impuissance du parlement, il fallait choisir le moindre, et c'est ce qu'on a fait. Les socialistes devaient être battus, et ils l'ont été. Mis en demeure d'exprimer contre eux, sous une forme législative, le sentiment du pays, la Chambre et le Sénat n'ont pas hésité à le faire. Toutefois, le ministère aurait tort de croire qu'il peut désormais se reposer sur des lauriers si chèrement obtenus. Il lui reste à faire un bon usage de la loi et à gouverner. Si les lois déjà existantes avaient été appliquées avec plus de fermeté, la situation ne se serait pas aggravée comme elle l'a fait en quelques mois. Si la police et la sûreté générale avaient été réorganisées et placées sous une direction unique, l'anarchisme n'aurait pas réalisé de si rapides progrès ni fait couler tant de sang. Le mal dont nous souffrons vient moins de l'insuffisance de nos Codes que de l'inertie du gouvernement. Il est inerte parce qu'il n'a pas de politique arrêtée, parce que sa volonté est vacillante, parce qu'il est mal servi par des agens dont quelques-uns ont, pour leur compte, des tendances et une volonté très différentes des siennes. C'est à ce désordre qu'il est urgent de porter remède. Nous voilà en vacances; le ministère est débarrassé de ces

questions et de ces interpellations qui lui prenaient la meilleure part de son temps : que va-t-il faire? Rien ne le gêne plus pour agir, et jamais la nécessité d'une action énergique et coordonnée n'a été plus grande qu'en ce moment.

La guerre a-t-elle éclaté entre la Chine et le Japon? On ne le sait pas encore d'une manière certaine. Il y a eu des actes d'hostilité, et quelques-uns ont même eu un caractère grave, puisqu'un navire chinois qui portait quinze cents hommes en Corée a été coulé par les Japonais; mais, en extrême Orient, ces choses n'ont pas la même importance qu'en Occident, et on ne désespère pas encore de maintenir la paix, ou de la rétablir. L'Angleterre, en particulier, s'y emploie avec beaucoup d'ardeur, sans qu'on puisse prévoir si la pression qu'elle exerce sur le gouvernement chinois et sur le gouvernement japonais sera efficace. La Chine est à peu près convertie d'avance; elle n'a aucun intérêt à la guerre et elle désire probablement la paix; mais en est-il de même du Japon?

On n'a pas de détails bien précis sur l'origine du conflit actuel. Une révolte a éclaté en Corée, comme il en éclate presque chroniquement par suite d'une situation sociale et administrative vraiment intolérable, et le roi, menacé par les insurgés qui s'étaient avancés jusqu'aux portes de Séoul, a fait appel à l'appui de la Chine dont il reconnait la suzeraineté. Cette suzeraineté est très ancienne. Elle a été formellement confirmée en 1636, lorsque la dynastie tartare des Tsing a remplacé celle des Ming, et même elle a été alors imposée à la Corée avec d'autant plus de rigueur qu'elle avait essayé, mais en vain, d'assurer son indépendance. La Corée paie à la Chine un tribut annuel de pièces de soie et de toile, de nattes, de peaux de cerf et de loutre, de rouleaux de papier, etc. La chronologie adoptée dans les actes officiels est celle des empereurs de Chine. Le calendrier en usage est le calendrier chinois, et, tous les ans, une mission est envoyée à Pékin pour le recevoir des mains de la congrégation des rites. Le roi de Corée demande l'investiture au Fils du ciel. Lorsqu'il lui écrit, il signe très bas : « Moi, sujet, » comme un simple fonctionnaire, et il n'occupe pas dans la hiérarchie chinoise une situation supérieure à celle des vice-rois. La Chine a obligé le roi de Corée à envoyer une note aux puissances pour leur notifier cette situation, mais celles-ci n'en tiennent aucun compte et elles ont toujours traité avec la Corée comme avec un État indépendant. Le gouvernement coréen a essayé de s'affranchir de cette vassalité en ce qui concerne ses rapports avec les puissances, et, en 1888, il a entrepris d'envoyer en Europe et en Amérique des représentans diplomatiques : cette tentative a avorté.

Le Japon a eu, lui aussi, des prétentions de suzeraineté sur la Corée, mais il a fini par y renoncer officiellement et par reconnaître l'indé-

pendance du pays. Son attitude et son action ont été plus habiles que celles de la Chine. Dès le XVIe siècle, à la suite d'une expédition heureuse, les Japonais étaient restés maîtres du port de Fousan, où ils ont établi une colonie militaire et commerciale : c'est par là que, pendant de longues années, la Corée et le Japon ont échangé leurs produits. En 1875, à la suite d'un conflit sans importance, les Japonais ont fait un arrangement nouveau qui témoigne d'un véritable esprit pratique : ils ont rendu le port de Fousan à la Corée, mais à la condition qu'il resterait ouvert et qu'on leur en ouvrirait deux autres, ceux de Wousan et de Tchemulpo. A partir de ce moment leur commerce a pris des développemens rapides; un nombre considérable de maisons se sont fondées dans les villes ouvertes, et les échanges entre les deux pays sont devenus très actifs. En 1882, l'ancien régent coréen ayant fomenté une révolte contre les Japonais, leur légation à Séoul a été incendiée, et son personnel, refugié à Tchemulpo, a été recueilli par un navire anglais. Le Japon, indigné, a envoyé une flotte dans les eaux coréennes; la Chine a dépêché un commissaire impérial; la Corée a fait toutes les soumissions qu'on exigeait d'elle et promis une indemnité de 2 500 000 francs qu'elle n'a d'ailleurs jamais payée. Enfin, en 1884, nouvelles complications, plus graves encore, et qui ressemblent beaucoup à celles d'aujourd'hui. A la suite de l'échauffourée de 1875, le gouvernement japonais avait mis sa légation à Séoul sous la protection d'une garde militaire. Le roi, menacé par l'émeute et ne trouvant aucun appui auprès de ses soldats, a fait appel à ceux du Japon. Naturellement la Chine s'en est émue, et, de son côté, elle a envoyé des troupes pour protéger le roi de Corée. Les protecteurs n'ont pas tardé à en venir aux mains, et les Chinois l'ont emporté. Aussitôt le Japon a expédié en Corée de nouveaux renforts, la Chine a imité cet exemple, et on a été à deux doigts de la guerre : si elle n'a pas éclaté, c'est aux bons conseils et même à la pression venus du dehors qu'il convient de l'attribuer. Le mikado a envoyé à Tien-tsin le même comte Ito qui est actuellement son premier ministre à Tokio, et celui-ci a signé avec Li Hong Tchang un arrangement qui a terminé le conflit. Il a été convenu que les troupes chinoises et japonaises évacueraient la Corée en quatre mois. Les deux gouvernemens ont donné au roi le conseil amical d'organiser une armée qui rendrait désormais leur intervention inutile. Néanmoins, comme il faut tout prévoir, ils ont prévu le cas où ils seraient obligés d'intervenir de nouveau, et ils ont pris l'un vis-à-vis de l'autre l'engagement de se prévenir par écrit si cette obligation se présentait, en y joignant d'ailleurs l'assurance d'évacuer le pays aussitôt que les circonstances le permettraient.

Ces détails rétrospectifs ne sont pas inutiles pour faire bien comprendre la situation présente. Dès qu'ils ont connu l'intervention des Chinois, les Japonais ont envoyé des troupes en nombre beaucoup

plus considérable : débarqués à Tchemulpo, ils ont marché sur Séoul, et, sous prétexte de le défendre, ils l'ont occupé. L'insurrection a disparu comme par enchantement : les Chinois et les Japonais sont restés en tête à tête, et quand on a parlé à ces derniers d'évacuer, ils ont déclaré nettement qu'ils ne le feraient qu'après avoir obtenu des réformes profondes dans l'administration de la Corée. Ils étaient las de demander des satisfactions qu'on leur accordait en principe sans les réaliser jamais, des indemnités qu'on ne leur payait pas, des jugemens qu'on ne pouvait pas faire exécuter. Leur commerce était sans cesse en péril. Le droit de pêche, qu'une convention leur accorde sur les côtes de la Corée, ne pouvait s'exercer que d'une manière incomplète, parce qu'ils rencontraient des difficultés pour faire sécher le poisson sur le rivage. Enfin, ils avaient à faire valoir mille griefs anciens et nouveaux, et ils ne consentaient à partir qu'après en avoir obtenu le règlement. Quant aux réformes indispensables pour assurer l'avenir, le programme qu'en a tracé le Japon n'est pas très bien connu; mais elles se rapportent toutes à la nécessité de fortifier le gouvernement central et d'assurer l'exécution de ses décrets, au paiement régulier des fonctionnaires qui perdraient peut-être ainsi l'habitude de voler, à l'établissement d'une justice dont les sentences ne seraient plus illusoires, etc. Le Japon demande enfin qu'il soit institué à Séoul un fonctionnaire supérieur chargé des affaires étrangères, car on ne sait aujourd'hui à qui s'adresser, et il n'y a pas de milieu entre le roi auprès duquel il est difficile d'obtenir audience, ou un employé subalterne, sans importance et sans responsabilité, qui sert d'intermédiaire avec le Tsong li yamen.

C'est la première fois que le Japon montre autant d'exigences, ou qu'il les énonce avec cette fermeté. Sa politique a toujours consisté à développer la civilisation en Corée, même par la force si cela était nécessaire; la politique de la Chine, au contraire, est toute de temporisation et d'inertie. On comprend que la Chine, suzeraine de la Corée, s'émeuve de l'initiative impérieuse du Japon; mais celui-ci ne veut pas céder, il multiplie ses armemens, il refuse d'écouter les conseils des puissances et il a déjà tiré les premiers coups de canon. Ce qui augmente la gravité de la situation, c'est que le Japon, qui se croit fort vis-à-vis de la Chine, qui a une flotte bien commandée et une armée de terre qu'il lui est facile d'élever en temps de guerre à près de 200000 hommes, est profondément troublé à l'intérieur. L'opinion publique y a atteint depuis quelque temps un degré d'exaltation qui cause au gouvernement du comte Ito les plus sérieux embarras. L'opinion n'existe pas en Chine, le gouvernement y fait ce qu'il veut, sans avoir de compte à rendre à personne : il n'en est pas de même au Japon. Le Japon s'est donné un parlement, il jouit de la liberté de la presse, il prend très au sérieux ces institutions européennes qu'il a im-

plantées chez lui, presque sans transition avec un état politique fort différent. Si ce vin capiteux tourne tant de têtes en Occident, au milieu de civilisations vieillies et qui en ont une longue pratique, on peut juger de l'effet qu'il produit sur un peuple jeune, actif, intelligent, épris de nouveautés, amoureux de progrès, mais inexpérimenté, qui a tout appris des autres et peu de choses encore par lui-même. Les journaux sont remplis des griefs qu'il a ou qu'il croit avoir non seulement contre la Corée, mais contre l'Europe. Il a fait des traités d'amitié et de commerce, en 1882 avec les États-Unis, en 1883 avec l'Angleterre et la Russie, en 1885 avec l'Allemagne et l'Italie, en 1886 avec la France: ces traités ne suffisent plus à ses prétentions, il les supporte avec impatience, et l'opposition, qui va tous les jours grandissant, en réclame, soit la dénonciation pure et simple, soit une exécution judaïque qui amènerait les puissances à proposer elles-mêmes de les reviser. Les questions, les interpellations se multiplient au parlement de Tokio tout comme chez nous, et le gouvernement est obligé d'avouer son impuissance. Deux fois, coup sur coup, la Chambre a été dissoute, une première fois en décembre 1893, et une seconde au mois de mai dernier. On est à la veille d'élections nouvelles. En pareil cas, presque tous les gouvernemens sont tentés de regarder une diversion à l'extérieur comme une circonstance profitable. Quant à reculer dans les affaires de Corée, après tant de dépenses déjà faites, et avant d'avoir obtenu des satisfactions jugées suffisantes, le ministère du comte Ito ne le pourrait pas sans s'exposer à une chute certaine. Si la guerre éclate, le véritable motif en sera dans cet ensemble de faits. On essaiera certainement de la localiser entre la Chine et le Japon, et sans doute on y parviendra; mais l'Angleterre, la Russie, les États-Unis ne peuvent guère se désintéresser de ses conséquences. Le champ d'action de la diplomatie contemporaine s'est agrandi singulièrement : qui sait si on ne verra pas un jour des congrès de Vienne, de Paris ou de Berlin se réunir pour régler les affaires de l'Extrême-Orient ?

Une heureuse nouvelle est arrivée la semaine dernière à Rome, et nous nous en réjouissons très sincèrement pour nos voisins. Le général Baratieri, après un combat très honorable pour les armes italiennes, s'est emparé de Kassala. Quelques journaux anglais, le *Standard* entre autres, nous reprochent d'avoir appris cet événement sans aucun enthousiasme : ils se sont tout à fait trompés sur nos sentimens. Nous recherchons avec l'Italie ce qui nous rapproche et non pas ce qui nous divise, et lorsque nous pouvons applaudir à un de ses succès, nous le faisons en toute cordialité. Bien loin d'éprouver le moindre déplaisir de la prise de Kassala, nous verrions très volontiers l'Italie continuer son expansion dans la voie où elle vient de faire un pas décisif. A Kassala, elle est sur un affluent du Nil, ce qui est déjà une position très

importante; mais elle irait sur le Nil lui-même que ce n'est pas de la part de la France qu'elle rencontrerait des difficultés.

Ce qui a pu donner le change aux journaux anglais, c'est que les nôtres, préoccupés d'incidens récens et des polémiques auxquelles ils ont donné lieu, n'ont pas pu oublier que Kassala était une ville égyptienne. Les réserves que nous avons toujours faites au sujet de l'intégrité de l'Égypte et de l'Empire ottoman devaient naturellement trouver ici leur place; mais il y a tant d'autres points de l'Égypte qui sont occupés par des puissances européennes, et on trafique même de ceux qui ne le sont pas avec une si facile désinvolture, que nous ne pourrions pas montrer de la susceptibilité au sujet de l'occupation de Kassala par les Italiens, sans dépasser la mesure de naïveté au delà de laquelle on ne mérite plus d'être pris très au sérieux. Pour le moment, d'ailleurs, ce n'est pas aux Égyptiens que le général Baratieri a enlevé Kassala, mais à la barbarie. Le jour viendra sans doute où toutes les questions qui se rattachent à l'Égypte seront réglées d'un commun accord par les puissances européennes, et la question de Kassala ne sera pas alors la plus difficile à résoudre. En attendant, pourquoi verrions-nous d'un mauvais œil les puissances intervenir sur le haut Nil et un certain équilibre s'établir entre elles? Plus elles y seront nombreuses et mieux cela vaudra. L'Angleterre se vante de maintenir l'ordre et la paix dans la basse Égypte, où ils régneraient fort bien sans elle; mais elle ne peut pas avoir se prévaloir de rendre le même service sur le haut Nil, puisqu'elle l'a laissé maladroitement tomber entre les mains des Mahdistes et qu'elle s'est montrée impuissante à le leur reprendre. Il est donc tout naturel que d'autres se chargent, au moins partiellement, d'une tâche que les Anglais n'ont pas pu remplir, et certes la présence des Italiens à Kassala nous paraît en ce moment beaucoup plus naturelle et plus légitime que la leur au Caire. Elle y est incontestablement plus utile à la civilisation. C'est donc sans la moindre arrière-pensée que nous félicitons le gouvernement et le peuple italiens du beau fait d'armes du général Baratieri. La colonie d'Érythrée, comme on aime à l'appeler à Rome, a été longtemps une impasse, et elle ne cessera de l'être que lorsqu'elle se sera assuré des débouchés sur le Nil.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-gérant,

F. BRUNETIÈRE.